

FOUAD CHEHAT

La filière blés

The chain of wheat production aims the supply of domestic market characterized by a high demand of wheat by – products which forms the essential ingredients of food ratio – the analysis of the main chain segments shows the low recorded performances by the whole of the operators. Moreover, the wheat chain appears to be one of the most threatened branch by the foreseeable consequences of the continuous liberalization process and the achievement of Algeria's integration in the mediterranean free trade area with European Union like in the world trade organisation. However, a reform of divergences between various actors translate the existence of conflicts of interests exacerbated by the lack of opportunity for dialogue and negociation.

Key words :

Wheat chain - Regulation liberalization - World market - Prices System

ملخص

يهدف فرع إنتاج القمح الصلب لتموين السوق الداخلي الذي تميّزه ارتفاع الطلب على المنتجات التي تشكل أساس النسبة الغذائية. ويظهر التحليل مكونات الفرع الأساسي عدم الكفاءة المسجلة من قبل مجموع الفروع المهتدة بنتائج الانفتاح الاقتصادي وقرب إكمال مسار منطقة التبادل الحر الأورو متوسطية وكذا الانضمام الوشيك للمنظمة العالمية للتجارة. وفي هذا الإطار يظهر إصلاح الاختلافات بين مختلف الشركاء يترجم بوجود صراع مصالح المتعاضم عند الحوار والتفاوض.

يسعى فرع إنتاج القمح والصلب لتموين السوق المحلي المتميز بارتفاع الطلب على القمح - حيث تشكل المنتجات المعتمدة على القمح أساس القيمة الغذائية- ويظهر تحليل المكونات الأساسية للفرع عدم الكفاءة المسجلة من قبل جميع المتدخلين في هذا الفرع. فضلا عن ذلك، يبدو جلياً أن فرع القمح الصلب هو الأكثر عرضة للنتائج المستقبلية لمسار تحرير الاقتصاد الذي شرعت فيه الجزائر بتوقيعها على اتفاقية منطقة التبادل الحر الأورو المتوسطي وقرب الانضمام إلى المنظمة العالمية للتجارة وفي هذا الإطار تترجم محاولات تضييق فجوة الاختلافات بين مختلف الشركاء وجود صراع مصالح تعاضم بعض نقص قنوات الحوار.

INTRODUCTION

Tout en étant très fragile, la filière blés est, sur le plan économique et social, la filière agro-alimentaire la plus éminemment stratégique. Elle concerne, selon de premiers résultats du Recensement Général de l'Agriculture réalisé en 2001, 588621 exploitations, soit près de 60% de l'effectif global^[1]. Celles-ci réalisent, *en moyenne (période 1996/2004) une production d'une valeur que l'on peut estimer à 0.43 milliard d'US\$*. L'industrie de transformation des blés, quant à elle, emploie aujourd'hui plus de 10000 travailleurs et réalise un chiffre d'affaires annuel de 1.1 milliard d'US\$. La production de la filière vise l'approvisionnement d'un marché domestique où il existe une forte demande pour les dérivés céréaliers, ces derniers constituant une part essentielle de la ration alimentaire consommée. En fait, on peut même préciser que, compte tenu du modèle de consommation dominant, le seuil minimum de nutrition des couches sociales les plus pauvres est déterminé directement par le prix des blés. Or, une présentation rapide des principaux segments de la filière mettrait en évidence la faiblesse des performances enregistrées par l'ensemble des opérateurs. Elle mettrait également en évidence l'absence de perspectives favorables à une amélioration significative de ces mêmes performances à moyen terme, tant qu'une réforme en profondeur du mode de régulation n'est pas opérée. La tentation serait alors grande d'en déduire qu'une telle réforme devrait s'inspirer des principes d'une politique ultra libérale. Mais, l'analyse montrera que ce type de solution aurait un coût social rédhibitoire pour des pouvoirs publics soucieux, avant tout, de stabilité sur le plan politique.

LA PRODUCTION DOMESTIQUE DE BLÉS

La céréaliculture est une spéculation présente sur toutes les terres arables de l'ensemble du territoire national et constitue la clef de voûte des systèmes de production mis en œuvre dans la majorité des exploitations agricoles, quelle que soit leur taille. D'ailleurs, la superficie moyenne des exploitations céréalières est inférieure à sept hectares (6,8ha). Quand on sait que les céréales sont ici des cultures pluviales menées en zones semi-arides ou, au mieux, en zones à climat méditerranéen, ces exploitations paraissent bien petites.

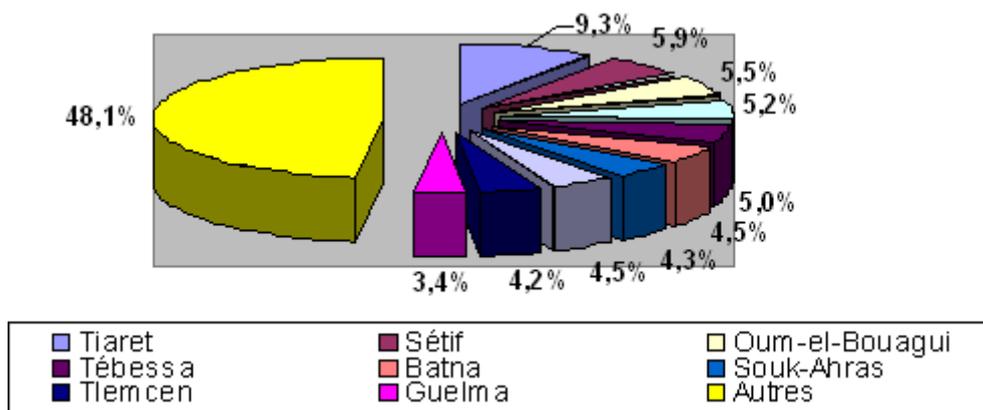
En dehors des oasis où elles peuvent être cultivées grâce à l'irrigation, il existe tout de même une limite méridionale à l'extension de l'aire céréalière, limite qui est grossièrement constituée par l'isohyète 300mm. Bien que cette aire se soit accrue de manière sensible après

l'Indépendance, et particulièrement au cours des deux premières décennies, les céréales ont occupé en permanence près de 80% de la Surface Agricole Utile du pays. Comme le système de culture dominant est partout un système reposant sur un assolement céréales/jachère avec une rotation le plus souvent biennale, cela signifie que 40 à 50% de la S.A.U sont effectivement emblavés en céréales et que 30 à 40% constituent la sole laissée en jachère. Les résultats du dernier Recensement Général de l'Agriculture confirment le maintien à grande échelle de la pratique de la jachère, celle-ci étant le fait de 286915 unités soit près de la moitié (48,7%) des exploitations céréalières[2].

La pratique de la céréaliculture -bien que largement partagée par la majorité des agriculteurs du pays et bien que présente dans toutes les wilayas- reste tout de même typique de dix wilayas dont la majeure partie du territoire appartient aux plaines intérieures et aux hauts plateaux. Elles concentrent plus de la moitié (51,9%) des superficies emblavées chaque année (cf. Graphe 1) alors qu'elles ne comptent que 219827 exploitations céréalières, soit 37,4% de l'effectif national. Cela s'explique par une taille moyenne des exploitations céréalières un peu plus élevée (7,5 ha) dans ce groupe de wilayas, qu'à l'échelle du pays.

L'examen de l'évolution de la taille de la sole céréalière au cours des quarante dernières années montre clairement l'existence d'une tendance à l'extension continue des emblavements. En effet, les superficies emblavées passent d'une moyenne de 2916962 hectares durant le quinquennat 1962-1967 à une moyenne de 3891062 hectares durant le quinquennat 1992-97, soit un accroissement global de 974100 hectares ou encore d'un tiers, avant de retomber au niveau de 3214352 hectares en 1999/2004, supérieur de 10% au niveau initial. Le régression constatée depuis 1997 est certainement liée aux déboires connus par les céréaliculteurs suite à la longue série d'années sèches des années 1990, mais elle est aussi liée non moins incontestablement à une rationalisation accrue des formes de soutien accordé aux céréaliculteurs, d'abord dans le cadre du programme d'intensification céréalière (P.I.C) mis en œuvre en 1995, puis dans le cadre du P.N.D.A à partir de 2000.

Graphique n°1 : Part des dix premières wilayas dans la sole céréalière totale



Source : Série Statistiques, A et B, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

Un ciblage plus précis des aides, orientées progressivement vers les seuls agriculteurs appliquant des itinéraires techniques intensificateurs et incitant à la reconversion des cultures dans les zones à faibles potentialités, a facilité, chaque fois que cela était possible, la substitution d'autres spéculations à celles des céréales. Ainsi, les données disponibles [3] indique que l'appui de l'Etat à l'intensification des céréales a été réservé, au plus, à un quart des cultures puisqu'il a concerné 467000 ha en 2001 (soit 14,7% des emblavements) puis 807800 ha en 2002 (25,4% des superficies semées) et 721000 ha en 2003 (23,7% des emblavements). Les premiers résultats en matière de production (cf. tableau 1) et de rendements semblent positifs, mais ils restent encore à confirmer sur le long terme.

Les conditions climatiques particulièrement éprouvantes font que, partout, même mesurés à l'aune de la moyenne mondiale, les rendements sont très bas, bien qu'il soit possible de distinguer trois régions en fonction des rendements potentiels. Il y a une première région d'environ 400000 ha où les rendements moyens peuvent, certaines années, atteindre deux tonnes par hectare sans aucun effort particulier d'intensification. Elle intègre les plaines du littoral et une partie des vallées du centre et de l'est, soit une zone où la pluviométrie annuelle dépasse régulièrement les 500mm. La seconde région concerne une aire d'environ 1,5 million d'hectares dont la moitié est emblavée en céréales. Elle réunit les plaines (Mléta, Mekerra, Ghriss) et vallées intérieures (Mina, Rhiou, Chélif) ainsi que le massif de Médéa et le plateau du Dahra où la pluviométrie varie entre 400 et 500 mm, mais avec de fortes amplitudes d'une année à l'autre. Ici, les rendements sont plus bas (9 qx/ha) et plus erratiques. La troisième région est celle où le risque climatique pour la culture des céréales (ainsi que pour toute autre culture en sec) est le plus élevé puisque les précipitations annuelles moyennes sont le plus souvent inférieures à 350 mm. En termes de superficie, c'est la zone la plus vaste (4,5 millions d'hectares) et elle intègre la majeure partie des hauts plateaux de l'ouest à l'est. Les rendements, en bonne année pluviométrique peuvent atteindre 10 qx/ha, mais, en moyenne quinquennale, ils sont bien plus bas (5 qx/ha) et, très souvent, une grande partie des superficies semées est livrée à la pâture des moutons dès le mois d'avril quand la pluviométrie s'est révélée insuffisante et qu'il n'y a aucun espoir de récolte de grains.

En moyenne, la production céréalière pour la période 1963-2004 est inférieure à deux millions de tonnes (1983920 T) avec une légère tendance à la hausse depuis le quinquennat 1962-67. On doit noter que le taux de croissance annuel est inférieur à 1%, performance bien médiocre comparativement à celles obtenues dans d'autres pays méditerranéens (Maroc, Tunisie, par exemple). Au sein de cette production totale moyenne, le blé dur conserve la première place avec une part de 46%, suivi de près par les orges qui représentent pas moins de 32%. Ensemble, ces deux espèces ont constamment constitué entre 70% et 84% du total de la production céréalière.

L'examen de l'évolution quinquennale des niveaux de production montrerait aussi la régression continue de la part du blé dur dans la

production totale durant une première phase allant de 1962/63 à 1991/92. Cette part - supérieure à la moitié des céréales produites au cours du quinquennat 1962-67 (58,3%) - perd en moins de deux décennies 21 points, se réduisant à 37% du total en 1982-87. Cette régression -vu la croissance très lente de la production céréalière globale- s'accompagne d'une baisse significative des quantités de blé dur récoltées (près de neuf cent mille tonnes en 1962-1967 contre 720000 tonnes en 1982-1987). Cette dégradation est, bien sûr, avant tout l'effet de la réduction des emblavements en blé dur, spécialement dans les exploitations du secteur privé. Elle profite d'abord à l'orge dont la part dans la production totale passe de 23,6% en 1962-67 à 45,6% en 1987-92. Cet accroissement de la part de l'orge s'accompagne ici d'une croissance réelle en volume puisque le niveau moyen de production - inférieur à 400000 tonnes en 1962-67- dépassera le million de tonnes en 1987-92, soit une progression de 187%. Mais, comme le niveau des rendements a eu tendance à baisser depuis 1962, cela signifie que les gains de production ont reposé sur la seule extension des emblavements.

La réorganisation du secteur agricole étatique en 1987/88 amorcera les réformes économiques qui imposeront progressivement à l'ensemble du secteur agricole les règles de l'économie de marché. L'application du programme d'ajustement structurel conduira à la suppression de la quasi-totalité des aides indirectes (subvention des prix des intrants et des équipements) accordées jusque-là au secteur, ce qui contraindra les agriculteurs en général et les céréaliculteurs en particulier à modifier quelque peu leurs stratégies.

Ces modifications se traduisent par un nouveau renversement de la hiérarchie des préférences des agriculteurs, ces derniers redonnant la première place aux blés et spécialement au blé dur. Le réajustement, en faveur des blés, de la politique des prix garantis à la production favorisera fortement le retour du blé dur à la première place. La part des superficies emblavées en blé dur dans l'aire céréalière totale passe de 35,61% en 1987-92 à 43,78% le quinquennat suivant et se maintiendra à ce niveau au cours de la période 1999/2004 avec 43,61%. Cet accroissement se double d'une hausse tout aussi forte des volumes produits qui passent de 884197 tonnes en 1987-92 à 1140677 tonnes en 1992-97, volumes qui continueront à progresser par la suite (1270961 tonnes en 1999/2004). Cela permet au blé dur de retrouver la première place, tant en termes de superficies semées qu'en termes de production (46,01% en 99/2004).

Globalement, quelle que soit l'espèce, les rendements sont médiocres et ne progressent que très lentement. Ces faibles performances s'expliquent, en première instance, par la nature fondamentalement pluviale de la céréaliculture algérienne et donc par sa forte dépendance vis-à-vis de l'aléa climatique. Selon les données du RGA, moins de 8% des céréaliculteurs (45742) ont recours à une irrigation d'appoint sur une surface emblavée d'à peine 120000 hectares soit 3% de la sole céréalière. Et encore, pour plus de la moitié, ces irrigations sont pratiquées en zones saharienne et steppique.

La timide tendance à la hausse constatée semble se renforcer durant la dernière décennie suite à une amélioration de la qualité et de l'importance de l'appui technique et financier apporté par les pouvoirs publics spécialement aux céréaliculteurs situés dans les zones agro-climatiques les plus favorables. Un effectif de plus en plus important d'agriculteurs fait désormais appel aux engrais chimiques (24,2% des céréaliculteurs), aux herbicides et aux semences sélectionnées (14.9% d'entre eux)[4]. Des niveaux de récolte exceptionnels sont de plus en plus fréquents : récoltes de 1990-91 (3,8 millions de tonnes annoncés), de 1991-92 (3,2 millions de tonnes), de 1995-96 (4,9 millions de tonnes), de 2002-03 (4,2 millions de tonnes) et 2003-04 (4 millions de tonnes) [cf. tableau n°1]. Ces résultats traduisent l'amélioration plus sensible des rendements qui passent, pour le blé dur à titre d'exemple, de 7,38 qx/ha pour la période 1964-1990 à 10,36 qx/ha.

Mais, en définitive, la progression de la production n'a jamais été suffisante par rapport au rythme de croissance de la demande, ce qui aura pour conséquence inévitable une dégradation du niveau de satisfaction, par l'offre domestique, des besoins exprimés sur le marché intérieur, et contraindra à recourir massivement aux importations de céréales en général et de blés en particulier.

1 - LA MISE EN MARCHÉ DE LA PRODUCTION LOCALE DE BLÉS

Pour réguler le marché domestique des céréales, de 1962 à 1994, l'Etat s'est appuyé sur l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (O.A.I.C) ainsi que sur les Coopératives de Céréales et Légumes Secs (C.C.L.S.). Ces opérateurs étaient chargés d'appliquer la politique adoptée en matière d'approvisionnement, de prix et de qualité des blés distribués, tant à des fins de transformation et de consommation qu'à des fins de production (semences).

Dès l'Indépendance, la question des blés a immédiatement été perçue comme une question déterminante pour la stabilité sociale du pays. C'est ce qui explique qu'une des premières décisions prises par le nouvel Etat algérien fut la création de l'O.A.I.C. par l'Ordonnance du 12 juillet 1962, promulguée sept jours après l'Indépendance. L'Office créé est un établissement public à caractère administratif et commercial. Il conservera, jusqu'à 1970, les prérogatives et les modalités d'intervention attribuées auparavant à la Section Algérienne de l'Office National Interprofessionnel des Céréales (S.A. O.N.I.C) chargée de la régulation du marché algérien des céréales durant la période coloniale.

Responsable de l'organisation et de la régulation du marché des céréales, l'O.A.I.C. devait assurer un ajustement permanent de l'offre et de la demande, ajustement se traduisant nécessairement par des prix stables et uniformes en tout point du territoire national. Pour atteindre cet objectif, l'O.A.I.C. va disposer d'un monopole sur :

- La collecte de la production intérieure ;
- Le commerce extérieur, c'est à dire... essentiellement sur les importations

- Le stockage, le transport et la distribution des céréales.

Afin d'exercer ces fonctions, l'O.A.I.C va s'appuyer sur un réseau d'organismes d'intérêt local chargés du stockage : les C.C.L.S. Celles-ci sont aujourd'hui au nombre de quarante-deux. Trente six d'entre elles sont implantées dans les wilayas productrices de céréales et de légumes secs. Les six autres, les plus récentes, sont situées dans des wilayas de la steppe (Djelfa, Biskra, Laghouat) où elles auront pour rôle principal d'approvisionner les éleveurs en céréales secondaires (orges principalement) et dans des wilayas sahariennes (Béchar, Ouargla, Adrar) où elles auront pour fonction de soutenir le développement de la céréaliculture en zones arides et de faciliter l'approvisionnement régulier des populations locales.

Les C.C.L.S. sont des sociétés à capital variable dotées de l'autonomie financière, mais elles deviendront, en pratique, les instruments d'exécution sur le terrain des fonctions attribuées à l'O.A.I.C. Elles ont, en conséquence, pour rôle de :

- Collecter, conditionner et stocker les livraisons effectuées par les agriculteurs situés dans leur zone d'intervention, celle-ci correspondant en règle générale aux limites administratives d'une wilaya;
- Conditionner et livrer à ces mêmes agriculteurs les semences dont ils ont besoin pour réaliser leurs emblavures;
- Réceptionner et stocker les importations effectuées pour leur compte par l'O.A.I.C.;
- Approvisionner les entreprises de transformation des céréales (minoteries et semouleries, bien sûr, mais aussi fabriques d'aliments du bétail) installées dans leur zone d'intervention;
- Approvisionner les éleveurs locaux en céréales secondaires;
- Expédier vers les ports d'embarquement les excédents destinés à l'exportation. Cette dernière fonction restera très théorique puisque depuis la fin des années 1960, il n'est plus question d'exporter.

Pour exercer leurs fonctions, les C.C.L.S. disposent, à l'heure actuelle, de 458 points de collecte avec une capacité de stockage de 2664000 tonnes. Cette capacité théorique est, comme on le voit, supérieure à la production céréalière moyenne (moins de deux millions de tonnes) et suffit largement à la réception de l'ensemble de la récolte.

L'inégale répartition des moyens de stockage entre C.C.L.S conduit à la création de cinq Unions Régionales dénommées U.C.A (Unions de Coopératives Agricoles) chargées de gérer et de répartir au mieux les stocks de report détenus par les C.C.L.S. à la veille de chaque campagne de moisson/battage. Le poids de plus en plus considérable des importations dans l'approvisionnement du marché intérieur justifie, à posteriori, l'implantation des cinq U.C.A. au niveau des principaux ports de débarquement des céréales acquises sur le marché mondial soit, d'ouest en est, Oran, Mostaganem, Alger, Bejaia et Annaba. Et la

fonction initiale des U.C.A. a changé puisqu'elles s'occuperont plutôt de la régulation des flux de grains importés par une répartition tenant compte des capacités de réception et des rythmes de rotation que peut supporter chacune des C.C.L.S. Aux capacités de stockage propres des C.C.L.S., il faudrait donc ajouter celles placées directement sous le contrôle des U.C.A., dans les ports de débarquement, capacités additionnelles qui s'élèvent à 161400 tonnes.

Il va de soi qu'avec un programme de transport toujours saturé, les C.C.L.S ne pourront qu'épisodiquement assurer le transport de la collecte locale entre les lieux de production (les exploitations agricoles) et les magasins de stockage. Ce transport incombera finalement en quasi totalité aux céréaliculteurs eux-mêmes qui le réaliseront avec des moyens propres ou en faisant appel à des transporteurs privés.

Le monopole du commerce des grains accordé à l'O.A.I.C dès 1962, oblige, théoriquement, les agriculteurs à céder toute leur production aux C.C.L.S sur lesquelles l'Office va s'appuyer pour exercer son monopole. Pourtant, ces coopératives ne réussiront à collecter, en moyenne, que 40% du blé dur local, et 62% des blés tendres. En définitive, et l'examen du tableau n°2 le confirme, une partie significative de la production domestique (53%) échappe à la collecte organisée par les C.C.L.S. Mais quel intérêt peut présenter la stratégie de rétention pratiquée par les céréaliculteurs ? Ces derniers peuvent destiner ces quantités à :

- la vente hors du circuit des C.C.L.S., sur un marché informel donc, puisque de telles transactions sont illégales (sauf pour les orges, et encore depuis 1993 seulement) ;
- assurer la consommation des individus composant le ménage vivant sur l'exploitation ;
- la réalisation des emblavements de la campagne suivante, c'est à dire leur utilisation sous forme de semences.

Or, la première option ne présente qu'un faible intérêt dans la mesure où :

- les mécanismes de contrôle des échanges céréaliers sur le marché sont relativement efficaces et rendent extrêmement complexes de telles transactions;
- la concurrence exercée par les dérivés issus de la trituration industrielle devient quasiment insoutenable à partir de 1974-75 et seuls quelques titulaires de hauts revenus peuvent continuer à se porter acquéreurs de grains provenant de la production locale pour satisfaire un besoin de qualité. Il ne peut être, là aussi, question que de petites quantités ayant un poids très marginal par rapport à la récolte totale;
- la demande la plus sérieuse pouvait provenir des consommateurs résidant dans les agglomérations semi-rurales. Mais, ces clients potentiels seront perdus du fait de la raréfaction des moulins à façon et de l'essaimage des dépôts de vente des entreprises industrielles (E.R.I.A.D.) qui augmentait toujours plus, pour eux, les disponibilités de semoules et farines cédées à bas prix.

La seconde option paraît la plus évidente. Elle serait logique dans la mesure où elle ne ferait que traduire le maintien d'une stratégie déjà développée avant l'Indépendance. Les paysans conserveraient dans l'exploitation les quantités nécessaires à la consommation familiale annuelle, ne commercialisant que les excédents. Or, le volume des blés non livrés aux C.C.L.S, un peu plus de sept cent mille tonnes en 2000/04, ne permettrait d'assurer que moins de 22 kg par habitant et par an. Et même si l'on tenait compte du fait que ces quantités ne sont destinées qu'à l'approvisionnement des ruraux, on constaterait qu'elles garantissaient un apport de seulement 55 kg de blés par habitant des zones rurales.

La troisième option, toujours présente, a été retenue de façon variable dans le temps. Jusqu'au milieu des années 1980, l'O.A.I.C. et les C.C.L.S. garantissant un approvisionnement suffisant en semences, une production autonome n'aurait eu guère de sens si le problème de la variété et celui de la qualité des semences fournies par les C.C.L.S. n'avaient pas été de plus en plus récurrents.

En effet, faute d'un nombre suffisant de multiplicateurs, les quantités de semences certifiées que pouvaient livrer les C.C.L.S. ont toujours été inférieures, en moyenne, au tiers des besoins exprimés par les céréaliculteurs. Les deux tiers restants ne pouvaient donc être satisfaits qu'à l'aide de semences dites triées, mais à pouvoir germinatif plus faible et sans garantie sur le plan de la pureté variétale.

Par ailleurs, la préférence marquée des céréaliculteurs pour des variétés locales à paille longue n'était pas prise en charge par les C.C.L.S. et l'O.A.I.C. qui s'efforçaient d'appliquer la stratégie de l'Etat, laquelle était favorable à la substitution de ces mêmes variétés locales par des variétés étrangères - à paille courte - sensées avoir un rendement plus élevé en grains.

Ces deux raisons vont donc être à l'origine de la rétention d'une partie de leur production par les céréaliculteurs en vue de l'employer comme semences, les échanges entre agriculteurs étant assez fréquents pour diminuer les risques d'une dérive génétique.

En définitive, c'est cette troisième option qui compte le plus dans la stratégie de mise en marché des producteurs.

Pour la période 2000/04 prise en référence, compte tenu des superficies emblavées, les besoins en semences de blés atteignaient en moyenne 240000 tonnes, dont moins de la moitié pouvait provenir des C.C.L.S. Les quantités de blés conservées dans les exploitations et réservées à la consommation humaine diminueront d'autant, et ne pouvaient donc assurer qu'une ration de moins de 40 kg par rural.

Au total, on doit tirer deux conclusions importantes:

- le comportement des céréaliculteurs apparaît comme parfaitement rationnel et tout à fait compatible avec les signaux transmis par le marché des blés et de leurs dérivés.

- Malgré les analyses hâtives des uns et des autres, les C.C.L.S. ont atteint l'objectif qui leur était assigné: drainer vers leurs silos la quasi totalité des blés que pouvaient commercialiser les céréaliculteurs sans mettre en danger la reproduction de l'exploitation et en se prémunissant un minimum contre la crainte -jamais justifiée mais toujours présente- de pénurie sur le marché des dérivés d'origine industrielle.

Cependant, depuis la campagne 2003/04, un changement, mineur en apparence, a été introduit dans la procédure de règlement par les C.C.L.S des livraisons effectuées par les agriculteurs. Les coopératives n'assurent plus que le versement de l'équivalent du prix de référence (prix moyen à l'importation) soit 1360 DA/q pour le blé dur et pour le blé tendre. Le reliquat par rapport au P.M.G, représentant la prime à la production, est versé par les caisses locales de la C.N.M.A auxquelles l'agriculteur est invité à s'adresser. Il y a au moins trois nouvelles contraintes imposées aux agriculteurs par cette procédure :

- Les délais de perception du montant dû sont beaucoup plus longs qu'auparavant;
- Les déplacements à effectuer sont plus importants puisque la C.N.M.A n'a pas un réseau de caisses locales suffisamment étoffé.
- La C.N.M.A qui gère, dans le même temps, les prêts accordés aux agriculteurs dans le cadre du Plan National de Développement Agricole et Rural, va saisir l'occasion pour prélever directement les annuités qui lui sont dus, sans attendre l'accord du client concerné.

Cela va avoir pour conséquence d'amener les céréaliculteurs à rechercher d'autres voies pour écouler leurs excédents de blés et à se détourner durablement des C.C.L.S (ainsi, il a été signalé, pour la première fois, des «exportations illicites» de blés vers les pays voisins en 2005).

2 - LA TRANSFORMATION DES BLÉS

Héritières de la SN.SEMPAC, les entreprises E.R.I.A.D constituaient, jusqu'à 1997, un oligopole dominant l'industrie de transformation des blés ainsi que le marché des dérivés céréaliers en Algérie. Leur chiffre d'affaires global était estimé à 86 milliards de DA en 1998 et représentait 80 à 90% du chiffre d'affaires global de l'industrie céréalière nationale, laissant donc très peu de place aux entreprises privées positionnées alors uniquement en aval de la trituration des blés. Incontestable pendant près de trois décennies, la domination exercée par les entreprises E.R.I.A.D sur le marché des produits semi-finis (semoules, farines) résultait d'une politique d'investissement relativement vigoureuse menée par l'Etat depuis 1970 et fondée sur la mise en place de minoteries et de semouleries d'une taille suffisamment grande pour espérer la réalisation d'économies d'échelle. On doit insister sur deux caractéristiques principales communes à toutes les entreprises E.R.I.A.D :

- Leur activité principale, depuis leur création, a été la production de semoule et de farine.
- Ce choix stratégique de départ en faveur d'un développement prioritaire de l'activité de première transformation n'a pas empêché totalement une diversification relative des activités au sein de chaque E.R.I.A.D. Cette diversification devait permettre une amélioration de la rentabilité et assurer la pérennité des entreprises d'où l'adjonction aux activités de première transformation d'autres activités telles que la fabrication de pâtes alimentaires et de couscous, la biscuiterie, la boulangerie industrielle.

La politique d'investissement adoptée allait se traduire par un taux de croissance relativement élevé de la production de semoule et de farine : 4,7% par an en moyenne de 1965 à 1988 pour la semoule et 5,77% pour la farine. Ce rythme se ralentit par la suite, mais le maximum de la production des moulins à capitaux publics est atteint en 1998 pour la semoule (1703100 tonnes, soit 2270800 tonnes en équivalent grains) et en 1999 pour la farine (1564650 tonnes, soit 2173125 tonnes en équivalent grains). La diversification, deuxième axe de la stratégie d'investissement, sera moins bien respectée malgré l'existence d'un marché porteur et le constat de pénuries à répétition. En effet, la production de pâtes alimentaires et de couscous passera de 25000 tonnes en 1963 à 110700 tonnes en 1989, progressant moins vite (5,5%) que la trituration du blé tendre, et la production de biscuits atteindra un maximum de 19640 tonnes en 1990 contre 4200 tonnes en 1965 (soit + 6,3% en moyenne).

Malgré l'élargissement considérable des capacités de production installées à partir de 1970, la pression de la demande a toujours nécessité le recours à l'importation de semoules et de farines livrées en l'état à la consommation locale. Toutefois, ces importations étaient considérées comme un simple appoint à la production nationale, surtout pour les farines.

De plus, après la libéralisation totale du commerce extérieur, la dissolution de l'ENIAL (chargée jusque-là principalement de la gestion des flux de produits semi-finis importés) et la multiplication d'importateurs privés, les produits locaux (semoule, farine, pâtes alimentaires) vont entrer plus directement en concurrence avec les importations. Fabriqués à moindre coût par des firmes industrielles de grande taille, ils pouvaient être offerts sur le marché national avec un rapport qualité/prix nettement plus avantageux par rapport aux produits locaux, que ceux-ci proviennent d'ailleurs de semouleries/ minoteries du secteur public ou du secteur privé.

Pour mettre un terme à l'érosion des parts de marché de l'industrie céréalière nationale, l'Etat a décidé, à compter du 1 décembre 1997 :

- D'affecter une valeur dite «administrée» de 28000 DA par tonne pour les farines importées et de 26000 DA par tonne pour la semoule importée, ce qui signifie que le coût C.A.F réel ne serait plus pris en considération;

- De prélever, en sus, des droits de douane fixés au plus haut niveau possible, soit 45% de la valeur «administrée».
- Après avoir constaté que ces mesures restaient insuffisantes compte tenu de la tendance à une baisse continue des cours des farines sur le marché mondial, l'Etat a porté la valeur «administrée» à 32000DA/tonne pour la farine, celle de la semoule restant fixée au même niveau que précédemment.

Ces mesures donneront d'excellents résultats, du point de vue des entreprises locales de trituration des blés, puisque, dès 1998, les importations de semoule ont quasiment disparu, tandis que celles de la farine ont connu une très forte régression en volume et en valeur (cf. tableau n°5).

Il est vrai que dans le but de se conformer aux règles régissant les échanges internationaux et dans la perspective d'une adhésion à l'O.M.C, la pratique de la «valeur administrée», qui pouvait être considérée comme un obstacle non tarifaire aux échanges, a été abandonnée et remplacée par un droit additionnel provisoire (D.A.P) qui permettra d'obtenir le même résultat.

Dans le train des réformes économiques, le programme de restructuration appliqué aux entreprises céréalières à capitaux publics en 1997/98 allait reposer sur l'abandon du principe de diversification, l'option stratégique de ce programme étant le repli des E.R.I.A.D sur leur métier de base: la première transformation.

La restructuration des ERIAD a conduit à la création de cinq groupes industriels et de 43 filiales ayant un statut de sociétés par actions. Le schéma directeur retenu pour chacune de ces filiales (similaire dans son principe à celui «proposé» à toutes les E.P.E) prône le «recentrage sur le métier de base», c'est à dire la trituration des céréales et l'élagage de toutes les autres activités de production de biens ou de services considérées comme périphériques (biscuiteries, boulangerie, distribution,....).

Entre temps, et particulièrement au cours des cinq dernières années, la libéralisation de l'économie a attiré de nombreux investisseurs vers un créneau considéré comme porteur à long terme.

Les mécanismes d'aide à l'investissement mis en place ont été suffisamment incitatifs pour entraîner un développement remarquable qui se poursuit à l'heure actuelle puisque des investissements nouveaux sont en cours de réalisation. Concernant la production des minoteries et semouleries du secteur privé, les données statistiques sont plutôt rares. L'exploitation des données du Centre National du Registre de Commerce et de celles disponibles au niveau de la Direction des Industries Agroalimentaires du Ministère de l'Industrie a permis de faire un inventaire -sûrement incomplet- des entreprises en activité. Cet inventaire fait ressortir la présence de 234 P.M.E/P.M.I dans le secteur de la transformation des céréales, dont 220 dans le segment de la première transformation, et 14 dans le segment de la seconde transformation (4

biscuiteries et 10 fabriques de pâtes alimentaires et couscous). Très souvent, il s'agit de moulins aux capacités largement inférieures à celles des moulins dont disposent les entreprises ERIAD, mais, ensemble, ces P.M.E totalisent une capacité de trituration d'environ 27000 tonnes/jour représentant 135% du marché domestique et elles ont réussi progressivement à enlever une part importante du marché que l'on peut estimer à 80% en 2004.

Dans le même temps, les entreprises à capitaux publics ont subi une nouvelle restructuration. Elles passent sous le contrôle du S.G.P CEGRO après la dissolution des holdings chargés de préserver les intérêts de l'Etat propriétaire. Les S.G.P sont désormais chargées d'assurer la privatisation des entreprises publiques. Les quatre groupes ERIAD (Alger, Sétif, Sidi-Bel-Abbès, Tiaret) et le groupe SMIDE de Constantine vont disposer de 36 filiales contrôlant 83 minoteries, semouleries ou fabriques de pâtes et couscous. Les autres activités (biscuiterie, laboratoires, levureries,...) sont organisées en neuf filiales différentes dans le but de faciliter la cession aux capitaux privés. Les unités du secteur public ont, dans quelques cas, réussi à faire quelques investissements de rénovation en vue de maintenir les capacités dont elles disposaient dès 1995, soit 19065 tonnes/jour, déjà suffisantes pour satisfaire la demande nationale. Mais, elles seront contraintes, dans un premier temps, à une forte réduction des taux d'utilisation de ces capacités, ce qui s'exprimera dans le ralentissement du rythme de croissance de leur production, ce ralentissement s'accélégrant au cours des quatre dernières années suite à la dégradation de la position concurrentielle des groupes ERIAD face aux nouveaux entrants constitués par les semouleries/minoteries privées, mais aussi suite à la hausse du coût des matières premières non compensée par une hausse du prix de cession de la semoule et de la farine. Au total, le taux de croissance pour ces entreprises du secteur public devient négatif au cours de la période 1988 à 2003 (-5,52% pour les semouleries, et 10,08% pour les minoteries) et les niveaux de production tombent au plus bas en 2003: 487510 tonnes de semoule (soit 650000 tonnes en équivalent grains), ce qui signifie un recul au niveau atteint en 1972, et 405450 tonnes de farine (563125 tonnes en équivalent grains) seuil atteint déjà en 1966. Malgré la fermeture des moulins les plus vétustes et les moins performants, ce qui ramène le parc utilisé à moins de 14000 tonnes/jour, la dégradation se poursuivra en 2004: 289000 tonnes de semoule et 411300 tonnes de farines.

A l'heure actuelle, deux contraintes majeures s'imposent à tous les transformateurs locaux. Il y a, d'abord, l'absence de maîtrise des coûts des matières premières employées (les grains de blé tendre et de blé dur) importées en très grandes quantités alors que ces matières constituent de loin le poste le plus important dans la structure du prix de revient des produits fabriqués: 80,7% des charges d'exploitation pour la semoule et 77,3% pour la farine [5]. En effet, la production de semoule et de farine par les entreprises céréalières dépend structurellement des importations de blés, et cela dans des proportions atteignant aujourd'hui 74% des besoins en équivalent grains. Et ces importations auront plutôt tendance à augmenter au rythme de la croissance démographique et de

celle de la demande qu'elle génère, puisque l'offre domestique de céréales ne risque pas de connaître des progrès exceptionnels à court et moyen terme. Or, il est fort probable que durant les dix prochaines années, on assistera à un relèvement du niveau des prix des blés sur le marché mondial. Le respect des engagements pris par les principaux pays exportateurs dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce conduira à une régression des subventions accordées jusque-là par la plupart d'entre eux. La faible progression de la production mondiale ne suffira pas pour compenser la croissance attendue de la demande. En outre, la flambée récente du prix des hydrocarbures sur le marché mondial aura inévitablement des répercussions sur le coût des céréales importées. En conséquence, pour toutes les entreprises du secteur, l'objectif prioritaire de réduction des coûts de production ne pourra être concrétisé uniquement, ni même principalement, sur la base d'une réduction du coût à l'importation des matières premières principales utilisées. L'effort principal pour la réduction des coûts devrait donc s'appuyer sur une amélioration de la productivité du travail. Et cela est encore plus vrai pour les moulins à capitaux publics que pour les moulins de statut privé. En effet, en 1999, la productivité physique d'un employé y était, en moyenne, de 1836 quintaux de dérivés par an. Cette moyenne tombe à 1173 quintaux en 2002. Et la dégradation se poursuivra logiquement par la suite vu l'importante régression de la production non accompagnée d'une réduction significative des effectifs. Les frais du personnel qui représentaient 28% de la valeur ajoutée créée en 1999 finiront par représenter 96% de la valeur ajoutée créée en 2002[6]. Deux critères, certes insuffisants, mais hautement indicatifs des faibles performances des moulins à capitaux publics, sont utilisés dans le tableau n°1 pour comparer ces performances à celles obtenues en moyenne dans quelques pays méditerranéens voisins. On constate que dans les moulins de la SGP CEGRO, la productivité physique par travailleur est cinq fois plus faible qu'en Tunisie et près de 18 fois plus faible que dans les moulins français. La cause principale de cette contre performance semble être le sureffectif puisque, comparativement, on emploie trois à six fois plus de travailleurs en Algérie que dans les pays voisins.

Tableau 1 : Comparaison de deux critères de performances chez la SGP CEGRO et dans quatre pays méditerranéens en 2002

	Productivité physique des travailleurs		Rapport capacités installées et effectifs	
	Tonnes / employé	Indice	Capacités / employé (T)	Indice
France	3 288	1 787	6,13	371
Espagne	2 421	1 316	9,4	570
Italie	2 362	1 284	8,03	487
Tunisie	960	521	5,5	333
SGP CEGRO	184	100	1,65	100

Cette situation est d'abord le résultat de l'inachèvement des réformes engagées dans la voie de la libéralisation, celle-ci se révélant de plus en plus difficile à concrétiser compte tenu des contraintes imposées à tout

repreneur, spécialement en matière de ressources humaines (obligation de maintenir la totalité des emplois pendant une période de cinq années au moins).

De plus, une deuxième contrainte majeure s'impose de plus en plus fortement à l'ensemble des entreprises, spécialement à celles qui sont les plus anciennes (majorité des filiales des ERIAD). Il s'agit de l'existence de capacités de transformation évaluées à 230% par rapport aux besoins exprimés par le marché et donc largement excédentaires. L'effet de taille -positif pour la baisse des coûts- ne peut donc jouer au profit des plus grands moulins que si ces derniers développent une politique marketing extrêmement agressive. Au total, il y a donc de fortes incertitudes qui pèsent sur l'avenir de toutes les entreprises quel que soit leur statut juridique, et ces incertitudes seront aggravées par la baisse attendue des protections douanières assurées jusqu'ici.

3 - LA CONSOMMATION

Depuis l'Indépendance, le développement soutenu de la filière des céréales est fondé quasi exclusivement sur le rythme de croissance de la demande et sur les changements subis par le modèle de consommation. Il est vrai, qu'en apparence, ce dernier a peu évolué puisque, depuis l'Antiquité, les céréales ont constitué et continuent de constituer l'aliment principal dans la ration alimentaire, ainsi que l'atteste *Ibn Khaldoun* pour le XVe siècle lorsqu'il rapporte :

«les céréales sont indispensables à la nourriture de l'homme. C'est donc une denrée très demandée. Nul ne néglige de s'en fournir et de s'approvisionner pour un mois, pour un an à l'avance» [7].

A l'Indépendance, la population est très largement à dominante rurale (80%). La ration alimentaire est alors basée sur la consommation de céréales qui fournissent 70% des calories, en moyenne. Vient en premier lieu le blé dur, puis l'orge et enfin le blé tendre. Mis à part l'ouest du pays où il est introduit de manière significative dans la préparation de soupes et de galettes, le blé tendre est très peu consommé en milieu rural. Seuls les citadins en consomment une quantité appréciable (40 à 50 kg/tête/an) sous forme de pain de boulangerie. Les ruraux utilisent semoules de blé dur et d'orge, parfois en mélange, tant pour le couscous que pour la galette qui accompagne la consommation de produits laitiers, d'olives et d'huile d'olive, plus rarement de produits maraîchers ou de viandes. Les céréales consommées par les ruraux sont auto produites quand il s'agit de paysans à la tête d'exploitations agricoles, soit acquises sur les marchés locaux, plus rarement auprès de négociants installés en ville. Les grains, qu'ils soient autoproduits ou achetés, seront le plus souvent portés au moulin à façon le plus proche pour être triturés. Les achats de semoules ou de farines «industrielles» sont des achats d'exception pour les ruraux alors qu'ils deviennent très vite la règle pour les citadins.

Ces données seront progressivement quelque peu bouleversées à partir de la fin des années 1960 par divers faits nouveaux, sans que, pourtant, ces bouleversements se traduisent par un changement fondamental du modèle de consommation lui-même. La stabilité relative du modèle de

consommation dominant s'explique, bien sûr, par la lenteur des changements des habitudes alimentaires. Mais, elle est en très grande partie expliquée par la nature des mécanismes de régulation de la filière adoptés par les pouvoirs publics dès les premiers jours de l'indépendance et conservés presque intacts jusqu'à ce jour alors que de nombreux facteurs ont joué en sens contraire.

En effet, il y a d'abord le boom démographique, logique au sortir d'une longue guerre de libération nationale, connu durant près d'un quart de siècle et qui portera la population de moins de dix millions d'habitants en 1962 à vingt millions en 1983. Le taux de croissance démographique atteindra le seuil de 3,2% en 1975 et sa régression ne débutera qu'à partir de 1986 (1,75% en 2004). Aujourd'hui, la population dépasse les 33 millions d'individus. Toutes choses égales par ailleurs, cette croissance du nombre de bouches à nourrir assurait mécaniquement une croissance au moins proportionnelle de la demande.

Il y a ensuite le choix, par les pouvoirs publics, d'un modèle de développement basé sur une industrialisation dite «industrialisante» qui provoquera un exode rural sans précédent dans l'histoire du pays et l'entassement à la périphérie des pôles urbains d'une population flottante en quête d'emplois. Le gonflement de la rente tirée de l'exportation des hydrocarbures donnera à l'Etat les moyens pour financer des recrutements massifs de fonctionnaires mais aussi d'employés d'entreprises publiques industrielles, de services ou d'exploitations agricoles «socialistes». L'extension du salariat aurait dû conduire à une modification du modèle de consommation, mais celle-ci n'aura pas lieu. D'abord, la priorité accordée à l'investissement avait pour contrepartie le maintien des taux de salaire au niveau le plus bas possible. Les salaires réels ne vont donc augmenter que très lentement et, de manière permanente, à un rythme largement inférieur à celui du taux d'inflation. Un processus inverse s'amorce même à partir de 1986 puisque selon Bourenane (L), le revenu réel par tête aurait régressé de l'indice 106,2 (1984 = base 100) à l'indice 84,3 en 1990[8]. Cette démarche a pu être adoptée sur une aussi longue période parce qu'elle a été couplée à l'application d'une politique de prix bas et stables pour les produits de large consommation (céréales, huiles, sucre, lait, légumes secs). Ensuite, l'absence de politique d'urbanisation a contraint les nouveaux «citadins» à s'appuyer sur la famille élargie et à pérenniser le modèle rural de consommation. Et toutes les enquêtes de consommation réalisées[9] ont montré, qu'en moyenne, l'alimentation a absorbé constamment plus de la moitié des budgets des ménages. La consolidation du modèle rural de consommation signifie la prééminence de la place des blés, et spécialement du blé dur, dans la ration alimentaire et si, globalement, la part des céréales diminue, c'est surtout grâce à l'abandon progressif de la consommation des orges (moins de 3kg/habitant/an aujourd'hui contre 46,2 kg en 1966/67).

Pourtant, ces enquêtes de consommation avaient manifestement surestimé l'intensité de la régression de la part des céréales dans le modèle de consommation puisque d'autres travaux ont permis par la suite d'évaluer cette part à 205 kg/habitant/an en 1993 [cf. Bencharif[10]

et étude S.E.F.C.A[11] contre 175,8 kg selon l'enquête de consommation de 1988. En définitive, les céréales continuaient à assurer plus de 60% des calories consommées par les Algériens.

Les mécanismes de régulation de la filière mis en œuvre par les pouvoirs publics se fondent alors sur :

- l'étatisation de la quasi-totalité des circuits de mise en marché des céréales, tant sous forme de grains en amont de l'industrie de transformation que sous forme de produits semi-finis (semoule et farine) en aval de cette même industrie.
- L'étatisation et le développement du segment de la transformation au détriment des moulins à façon ruraux, ce qui facilite l'orientation de la demande vers les produits de l'industrie.
- L'application de prix réglementés tout au long de la filière.

Très vite, l'approvisionnement de la population en dérivés céréaliers sera assuré principalement (127,4 kg par habitant en 1995, soit 174 kg en équivalent grains) par l'industrie domestique (49,5 kg de semoule et 37,8 kg de farine par habitant en 1995) et l'importation (12,9 kg et 27,2 kg respectivement pour la même année). Auto-consommation et filière artisanale sont réduites à la portion congrue (moins de 10% de satisfaction de la demande totale) grâce au réseau très étoffé de dépôts de vente tissé à l'échelle nationale par les entreprises publiques. La situation critique de celles-ci depuis 1995 ne provoque aucun changement sur ce plan puisque la relève est assurée immédiatement par les grossistes et détaillants privés qui se multiplient dans le sillage des réformes libérales.

Au total, de 1970 à 1993, la dynamique de la consommation, fondée sur un modèle «traditionnel» consolidé, va donner une orientation particulière au développement de l'ensemble du système alimentaire et du secteur agricole, plus particulièrement au sein de la filière blés. Et l'intervention étatique aura eu constamment un double objectif: protéger l'agriculteur contre les soubresauts du marché mais aussi garantir des prix bas à la consommation pour les dérivés céréaliers (farine, semoule, pain, pâtes, couscous), éléments essentiels dans la ration alimentaire moyenne des Algériens.

Or, l'offre domestique, comme on l'a vu, a constamment été soumise à de fortes fluctuations interannuelles principalement à cause de l'aléa climatique mais aussi à cause de l'inadaptation relative des structures de production à l'environnement naturel. La demande, quant à elle, a connu un taux de croissance assez stable dépendant principalement de la croissance démographique, le modèle de consommation ne connaissant que peu de changements significatifs. L'application du programme d'ajustement structurel à partir de 1994 et la libéralisation (partielle pour la filière blés) ne réussiront pas à bousculer sérieusement ce modèle de consommation. Bien au contraire, le maintien de prix réglementés pour la farine, le pain et la semoule conforteront les habitudes alimentaires. La non publication des résultats détaillés de la dernière enquête de

consommation effectuée en 2000 ne permet pas de connaître l'évolution précise des comportements. Mais, un rapport établi pour le compte de la SGP CEGRO[12] évalue les disponibilités en grains pour l'année 2003 à 173 kg dont 95 kg de blé dur et 78 kg de blé tendre. Cela signifie que la part du blé dur continue à être dominante (55% des disponibilités) même si le blé tendre gagne du terrain, mais la demande globale pour les blés semble effectivement en régression.

Une évaluation des ressources locales nettes permettrait de constater que la ration en blés disponible pour chaque habitant passe de 77,15 kg en 1962/67 à moins de 40 kg en 1992-2002. Si, à partir du rapport CEGRO[13], on considère que la ration minimale est, aujourd'hui, de 173 kg de blés par habitant et par an, la part de la production domestique serait donc passée de 42,9% des besoins en 1962-67 à 23% en fin de période. L'Etat se verra donc constamment contraint, pour garantir un approvisionnement suffisant et régulier du marché intérieur, de combler systématiquement le déficit par des importations. Les deux mouvements contradictoires affectant l'évolution de l'offre et de la demande domestiques ont conduit progressivement à une situation où la consommation n'a plus été déterminée, en première analyse, par l'offre domestique mais presque uniquement par les capacités d'approvisionnement à l'extérieur et donc par les ressources financières que la nation pouvait mobiliser à cette fin grâce aux exportations d'hydrocarbures.

4 - LE SYSTÈME DES PRIX DANS LA FILIÈRE BLÉS

La régulation de la filière blés a été une préoccupation permanente des pouvoirs publics qui se sont appuyés principalement à cette fin sur la définition et la surveillance sourcilleuse du système des prix tout au long de la filière.

D'abord, du côté de l'offre locale de grains, le schéma de fonctionnement imposé au marché reposait sur la fixation, théoriquement en début de campagne, de prix à la production garantis. Le niveau des prix garantis proposés aux agriculteurs ciblait directement deux objectifs: drainer vers les C.C.L.S. la totalité de la production domestique et amener les céréaliculteurs à adopter des techniques de production plus intensives afin d'augmenter la récolte globale. Mais le niveau de ces prix garantis a aussi constamment été raisonné de manière à être compatible avec le niveau bas des prix des dérivés en aval de la filière. C'est pour cela que l'évolution des prix garantis à la production (P.M.G), au cours des quatre dernières décennies, sera relativement lente et n'apparaîtra que tardivement comme une forme de réponse au déficit structurel de l'offre locale.

Les modifications apportées à la politique des prix garantis à la production traduisent la prise en charge toujours tardive de la réalité du marché des grains. Ainsi, dans une première phase allant de l'Indépendance à 1973, les prix proposés aux producteurs resteront quasiment stables parce que les pouvoirs publics accorderont la priorité à l'objectif d'un approvisionnement en grains à bas prix de l'industrie de trituration, cet approvisionnement étant alors en grande partie assuré par

la production domestique. Mais, dès le début des années 1970, les volumes des importations de grains commencent à devenir de plus en plus considérables. Les pouvoirs publics veulent alors accentuer l'incitation à l'accroissement de la production locale et impriment aux P.M.G une tendance à la hausse, modérée mais régulière jusqu'à la campagne 1990/91. Au cours de cette seconde phase, les P.M.G sont, certes, plus élevés que les prix à l'importation des blés acquis sur le marché mondial mais le différentiel ne peut être considéré encore comme exagéré. Par contre, à partir de 1992, une nouvelle modification de la politique des prix va traduire la volonté d'obtenir au plus vite la concrétisation de l'objectif désormais prioritaire d'augmenter fortement le niveau de la production locale de grains. La hausse du P.M.G est considérée comme le moyen privilégié pour atteindre cet objectif. Les P.M.G proposés augmentent fortement et deviennent nettement plus élevés que le prix C.A.F des blés importés. Ils sont stabilisés à compter de 1995 à hauteur de 19000 DA par tonne pour le blé dur et de 17000 DA par tonne pour le blé tendre.

Au cours de cette troisième phase, d'autres nouveaux éléments sont à prendre en considération. En effet, à partir de 1994, les réformes économiques et le processus de libéralisation qu'elles initient, vont concerner les circuits de la première mise en marché des céréales locales puisque deux décisions importantes seront prises :

- La politique de prix garantis à la production n'est maintenue que pour les blés (dur et tendre)
- Les autres céréales locales pourront désormais être commercialisées librement, ce qui signifie que leurs prix dépendront des seules forces du marché, poids des importations inclus.

La régulation de la filière se compliquera du fait que les pouvoirs publics se sont, en permanence, référés à une politique alimentaire fondée sur la pratique de prix aussi bas que possible pour les dérivés des blés (farine, semoule, mais aussi pain, pâtes alimentaires et couscous) considérés comme éléments essentiels de la ration alimentaire de base des Algériens. A ce titre, les prix de ces biens devaient être constamment compatibles avec la politique salariale, elle-même fondée sur la pratique de salaires stabilisés au niveau le plus bas possible. En conséquence, de 1962 à 1994, c'est-à-dire jusqu'à la date d'application du Programme d'Ajustement Structurel, les prix de cession des grains par l'O.A.I.C et les C.C.L.S aux minoteries et semouleries seront définis en fonction des prix réglementés de la farine, de la semoule et du pain aux consommateurs. Le point de départ de la construction du système des prix pour la filière était donc constitué par les prix à la consommation de ces trois produits. Cette construction reposait, en outre, sur une définition à priori des marges commerciales autorisées pour chaque intervenant de l'aval à l'amont de la filière (boulangers, détaillants en dérivés semi-finis, distributeurs, moulins et C.C.L.S). Par ailleurs, le fonctionnement de l'ensemble du système exigeait que l'O.A.I.C et les C.C.L.S approvisionnent les moulins à un prix unique (pour un blé de même qualité), qu'il s'agisse de blés locaux ou de blés importés.

Ainsi, à titre d'exemple, pour la période allant du 20 juin 1992 au 24 mars 1994, le prix à la consommation d'une baguette de pain ordinaire de 250 grammes était fixé à 1,50 DA. Compte tenu des marges du boulanger et des ERIAD qui assuraient la trituration du blé tendre et la livraison de la farine, le prix de vente de la farine au boulanger était fixé à 210 DA le quintal, ce qui imposait aux C.C.L.S un prix de cession des grains aux moulins de 138 DA par quintal. Or, le P.M.G pour le blé tendre local était de 910 DA par quintal et le prix moyen du blé tendre importé était de 313,9 DA par quintal. Pour la période du 20 juin 1992 au 24 mars 1993, le prix à la consommation de la semoule était fixé à hauteur de 450 DA par quintal. Compte tenu de la réglementation appliquée en matière de coûts et de marges tout au long de la filière, le prix de cession des grains de blé dur par les C.C.L.S aux semouleries était fixé à 234,24 DA par quintal. Or, là aussi, le P.M.G versé aux producteurs locaux était de 1025 DA par quintal et le prix moyen à l'importation atteignait 333,3 DA par quintal.

Au total, quelle que soit la provenance du blé, l'approvisionnement de l'industrie est à l'origine d'un lourd déficit pour l'O.A.I.C, organe de régulation, déficit encore plus lourd quand il s'agit de blés locaux. La pérennité du système de régulation va donc exiger de la part des pouvoirs publics la mise en place d'un mécanisme permettant à l'O.A.I.C de compenser ce déficit et d'assurer la prise en charge par le Trésor public des subventions accordées aux céréaliculteurs par le biais des P.M.G et des subventions à la consommation. La masse des subventions accordées aux producteurs en amont de la filière et aux consommateurs en aval finira par atteindre un seuil intolérable pour des finances publiques exsangues suite à l'effondrement durable en 1986 des prix de des hydrocarbures. L'absence de données officielles sur l'importance des subventions spécifiquement injectées dans la filière blés nous contraint à tenter une estimation plus ou moins grossière à partir des informations disponibles à propos des quantités collectées localement et des quantités importées. Ainsi, pour l'année 1992, les subventions versées à travers les P.M.G aux producteurs de blés ont atteint la somme de 1,46 milliards de DA pour le blé tendre et 5,76 milliards de DA pour le blé dur soit un total de 7,22 milliards de DA. Les subventions allouées au titre de la consommation par abaissement du coût des blés importés fournis à l'industrie se sont élevées, quant à elles, à 10,35 milliard de DA pour le blé dur et à 2,71 milliards de DA pour le blé tendre, soit un total de 13,06 milliards de DA. A cela, il faudrait ajouter les subventions allouées au soutien des prix à la consommation des semoules et farines importées, soit 8,37 milliards de DA. Subventions à la production et subventions à la consommation des produits céréaliers ont donc exigé, pour la seule année 1992, un budget global de 20,28 milliards de DA soit l'équivalent de 928 millions de US\$ au taux de change courant. Encore faudrait-il rappeler qu'on devrait ajouter à ce montant les subventions allouées à l'O.A.I.C au titre de la péréquation des coûts de transport puisque la règle veut que le prix des grains et des dérivés soit uniforme à l'échelle nationale. Le Programme d'Ajustement Structurel imposera une révision en profondeur de l'ensemble de ce système de régulation.

La réforme qui sera opérée en 1994 aura pour principal objectif de procéder à une diminution progressive des subventions à la consommation, suffisamment lente pour amortir l'impact de la hausse des prix à la consommation sur le pouvoir d'achat des salariés et des titulaires de bas revenus. Mais cette réforme ne peut être assimilée à une libéralisation au sens plein du terme puisque la réglementation des prix tout au long de la filière pour les dérivés principaux (farine, semoule, pain) reste toujours un impératif catégorique du système. La conciliation entre ces deux objectifs sera obtenue par le choix d'une nouvelle référence pour la construction du système de prix. Dorénavant, cette référence sera le prix C.A.F des blés importés, les pouvoirs publics semblant avoir enfin admis que l'essentiel de l'approvisionnement de la filière serait assuré plutôt par le marché mondial que par les céréaliculteurs locaux. Cette décision entraîne immédiatement un ajustement à la hausse des prix à la consommation qui sont quintuplés en l'espace de quatre années (ainsi, le prix de la baguette de pain passera de 1,5 DA en 1992 à 7,5 DA en 1996). Le consommateur final est amené progressivement à accepter de payer les produits céréaliers qu'il achète à un prix rémunérant le coût de tous les facteurs de production.

5 - LES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC L'EXTÉRIEUR

De 1962 jusqu'à 1994, l'O.A.I.C sera le seul organisme algérien habilité à intervenir sur le marché mondial des céréales, que ce soit pour l'importation des blés ou des céréales secondaires et qu'il s'agisse de grains de consommation ou de semences. Seule l'importation de produits semi-finis (semoule, farine) échappera au monopole exercé par l'O.A.I.C puisqu'elle constituera une prérogative de l'ancienne S.N S.E.M.P.A.C puis de l'E.N.I.A.L jusqu'à sa dissolution en 1995.

Au cours de ces trente deux années de monopole sur le commerce extérieur des céréales, l'O.A.I.C a dû adapter à différentes reprises son mode d'intervention sur le marché mondial pour faire face aux changements affectant aussi bien la situation du marché intérieur que celle du marché international. Ainsi, durant une première période (1962-69), la régulation du marché domestique imposait l'importation de volumes relativement faibles (moins de 350000 tonnes/an) et irréguliers servant à couvrir les déficits conjoncturels, la production locale permettant même le maintien d'un flux intermittent d'exportations de grains, compensées - il est vrai - par des importations de farines et de semoules exigées par le sous-dimensionnement de l'industrie nationale de trituration.

Cependant, dès le début des années 1970, la politique économique et alimentaire adoptée par l'Etat provoque une croissance continue de la demande exprimée sur le marché intérieur pour les blés et leurs dérivés. L'extension des capacités de trituration et la croissance démographique aidant, les volumes de grains indispensables à la régulation du marché n'auront plus de commune mesure avec le rythme de progression de la production nationale. Durant les vingt dernières années, l'Algérie est devenue un client particulièrement intéressant pour les pays grands exportateurs vu l'importance de ses besoins annuels. Occupant le neuvième rang parmi les plus gros importateurs de céréales dans le

monde, destinataire de 3%, en moyenne, des ventes réalisées chaque année sur le marché international, l'Algérie est aussi le deuxième importateur parmi les pays méditerranéens, avec 10% des céréales achetées par ces pays, juste après l'Egypte (30% des ventes).

Or, le caractère fortement oligopolistique du marché international limite les choix en matière de fournisseurs. Ceci est valable aussi bien pour le blé tendre avec trois principaux fournisseurs (U.S.A, Canada, France) que pour le blé dur (U.S.A et Canada). Par exemple, au cours du quinquennat 1993-1998, les U.S.A ont fourni 35 à 45% du blé dur et 40 à 60% du blé tendre achetés par l'Algérie. Le Canada a livré 21 à 27 % du blé dur. La France a satisfait 35 à 40% des besoins algériens en blé tendre (environ 650000 à 750000 tonnes par an). S'il est fait appel à d'autres fournisseurs (Turquie et Syrie pour le blé dur, Espagne, Pologne, Hongrie, Argentine pour le blé tendre), ce n'est que de manière marginale et erratique.

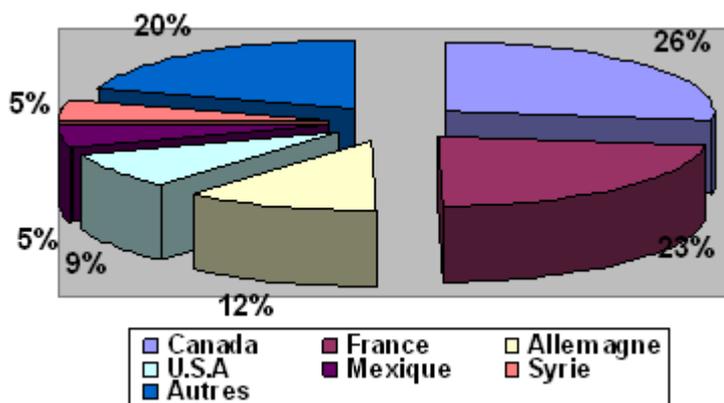
La régulation des flux de plus en plus volumineux en provenance de l'étranger sera d'autant plus malaisée que le dimensionnement des ports algériens oblige l'importateur à faire appel à des cargos de faible taille et donc à multiplier le nombre de rotations pour approvisionner régulièrement le marché domestique. En outre, depuis la libéralisation effective du commerce extérieur des céréales en 1996, des entreprises privées se sont intéressées à ce nouveau créneau et ont procédé à des importations pour le compte de minoteries et de semouleries du secteur privé. Mais, ne considérant pas cette activité comme une activité de service public, les volumes qu'elles importent dépendent exclusivement du niveau des marges escomptées, marges surdéterminées par la réglementation des prix des dérivés qui s'impose aux minoteries/semouleries. Tant que les prix sur le marché international permettent de dégager des marges suffisantes, les importateurs privés ont concurrencé l'O.A.I.C au point de lui ravir près de 60% de parts de marché. Or, la hausse des prix à l'importation en 2002/2003 a conduit au retrait de la plupart d'entre eux, ce qui va contraindre l'O.A.I.C à prendre la relève pour assurer la poursuite de l'approvisionnement du marché. Compte tenu de l'existence de capacités de production excédentaires et dans un souci d'équité vis-à-vis de sa clientèle, l'Office ne s'engagera à fournir que l'équivalent de 50% des besoins de chaque moulin.

A l'heure actuelle, l'O.A.I.C est redevenu le principal intervenant sur les marchés internationaux du blé dur et du blé tendre, mais il subsiste à ses côtés une dizaine d'importateurs privés. Cette situation favorise tout de même une relative diversification des fournisseurs, d'autant plus que ces derniers sont nombreux à vouloir pénétrer le marché algérien ou y consolider leur position quand ils sont déjà présents. Le marché algérien est un marché convoité par tous les pays disposant d'excédents de blés parce qu'il a absorbé au cours de la période 1995-2005, en moyenne annuelle, 4.244.903 tonnes représentant en valeur 858 millions de US\$. Ainsi, quarante sept pays ont participé à l'approvisionnement de ce marché, vingt quatre d'entre eux ayant livré du blé dur et du blé tendre alors que douze autres ont fourni exclusivement du blé dur et onze exclusivement du blé tendre. Pour l'ensemble des deux produits, les pays

membres du NAFTA (U.S.A, Canada, Mexique) contrôlent 40,91% alors que les pays de l'Union Européenne occupent la deuxième place avec 39,14% du marché. Il n'y a donc que 18,13% des blés qui proviennent d'autres régions du monde (cf. Graphe 3), mais il faut noter la pénétration depuis le début des années 2000 de la Fédération de Russie et de l'Ukraine (6,81% de parts de marché) qui se présentent comme des outsiders sérieux, spécialement sur le marché du blé tendre. L'approche par pays montrerait, quant à elle, qu'un petit groupe de six fournisseurs (Canada, France, Allemagne, U.S.A, Mexique et Syrie) se détache parce qu'il est à l'origine de 80,03% des ventes à l'Algérie (cf. Graphe 2).

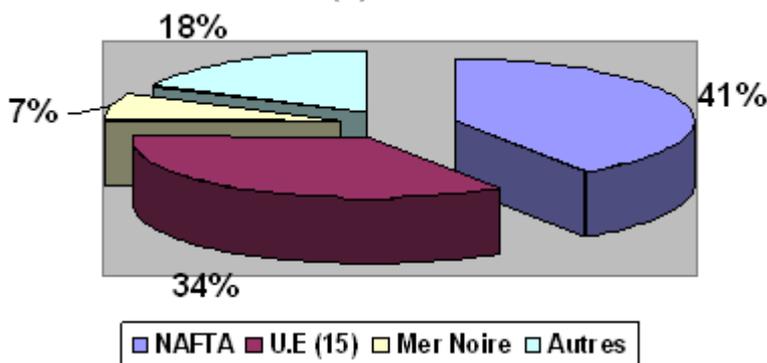
L'examen des données disponibles pour chaque type de blé montrerait que 36 pays ont participé à l'approvisionnement en blé dur du marché algérien (cf. tableau n°3), les importations ayant été, en moyenne annuelle, de l'ordre de 2 990 263 tonnes d'une valeur de 577, 9 millions de US\$. Les parts de marché de ces 36 fournisseurs sont, cependant, très inégales et leur intervention n'a été permanente que pour quatre d'entre eux (Canada, France, U.S.A et Mexique). De plus, quatre pays contrôlent près des trois quarts du débouché algérien (74,23%). Il s'agit du Canada (38,28%), de la France (13,8%), de l'Allemagne (11,69%) et des U.S.A (10,46%). On notera la présence, derrière ce groupe, de deux pays disposant de parts de marché significatives. Il s'agit du Mexique (7,16%) et de la Syrie (6,21%), bien que cette dernière n'arrive pas encore à intervenir régulièrement sur le marché algérien. Un troisième groupe de cinq petits fournisseurs (Espagne, Argentine, Italie, Turquie, Grèce) contrôlant, à eux tous, 8,90% du marché, peut être distingué. Les vingt neuf autres fournisseurs en blé dur du marché algérien interviennent de manière très occasionnelle en fonction des opportunités et de manière marginale (3,5% de parts de marché). L'approche en termes de région d'origine du blé dur importé en Algérie montrerait la prédominance très nette des pays du NAFTA qui contrôlent 53,38% du marché, bien que cette hégémonie soit remise de plus en plus en cause par les pays de l'Union Européenne qui sont arrivés à assurer plus du quart des approvisionnements (28%) au cours de la dernière décennie. En somme, 81,38% du blé dur importé provient de ces deux régions et seulement 18,62% du reste du monde. Le prix moyen à l'importation a été, au cours de la période, de 193,26 US\$/tonne (cf. graphe 5) mais avec de fortes variations d'une année à l'autre en fonction de l'état du marché, et d'un fournisseur à l'autre pour une même campagne, essentiellement en fonction de la qualité du produit livré.

Graphe 2 : Principaux fournisseurs en blé du marché algérien (moyenne 1995-2005) U= T



Source : Déterminés à partir des statistiques douanières (CNIS).

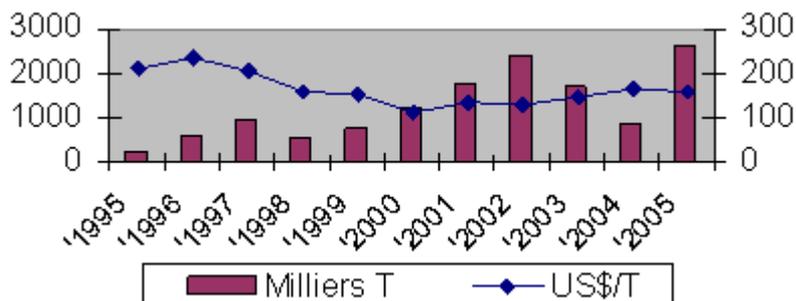
Graphique 3 : Part de chaque région dans le marché algérien des blés (T) en 1995-2005



Source : Déterminés à partir des statistiques douanières (CNIS).

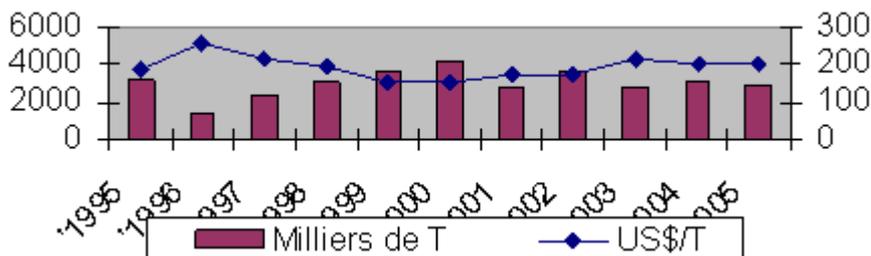
Des observations similaires pourraient être faites à propos du marché spécifique du blé tendre. En dehors du fait que la taille globale du marché est, ici, moins importante (1.254.640 tonnes livrées en moyenne annuelle), il y a aussi un aussi grand nombre de pays (35) qui ont participé à l'approvisionnement du marché algérien au cours de la période, mais six d'entre eux contrôlent plus des quatre cinquièmes du total (82,48%). Il s'agit de la France (36,11%), de la Fédération de Russie (15,65%), de l'Allemagne (13,64%), du Canada (6,16%), de l'Ukraine (5,87%) et des U.S.A (5,05%). On remarquera l'entrée en force des blés russes et ukrainiens au cours des cinq dernières années, ce qui leur permet de déclasser des fournisseurs traditionnels comme le Canada et les U.S.A. La position dominante de ce groupe est, cependant, menacée à moyen terme par un second groupe d'outsiders (République Tchèque, Argentine, Syrie et Bulgarie) qui sont arrivés à assurer ensemble 12,29% des livraisons en blé tendre au marché algérien. Les 25 autres pays fournisseurs se partagent le très faible reliquat (5,23%).

Graphique n°4 : Evolution des achats et des prix moyens du blé tendre de 1995 à 2005



Source : Calculés à partir des statistiques douanières (CNIS).

Graphique n°5 : Evolution des achats et des prix moyens du blé dur de 1995 à 2005



Source : Calculés à partir des statistiques douanières (CNIS).

Par région, c'est l'Union Européenne qui prédomine incontestablement en contrôlant plus de la moitié du marché (51,82%). Le blé tendre en provenance des pays riverains de la Mer Noire (Fédération de Russie et Ukraine) a pris la deuxième place (21,88%), bousculant au troisième rang les pays du NAFTA (11,21%). C'est là, incontestablement, un effet direct de la concurrence qui s'est développée dans le cadre de la mondialisation, entre pays disposant d'excédents de blé tendre, concurrence exacerbée par l'apparition de nouveaux offreurs tels la Fédération de Russie et l'Ukraine. Mais, c'est aussi un effet de la libéralisation du régime du commerce extérieur en Algérie, libéralisation qui a été suivie de l'entrée en scène de nouveaux acteurs intéressés par le négoce des grains aux côtés de l'O.A.I.C. En matière de prix, si le prix moyen constaté sur la période a été de 152,13 US\$ (cf. graphique 4), là aussi, il y a de fortes variations interannuelles et entre fournisseurs mais il nous faut noter que la démarche stratégique adoptée par les outsiders tels l'Ukraine et la Fédération de Russie depuis cinq ans repose globalement sur la pratique de prix relativement bas (129,11 US\$ pour la Russie et 124,28 US\$ pour l'Ukraine) qui ont servi à appâter les nouvelles entreprises privées algériennes qui se sont investies dans l'importation de grains.

En dehors des produits de la première transformation, l'Algérie est également importatrice de dérivés issus de la seconde transformation (pâtes alimentaires de divers types, et produits de la biscuiterie). Là encore, les entreprises ERIAD possèdent le potentiel de production le plus important au niveau national. Mais, les capacités de production du secteur privé sont en forte croissance depuis moins d'une décennie et ont pris de grosses parts de marché aux entreprises du secteur public, à l'instar de l'enseigne SIM dont la fabrique de Mouzaïa, d'une capacité de

350 tonnes/jour, lui permettait, dès 2004, d'approvisionner le marché à hauteur de plus de 50% pour les pâtes et le couscous. La conquête de parts de marché par les nouvelles entreprises du secteur privé aux dépens des unités ERIAD est rendue d'autant plus aisée que la déstructuration financière très avancée de celles-ci les contraint à sous-utiliser leurs capacités de production, voire à fermer des unités. Au plan des importations, celles-ci se sont fortement substituées à la production locale, spécialement à partir de 1994 et jusqu'à 1997, date à partir de laquelle l'entrée en vigueur des mesures de protection de la production domestique a permis de les freiner considérablement. En effet, comme le montre le tableau n°6, les importations de pâtes sont passées de 224378 quintaux en 1995 à 17130 quintaux en 1999, soit une baisse de plus de 92%. Quant au couscous industriel, les quantités importées n'ont jamais été importantes (moins de 300 tonnes par an) et sont toujours erratiques (10 tonnes en 1996; 0 en 1997, 2001 et 2003). Quant aux importations de produits de la biscuiterie, elles ont eu une importance mineure jusqu'à l'année 2002. Il semble que la baisse par palier du droit additionnel provisoire, appliqué en sus du droit de douane de 30%, ait été suffisante pour permettre aux fournisseurs étrangers une entrée en force sur un marché que les entreprises privées locales peinent à satisfaire.

Un groupe de quatre pays a été à l'origine de 80,85% des importations algériennes de dérivés céréaliers au cours des huit dernières années. Au sein de ce groupe, on peut distinguer la place privilégiée occupée par l'Italie (42,09% des importations) alors que trois autres tentent de lui prendre des parts de marché. Il s'agit de l'Espagne (18,16%), de la Turquie (12,40%) et de la Tunisie (8,2%). Mais, ces positions ne semblent pas définitivement acquises dans la mesure où la Turquie augmente continuellement ses parts. Par ailleurs, l'examen détaillé de l'origine des importations montre l'existence d'une forte diversification. On compte, chaque année, en moyenne, 18 pays fournisseurs, le maximum ayant été atteint en 2004 (31 pays fournisseurs). Mais, si cela signifie qu'un grand nombre d'entre eux ne participe qu'avec des quantités très modestes et sur des marchés très spécifiques, il n'en demeure pas moins que des outsiders sérieux s'intéressent au marché algérien (E.A.U et Egypte par exemple).

6 - LE SOUTIEN PUBLIC AU SECTEUR

Prétextant une importance «stratégique» des blés, tant sur le plan économique que sur le plan social, les pouvoirs publics se croient contraints de maintenir des mécanismes de régulation et d'encadrement de la filière dans son ensemble. Or, les mécanismes actuellement mis en place sont manifestement insuffisants vis-à-vis des objectifs ciblés et se révèlent, bien au contraire, comme un des handicaps majeurs au développement de la filière dans tous ses segments. En effet, vis-à-vis des céréaliculteurs, ces mécanismes se résument en :

a) La mise en œuvre d'un programme de soutien à l'intensification dans les zones agro-climatiques potentiellement favorables (soit des zones s'étendant sur environ un million d'hectares, c'est-à-dire moins du tiers des superficies emblavées annuellement). Le programme de soutien à l'intensification se traduit concrètement par une aide à la réalisation de

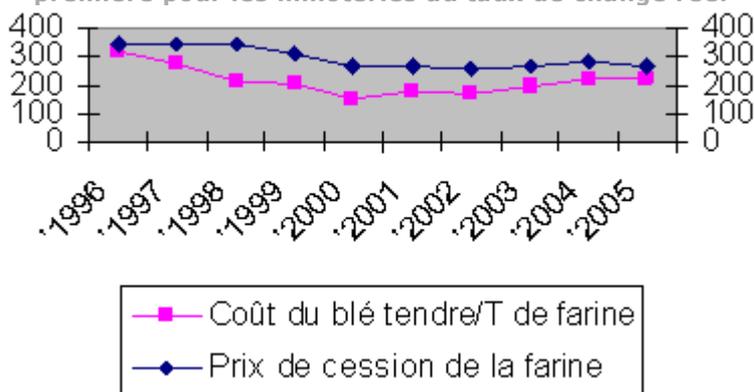
labours profonds précoces et à l'acquisition d'intrants (semences sélectionnées, engrais et herbicides), aide plafonnée à 6000 DA par hectare (i.e. l'équivalent de 75,3 US\$) pour les producteurs de blés de consommation. Il se traduit également par l'allocation d'une prime aux multiplicateurs de semences, prime variant de 10% à 20% du P.M.G selon la nature de la semence (G1 à G4 ou R1 à R3).

b) Le maintien d'un Prix Minimum Garanti à la production pour les blés (dur et tendre) au niveau fixé en 1996.

Vu la faiblesse relative des soutiens apportés à travers ces mécanismes, ceux-ci n'intéressent que médiocrement la plupart des agriculteurs implantés dans les zones potentiellement favorables, le rapport des prix sur le marché étant favorable à d'autres spéculations (maraîchage, arboriculture) chaque fois qu'il est possible d'irriguer.

Vis-à-vis des consommateurs, ces mécanismes se traduisent par le maintien d'une réglementation des prix pour les dérivés des blés (farine et semoule destinées aux boulangeries, pain), prix réglementés définis en référence au coût moyen à l'importation des grains. Le mécanisme d'encadrement des prix des dérivés a pu fonctionner sans poser de problème tant que les prix sur le marché mondial des grains sont restés à un niveau compatible avec le prix de cession maximal imposé aux minoteries pour la farine livrée aux boulangeries, soit 20000 DA par tonne ou 350,82 US\$ au taux de change de 1996. Mais, depuis cette date, la dévaluation de la monnaie nationale a été à l'origine d'une forte dégradation du rapport entre prix des matières premières (223,71 US\$) et prix de cession de la farine puisque celui-ci n'équivaut plus qu'à 270.42 US\$/tonne en 2005.

Graphique n°6 : Evolution comparative du prix de cession de la farine aux boulangers et du coût de la matière première pour les minoteries au taux de change réel



Source : Calculés à partir des statistiques douanières (CNIS) et du taux de change moyen annuel du DA.

Le mécanisme adopté a permis aux minoteries les mieux gérées de réaliser des marges correctes, tout au moins jusqu'en 2000. Par la suite, la poursuite de la dévaluation du Dinar par rapport au dollar US et une légère tendance à la hausse des cours sur le marché international ont induit pour les minoteries une dégradation de la marge tirée de l'activité,

compte tenu du blocage du prix de cession au même niveau de 20000DA/tonne (cf. Graphe 8). La diminution de la marge a été sensiblement accrue par la hausse simultanée du coût des autres intrants, en particulier de l'énergie et du coût de la main d'œuvre. La plupart des minoteries se sont retrouvées, dès 2002, dans l'impossibilité de continuer à assurer l'approvisionnement de leurs clients sur la base du prix réglementé. En conséquence, les minoteries privées ont soit relevé leurs prix de cession, soit développé des pratiques informelles (ventes sans facturation pour échapper au paiement de la T.V.A) afin de sauvegarder leurs marges. Les minoteries à capitaux publics, soumises à des contrôles systématiques, ne pouvaient s'engager dans la même voie et n'ont trouvé comme seule parade que la réduction de leur activité. De leur côté, très vite, quel que soit leur fournisseur attiré et quelle que soit la stratégie qu'il ait adopté, les boulangeries se sont retrouvées dans une situation intenable caractérisée par l'insuffisance de l'offre malgré des capacités oisives et la hausse «illégal» du coût effectif de la farine acquise auprès des moulins, alors que dans le même temps, elles devaient continuer à céder le pain aux consommateurs à un prix inchangé de 7,50 DA par baguette de 250 gr. Par le biais de leur syndicat, les boulangers ont réclamé une intervention des pouvoirs publics, soit pour autoriser un relèvement des prix à la consommation, soit pour assurer une subvention en amont aux minoteries. Considérant qu'il s'agit là d'un problème conjoncturel, les pouvoirs publics continuent à temporiser alors qu'il s'agit manifestement d'un problème de fond qui nécessite la révision globale du mécanisme mis en œuvre. Pour poursuivre leur activité, les boulangeries ont alors à leur tour augmenté illégalement le prix du pain, le faisant passer à 8 DA, et diminué son poids à 200 gr. en moyenne, tout en développant (pour éviter les rares contrôles opérés) la vente à des revendeurs (épiceries, vendeurs à la sauvette sur les marchés) qui le cède à leurs clients au prix de 10 DA par baguette. En définitive, aujourd'hui, c'est le pouvoir d'achat du consommateur qui subit l'effet négatif des insuffisances du mécanisme mis en place. Car, ces pratiques illégales sont connues des pouvoirs publics qui évitent, en réalité, d'intervenir faute de pouvoir offrir une alternative crédible aux acteurs de la filière.

CONCLUSION

La filière céréales apparaît comme la filière agroalimentaire la plus menacée par les conséquences prévisibles de la poursuite du processus de libéralisation engagé et de l'achèvement du processus d'intégration de l'Algérie dans la Zone de Libre-échange Union Européenne/Pays Méditerranéens ainsi que dans l'O.M.C. (Organisation Mondiale du Commerce).

Pourtant, fondamentalement, le processus d'intégration à la mondialisation de l'économie ne devrait induire, par lui-même, aucun effet négatif nouveau. En effet, l'ouverture sur l'extérieur est déjà très large et très ancienne pour les blés puisque les importations couvrent en moyenne près de 70% des besoins et puisque la croissance de la production intérieure ne risque pas de conduire, à moyen terme, à une réduction significative de cette part. Bien au contraire, des projections

que nous avons pu établir récemment[14], prévoient que l'Algérie importera un minimum de 5,293 millions de tonnes de blés en 2015. De plus, en raison du poids des habitudes alimentaires, la place des produits céréaliers en général et des produits à base de semoule et de farine en particulier, dans le modèle de consommation, ne semble pas devoir se réduire sensiblement à moyen terme. La demande pour ces biens devrait être d'autant plus grande que les autres produits susceptibles de rogner la part des blés (viandes, lait, légumes) deviennent toujours plus onéreux et donc de moins en moins accessibles au plus grand nombre. La tendance des consommateurs au repli sur les produits céréaliers constituera alors et à la fois une garantie de sécurité alimentaire pour les couches sociales les plus défavorisées et une garantie de débouchés tant pour les producteurs locaux que pour les fournisseurs étrangers.

Les tarifs douaniers actuellement appliqués à l'importation des grains (5%) ne risquent pas d'être augmentés et ne constituent en aucune manière un obstacle aux échanges. Pour les fournisseurs de l'U.E, les accords d'intégration de l'Algérie à la Z.L.E U.E-Pays Méditerranéens prévoient de ramener ce taux à 0% dans un délai de douze ans, ce qui leur donnera un avantage par rapport aux autres fournisseurs, avantage tempéré, il est vrai, par l'existence d'un contingent préférentiel.

Une amélioration du taux d'approvisionnement de la filière à partir de la production céréalière domestique au cours de la prochaine décennie peut être obtenue, dans des limites certes étroites, mais sous réserve d'une réforme importante de l'approche développée jusqu'ici en matière de soutien aux céréaliculteurs. En effet, tout au long de la période 1967-1994, la doctrine agronomique sous-jacente à la stratégie céréalière de l'Etat a constamment réduit les capacités de prise en charge :

- de l'ensemble des contraintes agro-climatiques s'opposant à la stabilisation et à l'amélioration des performances cérésières;
- du rôle considérable joué par le risque climatique dans les décisions des exploitants;
- de la solution adoptée par ces mêmes exploitants, solution consistant à associer céréales et élevage dans un système de production permettant d'amortir les effets du risque climatique.

Ne rencontrant que de maigres échos auprès des céréaliculteurs, la stratégie de l'Etat- malgré un effort financier relativement important- n'a autorisé aucune amélioration des performances cérésières. L'inefficacité de cet acharnement à persévérer dans les mêmes erreurs a fini par devenir si évidente que les pouvoirs publics ont amorcé une modification de cette stratégie à partir de 1995 en orientant l'essentiel des soutiens vers les agriculteurs appartenant à la zone à fortes potentialités parce que c'est là que se trouvent les gisements de productivité les plus importants et parce que c'est là que les rendements pourraient être stabilisés à un niveau élevé grâce, en particulier, à une irrigation d'appoint en matière de développement de la céréaliculture.

Mais, les progrès espérés ne pourront être obtenus sans la mise en place d'un programme plus complet et plus conséquent financièrement. Il n'est pas possible d'envisager de quelconques progrès alors que les céréaliculteurs sont condamnés à semer des grains de qualité douteuse, provenant de populations plutôt que de variétés clairement identifiables. Par ailleurs, l'intensification de la céréaliculture n'est envisageable que dans des exploitations de taille relativement grande pour justifier et rentabiliser l'emploi d'un équipement agricole complet (tracteur, charrues, cover-crop, herse, épandeur d'engrais, semoir de précision, moissonneuse batteuse, ramasseuse presse) coûteux mais indispensable au strict respect de l'itinéraire technique. Or, cette condition renvoie à celle de la question foncière et du marché foncier agricole en suspens depuis 1987, date de la «réorganisation» du secteur agraire étatique. Et il se trouve que ce secteur est largement dominant dans la zone à hautes potentialités. En l'état actuel des choses, il va de soi que l'hypothèse d'une constitution de telles exploitations n'est guère crédible.

Le segment du travail des grains, quant à lui, devrait connaître une profonde restructuration sous la pression des mécanismes du marché. Dans un segment industriel où, compte tenu des marges étroites que l'on peut espérer, la seule stratégie pertinente est une stratégie de volume, il n'y aura que les entreprises capables de s'engager dans cette voie qui pourront subsister. Cette assertion implique nécessairement l'arrêt des moulins les moins performants. Or, la performance dépend ici d'abord de la qualité des équipements utilisés et de la taille du moulin. Elle dépend aussi de la qualité du management et de l'aisance financière de l'entreprise. L'application de ces critères aux unités industrielles présentes sur le marché domestique montrerait sûrement que ce sont d'abord les unités à capitaux publics qui paieront le plus lourd tribut à la restructuration du segment parce qu'on peut dénombrer au moins 25 moulins qui n'ont aucune chance de pouvoir faire face à la concurrence (équipements vétustes, sureffectifs, lourd endettement). Parmi les 58 autres moulins, seule une trentaine réunit quelques conditions favorables (grande taille, équipements de bonne qualité même s'ils nécessitent parfois une rénovation) sous réserve d'une très forte réduction des effectifs de salariés pour améliorer la productivité physique par travailleur qui n'équivaut, à l'heure actuelle, qu'à moins de 20% de celle enregistrée tant dans les minoteries privées locales que dans d'autres pays (Tunisie par exemple)[15].

Le processus de privatisation des moulins à capitaux publics, en cours depuis plusieurs années déjà, ne saurait attirer des repreneurs que pour les moulins potentiellement performants et encore, sous réserve d'un abandon des conditions parfois proprement surréalistes posées (par exemple, cession des terrains au prix du marché du foncier destiné à l'immobilier, maintien de l'emploi pour une main d'œuvre pléthorique pendant cinq ans) et sous réserve d'un traitement beaucoup plus rapide des dossiers de reprise présentés. Les candidats jusqu'ici sont plutôt rares. On ne peut raisonnablement espérer intéresser des investisseurs étrangers à un segment où les marges sont faibles alors qu'il existe par ailleurs de meilleures opportunités sur le marché algérien. Les repreneurs

nationaux peuvent être des professionnels déjà installés dans le segment et qui souhaitent accroître leurs capacités très vite, dans un délai inférieur à celui qu'exigerait la construction d'un moulin neuf, c'est-à-dire moins d'une année. D'où, encore une fois, la nécessité de trancher rapidement la question de la cession des moulins à capitaux publics si l'on ne veut pas courir le risque d'un énorme gaspillage de ressources matérielles et humaines.

Les moulins du secteur privé ne sortiront pas tous indemnes de l'opération. Même s'ils sont de création récente (moins de dix ans pour les plus anciens), près de la moitié d'entre eux sont de faible capacité (moins de 150 tonnes/jour) et sont dotés d'un outil de production peu performant qui n'a pas été acquis auprès de l'un ou l'autre des équipementiers reconnus mondialement pour la qualité de leur outillage : Bühler (Suisse), Cremona OCRM (Italie) ou S.B.G (Italie). La plupart de ces moulins seront poussés à la fermeture par les exigences du marché. Certains l'ont déjà fait. D'autres ne perdurent qu'en profitant des défaillances des pouvoirs publics en matière de contrôle pour réduire artificiellement leurs charges (non déclaration des travailleurs, achats de matières premières et ventes de produits finis sans facture, par exemple). Pour le reste, le parc du secteur privé a de fortes chances de pouvoir poursuivre son activité. Les plus grands groupes seront capables de résister à la concurrence exacerbée que connaîtront les entreprises du segment tout au long de la prochaine décennie. On peut citer parmi eux les Grands Moulins du Sud, le Groupe Metidji, le groupe Dahmani ou le groupe SIM.

Tableau n°2 : Evolution de la production céréalière de 1996/97 à 2001/02
(U = Tonne)

Céréales	90/91	91/92	92/93	93/94	94/95	95/96	96/97	97/98
Blé dur	1291789	1345531	796065	562428	1188670	2034570	455464	1300000
Blé tendre	577599	491221	220438	151536	311250	948034	206050	780000
Orge	1809958	1398290	408023	234067	584980	1800222	190892	700000
Avoine	128142	92890	27246	15204	53100	117174	16815	45000
Maïs	500	662	225	185	419	446	257	310
Ensemble	3807988	3235704	1451997	963420	2138419	4900446	869478	3025310

Source des données : Revue Statistiques, M.A.D.R.

Tableau n°2 : Suite

Céréales	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	Moyenne
Blé dur	900000	486334	1238865	950967	1802300	1876340	1156473
Blé tendre	570000	274027	800348	550836	1162600	1240000	591709
Orge	510000	163287	574654	416112	1221976	997320	775890
Avoine	40000	8710	43661	3395	77546	155100	58857
Maïs	537	1556	1087	837	1000	1240	662
Ensemble	2020537	933914	2658615	1922147	4265422	4031000	2594113

Source des données : Revue Statistiques, M.A.D.R.

Tableau n°3 : Evolution du niveau de la collecte de la production domestique de blés (dur et tendre). Moyennes quinquennales. (U = Q)

Blé dur

Période	Production (1)	Collecte (2)	(2)/(1) en %
1962/67	8 962 058	4 110 099	45,86
1967/72	9 080 522	4 053 476	44,64
1972/77	8 239 016	3 526 077	42,80
1977/82	7 475 084	3 865 209	51,07
1982/87	7 202 132	2 921 937	40,57
1987/92	8 841 974	5 083 507	57,49
1992/97	11 406 765	4 306 206	37,75
2000/04	11 129 616	4 545 400	40,84
Moy.	9 042 146	3 588 990	39,69

Source des données annuelles : O.A.I.C./D.S.A.P. Bilans consolidés.

Tableau 3 : Suite

Blé tendre

Période	Production (3)	Collecte (4)	(4)/(3) en %
1962/67	2 778 497	1 751 423	63,03
1967/72	5 455 030	3 838 868	70,37
1972/77	4 868 566	3 671 213	75,41
1977/82	4 265 696	3 263 703	76,51
1982/87	3 913 834	2 589 945	66,17
1987/92	3 603 646	2 282 525	63,33
1992/97	4 119 485	2 084 526	50,60
2000/04	6 969 550	2 874 200	41,24
Moy.	4 496 788	2 794 550	62,14

Source des données annuelles : O.A.I.C./D.S.A.P. Bilans consolidés.

Tableau n°4 : Evolution des importations de blé dur par pays fournisseurs (tonnes)

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	% de marché
Canada	1 608 065	762 914	1 425 350	1 695 657	1 540 738	1 490 629	814 823	1 153 584	778 936	181 456	332 111	38,28
France	609 623	237 619	250 913	7 700	402 618	595 487	74 120	283 535	522 948	1 150 467	1 486 822	13,80
Allemagne	0	0	456	530 783	751 940	666 724	872 369	501 678	25 010	155 278	53 705	11,69
U.S.A	382 523	337 184	217 947	250 096	425 744	616 719	72 751	237 850	216 553	375 929	181 597	10,46
Mexique	124 715	25 863	0	10 352	300 468	511 493	401 259	205 874	307 379	257 282	325 131	7,16
Syrie	0	0	452 544	281 268	1	0	40 346	515 248	500 238	70 650	44 580	6,21
Espagne	1 000	2 000	42	39	0	273 92	30 298	228 081	210 997	245 258	45 956	2,40
Argentine	0	0	49 377	138 627	103 124	0	148 696	68 184	21 230	156 648	79 035	2,29
Italie	83 249	0	1 440	0	3 007	48 142	54 382	97 133	100 496	122 909	55 175	1,70
Turquie	124 715	0	0	36 882	5 500	128 201	84 278	24 816	0	0	101 507	1,35
Grèce	78 489	0	0	0	0	36 357	98 720	98 253	20 937	13 384	6 299	1,16
Pologne	24 600	0	0	0	0	0	0	0	0	52 650	0	0,61
Bésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	181 456	124 612	0,55
Suède	0	0	0	95 639	27 386	0	0	26 229	0	0	0	0,45
F. de Russie	0	0	0	5 493	0	0	5 982	59 714	25 404	25 404	0	0,44
Hongrie	98 432	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 233	0,30
Australie	0	0	0	0	0	0	62 400	25 652	0	0	0	0,27
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 020	0,18
Roumanie	23 030	0	0	5 080	14 838	0	0	5 249	0	0	0	0,15
Irak	0	0	0	0	0	0	0	0	36 954	7 292	0	0,13
Croatie	17 000	0	0	0	0	0	5 500	14 687	0	0	0	0,11
Bulgarie	19 883	0	0	0	0	0	0	6 591	0	0	0	0,08
Belgique	26 766	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,08
Yougoslavie	25 850	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,08
Afr. du sud	0	0	26 142	0	0	0	0	0	0	0	0	0,08
Arabie S.	0	0	0	0	0	26 250	0	0	0	0	0	0,08
Rép. Tchèque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 155	0,07
Inde	21 000	0	0	0	0	0	0	0	0,3	0	0	0,06
Ukraine	0	0	265	0	0	0	0	0	0	0	20 183	0,06
Equateur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 750	0	0,04
St Vincent	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 500	0	0,03
Liban	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 021	0	0,02
Chili	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 110	0	0,01
Panama	0	0	0	0	0	0	0	3 298	0	0	0	0,01
Moldavie	0	0	0	0	0	0	0	2 844	0	0	0	0,01
Slovaquie	0	0	0	0	0	0	2 744	0	0	0	0	0,01
Suisse	0	0	0	0	0	137	0	3 3127	0	0	0	0,01
Mali	0	0	2 847	0	0	0	0	0	0	0	0	0,01
	3 268 940	1 365 580	2 427 323	3 057 596	3 575 364	4 122 139	2 768 668	3 561 626	2 767 062	3 002 040	2 976 580	100

Tableau n°5 : Evolution des importations de blé tendre par pays fournisseurs (tonnes)

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	% de marché
France	142 823	268 985	185 715	53 832	261 423	717 496	867 810	627 466	887 428	0	971 146	36,11
F. de Russie	0	0	0	0	0	0	120 991	753 930	438 052	172 896	673 967	15,65
Allemagne	0	0	0	156 683	84 074	263 062	519 564	441 028	214 109	93 977	110 433	13,64
Canada	23 963	188 214	445 958	110 620	0	0	0	0	0	81 323	0	06,16
Ukraine	0	0	0	0	2 288	0	49 134	296 075	57 060	68 638	336 437	05,87
U.S.A	33 248	126 401	9 816	109 562	140 024	91 501	0	49 431	43 091	83483	11 000	05,05
R. Tchèque	0	0	0	0	247 483	94 853	0	0	58 165	0	190 804	04,28
Argentine	0	0	70 000	64 032	0	25 048	81 112	50 038	0	174 368	74 400	03,91
Syrie	0	0	211 063	5 245	0	0	0	0	3 685	64 333	0	02,06
Bulgarie	8 662	22 453	0	2 802	6 599	0	0	81 848	18 470	0	140 588	02,04
Pologne	0	0	0	0	0	0	0	0	19 300	52 102	51 474	00,89
Bésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	102 307	0	00,74
Suède	0	0	22 631	0	0	0	23 262	38 790	0	0	0	00,61
Hongrie	24 267	0	0	4 585	0	0	10 588	13 380	0	2 704	7 988	00,46
Turquie	0	0	0	40 670	0	0,15	0	0	0	0	0	00,29
Roumanie	0	0	0	0	5 131	0	12 933	0	4 824	3 090	11 456	00,27
Malte	0	0	0	0	0	0	0	33 180	0	0	0	00,24
Iles Maldives	0	0	0	0	0	0	0	30 810	2 791	0	0	00,24
Suisse	0	0	0	0	24 064	389	2 904	2 805	0	0	0	00,22
Espagne	0	0	0	0	0	0	14 321	14	3 130	4 101	4 100	00,19
Italie	0	0	0,1	0	0	14 640	5 803	0,6	0	3 250	0	00,17
Danemark	0	0	23 759	0	0	0	0	0	0	0	0	00,17
Royaume-Uni	0	0	0	0	0	7 100	16 109	0	0	0	0	00,17
Paraguay	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 101	0	00,17
Uruguay	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 767	00,17
Croatie	0	0	0	0	0	0	11 000	11 200	0	0	0	00,16
Australie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 974	00,11
E.A.U	0	0	0	0	0	0	13 511	0	0	0	0	00,10
Irak	0	0	0	0	0	0	0	0	3 216	9 288	0	00,09
R.Slovaque	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 917	00,09
Autriche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 979	00,08
Lettonie	0	0	0	0	0	0	0	0	10 478	0	0	00,08
Moldavie	0	0	0	0	2 931	0	0	3 340	0	0	3 298	00,07
Lituanie	0	0	0	0	0	0	10 204	0	0	0	0	00,07
Grèce	0	0	0	0	0	5 423	2 743	0	0	0	0	00,06
Yougoslavie	7	0	0	0	0	0	7 350	0	0	0	0	00,05
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 229	00,05
Slovénie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 532	00,03
Islande	0	0	0	0	0	0	0	3 077	0	0	0	00,02
Total	232 971	606 053	968 943	548 030	774 018	1 219 513	1 769 340	2 436 413	1 730 804	854 469	2 660 490	100

Source des données : Statistiques des douanes, CNIS, 2006.

Tableau n°6 : Evolution des importations de semoule et de farine. (U = Q et Millions d'U.S. \$)

Année	Semoules		Farines		Valeur totale
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	
1995	3 538 845	122	7 624 166	213	335
1996	517 751	18	8 311 601	398	416
1997	691 112	21	9 908 431	302	323
1998	30 000	1,1	2 481 229	111,4	112,5
1999	17 881	0,7	161 966	7,725	8,425
2001	0	0	163 989	5,744	5,744
2002	430	0,013	216 919	5,373	5,386
2003	15 925	7,654	117 844	5,434	13,088
2004	236	0,033	148 124	2,932	2,965
2005	12830	1,75	200	0,018	1,768

Source : C.N.I.S. Douanes Algériennes. 2006.

Tableau n°7 : Evolution des importations de pâtes, de couscous et de biscuits. (U = Q et Millions d'U.S. \$)

	Pâtes		Couscous		Biscuits		Total
	Q	Valeur	Q	Valeur	Q	Valeur	Valeur
1995	224 378	16,7	2 640	0,168	8 725	1,615	18,483
1996	170 916	9,06	100	0,015	13 015	2,329	11,404
1997	175 390	10,8	0	0	12 766	1,915	12,715
1998	52 285	8	2 527	0,1	5 238	0,999	09,099
1999	17 130	1,003	2,25	0,002	2 058	0,267	01,272
2001	25 616	4,592	0	0	3 908	0,277	04,869
2002	34 039	1,167	150	0,005	66 702	2,904	04,076
2003	2 833	0,234	0	0	58 096	1,972	02,206
2004	31 958	1,748	30	0,001	93 819	4,008	05,737
2005	31 821	1,519	239	0,010	93 259	4,200	05,729

Source : C.N.I.S. Douanes Algériennes. 2006.

Références bibliographiques

A.A.R.D.ES pour l'enquête de consommation 1967/68 et O.N.S pour les enquêtes de 1979/80 et 1988 in *Collection Statistiques*, Alger.

BAZAMBANZA B., 2004. Analyse des stratégies commerciales de quelques entreprises agro-alimentaires : cas de la filiale blés.

BENCHARIF H., 1988. Eléments de réflexion sur la dynamique de la consommation alimentaire en Algérie. In *Les Cahiers du CREAD n°14*, 06/1988, CREAD, Alger, pp. 37-70.

BOUHABEL M., 2005. *Diagnostic économique et financier de l'Unité de production et de commercialisation de Ferdjioua* (Groupe SMIDE, Constantine). Mémoire d'Ingénieur. INA. Alger.

BOURENANE L., 1991. *Les aspects sociaux de la transition vers l'économie de marché*. Collection I.S.G.P. Carrefour d'échanges. p. 155.

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUES (CNIS), *Douanes Algériennes, Ministère du Commerce*, Statistiques Douanières annuelles.

CHEHAT F., 2006. *Les politiques céréalières en Algérie*. Rapport annuel du C.I.H.E.A.M., Paris.

CHEHAT F., DJENANE A. & JOUVE A-M., *Stratégie de mise en marché des céréales par les agriculteurs dans le Sétifois*, Etude S.E.F.C.A, tome 2, Editeur ENIAL et Agropolis Stratégie, Montpellier, 06/1993, 192p.

IBN KHALDOUN EL HADRAMI, 1968. *Discours sur l'Histoire universelle*. Traduction de Monteil (V). Editions Sindbad. Paris. Tome 2. pp. 749-750.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DIRECTION DES STATISTIQUES AGRICOLES ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION : 2001. *Recensement Général de l'Agriculture, Rapport général des résultats définitifs*, juin 2003, 145p.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL, 2004. *Evolution des réalisations physiques et financières des principales actions soutenues par le F.N.D.R.A*, Alger,

REKIBI F., 2005. *Diagnostic économique et financier de la filiale de l'E.R.I.A.D Sétif «les Moulins des Zibans»* d'El-Kantara (Biskra). Mémoire d'ingénieur. INA. Alger.

Notes

[*] Agro Montpellier / UMR MOISA 2, Place Pierre Viala, Bât 26 - 34060 Montpellier Cedex 1 - Tél : 04 99 61 23 28 - Télécopie : 04 67 63 54 09 - cheriet@ensam.inra.fr

[1] Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information: Recensement Général de l'Agriculture 2001, Rapport général des résultats définitifs, juin 2003, 145 p.

[2] Idem.

[3] Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Evolution des réalisations physiques et financières des principales actions soutenues par le F.N.D.R.A, Alger, 2004.

[4] Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Direction des Statistiques Agricoles et des Systèmes d'Information: Recensement Général de l'Agriculture 2001, Rapport général des résultats définitifs, juin 2003, 145 p.

[5] Enquêtes auprès des minoteries/semouleries de Ferdjious (Groupe SMIDE, Constantine), de Corso (ERIAD Alger), de la Soummam à Sidi Aïch (ERIAD Sétif), des Zibans à Biskra (ERIAD Sétif).

[6] SGP CEGRO, Synthèse actualisée du diagnostic stratégique et plan d'action (06/2003).

[7] Ibn Khaldoun El Hadrami : Discours sur l'Histoire universelle. Traduction de Monteil (V). Editions Sindbad. Paris. 1968. Tome 2. pp. 749-750.

[8] Bourenane (L) : Les aspects sociaux de la transition vers l'économie de marché. Collection I.S.G.P. Carrefour d'échanges 1991 p. 155.

[9] A.R.D.ES pour l'enquête de consommation 1967/68 et O.N.S pour les enquêtes de 1979/80 et 1988, in Collection Statistiques, Alger.

[10] Bencharif (H): Eléments de réflexion sur la dynamique de la consommation alimentaire en Algérie. Revue Economie Appliquée et Développement. N°14, 06/1988, CREAD, Alger, pp. 37-70.

[11] Chehat (F), Djenane (A) et Jouve (A-M): Stratégie de mise en marché des céréales par les agriculteurs dans le

Sétifois, Etude S.E.F.C.A, tome 2, Editeur ENIAL et Agropolis Stratégie, Montpellier, 06/1993, 192 p.

[12] SGP CEGRO, Synthèse actualisée du diagnostic stratégique et plan d'action (06/2003).

[13] Idem.

[14] Chehat (F): Les politiques céréalières en Algérie. Rapport annuel du C.I.H.E.A.M., Paris, 2006.

[15] Cf. tableau n°1.

SMAIL AMGHROUS ET SLIMANE BEDRANI

La compétitivité de l'aviculture algérienne

Au cours des années d'économie administrée, les politiques publiques mises en œuvre en Algérie en matière d'aviculture ont permis d'augmenter la consommation des protéines animales grâce à la constitution d'un secteur public important. A partir de l'application du PAS en 1994, la filière avicole a continué à se développer -à l'abri d'un marché encore très protégé- avec une plus grande participation du secteur privé. Cependant, face à la mondialisation, elle reste très fragile. En effet, au moment où les filières étrangères, principalement américaines, brésiliennes et européennes ont atteint leurs vitesses de croisière, la filière algérienne quant à elle, est loin d'être compétitive. Elevages trop petits pour bénéficier d'économies d'échelles, surconsommation d'aliments, mortalité forte sont les principaux facteurs qui expliquent ses coûts élevés. Cependant, certains éleveurs pourraient sans trop de peine se mettre à niveau et supporter une certaine concurrence.

Mots clés :

Algérie, filière avicole, mondialisation, compétitivité, productivité

Abstract

During the years of administrated economy, public policies implemented in Algeria as regards to the poultry farming, increased the consumption of animals protein through the constitution of an important public sector. Starting from the SAP implementation in 1994, the poultry farming sector continued to grow – under the cover of a still highly protected market – with a greater private sector involvement. However, faced with the globalization, it remains very fragile. In fact, when the foreign branches, mainly american, brazilian and European reached their cruising speed, the algerian industry remains far from being competitive. Livestock too small to benefit from economies of scale, overconsumption of food, high level of mortality are the main factors behind the high costs. Nevertheless, some poultry farmers could upgrade without too much trouble and bear a certain competition.

Key words :

Algeria, poultry sector, globalization, competitiveness Productivity

ملخص

خلال إدارة الاقتصاد تنفيذ السياسات العامة في الجزائر في مجال الدواجن قد زاد من استهلاك البروتينات الحيوانية من خلال تشكيل القطاع العام هام. انطلاقا من تطبيق نظام تقييم هيكلي في عام 1994، تبرز الدواجن استمرت في النمو -- تحت حماية السوق لا تزال محمية جدا -- مع زيادة مشاركة القطاع الخاص. ولكن، في مواجهة العولمة، وإنها لا تزال هشة للغاية. وفي الواقع، عندما الفروع الخارجية، الأميركية أساسا، والبرازيلي الأوروبية قد وصلت إلى أقصى درجات التطور القطاعات الجزائرية في غضون ذلك، لا تزال بعيدة عن المنافسة. صغر حجم الورشات لا يساعد من الاستفادة من اقتصادات الجداول، والإفراط في استهلاك الأغذية الوفيات المرتفعة هي العوامل الرئيسية وراء ارتفاع التكاليف. لكن إن بعض المزارعين يمكن دون صعوبة لرفع مستوى المنافسة.

كلمات المفتاح :

الجزائر، قطاع تربية الدواجن، العولمة، المنافسة، الإنتاجية

JEL CLASSIFICATION : O13, O55.

INTRODUCTION

Au début des années 1970, les planificateurs algériens, devant le déficit important^[1] en protéines animales dans la ration alimentaire, ont décidé de miser sur l'aviculture intensive pour le combler, compte tenu du fait que celle-ci échappe aux contraintes climatiques et du fait de la rotation rapide de son cycle de production. Le développement de la filière avicole en Algérie a permis une augmentation sensible de la consommation de viande de poulet de chair. Cette dernière, est passée de 0,82 kg/hab/an en 1972 à 9,18 kg/hab/an en 1986 (Fernadji, 1990) puis à 9,70 kg/hab/an. (FAO, 2005). Comparativement à d'autres pays, l'Algérie reste, en matière de consommation, loin derrière les USA, le Brésil, et l'UE qui ont enregistré en 2003 respectivement 51,8 kg/hab/an, 34,20 kg/hab/an et 22,9 kg/hab/an. (OFIVAL, 2004).

Le poids et l'intérêt de l'aviculture dans l'économie nationale se manifestent à travers le nombre d'employés dans la filière. Cette dernière emploie 57 000 personnes et fait vivre près de 342 000 autres dont 20% liées aux entreprises publiques (OFAL, 2001). D'après le recensement général de l'agriculture (RGA) de 2001, on comptait 12 809 exploitations agricoles pratiquant l'aviculture (élevages de poulets de chair) et employant 25 618 personnes^[2].

En choisissant de s'insérer davantage dans l'économie mondiale -à travers les accords d'adhésion à la zone de libre échange UE/pays Méditerranéens (déjà effectif depuis septembre 2005) et à l'Organisation Mondiale du Commerce (en cours de négociation)-, et de démanteler ses barrières tarifaires, l'Algérie ne risque-t-elle pas de condamner sa filière avicole et, par voie de conséquence, les économies en devises qu'elle permet de réaliser et les emplois qu'elle procure ? Quels effets ont eu les politiques de libéralisation depuis l'application du PAS en 1994 sur la filière avicole ? Quelles conditions doit remplir celle-ci pour ne pas disparaître ? Quelles politiques publiques préconiser pour l'aider à assurer sa survie ?

Pour répondre à ces questions, on essaiera de tenter une évaluation des politiques publiques dans la filière avicole (segment poulet de chair) depuis la libéralisation de l'économie au début des années quatre vingt dix et d'exploiter les données d'une enquête réalisée en 2003/2004

auprès de 14 éleveurs de poulets de chair au niveau de trois communes (Freha, Aghribs, Timizart) situées dans la wilaya de Tizi-Ouzou[3].

1 - ESSAI D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'AVICULTURE

1.1 - Jusqu'à la veille de la libéralisation de l'économie (1994)

De l'Indépendance à 1969, l'aviculture était essentiellement fermière. La production avicole reposait sur l'élevage familial et ne couvrait qu'une faible partie de la consommation, celle-ci étant d'environ 250 g/hab/an de viande blanche (Fernadji, 1990).

La faiblesse des performances enregistrées pendant la période 1969-1979 d'une part, la croissance démographique d'autre part, ont contraint les pouvoirs publics à adopter une autre stratégie pour faire face à la progression de la demande. C'est ainsi que des réformes ont été mises en œuvre au début des années 80 dont le but était la remontée des filières avicoles par l'implantation de l'ensemble des maillons industriels de la filière (sauf la production de grands parentaux). Ainsi, l'Office National d'Aliments du Bétail fut chargé de produire des aliments pour bétail alors que les autres fonctions furent attribuées à d'autres offices publics (ORAC, ORAVIO, ORAVIE), qui s'appuyaient sur des coopératives avicoles de wilaya (COOPAWI) pour l'approvisionnement des éleveurs en intrants, pour la collecte des produits finis et pour l'assistance technique aux éleveurs. En outre, beaucoup de subventions ont été octroyées au secteur privé, par ailleurs encouragé par un taux de change très favorable à l'importation de biens d'équipement avicoles et de matières premières, une détaxation totale de l'activité avicole, des taux d'intérêt bancaires très bas (2%, 3,5% et 4% respectivement pour les crédits à long terme, moyen et court termes (ITPE, 1993)).

Cette stratégie a certes permis un accroissement de la consommation par tête de 1083% entre 1972 et 2004, mais elle a accentué le recours aux marchés mondiaux pour l'approvisionnement des entreprises en intrants industriels (inputs alimentaires, matériels biologiques, produits vétérinaires).

1.2 - Après la libéralisation de l'économie et le PAS (1994)

Les politiques suivies

Les réformes, imposées par le FMI et la Banque mondiale en 1994 dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel, consistent à désengager l'Etat de la gestion directe de l'économie, à prendre des mesures tendant à freiner la croissance de la demande en produits importés, à privatiser le secteur économique public et à favoriser le secteur privé.

Sur le plan de la filière avicole, les réformes en question s'articulaient principalement sur les mesures suivantes :

- La levée du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur des intrants et équipements avicoles,

- La réduction des droits de douanes de 45% en 1999 à 30% en 2006 pour le poulet de chair, de 45% en 1999 à 5% en 2006 pour les poussins d'un jours «chair»,
- La suppression des subventions aux intrants, aux équipements et au crédit (les taux d'intérêt sont passés à 15%, 16% et 18% respectivement pour les crédits à court, moyen et long termes (ITPE, 1993))[\[4\]](#),
- La dévaluation de la monnaie qui a rendu plus onéreuses les importations d'équipements et de matières premières pour l'aviculture (le dinar a perdu environ la moitié de sa valeur par rapport au dollar américain entre 1994 et 1998).
- La suppression de la défiscalisation de l'activité avicole.

Parmi les politiques structurelles demandées dans le cadre du PAS figure la privatisation des entreprises et offices publics. Ces derniers ne sont pas encore privatisés en 2006. Ceci s'explique sans doute par la forte résistance des cadres et autres salariés du secteur public avicole, les premiers parce qu'ils savaient ne plus retrouver leurs pouvoirs après la privatisation, les seconds parce qu'ils craignaient des dégraissages massifs (ce qui ne pouvait manquer d'arriver vu la pléthore de personnels dans toutes les entreprises publiques). Néanmoins, le secteur public avicole a été profondément restructuré: démantèlement des offices régionaux dont les unités de production sont transformées en entreprises commerciales filiales de l'ONAB qui lui-même perd le statut d'EPIC pour devenir société anonyme, intégration de toutes les entreprises avicoles publiques dans un holding (Holding Agro-Divers) dont tout le capital social est détenu par l'Etat (Ferrah, 2005).

Les effets des nouvelles politiques suivies sur les secteurs publics et privés

L'industrie des aliments pour l'aviculture

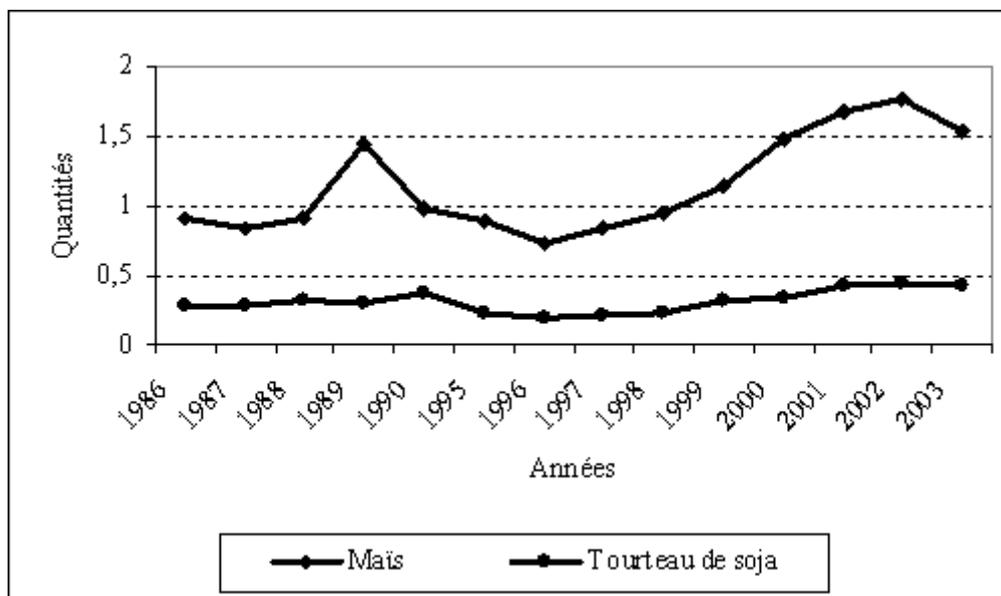
L'industrie des aliments de bétail en Algérie fonctionne sur la base de matières premières importées (maïs, tourteaux de soja, condiments minéraux vitaminés) qui constituent l'essentiel de la structure des aliments composés, fabriqués par les entreprises publiques et privées. Malgré la dévaluation de la monnaie et la disparition des subventions, les importations de matières premières, après avoir fléchies au cours des deux premières années d'application du PAS, recommencent à augmenter dès 1998. Cela s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est le maintien de la demande de poulet par une population qui reste encore en croissance forte. Malgré la hausse de son prix à la consommation, la viande de poulet reste de loin la moins chère des viandes. Le deuxième est la pérennisation du secteur public avicole dont les déficits continuent d'être supportés par l'Etat pour des raisons de maintien de l'emploi et de tranquillité sociale. Ce secteur continue donc à importer sans beaucoup se préoccuper de rentabilité, tout du moins jusqu'aux années 2000. Le troisième facteur se trouve dans le renforcement du secteur privé qui profite de la libéralisation du commerce extérieur pour se lancer dans les importations de matières premières afin

d'alimenter le nombre croissant de ses unités de production. Ses parts moyennes estimées entre 2000 et 2003 sont de 70,5% et 60,5% respectivement pour les importations de maïs et de tourteau de soja. Sa part dans la production d'aliments est passée de 25% en 1989/1990 à 34% en 2000.

La libéralisation a eu aussi des effets sur les prix et la qualité des aliments avicoles. Les prix pratiqués par le secteur privé sont plus élevés que ceux du secteur d'Etat du fait que ce secteur ne dispose généralement que de petites unités (absence d'économies d'échelle) et du fait que le secteur public n'a pas investi suffisamment pour faire face à la croissance de la demande[5]. Par ailleurs, le privé néglige la qualité des aliments, profitant de l'ignorance en la matière des nombreux petits aviculteurs, cela entraînant une diminution de la rentabilité des élevages. Cette réputation du secteur privé va entraîner un accroissement de la demande adressée au secteur public (vu la qualité de ses produits) mais dont celui-ci ne bénéficie guère en matière de rentabilité parce qu'il maintient ses prix relativement stables (toujours pour des raisons sociales)[6].

Enfin, la libéralisation a entraîné une baisse relative de la production d'aliments avicoles du secteur public au profit du secteur privé. La part de ce dernier, est passée d'environ 34% en l'an 2000 à 50% en 2004/2005 (OFAL, 2000; Ferrah, 2005).

Graph 1 : Les importations de maïs et tourteaux de soja



Le matériel biologique : une remontée lente de la filière, peu d'économies d'échelle

En Algérie, le processus de production du matériel biologique[7] en est encore à un stade embryonnaire. Le segment de sélection/ multiplication des souches n'existe pas. Toutefois, on assiste à un déclin graduel des

importations en intrants biologiques de base (œufs à couvrir). Cette situation s'explique par la mise en œuvre progressive du processus de remontée de la filière, principalement par l'aviculture publique.

La production locale en intrants biologiques est réalisée par des entreprises publiques et privées. Les premières dominent dans l'élevage des reproducteurs "chair" et les secondes dans l'accoupage "chair" (cf. tableau 1). La plus grande proportion de la production du secteur privé de reproducteurs "chair" (74%) provient de petites unités (capacité inférieure à 10 000 sujets), ce qui pose des problèmes en matière de niveau des coûts de production. Il en va de même pour la production du secteur privé d'œufs à couvrir dont 70% sont issus de petites unités (capacité inférieure à 10 000 sujets)

Tableau 1 : Structure de l'industrie du matériel biologique

Désignation	Entreprises publiques		Secteur privé	
	Nombre d'unités	Millions sujets/an	Nombre d'unités	Millions sujets/an
Élevages de reproducteurs chair	16	1,07	161	2,5
Accoupage chair	16	140	163	284

Source : OFAL 2003

Graph 2 : Evolution des importations d'œufs à couvrir (millions d'unités)

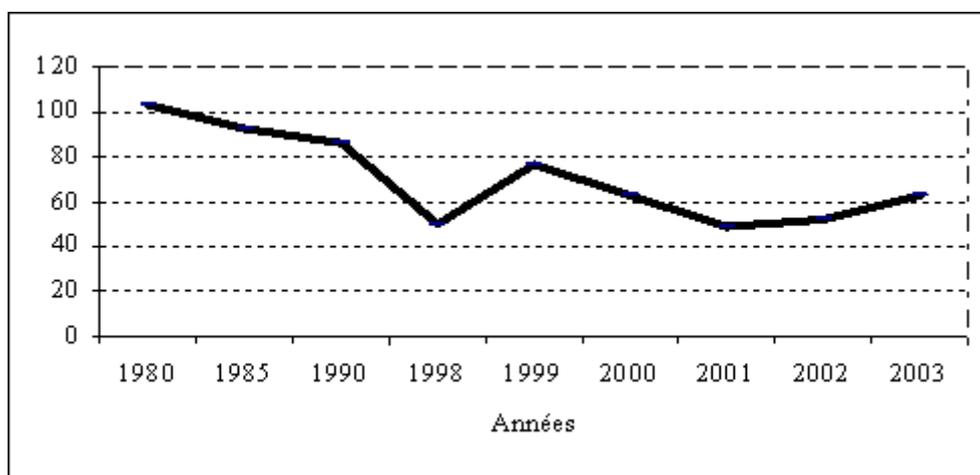


Tableau 2 : Structure des élevages privés des reproducteurs "chair" en Algérie

Catégorie de taille des élevages	Elevages		Capacité d'élevage	
	Nombre	%	Sujets (millions sujets/an)	%
<2000	7	4	16200	1
2001-4000	19	12	59600	3
4001-6000	53	33	301450	14
6001-8000	33	20	232600	11
8001-10000	8	5	70500	3
Plus de 10000	41	26	1479000	68
Total	161	100	2519350	100

Source : ESCAVI 1999 (enquête «structure et capacité de production», citée in OFAL 2001).

Tableau 3 : Structure de l'industrie privée d'accoupage en Algérie

Catégories (œufs à couvrir)	Couvoirs		Capacité instantanée d'incubation (unités)	
	Nbre	%	Œufs à couvrir	%
<100000	114	70	5 222 932	37
100001-200000	27	17	3 315 300	23
200001-600000	22	13	5 592 261	40
Total	163	100	14 130 493	100

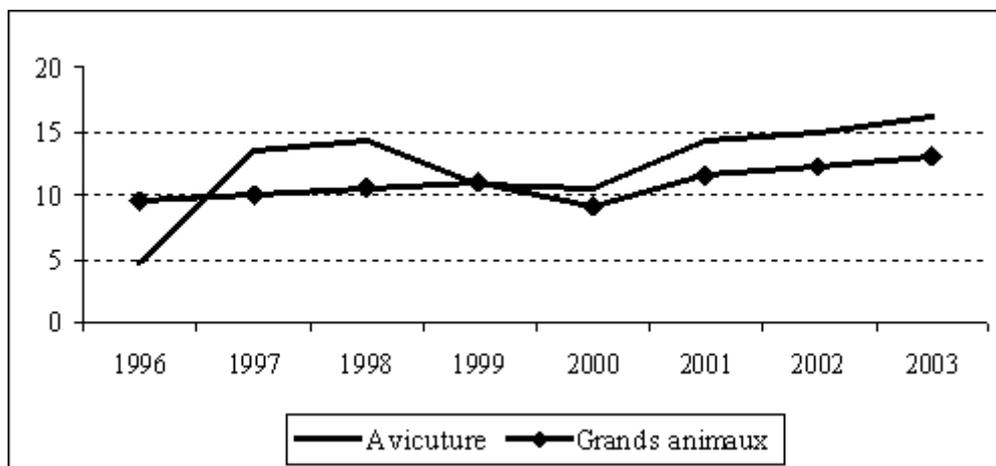
Source : ESCAVI, 1999 (enquête « structure et capacité de production », citée in OFAL 2001).

Les produits vétérinaires : maintien de la dépendance mais concurrence accrue

La libéralisation n'a pas d'effet sur l'industrie des produits vétérinaires qui reste encore très peu développée. L'approvisionnement des élevages se fait essentiellement par des importations, la production nationale ne représentant que 17% de la consommation en produits vétérinaires et en vaccins (OFAL, 2000). Une joint-venture a cependant été créée à la fin des années quatre vingt dix entre le groupe public ONAB et la firme Pfizer pour la fabrication de condiments minéraux vitaminés (CMV).

La valeur des quantités importées en 1996 était de 4,73 millions US\$; elle est passée à 16,14 millions US\$ en 2003, soit une progression de 241% sans que cela entraîne une pression des pouvoirs publics pour la création d'autres joint-ventures afin de développer l'industrie nationale.

Graphe 3 : Evolution des importations de produits vétérinaires (millions US \$)



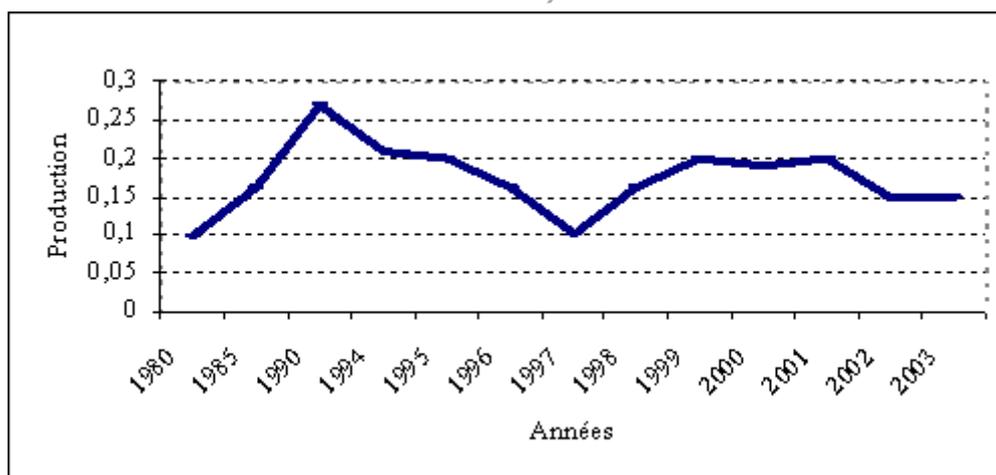
Si la libéralisation n'a eu que peu d'effets sur l'intégration des produits vétérinaires, elle a fouetté la concurrence entre les vendeurs : le nombre d'établissements de vente en gros des produits vétérinaires est passé de 13 en 1994 à 101 en 2000.

Pour ce qui est des équipements avicoles, le segment est dominé par les importateurs (58 entreprises en 2001 contre 45 entreprises produisant localement). Là aussi, la politique de l'Etat n'a pas cherché à favoriser explicitement la fabrication locale d'équipements pourtant d'un niveau technologique relativement modeste.

Les effets sur les segments production, transformation, distribution

De 1980 à 1990, la production de viande blanche a connu une croissance remarquable (cf. graphe 4) qui s'explique par les politiques suivies à l'époque en matière de production (exonération des impôts, faibles taux d'intérêts, facteurs de productions subventionnés et un pouvoir d'achat de la population relativement élevé). De 1990 à 1997, la production a régressé subissant les conséquences des réformes engagées (renchérissement des inputs, diminution de la consommation...). A partir de 1997, elle reprend à la hausse jusqu'en 2001, mais sans atteindre son niveau de 1990.

Graphe 4 : Evolution de la production de viande de poulet (millions de tonnes)



Source : MADR, FAO.

Les effets de la libéralisation et du PAS sur la structure de l'aviculture ne semblent pas avoir été remarquables du point de vue de la rationalisation des élevages, de la transformation et de la distribution. Ainsi, les résultats du recensement général de l'agriculture (RGA) réalisé en 2001, indiquent la présence de 12809 élevages de poulet de chair avec une moyenne de 3063 sujets par éleveur. Ils montrent une relative concentration des élevages dans l'espace puisque 58% des élevages et 68% du nombre total de sujets se trouvent dans 13 wilayas seulement (sur 48) dont 5 situées à l'Est du pays (Sétif, Bordj Bou Arréridj, Oum el Bouagui, Mila, Batna), 6 dans la région centre (Béjaia, Tizi-Ouzou, Bouira, Boumerdés, Alger, Blida) et 2 à l'Ouest (Oran, Tlemcen). La wilaya de Tizi-Ouzou dispose du plus grand nombre d'élevages de poulets de chair à l'échelle nationale avec 1229 unités. Vient en deuxième position, la wilaya de Sétif avec 1142 unités. En terme de structure juridique, le secteur privé domine désormais dans l'élevage du poulet de chair avec une capacité de production de 230000 tonnes par an contre 13000 tonnes dans le secteur public.

L'industrie d'aval de la filière avicole est peu développée. L'activité d'abattage est accaparée par le secteur privé avec une capacité d'environ 179000 tonnes par an soit 54% des capacités totales. Ce secteur réalise une production d'environ 156000 tonnes par an de poulets abattus soit 92% de la production nationale. Les techniques mises en œuvre par les abattoirs sont globalement rudimentaires (scarifiage, échaudage et plumaison réalisés manuellement) (OFAL 2001).

Tableau 4 : Structure du potentiel d'abattage et de production des viandes blanches en Algérie en l'an 2000

	Capacité d'abattage		Production	
	Tonnes/ an	%	Tonnes	%
Entreprises publiques	154 703	46	12916	7,6
Entreprises privées	179 154	54	156266	92,4
Total	333 857	100	169182	100

Source : OFAL 2001.

La découpe et la transformation des viandes avicoles restent aux stades embryonnaires tant au niveau des entreprises publiques que privées. Selon le Centre National du Registre de Commerce (CNRC), il existerait 230 opérateurs spécialisés dans la fabrication des conserves des viandes blanches, généralement de toute petite taille.

Le commerce de gros est peu concentré et donc sans doute à coûts élevés. 266 opérateurs privés (dont seulement 12% sont des personnes morales) interviennent au niveau des principales régions de production sur des places érigées en véritables bourses des produits avicoles (Boudouaou, El Harrach, Draa ben Khedda...) (OFAL, 2000).

Tableau 5 : Opérateurs privés impliqués dans le commerce des produits avicoles en Algérie en l'an 2000

Activités	Persomnes physiques	Persomnes morales	Total
Commerce de gros de volaille, œufs et de lapins	235	31	266
Commerce de détail de volaille et d'œufs exercé à l'étal	270	/	270
Marchands ambulants de volaille et de lapins au niveau des marchés communaux	886	/	886
Marchands ambulants d'aliments de bétail et de volaille	336	/	336
Commerce de détail de viande de volaille	7135	43	7178
Commerce de détail de volaille, œufs et lapins	2141	9	2150

Source : OFAL 2001 d'après les statistiques du CNRC 2000.

Comme le montre le tableau ci-dessus, le commerce de détail est assuré par environ 11000 opérateurs, ce qui donne un ratio de 41 détaillants pour 1 grossiste. Cela renseigne sur l'état d'éclatement et de fragmentation du circuit de distribution, contrairement à ce qui se passe dans les pays développés où la grande distribution domine et permet de réduire les coûts de distribution (transport principalement).

2 - ETUDE DE CAS : RÉSULTATS D'UNE ENQUÊTE EN KABYLIE

Dix années après la mise en application du PAS, il nous a semblé utile de voir l'état de l'élevage avicole et d'essayer de mesurer son degré de compétitivité par rapport aux élevages des pays pilotes en ce domaine.

2.1 - Présentation de l'enquête

La wilaya de Tizi Ouzou, comportant le plus d'élevages avicoles, a été choisie pour effectuer l'enquête. Celle-ci s'est déroulée en 2003/2004 dans trois communes (Fréha, Timizart et Aghribs) où sont localisés au total 40 éleveurs. La commune de Fréha, située dans la vallée de Sébaou, présente un climat très chaud en été et ne permet donc pas l'élevage durant cette saison du fait de l'absence de climatisation des bâtiments d'élevage. Les deux autres communes n'ont pas cet inconvénient du fait de leur altitude plus élevée.

Un échantillon de 14 exploitations a été tiré au hasard (soit 35% de la population mère), chaque éleveur a reçu une fiche technique de suivi d'élevage sur laquelle sont inscrites les dates, les mortalités, les quantités d'aliments distribuées. Tous les 15 jours, les fiches sont vérifiées, et, à la fin de chaque bande, on les récupère et un questionnaire final est rempli.

Le tableau n°6 nous montre que la principale caractéristique des élevages enquêtés est leur faible taille : 86% ont une taille inférieure à 4 000 sujets et détiennent 68% des capacités totales de production.

Tableau 6 : Structure de l'échantillon

Catégories	Nombre d'élevage	(%)	capacité instantanée d'élevage	
			Sujets	(%)
1-2000	9	64	12898	42
2001 - 4000	3	22	7990	26
Plus de 4000	2	14	9978	32
Total	14	100	30866	100

Source : Enquête

Comparativement à la structure des élevages privés au niveau national (cf. tableau7), on peut considérer notre échantillon comme étant représentatif puisque 86% des élevages privés ont une taille également inférieure à 4000 sujets et totalisent une capacité de production de 74%.

Tableau 7 : Structure des élevages privés en Algérie

Catégories de tailles	Nombre d'élevages	(%)	Capacité instantanée	
			Sujets	(%)
1-2000	5340	35	8 473 221	19
2001 - 4000	7927	51	24 224 860	55
Plus de 4000	2129	14	11 382 970	26
Total	15396	100	44 081 051	100

Source : ESCAVI 1999(enquête «structure et capacité de production», citée in OFAL 2001).

2.2 - Les performances techniques des élevages : des comparaisons parlantes

Le tableau n°8 montre que les performances techniques moyennes des élevages étudiés sont systématiquement bien inférieures à celles des USA, du Brésil et de la France. Les écarts sont particulièrement significatifs pour la mortalité, l'indice de consommation et le nombre de bandes par an. En utilisant l'index de production[8] -variable synthétique qui permet de porter une appréciation globale sur les performances technico-économiques des ateliers avicoles-, on constate que la moyenne des index de production réalisés est de 143, très inférieure à celle des USA, du Brésil et de la France avec respectivement 232, 245 et 242.

Comment expliquer les faibles performances moyennes des aviculteurs enquêtés ?

L'une des principales causes semble être la non-conformité des bâtiments d'élevage aux normes habituellement admises pour les élevages de type industriel. Cela concerne aussi bien les matériaux utilisés pour la construction, que la présence et la qualité de la climatisation. C'est ainsi que 100% des élevages enquêtés n'ont pas de

bâtiments répondant aux normes. La totalité des mécanismes de régulation de la température des locaux employés sont rudimentaires (chauffage à gaz butane). La totalité des ateliers fonctionne avec des systèmes de ventilation statiques qui ne permettent pas une bonne aération de manière à mettre les animaux dans de bonnes conditions.

L'insuffisance dans la formation des aviculteurs et de la politique de vulgarisation est la deuxième cause des faibles performances. C'est ainsi qu'aucun aviculteur enquêté n'a suivi de formation formelle dans le domaine de l'élevage avicole et qu'aucun n'a reçu la visite d'un vulgarisateur pendant l'année de l'enquête.

Tableau 8 : Approche comparative des performances techniques des élevages enquêtés

	France	Brésil	USA	Algérie		Différence Algérie/ Brésil
				Enquête OFAL	Notre enquête	
Age (jours)	40	46	46	62	62	1,3
Poids (kg)	1,9	2,3	2,2	2,434	2,533	1,1
Mortalité (%)	5,7	4,6	5	11,48	11	2,4
GMQ (g/j)	48	49,5	47,8	39	41	0,8
Indice de consommation	1,87	1,92	1,96	3,17	3	1,6
Nombre de bandes par an	6,6	6	6	4,8	3	0,5
Index de production (performance)	242	245	232	111	143	0,6

Source : Enquête, OFAL 1999/2000 , Ofival 2003 , ITVAI 2003.

Malgré la faiblesse de la moyenne, on constate que des élevages performants existent: 50% des ateliers enquêtés ont enregistré, en effet, des performances techniques bonnes puisque leurs index de production sont de l'ordre de 150 et plus. Mais, qu'est-ce qui différencie les ateliers performants techniquement de ceux qui ne le sont pas ? Pour répondre à cette question, on a comparé les caractéristiques des ateliers les plus performants avec celles des autres ateliers comme le montre le tableau 9. La différence des performances entre les deux groupes s'explique par la combinaison de plusieurs paramètres à savoir: la mortalité, la consommation des aliments, le GMQ, la durée d'élevage, la durée de vie des bâtiments et équipements, l'importance des charges fixes engagées et la qualité du matériel biologique. Néanmoins, le paramètre le plus déterminant (cf. tableau10) est la consommation des aliments.

En effet, la surconsommation et le gaspillage de l'aliment différencient entre les performances des différents ateliers. La question qui se pose alors est la suivante : qu'est ce qui explique cette surconsommation et le gaspillage de l'aliment ? Le tableau n°9 montre que c'est surtout les conditions d'élevage (bâtiments plus anciens, usure avancée des mangeoires, équipements amortis, faiblesse des charges fixes engagées), qui sont derrière la non performance de 50% des ateliers enquêtés. La faiblesse des charges engagées pour la construction des bâtiments et leur vétusté font que les conditions nécessaires pour un développement normal de l'élevage ne se réunissent pas. Dans ces

conditions, les poulets perdent plus d'énergie pour leur croissance et pour résister aux conditions d'ambiance défavorables. Pour compenser cette énergie, ils consomment plus d'aliment.

Tableau 9 : Caractéristiques des ateliers

Caractéristiques	Groupe1 (IP>1.50)	Groupe2 (IP<1.50)	Ecart
Mortalité (%)	8	14	6
Cons aliment/sujet/cycle (kg)	5,98	7,64	2
GMQ (g)	42	39	-3
IC	2,48	3	0,65
Durée d'élevage (j)	60	64	4
Durée de vie des bâtiments et équipements (an)	7	12	5
Charges fixes engagées (DA/kg vif)	6,44	5,91	-0,53
aliment (DA/kg vif)	58	78	20
Frais vétérinaires engagés (DA/kg vif)	7,31	6,39	-0,92
Frais matériels biologique (DA/kg vif)	26	20	6
Frais main d'œuvre (DA/kg vif)	5,12	4,85	-0,27
Prix aliment DA/kg	2,5	2,4	-0,1
Prix poussin (DA)	65	52	-13

Source : Calculs d'après l'enquête.

Tableau 10 : Matrice de corrélation

	TM	IP	GMQ	Poids	Durée d'élevage	Cons- alim
TM	1	-0,42	0,00	0,17	0,06	0,12
IP	-0,42	1	0,65	0,03	-0,57	-0,90
GMQ	0,00	0,65	1	0,08	-0,84	-0,68
Poids	0,17	0,03	0,08	1	0,46	0,05
Durée d'élevage	0,06	-0,57	-0,84	0,46	1	0,66
Cons. aliment	0,12	-0,90	-0,68	0,05	0,66	1

En gras, valeurs significatives (hors diagonale) au seuil $\alpha=0,05$ (test bilatéral)

Source : Calculs d'après enquête.

2.3 - Les performances économiques des élevages enquêtés

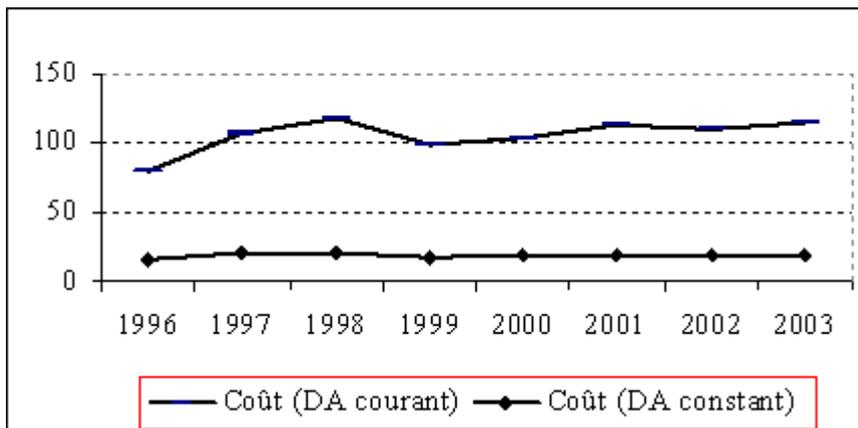
Evolution des coûts de production du poulet de chair produit localement

Le développement d'une filière agricole ou d'une entreprise suppose une croissance de la production avec des coûts de production et des prix des produits de plus en plus bas à l'aide de progrès en productivité. Mais cela n'est valable que pour le long terme avec l'introduction de progrès technologiques. Dans le court et moyen terme, en effet, les coefficients techniques de production restent relativement constants. C'est ce que montre le graphique ci-après.

Ceci nous amène à dire que ni les facteurs endogènes (travail, conditions d'élevage...), ni les facteurs exogènes (prix des inputs) influant sur le coût de production ne se sont améliorés.

Comparativement aux pays développés, les coûts de production des produits avicoles en Algérie s'établissent à un niveau assez élevé (cf. tableau 11) et ceci du fait de la faiblesse des performances techniques et de la dépréciation de la monnaie nationale [9] qui renchérit les coûts des intrants importés.

Graph 5 : Evolution du coût de production au kg du poulet



Source : OFAL, 2001 et enquête.

Tableau 11 : Approche comparative des coûts de production du poulet de chair

Pays/ coûts	Coûts (US\$/kg) (1999)	Coût Algérie / coût étranger	Coûts (US\$/kg) (2001)	Coût moyen Algérie /coût étranger	Meilleur coût de production des ateliers enquêtés/ coûts étrangers en US\$/KG (2001)
Brésil	0,37	4,54	0,51	2,58	1,96
USA	0,50	3,36	0,70	1,88	1,43
France	0,68	2,47	0,82	1,60	1,21
Algérie	1,48	/	1,45	/	

Source : Fait à partir des données de l'OFAL, ITAVI et enquête.

Ceci dit, une comparaison des coûts de production des pays étrangers avec le coût de production le plus bas (1US\$/kg) réalisé par un des ateliers enquêté montre bien que les écarts sont compressibles.

3 - EVALUATION DES COEFFICIENTS DE PROTECTION NOMINAUX DES PRODUITS AVICOLES ALGÉRIENS

L'évaluation des coefficients de protection nominaux des produits avicoles algériens permet de mesurer le degré de compétitivité des produits domestiques par rapport aux produits européens et américains. Elle permet aussi à l'Etat, en prévision de l'adhésion de l'Algérie à L'OMC, de mettre en œuvre des politiques pouvant rendre les produits

domestiques plus compétitifs par rapports aux produits étrangers. Les accords d'association de l'Algérie avec l'UE, ratifiés en 2002, stipulent que les droits de douane actuels (30%), connaîtront une réduction de 50% dans un délais de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de l'accord (septembre 2005) et ceci dans la limite d'un contingent tarifaire annuel de 2500 tonnes par an. Pour évaluer le degré de compétitivité des produits avicoles algériens, on a envisagé trois scénarios tout en supposant que les taux de change seraient stables.

Scénario 1 :

Ce scénario est envisagé en émettant deux hypothèses :

- Stabilité des prix des produits locaux
- Stabilité des frais de transport.

Le tableau 12 montre que même avec une stabilité des prix des produits locaux et une augmentation des prix des produits étrangers, le CPN1 est supérieur à 1. Ceci veut dire que le produit local ne sera pas compétitif par rapport au produit en provenance de l'étranger. Le différentiel prix sera en moyenne de 0,38 euro/kg soit 33 DA/kg. Avec des droits de douane de 30%, une progression des prix des produits étrangers et une stabilité des prix des produits locaux, le CPN2 est inférieur à 1. Le produit local aurait alors un avantage comparatif face au produit étranger.

A l'horizon 2010 (a5 dans le tableau 13), les droits de douane subiront une réduction de 50%, les prix des produits locaux seront légèrement supérieurs à ceux des produits étrangers (CPN = 1,07). Le différentiel prix sera alors de 0,12 euro/kg soit 10,56 DA/kg.

Tableau 12 : Comparaison entre le prix moyen de viande de poulet entier en provenance de l'UE et le prix moyen du poulet local au niveau de l'un des ports d'Algérie (euro/kg)

	Avant l'accord	Après l'accord (2006/2010)				
		a1	a2	a3	a4	a5
Prix communautaire [10]	1,42	1,47	1,48	1,49	1,5	1,51
Transport et manutention [11]	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
Prix CAF hors droits de douane	1,5	1,55	1,56	1,57	1,58	1,59
Prix moyen en Algérie	1,95	1,95	1,95	1,95	1,95	1,95
Ecart	0,45	0,4	0,39	0,38	0,37	0,36
CPN1 [12]	1,30	1,26	1,25	1,24	1,23	1,23
Prix CAF + droits de douane	1,95	2,02	2,03	2,04	2,05	1,83
Ecart	0,00	-0,07	-0,08	-0,09	-0,10	0,12
CPN2 [13]	1,00	0,97	0,96	0,96	0,95	1,07

Source : Calculs d'après enquête.

Scénario 2 :

Ce scénario est envisagé en émettant deux hypothèses :

- Les frais de transports maritimes évoluent au même rythme que l'évolution des prix des produits avicoles européens;
- Le taux d'inflation en Algérie se maintient à 2%.

Dans ce cas de figure, le tableau suivant montre que sans droits de douane, le CPN est supérieur à l'unité. Le différentiel prix est en moyenne de 0,58 euro/kg soit 51DA/kg. Avec des droits de douane de 30%, un taux d'inflation de 2% et une évolution des prix de transport maritime, le CPN sera supérieur à 1. Le produit local ne sera pas compétitif. A l'horizon 2010, le différentiel prix serait de l'ordre de 0,41 euro/kg soit 36 DA/kg. Il faudrait instaurer un droit de douane d'au moins 22% pour que le produit étranger revienne au même prix que le produit local.

Tableau 13 : Comparaison entre le prix moyen de viande de poulet entier en provenance de l'UE et le prix moyen du poulet local au niveau de l'un des ports d'Algérie. U : (euro/kg)

	Avant l'accord	Après l'accord (2006/2010)				
		a1	a2	a3	a4	a5
Prix communautaire	1.42	1.47	1.48	1.49	1.5	1.51
Transport et manutention	0.08	0.0824	0.0829	0.0834	0.0839	0.0844
Prix CAF	1.5	1.5524	1.5629	1.5734	1.5839	1.5944
Prix moyen en Algérie	1.95	2.07	2.11	2.15	2.20	2.24
Ecart	0.45	0.52	0.55	0.58	0.61	0.65
CPN1	1.30	1.33	1.35	1.37	1.39	1.41
Prix CAF	1.95	2.02	2.03	2.05	2.06	1.83
Ecart	0.00	0.05	0.08	0.11	0.14	0.41
CPN2	1.00	1.03	1.04	1.05	1.07	1.22

Source : Calcul d'après enquête.

Scénario 3 :

Ce scénario est envisagé en émettant trois hypothèses :

- Les frais de transport maritimes évoluent au même rythme que l'évolution des prix des produits avicoles européens.
- Le taux d'inflation en Algérie se maintient à 2%.
- On considère que les éleveurs algériens arrivent à réduire les pertes d'aliment d'un kilogramme par sujet au bout de 5 ans, soit 200g par an. Ceci entraînerait un gain de 9,6 DA/kg pour un sujet de 2,5kg et un prix des aliments de 2400 DA/ql. Cette situation aurait pour conséquence une diminution du prix d'un kilogramme de viande du poulet de 14%, soit 2,8% par an en moyenne.

(Le coût du poste «aliment» représente 60% du coût d'un kilogramme du poulet)[\[14\]](#).

Dans ce cas de figure, le tableau n°14 montre que, sans droits de douane, le produit local ne serait pas compétitif par rapport au produit étranger. Le différentiel prix serait de l'ordre de 0,37 euro/kg en moyenne soit 33 DA/kg. Avec des droits de douane de 30%, un taux d'inflation de 2%, une évolution des frais de transport au même rythme que l'évolution des produits avicoles européens et une amélioration de la productivité des élevages algériens, le CPN descend à 0,92 en moyenne. Le produit algérien serait alors compétitif face au produit européen. A l'horizon

2010, la réduction des droits de douane de 50% par rapport aux droits actuels n'influerait pas sur la compétitivité du produit local (CPN2 = 0,96).

Tableau 14 : Comparaison entre le prix moyen de viande de poulet entier en provenance de L'UE et le prix moyen du poulet local au niveau de l'un des ports d'Algérie. U : (euro/kg)

	Avant l'accord	Après l'accord				
		a1	A2	a3	a4	a5
Quantité d'aliment consommé par sujet	6.7	6.5	6.3	6.1	5.9	5.7
Prix moyen en Algérie	1.95	1.96	1.91	1.86	1.80	1.75
Prix communautaire	1.42	1.47	1.48	1.49	1.5	1.51
Transport et manutention	0.08	0.08	0.0829	0.0834	0.0839	0.0844
Prix CAF	1.5	1.55	1.5629	1.5734	1.5839	1.5944
Ecart	0.53	0.49	0.43	0.37	0.30	0.24
CPN1	1.30	1.26	1.22	1.18	1.14	1.10
Prix CAF	1.95	2.02	2.03	2.05	2.06	1.83
Ecart	0.00	-0.05	-0.12	-0.19	-0.26	-0.08
CPN2	1.00	0.97	0.94	0.91	0.88	0.96

Source : Calculs d'après enquête.

Globalement, on peut dire que sans droits de douane et avec les techniques actuelles, les produits locaux ne seraient pas compétitifs dans tous les cas de figure et que la manière la plus efficace pour améliorer la compétitivité des produits locaux est d'améliorer la productivité des élevages algériens tout en réduisant progressivement les barrières tarifaires. Cependant, l'instauration d'un contingent tarifaire de 2500 tonnes par an (1,70% de la production nationale) fait qu'il n'y a pas de craintes à moyen terme sur le devenir de la filière avicole après l'entrée en vigueur des accords d'association Algérie-UE. Concernant l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, les négociations sont encore en cours, ce qui ne permet pas d'anticiper l'évolution de la situation. Toutefois, une comparaison des prix entre le poulet provenant du Brésil montre que le différentiel prix peut atteindre 0,73 euro/kg soit 64 DA/kg, tout en tenant compte des droits de douane. Par conséquent, la protection du marché domestique des produits les plus compétitifs au monde (produits brésiliens) nécessiterait l'instauration d'un droit de douane d'au moins 60%. Ceci est bien entendu inacceptable dans le cadre de L'OMC. Celle-ci exige l'instauration d'un droit de douane consolidé pour tout pays adhérent. En Algérie, le droit de douane consolidé demandé est seulement de 30%.

Tableau 15 : Comparaison entre le prix moyen de la viande de poulet entier en provenance de Brésil et le prix moyen du poulet local au niveau de l'un des ports d'Algérie

	Frais (euro/kg)
Prix de gros au Brésil en 2003 [15]	0,78
Transport et manutention [16]	0,16
Prix CAF	0,94
Prix de gros en Algérie en 2003	1,95
Ecart	1,01
CPNI	2,07
Prix CAF	1,22
Ecart	0,73
CPN2	1,60

CONCLUSION

Ainsi, les performances moyennes réalisées en Algérie en matière de production de viandes blanches (poulets de chair) sont très inférieures à ce qui est enregistré dans les autres pays leaders dans le domaine. Ceci constitue à moyen et à long terme une menace pour la production locale. Ceci dit, il y a des ateliers algériens qui réalisent de bonnes performances. Le défi à relever, donc, dans les prochaines années est celui de l'amélioration de la productivité des facteurs de production. Notre travail a montré que la surconsommation de l'aliment au niveau des ateliers d'élevage constitue la principale raison de la non performance des élevages. La réduction de la surconsommation et l'alimentation rationnelle des poulets pourrait améliorer la compétitivité de la filière. Pour ce faire, les politiques qui semblent adéquates à mettre en œuvre sont :

- Le soutien à l'investissement au niveau des exploitations pour agrandir la taille des élevages (économies d'échelle) et moderniser les bâtiments,
- Le soutien aux investisseurs nationaux pour la recherche de partenaires étrangers (particulièrement des pays du Sud avancés dans le domaine) intéressés à développer des élevages industriels,
- La formation des aviculteurs par la vulgarisation,
- Le soutien pour le développement des segments d'aval (abattage, découpe et transformation),
- L'encouragement à une meilleure organisation des producteurs et des circuits d'approvisionnement en inputs et de commercialisation des produits avicoles par le développement des coopératives d'approvisionnement.

Par les mesures citées précédemment, il sera possible de tirer la croissance des inputs (aliments, matériels biologiques, produits vétérinaires...). Par ailleurs, il faudra encourager les stratégies d'intégration par les entreprises d'amont ou d'aval. Cela permettrait de réduire les coûts de production au niveau des exploitations et d'éviter les surcoûts générés par la mise en marché des produits avicoles. Enfin, pour les petits producteurs, le poulet de grain labellisé pourrait constituer une alternative intéressante à l'aviculture pseudo industrielle qu'ils pratiquent avec si peu d'efficacité.

Références bibliographiques

AMGHROUS S, 2005. *"L'impact de l'adhésion de l'Algérie à la zone de libre échange UE/pays Méditerranéens et à l'OMC sur la filière avicole, segment poulet de chair"*. Thèse de magister en sciences agronomiques, INA, El Harrach, Alger.

BENMIHOUB A, 2001. *"Les possibilités et les contraintes d'exportation de l'agneau des terroirs steppiques d'Algérie vers le marché français"*. Thèse de magister en sciences agronomiques, INA, El Harrach , Alger.

FENARDJI F, 1990. "Organisation, performances et avenir de la production avicole en Algérie", in *Options Méditerranéennes, série A, n° 7*.

FERRAH A, 2005. *"Aides publiques et développement de l'élevage en Algérie, contribution à une analyse d'impact 2000-2005"* GREDAAL., Alger.

ITAVI, 2002. *"Situation et perspectives des productions avicoles sur le plan mondial et européen"*. Rapport, Alger.

ITPE, 1993, *"Bases économiques et techniques de l'industrie d'accoupage « chair et ponte » en Algérie"*. Rapport, Alger.

OFAL, 2003. *"Les filières avicoles dans les réformes économiques algériennes (1980-2000)"*. Rapport, Alger.

OFAL, 2001. "Observatoire des filières avicoles". Rapports annuels 1999 à 2001, Alger.

OFIVAL, 2004. *"Le marché des produits avicoles dans le monde"*. Rapports 2002 à 2004, Alger.

Notes

[*] Attaché de recherche au C.R.E.A.D.

[]** Professeur à l'Institut National Agronomique (Alger) et Directeur de recherche au C.R.E.A.D.

[1] D'après une enquête effectuée par l'AARDES en 1966-1967, la ration alimentaire d'un algérien contenait 7,8 g/jour de protéines animales, loin de la ration de 16g/jour recommandée par la FAO et l'OMS.

[2] Les élevages en Algérie ont une taille moyenne de 3000 sujets/bande. De ce fait, 2 personnes en moyenne suffisent pour faire face aux différentes activités liées à l'élevage. L'un se consacre à l'activité de production proprement dite, l'autre, à l'approvisionnement en aliments, produits vétérinaires... et à la commercialisation du produit.

[3] Le choix de la wilaya de Tizi-Ouzou est motivé par le fait qu'elle dispose du plus grand nombre d'élevages à l'échelle nationale, soit 10% des élevages et des sujets élevés (RGA, 2001).

[4] Depuis le début des années 2000, les taux se situent autour de 6-7%.

[5] En vue de leur privatisation, l'Etat propriétaire interdit depuis 2001 tout investissement aux entreprises publiques.

[6] En fait, se développe un marché noir des aliments au profit de certains dirigeants et responsables syndicalistes des unités publiques de fabrication.

[7] Le processus de production du matériel biologique passe par les étapes suivantes :

- La sélection et la multiplication de la souche, étape qui comprend trois maillons :
- La sélection de lignée pure,
- L'élevage de grands parentaux : lorsqu'une lignée est fixée génétiquement, elle va être multipliée en un nombre suffisant de sujets dit «grands parentaux»,
- L'élevage de parentaux qui permet la production de reproducteurs chair.
- La production d'œufs à couver chair, qui à leur tour donneront des poussins d'un jour après 21 jours d'incubation.

[8] Cet indice est le suivant : $\text{Index de production} = (\text{gain moyen quotidien} \times \text{Viabilité}) / (\text{indice de consommation} \times 10)$ avec $\text{Viabilité} = 100\% - \text{Taux de mortalité}$.

On peut classer les ateliers de production, en fonction des index de production en quatre catégories :

- (IP < 50) : performances médiocres
- (50 < IP < 100) : performances techniques moyennes
- (100 < IP < 150) : performances relativement satisfaisantes
- (IP = 150 et plus) : performances techniques bonnes

[9] En 1999, 1 euro = 6,18 FF, 1\$ = 67,16 DA). (En 2003, 1 euro = 88DA)

[10] Projections de l'USDA.

[11] Calculé sur la base des frais de transport maritime de l'agneau d'Alger à Marseille (tous frais compris jusqu'au débarquement), soit 1200\$/14 tonnes. Source : Benmihoub. A, 2001.

[12] Coefficient de protection nominal hors droits de douane.

[13] Coefficient de protection nominal avec des droits de douane.

[14] On doit noter que la consommation d'aliments dans les stations expérimentales en Algérie est en moyenne de l'ordre de 5 kg/sujet. Dans notre région d'étude, la consommation constatée était en moyenne de l'ordre de 6,7 kg/sujet. Cela signifie que la réduction des pertes d'aliments d'au moins 1 kg /sujet est tout à fait possible.

[15] Une étude réalisée par l'INRA de France, montre que le différentiel prix sortie abattoir entre l'UE et le Brésil est estimé à 45% au début 2003.

[16] Sur la base des frais de transport de viande de poulet du Brésil à Djeddah (0,24 euro/kg), on a estimé que les frais de transport Brésil-Algérie reviendrait à 0,16 euro/kg (la distance entre Brésil et l'Algérie fait approximativement 2/3 la distance entre Brésil et Djeddah).

ABDELKADER ADAMOU ET BERNARD FAYE

L'élevage camélin en Algérie : contraintes et perspectives de développement

L'enquête menée sur plusieurs années dans les trois grandes aires de distribution du camélin en Algérie à travers les régions du Souf (sud est), du Hoggar (extrême sud) et de Tindouf (sud ouest) nous a permis de conclure que l'élevage camélin occupe une place prépondérante dans la vie économique et sociale des populations autochtones grâce à sa polyfonctionnalité; mais, malgré ses aptitudes et ses spécificités, il est resté longtemps marginalisé, ce qui a engendré une érosion de la filière caméline marquée par une forte régression des effectifs. Toutefois, cette régression n'est pas une fatalité au vu du potentiel de développement des productions camelines. Des pistes sous formes de propositions techniques et des questionnements d'ordre institutionnel et réglementaire sont proposés pour la réhabilitation et le développement de l'élevage camélin en Algérie.

Mots clés :

Elevage camélin – Sahara - Algérie – Développement

Abstract

An inquiry has been done during many years in the big areas of distribution of camels through three regions in Souf (South-East), Hoggar (Extremem south), Tindouf (South-West), the survey allowed us to conclude that Camel breeding is an important part of local communities livelihoods, thanks to its multiple functionalities. But despite its potential and specificities, it has remained a marginal activity, thus leading to a decline of herd sizes and erosion of the camel commodity system. However, given the development potential of camel-based productions, this trend can be reversed. Proposals are made regarding some technical and technical and institutional aspects likely to help rehabilitate and develop camel breeding in Algeria.

Key words :

Camel livestock, Algeria, Sahara, Development

ملخص

التحريات الميدانية التي أجريت طيلة عدة سنوات في أكبر مناطق تواجد الإبل في الجزائر من خلال دراسة منطقة سوف (الجنوب الشرقي) الهقار (أقصى الجنوب) وتندوف (الجنوب الغربي) سمحت لنا بالخلاصة إلى القول بأن تربية الإبل تحتل مكانة مرموقة في الحياة الإقتصادية و الإجتماعية للسكان المحليين وذلك بفضل تعدد مجالاتها الإنتاجية ، ولكن رغم قدرات الإبل و خصوصياته بقي مهمشا لمدة طويلة مما أدى إلى تظهور تربية الإبل متمثلا في إنخفاض ملحوظ لتعداد رؤوس الإبل . إلا أن هذا الانخفاض غير مقلق نظرا للقدرة تنمية منتوجات الإبل. لذا قدمت مقترحات تقنية و تساؤلات ذات طابع قانوني لإعادة تأهيل و تنمية تربية الإبل في الجزائر

كلمات المفتاح :

تربية الإبل - الصحراء - الجزائر- التنمية

JEL CLASSIFICATION : D23, D24, Q18.

INTRODUCTION

1 - L'AGRICULTURE SAHARIENNE : LES NECESSITES D'UN RENOUVEAU

La production des protéines animales en Algérie peine à satisfaire la demande croissante de la part d'une population de plus en plus urbanisée, ce qui engendre un déficit que l'on peut attribuer pour partie à une faible productivité du cheptel, à des systèmes de production très extensifs, des cultures fourragères peu développées et des races locales à faible potentialité bien que bien adaptées au milieu.

Cette situation est encore plus marquée dans les régions sahariennes où le problème de distance, de capacité de stockage, d'accès au marché et de productivité pastorale (Chehema, 2005) font que les produits animaux sont globalement moins disponibles et plus coûteux qu'ailleurs.

Dans ce contexte, le soutien de l'agriculture oasienne et de l'élevage dans les régions désertiques devient une des priorités essentielles pour l'Etat, soucieux de développement régional. A l'instar des autres régions, les zones sahariennes ont vu, du reste, des sommes considérables déboursées dans des actions de relance de l'élevage à travers notamment l'achat d'animaux et l'aménagement des bâtiments. Malheureusement, cette expérience n'a pas apporté les fruits escomptés et les élevages ont vite connu un déclin, voire la disparition de certaines espèces (aviculture).

Les éléments à l'origine de cet échec peuvent être attribués à plusieurs causes :

- problèmes alimentaires : Eloignement des centres d'approvisionnement engendrant des frais de transport supplémentaires et un taux de mortalité plus élevé (poulet de chair). Le faible éventail des fourrages fait que le souci des éleveurs de bovins n'est plus de soutirer une production mais de maintenir les vaches en vie.

- problème d'adaptation (notamment chaleurs estivales) engendrant un arrêt prématuré de la production et obligeant à renouveler le matériel

biologique avant terme (cas de la poule pondeuse)

- bâtiments d'élevage n'offrant pas les conditions d'ambiance requises dans la mesure où aucun modèle de bâtiment répondant aux exigences de la spécificité du milieu n'a été proposé
- non maîtrise des techniques d'intensification des productions animales par l'agriculture familiale.

Globalement, ces échecs peuvent être considérés comme des tentatives de développement de systèmes de production inadaptés aux conditions climatiques et écologiques locales. De ce fait, les espèces indigènes ont peu fait l'objet d'attention en dépit de leur adaptabilité aux conditions locales.

Le dromadaire en est le bon exemple. Cet animal est le mieux à même de produire dans un milieu caractérisé par des conditions de vie d'une rigueur excessive et peut, grâce à sa multifonctionnalité (viande, lait, poil, travail), être d'un apport considérable dans l'économie des ménages.

1.1 - Les atouts du dromadaire...

Le dromadaire a le mérite en effet de valoriser les grands parcours sahariens riches en une végétation (notamment halophyte) inappétée par les autres espèces. Son comportement alimentaire qui lui permet de se satisfaire de plantes de faible valeur nutritive, sa résistance à la soif qui lui permet de s'éloigner des points d'eau en valorisant les pâturages les plus éloignés, son potentiel de production sous-estimé (Faye, 2005) en font un animal emblématique du développement des régions arides. Sa viande, par exemple, moins coûteuse que celles des autres espèces (en particulier du mouton) est facilement consommée par les populations locales. Son lait a des propriétés remarquables sur le plan diététique et nutritionnel, et son intérêt médicinal commence à être reconnu dans le monde scientifique (Konuspayeva, 2004). Son rôle comme auxiliaire de l'agriculture, notamment oasisienne, est peu relevé et pourtant l'utilisation du dromadaire dans les systèmes mixtes élevage-agriculture a tendance à augmenter en Afrique sub-saharienne (Vias et al., 2003).

1.2 ... et les contraintes à son élevage

En dépit de ses spécificités et de ses aptitudes, le dromadaire a fait l'objet de peu d'attention. En Algérie, on peut faire le constat actuel qu'il s'agit d'un élevage marginalisé, la plupart du temps absent des actions de développement, et première victime de la dégradation des pâturages.

Des contraintes majeures se dressent en obstacle au développement de l'élevage camelin :

- L'alimentation

Le dromadaire, pour subvenir à ses besoins, doit systématiquement se déplacer à la recherche de pâturages et de sources d'abreuvement.

La sécheresse prolongée de ces deux dernières décennies n'a pas permis la régénération de la flore fourragère, d'autant plus que durant cette sécheresse qui semble perdurer, aucun programme de gestion pastorale n'a été envisagé.

Les parcours ont connu une telle dégradation que même des plantes vivaces connus pour leur résistance à la sécheresse (*Arphthis schitinum* dans la région du Souf et *Nucularia perrini* dans la région de Tindouf) ont disparu de certains parcours.

Cette situation a entraîné une chute du cheptel camelin, résultant des mortalités, de l'absence des naissances et de l'accélération de la vente car l'une des stratégies adoptées face à cette régression du couvert végétal consiste à vendre une partie des animaux pour acheter des aliments (orge) dans le seul but d'assurer la survie du reste du cheptel camelin.

D'autres éleveurs ne faisant pas recours à la complémentation, préfèrent partir continuellement à la recherche de pâturage même si cela demande de longs déplacements avec tous les problèmes que cela pose.

C'est le cas des chameliers de Tindouf pour qui l'orge est pratiquement inaccessible à cause de sa cherté, vu qu'elle est ramenée de régions éloignées (régions steppiques) et les frais de transport de la ville de Tindouf aux campements augmentent les charges (à titre d'exemple, la zone de Lakhal est distante de 800 Km de Tindouf).

Mais les petits propriétaires ne disposent d'aucun moyen pour affronter une sécheresse dévastatrice et aucune adaptation au niveau du système de production n'est envisagée, telle l'émigration ou des activités complémentaires, et l'Etat n'était d'aucun secours pour ces éleveurs camelins qui restaient impuissants devant le nombre considérable de mortalités enregistrées.

L'abreuvement constitue également un autre problème pour le chamelier d'autant plus que l'eau reste un paramètre qui échappe complètement au contrôle de l'éleveur et dépend des capacités hydrauliques de la région, donc de la pluviométrie et des réserves souterraines.

Or, dans les trois aires de distribution du camelin, le manque de puits est très ressenti (dans la région de Tindouf, en moyenne un puits tous les 612 km²) ; les puits sont caractérisées par un déséquilibre dans la répartition spatiale, et ils sont pour la majorité endommagés ou abandonnés.

Le peu de puits qui subsistent encore sont, soit très salés (sauf et Tindouf), soit très profonds rendant l'exhaure de l'eau difficile.

Devant cette situation, les chameliers éprouvent de grandes difficultés pour abreuver leur cheptel, les obligeant parfois à se déplacer vers des zones où l'accès à l'eau est plus facile, créant ainsi des concentrations de cheptels avec tous les problèmes qui en résultent.

Les chameliers (grands propriétaires) faisant pâturer leurs dromadaires sur certaines zones réputées pour leurs parcours riches et diversifiés mais dépourvues de toute source d'abreuvement (Tindouf surtout) préfèrent suivre leur cheptel avec des camions citernes.

Le problème de l'eau se pose avec plus d'acuité en période de sécheresse. La mort par la soif de 80 chamelons en juin 1991 dans la zone de Laachar (Tindouf) en est un bon exemple.

- La reproduction

L'élevage camelin est un élevage à rotation très lente. La faiblesse du croît réside dans la longueur de l'intervalle entre deux mises bas (la chamelle ne produit que 0.39 chamelon par an soit un chamelon tous les 30 mois) et dans la faiblesse du taux de prolificité (aucune naissance gémellaire n'a été observée).

Cependant, cet intervalle ne reflète pas les potentialités physiologiques réelles de la chamelle.

La reproduction n'est pas donc un facteur limitant pour améliorer les performances, mais certaines contraintes liées au mode de conduite viennent se dresser en obstacle, favorisant ainsi l'allongement de l'intervalle entre deux chamelages. Mais les chameliers semblent résignés à ces contraintes qu'ils estiment immuables.

- La couverture sanitaire

La période de sécheresse prolongée qui continue à sévir dans les régions de concentration du camelin a eu des conséquences néfastes sur les animaux (amaigrissement, non résistance aux agents pathogènes).

Le mode transhumant de conduite des dromadaires sur de vastes étendues, loin des services vétérinaires, ainsi que le refus de la plupart des chameliers de faire vacciner leurs animaux lors des campagnes de vaccination gratuites initiées par les différentes inspections vétérinaires, sont autant de facteurs ayant conduit également à la dégradation de l'état sanitaire des dromadaires.

Ajouté à cela les mouvements des troupeaux vers les pays voisins avec tout ce que cela peut véhiculer comme maladie, ce qui rend difficile tout contrôle sanitaire d'autant plus que le nombre de vétérinaires affecté reste en deçà des normes (à titre d'exemple, le calcul de ratios donne un vétérinaire pour 3750 dromadaires dans la région de Tindouf) et qu'il existe une absence de vétérinaires spécialisés en pathologie cameline.

Le peu d'encadrement est concentré dans les chefs lieu de wilaya (inspections vétérinaires) avec des moyens souvent très limités

(absence de moyens de transport appropriés).

Tous ces facteurs rendent difficile la mission des inspections vétérinaires qui se voit ainsi réduite à des campagnes de vaccination sporadiques auxquelles n'adhèrent que très peu d'éleveurs.

Mais cette contrainte ne semble pas trop inquiéter les chameliers qui comptent sur leur savoir-faire empirique

- Le soutien de l'Etat

En dehors de la prime à la naissance initié par le ministère de l'Agriculture, opération éphémère car n'ayant pas été réfléchi en tenant compte des réalités du terrain et parce que, également, les premiers concernés (chameliers) n'ont pas été associés à la réflexion, l'Etat n'a fait aucun effort pour venir en aide à cette catégorie d'éleveurs et ce, à quelque niveau que ce soit (alimentation, crédits, assurance...).

- La succession

Cette contrainte est surtout ressentie par les bergers. En effet, leurs fils ou leurs frères commencent à se désintéresser de l'activité de gardiennage pour aller chercher en ville des emplois plus rémunérateurs stables et moins contraignants. C'est aussi une occasion pour les enfants d'échapper au joug paternel en venant s'installer en ville. Leur activité de gardiennage risque d'être estompée par le problème de la succession.

- La compétition sur l'occupation de l'espace désertique

Au vu de l'immensité des parcours et de l'effectif réduit, il n'y a pas de compétition; toutefois, l'installation récente de la mise en valeur des terres sur certains parcours camelins a engendré une certaine compétition, aussi minime soit elle avec tous les conflits que cela peut générer entre chameliers et nouveaux agriculteurs.

- Les accidents de la route

Les accidents de la route viennent s'ajouter aux autres problèmes expliquant la régression des effectifs.

Ce problème est surtout ressenti par les bergers de la région du Souf (en moyenne 2 têtes par berger et par an).

Ces pertes surviennent surtout en période de sécheresse car en bonne année, les parcours étant riches, les animaux restent au pâturage et n'ont pas le temps de traverser la route.

Une autre cause est à l'origine de ces accidents : Après les pluies, l'eau stagnante dans les différents fossés le long de la route, attire les animaux.

Les bergers se plaignent de l'absence de toute assurance couvrant les animaux dans de telles situations; pire encore, ils n'osent même pas se manifester de peur de se voir verbalisés.

- La scolarisation

Les éleveurs commencent à prendre conscience du problème de la scolarisation de leurs enfants, mais cet éveil tardif ne concerne malheureusement que les garçons, la scolarisation des filles reste un sujet tabou.

A l'avenir, cette nouvelle donne risque de transformer le mode de vie pastorale, car les éleveurs seront confrontés au problème de la garde des enfants scolarisés.

Face à toutes ses contraintes, l'éleveur camelin continue à lutter seul contre la précarité de son existence, de celle de sa famille et de la vie de son troupeau camelin, l'unique trait d'union avec sa vie pastorale.

Au final, l'élevage camélin souffre d'une absence de reconnaissance économique, en dépit de son rôle social éminent en zone désertique (Brey et Faye, 2004) et subit les conséquences des dégradations répétées de son environnement obérant sa productivité zootechnique et numérique.

Ces contraintes induisent une régression des effectifs camelins, si bien que le cheptel ne compte actuellement que 140.000 têtes. On est loin des 260.000 dromadaires qui sillonnaient les parcours sahariens de l'Algérie en 1890 (Benaïssa, 1986).

1.3 - La régression de l'élevage camelin n'est pas une fatalité

Pourtant, si on compare la situation de l'Algérie à celle des pays voisins, on peut affirmer que cette régression observée ne correspond pas à une règle générale. Au Maroc, après une diminution de 56% entre 1971 et 1985, le nombre de têtes passant de 16000 à 70 000, le cheptel camelin a retrouvé en 1998, un effectif proche des années 70 (149000 têtes selon le dernier recensement). Une évolution similaire est relevée en Tunisie: de 225000 têtes au moment de l'indépendance, le cheptel s'est effondré ne représentant plus que 65 000 têtes en 1985 pour remonter à 90 000 têtes en 1998 (Faye et Bengoumi, 2001). Ce regain d'intérêt pour l'économie caméline s'accompagne d'un changement notable de l'utilisation zootechnique de l'animal. Autrefois surtout destiné aux activités de transport et de travail, les populations rurales des zones pastorales découvrent ou plutôt redécouvrent ses capacités de production de viande et de lait ainsi que les vertus réelles ou supposées des produits (lait et viande).

Au Niger, la population caméline croît de façon importante et on constate une extension de l'aire d'élevage de l'espèce vers le sud en même temps qu'une diversification de son utilisation (Vias et al., 2003). Au Mali, les effectifs croissent également et en Mauritanie, une dynamique laitière s'est installée autour de Nouakchott et où une laiterie à base de lait de chamelle fonctionne (Abdeirahmane, 1997). Il n'est donc pas une fatalité que l'élevage camélin algérien connaisse actuellement une régression; des possibilités de développement pour le bien être des populations sahariennes existent.

1.4 - Le potentiel de développement des productions camélines

A l'ère de la mondialisation, le dromadaire doit pouvoir retrouver son rôle de rassembleur de peuples que l'abandon des grandes routes caravanières à travers le Sahara lui avait enlevé, et de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir à lui : Comme animal de loisir ; dans le domaine gastronomique, par la commercialisation du lait de chamelle et de ses dérivés ; et dans le domaine écologique, par son rôle dans le combat général contre la désertification. En effet, dans un monde qui s'inquiète à juste titre du devenir écologique de la planète, il est bon de rappeler le rôle irremplaçable du dromadaire dans la lutte contre l'avancée du désert. Par sa productivité laitière supérieure à celle des bovins qui permet de diminuer la pression sur le milieu quand les troupeaux de camélins remplacent ceux de bovins, par son mode d'alimentation préservant les jeunes arbres et par la grande diversité des plantes qu'il ingère, évitant ainsi un surpâturage spécifique et la nécessité des feux de brousse, par sa mobilité qui contribue également à une utilisation optimale des espaces pâturés, par sa résistance à la soif qui autorise les pasteurs à valoriser des espaces pauvres en eau mais riches en herbe, par son mode de pâturage dispersé et par ses pieds souples et tendres qui limitent le piétinement serré dénudant les sols, le dromadaire est un atout dans la préservation et l'utilisation durable des espaces arides et semi-arides.

Si le dromadaire constitue l'un des moyens de limiter, voire d'enrayer, l'avancée des déserts, alors il est plus un animal de l'avenir que celui du passé. Il y prendra dès lors sa place réelle, ni marginalisée, ni idéalisée, mais celle d'une authentique activité économique au service des peuples des régions désertiques.

Dans quelle mesure peut-on agir pour revivifier en conséquence cet élevage en Algérie ?

Sur le plan formel, il convient de revaloriser les productions zootechniques camélines, notamment de viande et de lait.

1.4.1 - Le dromadaire, animal de boucherie

La consommation de la viande de dromadaire est souvent culturellement moins importante que celle du lait pour les populations pastorales. Au-delà de la prééminence affective pour l'espèce, la raison essentielle est qu'on abat moins facilement un dromadaire qu'un mouton ou une chèvre pour les besoins d'autoconsommation. La consommation de viande est donc d'assez faible importance dans les zones pastorales (Faye, 1997).

Toutefois, comme pour la production laitière, l'urbanisation croissante des régions de prédilection du dromadaire a contribué à séparer les zones de production des zones de consommation. Dès lors, la contrainte du nombre pour rentabiliser le sacrifice d'un animal est levée. Il s'est développé ainsi depuis quelques décennies des circuits commerciaux importants d'embouche caméline et de flux d'exportation sur pied comme par exemple entre le Niger et l'Algérie ou la Libye afin

de satisfaire les besoins d'une population de plus en plus urbanisée et consommatrice de viande, d'autant plus que pour des raisons financières, la viande de dromadaire est parfois préférée à celle du mouton.

En Algérie, la forte tendance de la population saharienne à la consommation de la viande cameline (dans la région de Tindouf la consommation de viande cameline est passé de 15.9 Kg par hab/an en 1992 à 21.5 Kg/hab/an en 2000) fait de ce produit un élément important dans l'orientation de l'élevage camelin comme animal de boucherie. (94.8% et 64.7% du tonnage des viandes rouges consommées respectivement à Tindouf et au Hoggar). 86% des 58 boucheries existantes dans la ville de Tamanrasset commercialisent la viande cameline, et à Tindouf, sur les 44 boucheries que compte la ville, 38 ne vendent que la viande cameline.

Des mesures stimulatrices ont commencé à voir le jour en Algérie pour promouvoir la production de viande cameline dans le pays, sans avoir recours à des importations (souvent relevant du marché informel), mais l'effort reste insuffisant et mal réfléchi. Comme mesure, il y a lieu de noter la prime à la naissance octroyée aux chameliers, mesure qui, en plus de son caractère encourageant a permis de cerner avec plus d'exactitude les effectifs qui, jusque-là changeaient au gré de statistiques peu fiables. Cette opération éphémère a malheureusement été entachée d'irrégularités. D'autres mesures doivent suivre, à condition toutefois, d'associer à toute réflexion, les premiers concernés que sont les chameliers et tenir compte de leur savoir.

1.4.2 - Le dromadaire animal laitier

Le potentiel laitier de la chamelle est loin d'être négligeable bien que les publications sérieuses sur le sujet ne soient pas légion (Faye, 2003).

En Afrique, les références varient selon les études, les races considérées et les systèmes d'élevage, entre 1000 et 2700 litres par lactation. Par exemple, en Tunisie (Kamoun, 1990), en situation expérimentale, les extrêmes répertoriés varient entre 942 et 3300 litres pour des lactations comprises entre 190 et 404 jours. En Libye, Hermas (données non publiées) avance des productions variant entre 320 et 2139 kg de lait à la station d'Al-Assa avec une production standard moyenne (305 jours de lactation) de 1016 kg.. Au Niger, à partir de données de suivi en milieu pastoral (Saley et Steinmetz, 1998) estiment la lactation annuelle à 1760 litres avec 2 traites et 2400 litres avec 3 traites, le chamelon prélevant environ 50% de la quantité totale. La variabilité génétique est importante et laisse supposer des possibilités de sélection.

Des exemples de développement laitier camelin peuvent être étudiés de près comme en Mauritanie, au Niger ou au Maroc, montrant la possibilité de stimuler la production laitière locale par la création de mini-laiterie permettant d'intégrer la production dans des circuits marchands. Un tel développement est possible soit du fait de la

construction d'un réseau de collecte par une initiative privée (Mauritanie), soit par une politique volontariste de l'Etat (Maroc), soit par l'émergence de systèmes périurbains constituant un réseau informel (Djibouti) (Faye *et al.*, 2003). Au Niger, c'est la rencontre d'un investisseur privé et d'un organisme de développement qui a permis la création d'une mini-laiterie de lait de chamelle (Chaïbou, 2005). Ces exemples témoignent des différentes voies possibles pour stimuler l'émergence d'une véritable filière lait de chamelle en conditions nomades.

En Algérie, le lait de chamelle est partagé entre le chamelon et la famille de l'éleveur ou est offert gracieusement.

Si, d'une manière générale, sa vente est une offense aux règles d'hospitalité nomade dans les différentes régions, on peut le trouver sur le marché de quelques localités (le marché de Tinséririne (Hoggar) où il est cédé à un prix pouvant aller jusqu'à 100 DA le litre ou le marché de la ville de Tindouf pour un prix de 70 DA le litre pour ses vertus thérapeutiques (conseillé surtout aux diabétiques, nourrissons et femmes enceintes).

Le lait, une fois traité, est bu frais. Rappelons que la traite est l'apanage des hommes. Le lait peut être également mélangé à du lait aigre.

Certaines sociétés (femmes touaregs notamment) transforment le lait en beurre frais (Oudi ouan amellen en tam.). Les femmes fabriquent également, à partir du lait, des sous-produits très appréciés par la population autochtone : le «tikamarine», un fromage à base de lait ou également la «klila ar. ou ioulsan tam», fromage issu du lait aigre. Il est à noter que ces sous-produits sont souvent obtenus après mélange avec du lait de chèvre.

A noter que les chameliers de Tindouf ne soutirent aucun sous produit du lait de chamelle: il est bu frais ou utilisé dans la préparation du «kandar», boisson obtenue par un mélange de thé et de lait de chamelle.

Concernant les performances de production, une bonne laitière peut produire, en bonne saison, jusqu'à 10 litres de lait par jour en début de lactation. Toutefois, nous avons essayé d'évaluer la production moyenne en utilisant le récipient destiné à la traite (le «tiguert» d'une capacité de 1.5 litres utilisé par les touaregs).

Les mesures effectuées pour deux traites quotidiennes nous ont donné une moyenne de trois litres.

Des exemples de développement laitier camelin peuvent être étudiés de près comme en Mauritanie, au Niger ou au Maroc, montrant la possibilité de stimuler la production laitière locale par la création de mini-laiteries permettant d'intégrer la production dans des circuits marchands.

1.4.3 - Le dromadaire animal de travail et de loisir

Le dromadaire s'est taillé une incontestable réputation en tant qu'auxiliaire du commerçant (transport caravanier), du militaire (compagnies méharistes) ou du sportif (monte sellée), voire de l'agriculteur (travaux agricoles). C'est d'ailleurs en priorité cette image d'animal de bât, de traction ou de selle qui est prépondérante pour le grand public qui s'étonne parfois des performances bouchères ou laitières du dromadaire. L'utilisation du dromadaire à des fins touristiques est ancienne et assez bien codifiée et doit pouvoir dans un pays comme l'Algérie où le patrimoine désertique est en bien des points remarquables, être encore plus développée. La cohabitation sereine du dromadaire avec des peuples qui partagent avec lui une grande sobriété de l'existence, n'a pas manqué d'attirer les chercheurs d'absolu. Le désert et ceux qui l'habitent exercent, de fait, une fascination pour «l'authenticité». Le dromadaire est un élément du retour aux sources, un compagnon indéfectible de la méharée, cette promenade dans un univers désolé, en rupture complète avec la modernité, moment où l'homme moderne retrouve l'essence d'une existence dépouillée: Dormir à la belle étoile, se nourrir du pain cuit dans le sable ou du lait cru de chamelle, évaluer le passage du temps au rythme des pas du dromadaire. Les agences de voyage ne manquent pas d'insister sur ces images idéalisées. Il faut savoir transformer ces désirs d'absolu en une activité économique rentable mais en même temps respectueuse des hommes, de leur culture et de leur environnement. Il s'agit de replacer ici le dromadaire au sein de l'écosystème saharien intégrant l'homme et les ressources.

2 - DES PISTES POUR L'AVENIR

2.1 - Réglementation des abattages et développement de la filière viande cameline

Les mesures de contrôle des abattages et d'exportations clandestines déjà prises doivent être intensifiées, mais un plan de relance de la production bouchère cameline doit être mis en œuvre en même temps pour sauvegarder et développer cet élevage, seul capable de valoriser les immenses étendues désertiques par la production d'une viande réputée pour ses qualités diététiques et peu coûteuse du fait de la faiblesse des intrants dans les systèmes extensifs. La viande cameline doit pouvoir bénéficier des contrôles vétérinaires et la filière doit pouvoir proposer une gamme variée de produits carnés transformés à bonne valeur ajoutée. Il existe de nombreux essais de fabrication artisanale de viande séchée, de charcuterie caméline, d'utilisation des abats (Farah et Fisher, 2004) dont on pourrait s'inspirer pour créer une filière diversifiée. Pour ce faire, l'Etat doit encourager les investisseurs privés (boucheries artisanale ou semi-industrielle) dans les villes et oasis sahariennes et une évaluation sérieuse de la demande (étude de marché) doit être proposée.

2.2 - Stimulation de la filière lait

Les mesures pour la filière viande cameline peuvent être suggérées tout autant pour la filière lait. Une campagne de promotion de la consommation régulière de lait de chamelle dont les propriétés

nutritionnelles et médicinales ne sont plus à démontrer peut être supportée par les autorités du pays aussi bien que par la communauté scientifique nationale. Le lait de chamelle, outre ses fonctions nutritives pour les populations locales, est recherché pour ses propriétés anti-infectieuses, anti-cancéreuses, et même anti-diabétiques (Agrawal et al, 2003). L'Etat doit pouvoir encourager la création de mini-laiteries comme dans les pays voisins, meilleur moyen de favoriser l'émergence d'une filière laitière organisée. On sait, par ailleurs, que la production laitière représente un facteur très structurant du développement rural par la multiplicité des agents intervenant dans la filière (collecteurs, transformateurs, distributeurs, fabricants d'intrants). Des produits de conservation prolongée (fromage, yaourt, lait fermenté) peuvent être proposés au marché urbain afin de lever la contrainte de la périssabilité du produit lait dans des conditions de climat très chaud. Il existe des recherches en Algérie sur l'utilisation de la présure du dromadaire (Siboukeur et al., 2005) sur lesquelles on pourrait concrètement s'appuyer.

2.3 - Aménagement des pâturages et meilleure gestion des parcours

Telle que se présente la situation dans les zones de distribution du camelin, cette opération ne se justifie pas eu égard au faible effectif et à l'immensité des parcours (il n'y a pas d'enjeu pour l'occupation de l'espace). Cependant, il peut être utile d'encourager les productions fourragères à proximité des villes sahariennes où se développerait un élevage camelin périurbain à vocation laitière ou bouchère, ou tout au moins favoriser le transfert de biomasse des zones pastorales extensives vers la périphérie des villes par l'organisation de la collecte des fourrages naturels («l'herbe de brousse» en Afrique subsaharienne). Par ailleurs, il faut développer l'hydraulique pastorale par la création des points d'eau permettant une utilisation plus rationnelle de l'espace le moins accessible pour les animaux. La réussite d'une telle action nécessite cependant d'associer les chameliers, les mieux placés pour définir les couloirs de transhumance et l'emplacement judicieux des points d'eau.

2.4 - Intégrer les sous-produits du palmier dattier dans la complémentation alimentaire

En Algérie, l'élevage camelin se fait selon un mode extensif basé essentiellement sur les parcours désertiques pour son alimentation.

Par ailleurs, ces pâturages sont toujours tributaires de la pluviométrie caractérisée par sa faiblesse et son irrégularité. Ceci se traduit par des années de disette où le cheptel camelin souffre par une sous-alimentation provoquant des avortements et la propagation de maladies devant lesquelles le chamelier reste impuissant. Devant de telles situations, la complémentation s'avère la seule solution.

Dans notre pays, la presque totalité des effectifs camelins (plus de 80%) vivent dans les zones agro-climatiques où la phoeniciculture domine.

Cette culture du palmier dattier offre annuellement un tonnage appréciable de sous-produits pouvant être intégré dans l'alimentation du dromadaire.

L'étude du tonnage offert annuellement par le patrimoine phoenicicole national révèle des estimations de l'ordre de 67510 tonnes de rebuts de dattes, 5.10 tonnes de pédicelles et 135.10 tonnes de palmes sèches.

Donc, la mise à la disposition du cheptel camelin de tels sous produits pourra contribuer largement à l'amélioration de l'aspect alimentaire, d'autant plus que beaucoup de chameliers (notamment ceux du sud est) sont souvent propriétaires d'exploitations phoenicioles.

L'utilisation rationnelle de ces sous-produits (sur la base de leur valeur alimentaire) pourra donner des résultats appréciables sur les performances de l'élevage camelin créant ainsi un équilibre entre l'offre et la demande de ses sous-produits en augmentant leur utilisation contribuant ainsi au nettoyage des palmeraies de l'encombrement de quelques sous-produits (les pédicelles surtout).

2.5 - Améliorer la couverture sanitaire

Le développement de l'élevage du dromadaire dans les zones pastorales passe à l'évidence par une meilleure maîtrise de sa santé.

Caractérisé par une gestation longue (13 mois), une maturité sexuelle tardive (4-5ans), des performances de reproduction faibles (fécondité souvent inférieure à 50%) définissant un intervalle entre mises bas souvent supérieur à 2 ans, et un taux de survie rarement supérieur à 70% dans la classe 0-1 an, le dromadaire conduit l'activité d'élevage qui lui est consacrée à être risquée pour l'éleveur si l'effectif de son troupeau est faible.

Un statut sanitaire acceptable est le premier facteur de pérennisation des systèmes d'élevage camelins en zone pastorale. De ce point de vue, il importe de s'appuyer aussi bien sur l'éleveur que sur les services sanitaires et techniques de proximité tels que ceux qui existent dans les régions semi-arides concernées.

En effet, dans les environnements primaires dans lesquels son élevage extensif est conduit, de nombreuses contraintes de type sanitaire (y compris des pertes de fertilité d'étiologie multifactorielle) maintiennent la productivité de cette espèce à son niveau le plus bas exprimant alors un *minimum* de son potentiel génétique et ce malgré le savoir-faire traditionnel des éleveurs en matière de prévention.

De plus, dans ces régions, des infrastructures limitées ne permettent pas en général de faire appel à des services trop coûteux et l'éleveur se trouve réduit à mettre en œuvre des techniques traditionnelles trop limitées ou à circonscrire son intervention sanitaire, ce qui entraîne des pertes économiques (Faye et Bengoumi, 2001).

L'amélioration de la couverture sanitaire est donc une condition préalable au développement de la filière cameline. Cela peut se réaliser en insistant sur cinq aspects :

- intégrer la pathologie cameline dans le cursus des étudiants vétérinaires
- organiser des stages pratiques pour les vétérinaires opérant dans les zones sahariennes
- doter les inspections vétérinaires des wilayas sahariennes de moyens de déplacement adaptés (véhicules tout terrain dotés de radio et de système de réfrigération)
- contribuer à la formation de base des producteurs en matière de soins vétérinaires
- faciliter l'accessibilité des éleveurs chameliers aux médicaments vétérinaires

3 - DES QUESTIONS POUR LE FUTUR

Au-delà de ces propositions assez techniques, demeurent des questionnements qui sont plus de l'ordre institutionnel et réglementaire dont voici une liste non exhaustive :

3.1 - Faut-il limiter l'occupation des parcours par les agriculteurs ?

La mise en valeur des terres ne doit pas se faire au détriment des terres de parcours. Aussi une étude minutieuse doit être menée par une équipe pluridisciplinaire de manière à faire bénéficier le nouvel attributaire sans léser l'éleveur. Cette opération doit être économiquement viable et techniquement maîtrisable car combien de lopins de terres ont été abandonnés par des bénéficiaires car difficilement accessibles ou valorisables par des activités agricoles ? Il convient de façon plus constructive d'analyser et de réglementer la complémentarité entre les activités d'élevage et d'agriculture dans les zones où la compétition foncière joue à plein, c'est-à-dire à la périphérie des villes. Il est notamment observé dans de nombreux pays de la frange désertique que la notion d'espace et de troupeau se complexifie dans ces situations où l'agrégation des animaux répond à des objectifs spatialement différenciés. On observe en effet une complémentarité/compétition entre zones pastorales et zones périurbaines. La contrainte foncière, mais aussi alimentaire dans les zones proches des bassins de consommation, conduit les producteurs à ne conserver autour des villes que les animaux en production (c'est notamment le cas des animaux laitiers). Les animaux non productifs (femelles tarées, jeunes sevrés, mâles non voués à la reproduction) sont mis à la garde d'un berger dans les zones pastorales. Cette différenciation spatiale se traduit par des flux d'animaux, mais aussi de fourrages et de services, entre zones pastorales et périurbaines d'ampleur très variable selon le type d'élevage, mais mal connus. Ces situations induisent des états d'interdépendances entre des lieux de vie

au sein d'un même troupeau, parfois à des distances importantes supérieures à 100 km. Ils impliquent également des règles de conduite d'élevage tout à fait novatrices dont les mécanismes sont encore mal élucidés.

3.2 - Doit-on organiser les chameliers autour de coopératives ou d'association de producteurs ?

La création de telles structures dont l'objectif est de permettre l'organisation de la profession permettant le regroupement des chameliers à des fins techniques et économiques doit être précédé d'une campagne de sensibilisation. En effet, le développement des filières doit induire forcément un pouvoir de négociation sur les prix que seules des producteurs organisés pourront assurer. En Mauritanie par exemple, la laiterie Tiviski négocie les prix d'achats du lait de chamelle avec une association des producteurs qui par ailleurs s'engage à l'amélioration des techniques de traite et d'hygiène et contribue au financement de l'encadrement technique de ses membres. De plus, ces associations sont susceptibles d'organiser des foires commerciales stimulant les productions locales et valorisant les produits du «terroir saharien».

3.3 - Comment l'Etat peut-il venir en aide à ces chameliers ?

Dans le contexte économique actuel, l'Etat doit pouvoir jouer un rôle incitateur fondamental. La priorité donnée au développement industriel et à la valorisation minière du Sahara a occulté quelque peu la dimension agricole de ces territoires. Le rôle de l'Etat est donc essentiel par exemple :

- dans sa politique d'aménagement du territoire assurant des transferts des régions riches vers des régions plus pauvres (politique de péréquation)
- dans l'appui aux investissements privés dans le secteur camelin
- dans l'aide directe aux éleveurs en cas de sécheresse par une alimentation complémentaire évitant un déstockage massif à faible rémunération et donc la réduction des effectifs
- dans l'intégration du dromadaire dans la promotion du tourisme local, et en encourageant les lauréats aux différentes manifestations.

3.4 - Faut-il créer un institut de développement de l'élevage camelin ?

Dans la communauté scientifique internationale vouée à la camélogie (étude et recherche sur les camélidés), l'Algérie est un parent pauvre. Dans une étude bibliométrique réalisée en 2000 (Faye et al., 2000), l'Algérie n'apparaissait même pas dans le classement des pays par leur nombre de publications dans le champ de la camélogie alors que les pays voisins étaient parmi les pays les plus présents, le Maroc à la 7ème place, la Tunisie à la 11ème et la Libye à la quinzième. Comble de ce retard, des pays européens (comme la France, l'Allemagne ou la

Grande-Bretagne) publient beaucoup plus sur les dromadaires qu'un pays largement saharien comme l'Algérie ! Un tel résultat témoigne, s'il en était, de la faiblesse de l'intérêt portée par les chercheurs algériens à cette espèce. Depuis cette date, la situation s'est un peu améliorée mais reste très en deçà des possibilités de la communauté scientifique algérienne.

En l'absence de toute station de recherche cameline et en l'absence d'un programme camelin dans les activités du seul institut technique des élevages (ITELV), la création d'un institut de développement de l'élevage camelin, dont l'implantation pourrait se faire dans une wilaya du sud, doit répondre à cet enjeu du développement de la recherche cameline. Un tel institut aurait pour objectif l'organisation des chameliers, la promotion de la production et la valorisation des sous-produits. Le chamelier devrait y trouver les appuis techniques nécessaires pour répondre à ses interrogations et lever les contraintes techniques au développement de son élevage.

Il serait souhaitable également de créer une cellule de recherche au cœur de la zone de production et qui travaillerait en collaboration avec cet institut.

Cette cellule travaillera sur des thématiques telles que :

- l'élaboration de méthodes rationnelles d'élevage
- la valorisation des sous-produits de l'élevage camelin
- alimentaires (élaboration de produits transformés)
- pharmaceutiques (vertus thérapeutiques du lait)
- industriels (utilisation des cuirs)
- la sélection d'animaux
- la création d'une spécialisation en médecine vétérinaire cameline notamment pour la thérapie et l'inspection dans les postes frontaliers.

De telles structures devraient travailler en réseau à l'échelle du Maghreb pour faciliter les échanges entre chercheurs et développeurs (Centre de recherche camélines au Maroc, Institut de régions arides en Tunisie).

CONCLUSION

L'érosion, actuellement observée en Algérie, de la filière caméline, marquée par une chute des effectifs, une faible valorisation des productions camelines, un désintérêt de la communauté scientifique et des développeurs, n'est pas une fatalité. Il semble au contraire qu'il y a une spécificité algérienne concernant ce phénomène dans la mesure où tous les pays voisins connaissent à l'inverse une amélioration de ces productions et pour le moins une augmentation notable des effectifs et

une extension de l'aire de répartition originare de l'espèce. Il convient donc à l'ensemble des acteurs du monde agricole saharien, aux politiques comme aux producteurs, aux développeurs comme aux scientifiques, d'associer leurs efforts pour contribuer au maintien et au développement d'une espèce la plus à même de favoriser le maintien d'un tissu rural, et d'une activité économique dans les zones à tort réputées improductives du Sahara.

Références bibliographiques

ABEIDERRAHMANE N, 1997. Camel milk and modern industry. *J. Camel Pract. Res*, 4, 223-228.

AGRAWAL R. P, SWAMI S. C, BENIWAL R. ET AL. 2003. *J. Camel Res. Pract.*, 10, 45-50.

BREY F, FAYE B, 2004. Camel and society. *Proc. of . Intern. Workshop, «Desertification combat and food safety : the added value of camel producers». Ashkabad (Turkménistan), 19-22 april 2004. In "Vol. 362 NATO Sciences Series, Life and Behavioural Sciences". B. Faye and P. Esenov (Eds), IOS press Publ., Amsterdam (The Netherlands), 23-30.*

BENNAÏSSA R. 1986. Dossier camelin : Note de synthèse. Alger- ministère de l'Agriculture, 25p.

CHEHMA A. 2005. Etude floristique et nutritive des parcours camelins du sud-est du Sahara septentrional algérien. *Thèse univ. Ouargla (Algérie), 230 p.*

FARAH Z, FISHER A. 2004. Milk and meat from the camel : *handbook on products and processing. Publ. VDF Hochschulverlag AG et ETH Zurich.*

FAYE B, 2004. Productivity potential of camels. *Proc. of. Intern. Workshop, «Desertification combat and food safety: the added value of camel producers». Ashkabad (Turkménistan), 19-22 april 2004. In "Vol. 362 NATO Sciences Series, Life and Behavioural Sciences".*

B. FAYE AND P. ESENOV (EDS), *IOS press Publ., Amsterdam (The Netherlands), 127-134 .*

FAYE B, 2003. Performances et productivité laitière de la chamelle: les données de la littérature. *Atelier Int. Sur le lait de chamelle en Afrique. FAO-CIRAD-KARKARA, Niamey (Niger), 5-8/11/2003, 7-14.*

FAYE B, BENGOUMI M.; 2001. La santé du dromadaire: une contrainte majeure de l'élevage camelin en zone pastorale. In colloque «santé et pastoralisme», Maghreb Vétérinaire, Rabat, 25-28 avril 2001, 8p.

FAYE B, BONNET P, CHARBONNIER G, MARTI A, 2000. Bilan des activités de recherche sur le dromadaire par analyse bibliométrique de la littérature scientifique. Cas particuliers des travaux sur le chameleon. *Atelier International sur le chameleon :*

"le Chamelon, futur de l'élevage camelin". *Ouarzazate*, 24-26 oct. 1999, *Maroc. Rev. Elev. Méd. Vét. Pays trop.*, 53, 125-131.

FAYE B, 1997. Guide de l'élevage du dromadaire. *Ed. Sanofi, Libourne, France*.

KAMOUN M, 1995. Le lait de dromadaire : Production, aspects qualitatifs et aptitude à la transformation. *Options méditerranéennes. Séries séminaires ; n°13*, 81-103.

KONUSPAYEVA G, LOISEAU G, FAYE B.; 2004. *La plus-value «santé» du lait de chamelle cru et fermenté : L'expérience du Kazakhstan*. *Renc. Rech. Ruminants* 2004; 11, 47-50.

SALEY M, STEINMETZ P, 1994. Approche quantitative de la production laitière destinée à la consommation humaine, répercussion sur la croissance du chamelon. Etude réalisée en milieu traditionnel sahélien. *In Actes du colloque : Dromadaires et chameaux, animaux laitiers, Nouakchott, Mauritanie, 24-26 oct. 1994, CIRAD-Montpellier, coll. Colloques*, 87-94.

SIBOUKEUR O, MATI A, HESSAS B. ; 2005. Amélioration de l'aptitude à la coagulation du lait camelin (*Camelus dromedarius*): utilisation d'extraits enzymatiques coagulants gastriques de dromadaires, 2005, à paraître dans la revue *Sécheresse*.

VIAS G, IBRAHIM Y, FAYE B, 2003. Evolution des pratiques de traction animale liées au désengagement de l'Etat et conséquences agronomiques. Cas du Niger. *Atelier international d'échanges 17-21/11/2003, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : traction animale et stratégies d'acteurs, quelle recherche, quels services face aux désengagements des Etats. Résumé exécutif CIRDES/IRAD/ISRA/Tin Tua/CTA/CIRAD*, p. 10.

Notes

[*] Laboratoire protection des écosystèmes dans les zones arides et semi-arides, Université Kasdi Merbah 30000 Ouargla – Algérie – Tél./Fax : (213) 29.71.26.97.
Mail : adamoudz@yahoo.fr

****]** CIRAD-EMVT Campus International de Baillarguet 34398 Montpellier cedex 5 France.

ABDELKADER ADAMOU ET BERNARD FAYE

L'élevage camélin en Algérie : contraintes et perspectives de développement

L'enquête menée sur plusieurs années dans les trois grandes aires de distribution du camélin en Algérie à travers les régions du Souf (sud est), du Hoggar (extrême sud) et de Tindouf (sud ouest) nous a permis de conclure que l'élevage camélin occupe une place prépondérante dans la vie économique et sociale des populations autochtones grâce à sa polyfonctionnalité; mais, malgré ses aptitudes et ses spécificités, il est resté longtemps marginalisé, ce qui a engendré une érosion de la filière caméline marquée par une forte régression des effectifs. Toutefois, cette régression n'est pas une fatalité au vu du potentiel de développement des productions camelines. Des pistes sous formes de propositions techniques et des questionnements d'ordre institutionnel et réglementaire sont proposés pour la réhabilitation et le développement de l'élevage camélin en Algérie.

Mots clés :

Elevage camélin – Sahara - Algérie – Développement

Abstract

An inquiry has been done during many years in the big areas of distribution of camels through three regions in Souf (South-Est), Hoggar (Extreem south), Tindouf (South-West), the survey allowed us to conclude that Camel breeding is an important part of local communities livelihoods, thanks to its multiple functionalities. But despite its potential and specificities, it has remained a marginal activity, thus leading to a decline of herd sizes and erosion of the camel commodity system. However, given the development potential of camel-based productions, this trend can be reversed. Proposals are made regarding some technical and technical and institutional aspects likely to help rehabilitate and develop camel breeding in Algeria.

Key words :

Camel livestock, Algeria, Sahara, Development

ملخص

التحريات الميدانية التي أجريت طيلة عدة سنوات في أكبر مناطق تواجد الإبل في الجزائر من خلال دراسة منطقة سوف (الجنوب الشرقي) الهقار (أقصى الجنوب) وتندوف (الجنوب الغربي) سمحت لنا بالخلاصة إلى القول بأن تربية الإبل تحتل مكانة مرموقة في الحياة الإقتصادية و الإجتماعية للسكان المحليين وذلك بفضل تعدد مجالاتها الإنتاجية ، ولكن رغم قدرات الإبل و خصوصياته بقي مهمشا لمدة طويلة مما أدى إلى تظهور تربية الإبل متمثلا في إنخفاض ملحوظ لتعداد رؤوس الإبل . إلا أن هذا الانخفاض غير مقلق نظرا للقدرة تنمية منتوجات الإبل. لذا قدمت مقترحات تقنية و تساؤلات ذات طابع قانوني لإعادة تأهيل و تنمية تربية الإبل في الجزائر

كلمات المفتاح :

تربية الإبل - الصحراء - الجزائر- التنمية

JEL CLASSIFICATION : D23, D24, Q18.

INTRODUCTION

1 - L'AGRICULTURE SAHARIENNE : LES NECESSITES D'UN RENOUEAU

La production des protéines animales en Algérie peine à satisfaire la demande croissante de la part d'une population de plus en plus urbanisée, ce qui engendre un déficit que l'on peut attribuer pour partie à une faible productivité du cheptel, à des systèmes de production très extensifs, des cultures fourragères peu développées et des races locales à faible potentialité bien que bien adaptées au milieu.

Cette situation est encore plus marquée dans les régions sahariennes où le problème de distance, de capacité de stockage, d'accès au marché et de productivité pastorale (Chehema, 2005) font que les produits animaux sont globalement moins disponibles et plus coûteux qu'ailleurs.

Dans ce contexte, le soutien de l'agriculture oasisienne et de l'élevage dans les régions désertiques devient une des priorités essentielles pour l'Etat, soucieux de développement régional. A l'instar des autres régions, les zones sahariennes ont vu, du reste, des sommes considérables déboursées dans des actions de relance de l'élevage à travers notamment l'achat d'animaux et l'aménagement des bâtiments. Malheureusement, cette expérience n'a pas apporté les fruits escomptés et les élevages ont vite connu un déclin, voire la disparition de certaines espèces (aviculture).

Les éléments à l'origine de cet échec peuvent être attribués à plusieurs causes :

- problèmes alimentaires : Eloignement des centres d'approvisionnement engendrant des frais de transport supplémentaires et un taux de mortalité plus élevé (poulet de chair). Le faible éventail des fourrages fait que le souci des éleveurs de bovins n'est plus de soutirer une production mais de maintenir les vaches en vie.
- problème d'adaptation (notamment chaleurs estivales) engendrant un arrêt prématuré de la production et obligeant à renouveler le matériel

biologique avant terme (cas de la poule pondeuse)

- bâtiments d'élevage n'offrant pas les conditions d'ambiance requises dans la mesure où aucun modèle de bâtiment répondant aux exigences de la spécificité du milieu n'a été proposé
- non maîtrise des techniques d'intensification des productions animales par l'agriculture familiale.

Globalement, ces échecs peuvent être considérés comme des tentatives de développement de systèmes de production inadaptés aux conditions climatiques et écologiques locales. De ce fait, les espèces indigènes ont peu fait l'objet d'attention en dépit de leur adaptabilité aux conditions locales.

Le dromadaire en est le bon exemple. Cet animal est le mieux à même de produire dans un milieu caractérisé par des conditions de vie d'une rigueur excessive et peut, grâce à sa multifonctionnalité (viande, lait, poil, travail), être d'un apport considérable dans l'économie des ménages.

1.1 - Les atouts du dromadaire...

Le dromadaire a le mérite en effet de valoriser les grands parcours sahariens riches en une végétation (notamment halophyte) inappétée par les autres espèces. Son comportement alimentaire qui lui permet de se satisfaire de plantes de faible valeur nutritive, sa résistance à la soif qui lui permet de s'éloigner des points d'eau en valorisant les pâturages les plus éloignés, son potentiel de production sous-estimé (Faye, 2005) en font un animal emblématique du développement des régions arides. Sa viande, par exemple, moins coûteuse que celles des autres espèces (en particulier du mouton) est facilement consommée par les populations locales. Son lait a des propriétés remarquables sur le plan diététique et nutritionnel, et son intérêt médicinal commence à être reconnu dans le monde scientifique (Konuspayeva, 2004). Son rôle comme auxiliaire de l'agriculture, notamment oasienne, est peu relevé et pourtant l'utilisation du dromadaire dans les systèmes mixtes élevage-agriculture a tendance à augmenter en Afrique sub-saharienne (Vias et al., 2003).

1.2 ... et les contraintes à son élevage

En dépit de ses spécificités et de ses aptitudes, le dromadaire a fait l'objet de peu d'attention. En Algérie, on peut faire le constat actuel qu'il s'agit d'un élevage marginalisé, la plupart du temps absent des actions de développement, et première victime de la dégradation des pâturages.

Des contraintes majeures se dressent en obstacle au développement de l'élevage camelin :

- L'alimentation

Le dromadaire, pour subvenir à ses besoins, doit systématiquement se déplacer à la recherche de pâturages et de sources d'abreuvement.

La sécheresse prolongée de ces deux dernières décennies n'a pas permis la régénération de la flore fourragère, d'autant plus que durant cette sécheresse qui semble perdurer, aucun programme de gestion pastorale n'a été envisagé.

Les parcours ont connu une telle dégradation que même des plantes vivaces connus pour leur résistance à la sécheresse (*Arphthis schitinum* dans la région du Souf et *Nucularia perrini* dans la région de Tindouf) ont disparu de certains parcours.

Cette situation a entraîné une chute du cheptel camelin, résultant des mortalités, de l'absence des naissances et de l'accélération de la vente car l'une des stratégies adoptées face à cette régression du couvert végétal consiste à vendre une partie des animaux pour acheter des aliments (orge) dans le seul but d'assurer la survie du reste du cheptel camelin.

D'autres éleveurs ne faisant pas recours à la complémentation, préfèrent partir continuellement à la recherche de pâturage même si cela demande de longs déplacements avec tous les problèmes que cela pose.

C'est le cas des chameliers de Tindouf pour qui l'orge est pratiquement inaccessible à cause de sa cherté, vu qu'elle est ramenée de régions éloignées (régions steppiques) et les frais de transport de la ville de Tindouf aux campements augmentent les charges (à titre d'exemple, la zone de Lakhal est distante de 800 Km de Tindouf).

Mais les petits propriétaires ne disposent d'aucun moyen pour affronter une sécheresse dévastatrice et aucune adaptation au niveau du système de production n'est envisagée, telle l'émigration ou des activités complémentaires, et l'Etat n'était d'aucun secours pour ces éleveurs camelins qui restaient impuissants devant le nombre considérable de mortalités enregistrées.

L'abreuvement constitue également un autre problème pour le chamelier d'autant plus que l'eau reste un paramètre qui échappe complètement au contrôle de l'éleveur et dépend des capacités hydrauliques de la région, donc de la pluviométrie et des réserves souterraines.

Or, dans les trois aires de distribution du camelin, le manque de puits est très ressenti (dans la région de Tindouf, en moyenne un puits tous les 612 km²) ; les puits sont caractérisées par un déséquilibre dans la répartition spatiale, et ils sont pour la majorité endommagés ou abandonnés.

Le peu de puits qui subsistent encore sont, soit très salés (sauf et Tindouf), soit très profonds rendant l'exhaure de l'eau difficile.

Devant cette situation, les chameliers éprouvent de grandes difficultés pour abreuver leur cheptel, les obligeant parfois à se déplacer vers des zones où l'accès à l'eau est plus facile, créant ainsi des concentrations de cheptels avec tous les problèmes qui en résultent.

Les chameliers (grands propriétaires) faisant pâturer leurs dromadaires sur certaines zones réputées pour leurs parcours riches et diversifiés mais dépourvues de toute source d'abreuvement (Tindouf surtout) préfèrent suivre leur cheptel avec des camions citernes.

Le problème de l'eau se pose avec plus d'acuité en période de sécheresse. La mort par la soif de 80 chamelons en juin 1991 dans la zone de Laachar (Tindouf) en est un bon exemple.

- La reproduction

L'élevage camelin est un élevage à rotation très lente. La faiblesse du croît réside dans la longueur de l'intervalle entre deux mises bas (la chamelle ne produit que 0.39 chamelon par an soit un chamelon tous les 30 mois) et dans la faiblesse du taux de prolificité (aucune naissance gémellaire n'a été observée).

Cependant, cet intervalle ne reflète pas les potentialités physiologiques réelles de la chamelle.

La reproduction n'est pas donc un facteur limitant pour améliorer les performances, mais certaines contraintes liées au mode de conduite viennent se dresser en obstacle, favorisant ainsi l'allongement de l'intervalle entre deux chamelages. Mais les chameliers semblent résignés à ces contraintes qu'ils estiment immuables.

- La couverture sanitaire

La période de sécheresse prolongée qui continue à sévir dans les régions de concentration du camelin a eu des conséquences néfastes sur les animaux (amaigrissement, non résistance aux agents pathogènes).

Le mode transhumant de conduite des dromadaires sur de vastes étendues, loin des services vétérinaires, ainsi que le refus de la plupart des chameliers de faire vacciner leurs animaux lors des campagnes de vaccination gratuites initiées par les différentes inspections vétérinaires, sont autant de facteurs ayant conduit également à la dégradation de l'état sanitaire des dromadaires.

Ajouté à cela les mouvements des troupeaux vers les pays voisins avec tout ce que cela peut véhiculer comme maladie, ce qui rend difficile tout contrôle sanitaire d'autant plus que le nombre de vétérinaires affecté reste en deçà des normes (à titre d'exemple, le calcul de ratios donne un vétérinaire pour 3750 dromadaires dans la région de Tindouf) et qu'il existe une absence de vétérinaires spécialisés en pathologie cameline.

Le peu d'encadrement est concentré dans les chefs lieu de wilaya (inspections vétérinaires) avec des moyens souvent très limités

(absence de moyens de transport appropriés).

Tous ces facteurs rendent difficile la mission des inspections vétérinaires qui se voit ainsi réduite à des campagnes de vaccination sporadiques auxquelles n'adhèrent que très peu d'éleveurs.

Mais cette contrainte ne semble pas trop inquiéter les chameliers qui comptent sur leur savoir-faire empirique

- Le soutien de l'Etat

En dehors de la prime à la naissance initié par le ministère de l'Agriculture, opération éphémère car n'ayant pas été réfléchi en tenant compte des réalités du terrain et parce que, également, les premiers concernés (chameliers) n'ont pas été associés à la réflexion, l'Etat n'a fait aucun effort pour venir en aide à cette catégorie d'éleveurs et ce, à quelque niveau que ce soit (alimentation, crédits, assurance...).

- La succession

Cette contrainte est surtout ressentie par les bergers. En effet, leurs fils ou leurs frères commencent à se désintéresser de l'activité de gardiennage pour aller chercher en ville des emplois plus rémunérateurs stables et moins contraignants. C'est aussi une occasion pour les enfants d'échapper au joug paternel en venant s'installer en ville. Leur activité de gardiennage risque d'être estompée par le problème de la succession.

- La compétition sur l'occupation de l'espace désertique

Au vu de l'immensité des parcours et de l'effectif réduit, il n'y a pas de compétition; toutefois, l'installation récente de la mise en valeur des terres sur certains parcours camelins a engendré une certaine compétition, aussi minime soit elle avec tous les conflits que cela peut générer entre chameliers et nouveaux agriculteurs.

- Les accidents de la route

Les accidents de la route viennent s'ajouter aux autres problèmes expliquant la régression des effectifs.

Ce problème est surtout ressenti par les bergers de la région du Souf (en moyenne 2 têtes par berger et par an).

Ces pertes surviennent surtout en période de sécheresse car en bonne année, les parcours étant riches, les animaux restent au pâturage et n'ont pas le temps de traverser la route.

Une autre cause est à l'origine de ces accidents : Après les pluies, l'eau stagnante dans les différents fossés le long de la route, attire les animaux.

Les bergers se plaignent de l'absence de toute assurance couvrant les animaux dans de telles situations; pire encore, ils n'osent même pas se manifester de peur de se voir verbalisés.

- La scolarisation

Les éleveurs commencent à prendre conscience du problème de la scolarisation de leurs enfants, mais cet éveil tardif ne concerne malheureusement que les garçons, la scolarisation des filles reste un sujet tabou.

A l'avenir, cette nouvelle donne risque de transformer le mode de vie pastorale, car les éleveurs seront confrontés au problème de la garde des enfants scolarisés.

Face à toutes ses contraintes, l'éleveur camelin continue à lutter seul contre la précarité de son existence, de celle de sa famille et de la vie de son troupeau camelin, l'unique trait d'union avec sa vie pastorale.

Au final, l'élevage camélin souffre d'une absence de reconnaissance économique, en dépit de son rôle social éminent en zone désertique (Brey et Faye, 2004) et subit les conséquences des dégradations répétées de son environnement obérant sa productivité zootechnique et numérique.

Ces contraintes induisent une régression des effectifs camelins, si bien que le cheptel ne compte actuellement que 140.000 têtes. On est loin des 260.000 dromadaires qui sillonnaient les parcours sahariens de l'Algérie en 1890 (Benaïssa, 1986).

1.3 - La régression de l'élevage camelin n'est pas une fatalité

Pourtant, si on compare la situation de l'Algérie à celle des pays voisins, on peut affirmer que cette régression observée ne correspond pas à une règle générale. Au Maroc, après une diminution de 56% entre 1971 et 1985, le nombre de têtes passant de 16000 à 70 000, le cheptel camelin a retrouvé en 1998, un effectif proche des années 70 (149000 têtes selon le dernier recensement). Une évolution similaire est relevée en Tunisie: de 225000 têtes au moment de l'indépendance, le cheptel s'est effondré ne représentant plus que 65 000 têtes en 1985 pour remonter à 90 000 têtes en 1998 (Faye et Bengoumi, 2001). Ce regain d'intérêt pour l'économie caméline s'accompagne d'un changement notable de l'utilisation zootechnique de l'animal. Autrefois surtout destiné aux activités de transport et de travail, les populations rurales des zones pastorales découvrent ou plutôt redécouvrent ses capacités de production de viande et de lait ainsi que les vertus réelles ou supposées des produits (lait et viande).

Au Niger, la population caméline croît de façon importante et on constate une extension de l'aire d'élevage de l'espèce vers le sud en même temps qu'une diversification de son utilisation (Vias et al., 2003). Au Mali, les effectifs croissent également et en Mauritanie, une dynamique laitière s'est installée autour de Nouakchott et où une laiterie à base de lait de chamelle fonctionne (Abdeirahmane, 1997). Il n'est donc pas une fatalité que l'élevage camélin algérien connaisse actuellement une régression; des possibilités de développement pour le bien être des populations sahariennes existent.

1.4 - Le potentiel de développement des productions camélines

A l'ère de la mondialisation, le dromadaire doit pouvoir retrouver son rôle de rassembleur de peuples que l'abandon des grandes routes caravanières à travers le Sahara lui avait enlevé, et de nouvelles perspectives peuvent s'ouvrir à lui : Comme animal de loisir ; dans le domaine gastronomique, par la commercialisation du lait de chamelle et de ses dérivés ; et dans le domaine écologique, par son rôle dans le combat général contre la désertification. En effet, dans un monde qui s'inquiète à juste titre du devenir écologique de la planète, il est bon de rappeler le rôle irremplaçable du dromadaire dans la lutte contre l'avancée du désert. Par sa productivité laitière supérieure à celle des bovins qui permet de diminuer la pression sur le milieu quand les troupeaux de camélins remplacent ceux de bovins, par son mode d'alimentation préservant les jeunes arbres et par la grande diversité des plantes qu'il ingère, évitant ainsi un surpâturage spécifique et la nécessité des feux de brousse, par sa mobilité qui contribue également à une utilisation optimale des espaces pâturés, par sa résistance à la soif qui autorise les pasteurs à valoriser des espaces pauvres en eau mais riches en herbe, par son mode de pâturage dispersé et par ses pieds souples et tendres qui limitent le piétinement serré dénudant les sols, le dromadaire est un atout dans la préservation et l'utilisation durable des espaces arides et semi-arides.

Si le dromadaire constitue l'un des moyens de limiter, voire d'enrayer, l'avancée des déserts, alors il est plus un animal de l'avenir que celui du passé. Il y prendra dès lors sa place réelle, ni marginalisée, ni idéalisée, mais celle d'une authentique activité économique au service des peuples des régions désertiques.

Dans quelle mesure peut-on agir pour revivifier en conséquence cet élevage en Algérie ?

Sur le plan formel, il convient de revaloriser les productions zootechniques camélines, notamment de viande et de lait.

1.4.1 - Le dromadaire, animal de boucherie

La consommation de la viande de dromadaire est souvent culturellement moins importante que celle du lait pour les populations pastorales. Au-delà de la prééminence affective pour l'espèce, la raison essentielle est qu'on abat moins facilement un dromadaire qu'un mouton ou une chèvre pour les besoins d'autoconsommation. La consommation de viande est donc d'assez faible importance dans les zones pastorales (Faye, 1997).

Toutefois, comme pour la production laitière, l'urbanisation croissante des régions de prédilection du dromadaire a contribué à séparer les zones de production des zones de consommation. Dès lors, la contrainte du nombre pour rentabiliser le sacrifice d'un animal est levée. Il s'est développé ainsi depuis quelques décennies des circuits commerciaux importants d'embouche caméline et de flux d'exportation sur pied comme par exemple entre le Niger et l'Algérie ou la Libye afin

de satisfaire les besoins d'une population de plus en plus urbanisée et consommatrice de viande, d'autant plus que pour des raisons financières, la viande de dromadaire est parfois préférée à celle du mouton.

En Algérie, la forte tendance de la population saharienne à la consommation de la viande cameline (dans la région de Tindouf la consommation de viande cameline est passé de 15.9 Kg par hab/an en 1992 à 21.5 Kg/hab/an en 2000) fait de ce produit un élément important dans l'orientation de l'élevage camelin comme animal de boucherie. (94.8% et 64.7% du tonnage des viandes rouges consommées respectivement à Tindouf et au Hoggar). 86% des 58 boucheries existantes dans la ville de Tamanrasset commercialisent la viande cameline, et à Tindouf, sur les 44 boucheries que compte la ville, 38 ne vendent que la viande cameline.

Des mesures stimulatrices ont commencé à voir le jour en Algérie pour promouvoir la production de viande cameline dans le pays, sans avoir recours à des importations (souvent relevant du marché informel), mais l'effort reste insuffisant et mal réfléchi. Comme mesure, il y a lieu de noter la prime à la naissance octroyée aux chameliers, mesure qui, en plus de son caractère encourageant a permis de cerner avec plus d'exactitude les effectifs qui, jusque-là changeaient au gré de statistiques peu fiables. Cette opération éphémère a malheureusement été entachée d'irrégularités. D'autres mesures doivent suivre, à condition toutefois, d'associer à toute réflexion, les premiers concernés que sont les chameliers et tenir compte de leur savoir.

1.4.2 - Le dromadaire animal laitier

Le potentiel laitier de la chamelle est loin d'être négligeable bien que les publications sérieuses sur le sujet ne soient pas légion (Faye, 2003).

En Afrique, les références varient selon les études, les races considérées et les systèmes d'élevage, entre 1000 et 2700 litres par lactation. Par exemple, en Tunisie (Kamoun, 1990), en situation expérimentale, les extrêmes répertoriés varient entre 942 et 3300 litres pour des lactations comprises entre 190 et 404 jours. En Libye, Hermas (données non publiées) avance des productions variant entre 320 et 2139 kg de lait à la station d'Al-Assa avec une production standard moyenne (305 jours de lactation) de 1016 kg.. Au Niger, à partir de données de suivi en milieu pastoral (Saley et Steinmetz, 1998) estiment la lactation annuelle à 1760 litres avec 2 traites et 2400 litres avec 3 traites, le chamelon prélevant environ 50% de la quantité totale. La variabilité génétique est importante et laisse supposer des possibilités de sélection.

Des exemples de développement laitier camelin peuvent être étudiés de près comme en Mauritanie, au Niger ou au Maroc, montrant la possibilité de stimuler la production laitière locale par la création de mini-laiterie permettant d'intégrer la production dans des circuits marchands. Un tel développement est possible soit du fait de la

construction d'un réseau de collecte par une initiative privée (Mauritanie), soit par une politique volontariste de l'Etat (Maroc), soit par l'émergence de systèmes périurbains constituant un réseau informel (Djibouti) (Faye *et al.*, 2003). Au Niger, c'est la rencontre d'un investisseur privé et d'un organisme de développement qui a permis la création d'une mini-laiterie de lait de chamelle (Chaïbou, 2005). Ces exemples témoignent des différentes voies possibles pour stimuler l'émergence d'une véritable filière lait de chamelle en conditions nomades.

En Algérie, le lait de chamelle est partagé entre le chamelon et la famille de l'éleveur ou est offert gracieusement.

Si, d'une manière générale, sa vente est une offense aux règles d'hospitalité nomade dans les différentes régions, on peut le trouver sur le marché de quelques localités (le marché de Tinséririne (Hoggar) où il est cédé à un prix pouvant aller jusqu'à 100 DA le litre ou le marché de la ville de Tindouf pour un prix de 70 DA le litre pour ses vertus thérapeutiques (conseillé surtout aux diabétiques, nourrissons et femmes enceintes).

Le lait, une fois traité, est bu frais. Rappelons que la traite est l'apanage des hommes. Le lait peut être également mélangé à du lait aigre.

Certaines sociétés (femmes touaregs notamment) transforment le lait en beurre frais (Oudi ouan amellen en tam.). Les femmes fabriquent également, à partir du lait, des sous-produits très appréciés par la population autochtone : le «tikamarine», un fromage à base de lait ou également la «klila ar. ou ioulsan tam», fromage issu du lait aigre. Il est à noter que ces sous-produits sont souvent obtenus après mélange avec du lait de chèvre.

A noter que les chameliers de Tindouf ne soutirent aucun sous produit du lait de chamelle: il est bu frais ou utilisé dans la préparation du «kandar», boisson obtenue par un mélange de thé et de lait de chamelle.

Concernant les performances de production, une bonne laitière peut produire, en bonne saison, jusqu'à 10 litres de lait par jour en début de lactation. Toutefois, nous avons essayé d'évaluer la production moyenne en utilisant le récipient destiné à la traite (le «tiguert» d'une capacité de 1.5 litres utilisé par les touaregs).

Les mesures effectuées pour deux traites quotidiennes nous ont donné une moyenne de trois litres.

Des exemples de développement laitier camelin peuvent être étudiés de près comme en Mauritanie, au Niger ou au Maroc, montrant la possibilité de stimuler la production laitière locale par la création de mini-laiteries permettant d'intégrer la production dans des circuits marchands.

1.4.3 - Le dromadaire animal de travail et de loisir

Le dromadaire s'est taillé une incontestable réputation en tant qu'auxiliaire du commerçant (transport caravanier), du militaire (compagnies méharistes) ou du sportif (monte sellée), voire de l'agriculteur (travaux agricoles). C'est d'ailleurs en priorité cette image d'animal de bât, de traction ou de selle qui est prépondérante pour le grand public qui s'étonne parfois des performances bouchères ou laitières du dromadaire. L'utilisation du dromadaire à des fins touristiques est ancienne et assez bien codifiée et doit pouvoir dans un pays comme l'Algérie où le patrimoine désertique est en bien des points remarquables, être encore plus développée. La cohabitation sereine du dromadaire avec des peuples qui partagent avec lui une grande sobriété de l'existence, n'a pas manqué d'attirer les chercheurs d'absolu. Le désert et ceux qui l'habitent exercent, de fait, une fascination pour «l'authenticité». Le dromadaire est un élément du retour aux sources, un compagnon indéfectible de la méharée, cette promenade dans un univers désolé, en rupture complète avec la modernité, moment où l'homme moderne retrouve l'essence d'une existence dépouillée: Dormir à la belle étoile, se nourrir du pain cuit dans le sable ou du lait cru de chamelle, évaluer le passage du temps au rythme des pas du dromadaire. Les agences de voyage ne manquent pas d'insister sur ces images idéalisées. Il faut savoir transformer ces désirs d'absolu en une activité économique rentable mais en même temps respectueuse des hommes, de leur culture et de leur environnement. Il s'agit de replacer ici le dromadaire au sein de l'écosystème saharien intégrant l'homme et les ressources.

2 - DES PISTES POUR L'AVENIR

2.1 - Réglementation des abattages et développement de la filière viande cameline

Les mesures de contrôle des abattages et d'exportations clandestines déjà prises doivent être intensifiées, mais un plan de relance de la production bouchère cameline doit être mis en œuvre en même temps pour sauvegarder et développer cet élevage, seul capable de valoriser les immenses étendues désertiques par la production d'une viande réputée pour ses qualités diététiques et peu coûteuse du fait de la faiblesse des intrants dans les systèmes extensifs. La viande cameline doit pouvoir bénéficier des contrôles vétérinaires et la filière doit pouvoir proposer une gamme variée de produits carnés transformés à bonne valeur ajoutée. Il existe de nombreux essais de fabrication artisanale de viande séchée, de charcuterie caméline, d'utilisation des abats (Farah et Fisher, 2004) dont on pourrait s'inspirer pour créer une filière diversifiée. Pour ce faire, l'Etat doit encourager les investisseurs privés (boucheries artisanale ou semi-industrielle) dans les villes et oasis sahariennes et une évaluation sérieuse de la demande (étude de marché) doit être proposée.

2.2 - Stimulation de la filière lait

Les mesures pour la filière viande cameline peuvent être suggérées tout autant pour la filière lait. Une campagne de promotion de la consommation régulière de lait de chamelle dont les propriétés

nutritionnelles et médicinales ne sont plus à démontrer peut être supportée par les autorités du pays aussi bien que par la communauté scientifique nationale. Le lait de chamelle, outre ses fonctions nutritives pour les populations locales, est recherché pour ses propriétés anti-infectieuses, anti-cancéreuses, et même anti-diabétiques (Agrawal et al, 2003). L'Etat doit pouvoir encourager la création de mini-laiteries comme dans les pays voisins, meilleur moyen de favoriser l'émergence d'une filière laitière organisée. On sait, par ailleurs, que la production laitière représente un facteur très structurant du développement rural par la multiplicité des agents intervenant dans la filière (collecteurs, transformateurs, distributeurs, fabricants d'intrants). Des produits de conservation prolongée (fromage, yaourt, lait fermenté) peuvent être proposés au marché urbain afin de lever la contrainte de la périssabilité du produit lait dans des conditions de climat très chaud. Il existe des recherches en Algérie sur l'utilisation de la présure du dromadaire (Siboukeur et al., 2005) sur lesquelles on pourrait concrètement s'appuyer.

2.3 - Aménagement des pâturages et meilleure gestion des parcours

Telle que se présente la situation dans les zones de distribution du camelin, cette opération ne se justifie pas eu égard au faible effectif et à l'immensité des parcours (il n'y a pas d'enjeu pour l'occupation de l'espace). Cependant, il peut être utile d'encourager les productions fourragères à proximité des villes sahariennes où se développerait un élevage camelin périurbain à vocation laitière ou bouchère, ou tout au moins favoriser le transfert de biomasse des zones pastorales extensives vers la périphérie des villes par l'organisation de la collecte des fourrages naturels («l'herbe de brousse» en Afrique subsaharienne). Par ailleurs, il faut développer l'hydraulique pastorale par la création des points d'eau permettant une utilisation plus rationnelle de l'espace le moins accessible pour les animaux. La réussite d'une telle action nécessite cependant d'associer les chameliers, les mieux placés pour définir les couloirs de transhumance et l'emplacement judicieux des points d'eau.

2.4 - Intégrer les sous-produits du palmier dattier dans la complément alimentaire

En Algérie, l'élevage camelin se fait selon un mode extensif basé essentiellement sur les parcours désertiques pour son alimentation.

Par ailleurs, ces pâturages sont toujours tributaires de la pluviométrie caractérisée par sa faiblesse et son irrégularité. Ceci se traduit par des années de disette où le cheptel camelin souffre par une sous-alimentation provoquant des avortements et la propagation de maladies devant lesquelles le chamelier reste impuissant. Devant de telles situations, la complément alimentaire s'avère la seule solution.

Dans notre pays, la presque totalité des effectifs camelins (plus de 80%) vivent dans les zones agro-climatiques où la phoeniciculture domine.

Cette culture du palmier dattier offre annuellement un tonnage appréciable de sous-produits pouvant être intégré dans l'alimentation du dromadaire.

L'étude du tonnage offert annuellement par le patrimoine phoenicicole national révèle des estimations de l'ordre de 67510 tonnes de rebuts de dattes, 5.10 tonnes de pédicelles et 135.10 tonnes de palmes sèches.

Donc, la mise à la disposition du cheptel camelin de tels sous produits pourra contribuer largement à l'amélioration de l'aspect alimentaire, d'autant plus que beaucoup de chameliers (notamment ceux du sud est) sont souvent propriétaires d'exploitations phoenicioles.

L'utilisation rationnelle de ces sous-produits (sur la base de leur valeur alimentaire) pourra donner des résultats appréciables sur les performances de l'élevage camelin créant ainsi un équilibre entre l'offre et la demande de ses sous-produits en augmentant leur utilisation contribuant ainsi au nettoyage des palmeraies de l'encombrement de quelques sous-produits (les pédicelles surtout).

2.5 - Améliorer la couverture sanitaire

Le développement de l'élevage du dromadaire dans les zones pastorales passe à l'évidence par une meilleure maîtrise de sa santé.

Caractérisé par une gestation longue (13 mois), une maturité sexuelle tardive (4-5ans), des performances de reproduction faibles (fécondité souvent inférieure à 50%) définissant un intervalle entre mises bas souvent supérieur à 2 ans, et un taux de survie rarement supérieur à 70% dans la classe 0-1 an, le dromadaire conduit l'activité d'élevage qui lui est consacrée à être risquée pour l'éleveur si l'effectif de son troupeau est faible.

Un statut sanitaire acceptable est le premier facteur de pérennisation des systèmes d'élevage camelins en zone pastorale. De ce point de vue, il importe de s'appuyer aussi bien sur l'éleveur que sur les services sanitaires et techniques de proximité tels que ceux qui existent dans les régions semi-arides concernées.

En effet, dans les environnements primaires dans lesquels son élevage extensif est conduit, de nombreuses contraintes de type sanitaire (y compris des pertes de fertilité d'étiologie multifactorielle) maintiennent la productivité de cette espèce à son niveau le plus bas exprimant alors un *minimum* de son potentiel génétique et ce malgré le savoir-faire traditionnel des éleveurs en matière de prévention.

De plus, dans ces régions, des infrastructures limitées ne permettent pas en général de faire appel à des services trop coûteux et l'éleveur se trouve réduit à mettre en œuvre des techniques traditionnelles trop limitées ou à circonscrire son intervention sanitaire, ce qui entraîne des pertes économiques (Faye et Bengoumi, 2001).

L'amélioration de la couverture sanitaire est donc une condition préalable au développement de la filière cameline. Cela peut se réaliser en insistant sur cinq aspects :

- intégrer la pathologie cameline dans le cursus des étudiants vétérinaires
- organiser des stages pratiques pour les vétérinaires opérant dans les zones sahariennes
- doter les inspections vétérinaires des wilayas sahariennes de moyens de déplacement adaptés (véhicules tout terrain dotés de radio et de système de réfrigération)
- contribuer à la formation de base des producteurs en matière de soins vétérinaires
- faciliter l'accessibilité des éleveurs chameliers aux médicaments vétérinaires

3 - DES QUESTIONS POUR LE FUTUR

Au-delà de ces propositions assez techniques, demeurent des questionnements qui sont plus de l'ordre institutionnel et réglementaire dont voici une liste non exhaustive :

3.1 - Faut-il limiter l'occupation des parcours par les agriculteurs ?

La mise en valeur des terres ne doit pas se faire au détriment des terres de parcours. Aussi une étude minutieuse doit être menée par une équipe pluridisciplinaire de manière à faire bénéficier le nouvel attributaire sans léser l'éleveur. Cette opération doit être économiquement viable et techniquement maîtrisable car combien de lopins de terres ont été abandonnés par des bénéficiaires car difficilement accessibles ou valorisables par des activités agricoles ? Il convient de façon plus constructive d'analyser et de réglementer la complémentarité entre les activités d'élevage et d'agriculture dans les zones où la compétition foncière joue à plein, c'est-à-dire à la périphérie des villes. Il est notamment observé dans de nombreux pays de la frange désertique que la notion d'espace et de troupeau se complexifie dans ces situations où l'agrégation des animaux répond à des objectifs spatialement différenciés. On observe en effet une complémentarité/compétition entre zones pastorales et zones périurbaines. La contrainte foncière, mais aussi alimentaire dans les zones proches des bassins de consommation, conduit les producteurs à ne conserver autour des villes que les animaux en production (c'est notamment le cas des animaux laitiers). Les animaux non productifs (femelles tarées, jeunes sevrés, mâles non voués à la reproduction) sont mis à la garde d'un berger dans les zones pastorales. Cette différenciation spatiale se traduit par des flux d'animaux, mais aussi de fourrages et de services, entre zones pastorales et périurbaines d'ampleur très variable selon le type d'élevage, mais mal connus. Ces situations induisent des états d'interdépendances entre des lieux de vie

au sein d'un même troupeau, parfois à des distances importantes supérieures à 100 km. Ils impliquent également des règles de conduite d'élevage tout à fait novatrices dont les mécanismes sont encore mal élucidés.

3.2 - Doit-on organiser les chameliers autour de coopératives ou d'association de producteurs ?

La création de telles structures dont l'objectif est de permettre l'organisation de la profession permettant le regroupement des chameliers à des fins techniques et économiques doit être précédé d'une campagne de sensibilisation. En effet, le développement des filières doit induire forcément un pouvoir de négociation sur les prix que seules des producteurs organisés pourront assurer. En Mauritanie par exemple, la laiterie Tiviski négocie les prix d'achats du lait de chamelle avec une association des producteurs qui par ailleurs s'engage à l'amélioration des techniques de traite et d'hygiène et contribue au financement de l'encadrement technique de ses membres. De plus, ces associations sont susceptibles d'organiser des foires commerciales stimulant les productions locales et valorisant les produits du «terroir saharien».

3.3 - Comment l'Etat peut-il venir en aide à ces chameliers ?

Dans le contexte économique actuel, l'Etat doit pouvoir jouer un rôle incitateur fondamental. La priorité donnée au développement industriel et à la valorisation minière du Sahara a occulté quelque peu la dimension agricole de ces territoires. Le rôle de l'Etat est donc essentiel par exemple :

- dans sa politique d'aménagement du territoire assurant des transferts des régions riches vers des régions plus pauvres (politique de péréquation)
- dans l'appui aux investissements privés dans le secteur camelin
- dans l'aide directe aux éleveurs en cas de sécheresse par une alimentation complémentaire évitant un déstockage massif à faible rémunération et donc la réduction des effectifs
- dans l'intégration du dromadaire dans la promotion du tourisme local, et en encourageant les lauréats aux différentes manifestations.

3.4 - Faut-il créer un institut de développement de l'élevage camelin ?

Dans la communauté scientifique internationale vouée à la camélogie (étude et recherche sur les camélidés), l'Algérie est un parent pauvre. Dans une étude bibliométrique réalisée en 2000 (Faye et al., 2000), l'Algérie n'apparaissait même pas dans le classement des pays par leur nombre de publications dans le champ de la camélogie alors que les pays voisins étaient parmi les pays les plus présents, le Maroc à la 7ème place, la Tunisie à la 11ème et la Libye à la quinzième. Comble de ce retard, des pays européens (comme la France, l'Allemagne ou la

Grande-Bretagne) publient beaucoup plus sur les dromadaires qu'un pays largement saharien comme l'Algérie ! Un tel résultat témoigne, s'il en était, de la faiblesse de l'intérêt portée par les chercheurs algériens à cette espèce. Depuis cette date, la situation s'est un peu améliorée mais reste très en deçà des possibilités de la communauté scientifique algérienne.

En l'absence de toute station de recherche cameline et en l'absence d'un programme camelin dans les activités du seul institut technique des élevages (ITELV), la création d'un institut de développement de l'élevage camelin, dont l'implantation pourrait se faire dans une wilaya du sud, doit répondre à cet enjeu du développement de la recherche cameline. Un tel institut aurait pour objectif l'organisation des chameliers, la promotion de la production et la valorisation des sous-produits. Le chamelier devrait y trouver les appuis techniques nécessaires pour répondre à ses interrogations et lever les contraintes techniques au développement de son élevage.

Il serait souhaitable également de créer une cellule de recherche au cœur de la zone de production et qui travaillerait en collaboration avec cet institut.

Cette cellule travaillera sur des thématiques telles que :

- l'élaboration de méthodes rationnelles d'élevage
- la valorisation des sous-produits de l'élevage camelin
- alimentaires (élaboration de produits transformés)
- pharmaceutiques (vertus thérapeutiques du lait)
- industriels (utilisation des cuirs)
- la sélection d'animaux
- la création d'une spécialisation en médecine vétérinaire cameline notamment pour la thérapie et l'inspection dans les postes frontaliers.

De telles structures devraient travailler en réseau à l'échelle du Maghreb pour faciliter les échanges entre chercheurs et développeurs (Centre de recherche camelines au Maroc, Institut de régions arides en Tunisie).

CONCLUSION

L'érosion, actuellement observée en Algérie, de la filière caméline, marquée par une chute des effectifs, une faible valorisation des productions camelines, un désintérêt de la communauté scientifique et des développeurs, n'est pas une fatalité. Il semble au contraire qu'il y a une spécificité algérienne concernant ce phénomène dans la mesure où tous les pays voisins connaissent à l'inverse une amélioration de ces productions et pour le moins une augmentation notable des effectifs et

une extension de l'aire de répartition originare de l'espèce. Il convient donc à l'ensemble des acteurs du monde agricole saharien, aux politiques comme aux producteurs, aux développeurs comme aux scientifiques, d'associer leurs efforts pour contribuer au maintien et au développement d'une espèce la plus à même de favoriser le maintien d'un tissu rural, et d'une activité économique dans les zones à tort réputées improductives du Sahara.

Références bibliographiques

ABEIDERRAHMANE N, 1997. Camel milk and modern industry. *J. Camel Pract. Res*, 4, 223-228.

AGRAWAL R. P, SWAMI S. C, BENIWAL R. ET AL. 2003. *J. Camel Res. Pract.*, 10, 45-50.

BREY F, FAYE B, 2004. Camel and society. *Proc. of . Intern. Workshop, «Desertification combat and food safety : the added value of camel producers». Ashkabad (Turkménistan), 19-22 april 2004. In "Vol. 362 NATO Sciences Series, Life and Behavioural Sciences". B. Faye and P. Esenov (Eds), IOS press Publ., Amsterdam (The Netherlands), 23-30.*

BENNAÏSSA R. 1986. Dossier camelin : Note de synthèse. Alger- ministère de l'Agriculture, 25p.

CHEHMA A. 2005. Etude floristique et nutritive des parcours camelins du sud-est du Sahara septentrional algérien. *Thèse univ. Ouargla (Algérie), 230 p.*

FARAH Z, FISHER A. 2004. Milk and meat from the camel : *handbook on products and processing. Publ. VDF Hochschulverlag AG et ETH Zurich.*

FAYE B, 2004. Productivity potential of camels. *Proc. of. Intern. Workshop, «Desertification combat and food safety: the added value of camel producers». Ashkabad (Turkménistan), 19-22 april 2004. In "Vol. 362 NATO Sciences Series, Life and Behavioural Sciences".*

B. FAYE AND P. ESENOV (EDS), *IOS press Publ., Amsterdam (The Netherlands), 127-134 .*

FAYE B, 2003. Performances et productivité laitière de la chamelle: les données de la littérature. *Atelier Int. Sur le lait de chamelle en Afrique. FAO-CIRAD-KARKARA, Niamey (Niger), 5-8/11/2003, 7-14.*

FAYE B, BENGOU MI M.; 2001. La santé du dromadaire: une contrainte majeure de l'élevage camelin en zone pastorale. In colloque «santé et pastoralisme», Maghreb Vétérinaire, Rabat, 25-28 avril 2001, 8p.

FAYE B, BONNET P, CHARBONNIER G, MARTI A, 2000. Bilan des activités de recherche sur le dromadaire par analyse bibliométrique de la littérature scientifique. Cas particuliers des travaux sur le chamelon. *Atelier International sur le chamelon :*

"le Chamelon, futur de l'élevage camelin". *Ouarzazate*, 24-26 oct. 1999, *Maroc. Rev. Elev. Méd. Vét. Pays trop.*, 53, 125-131.

FAYE B, 1997. Guide de l'élevage du dromadaire. *Ed. Sanofi, Libourne, France*.

KAMOUN M, 1995. Le lait de dromadaire : Production, aspects qualitatifs et aptitude à la transformation. *Options méditerranéennes. Séries séminaires ; n°13*, 81-103.

KONUSPAYEVA G, LOISEAU G, FAYE B.; 2004. *La plus-value «santé» du lait de chamelle cru et fermenté : L'expérience du Kazakhstan*. *Renc. Rech. Ruminants* 2004; 11, 47-50.

SALEY M, STEINMETZ P, 1994. Approche quantitative de la production laitière destinée à la consommation humaine, répercussion sur la croissance du chamelon. Etude réalisée en milieu traditionnel sahélien. *In Actes du colloque : Dromadaires et chameaux, animaux laitiers, Nouakchott, Mauritanie, 24-26 oct. 1994, CIRAD-Montpellier, coll. Colloques*, 87-94.

SIBOUKEUR O, MATI A, HESSAS B. ; 2005. Amélioration de l'aptitude à la coagulation du lait camelin (*Camelus dromedarius*): utilisation d'extraits enzymatiques coagulants gastriques de dromadaires, 2005, à paraître dans la revue *Sécheresse*.

VIAS G, IBRAHIM Y, FAYE B, 2003. Evolution des pratiques de traction animale liées au désengagement de l'Etat et conséquences agronomiques. Cas du Niger. *Atelier international d'échanges 17-21/11/2003, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) : traction animale et stratégies d'acteurs, quelle recherche, quels services face aux désengagements des Etats. Résumé exécutif CIRDES/IRAD/ISRA/Tin Tua/CTA/CIRAD*, p. 10.

Notes

[*] Laboratoire protection des écosystèmes dans les zones arides et semi-arides, Université Kasdi Merbah 30000 Ouargla – Algérie – Tél./Fax : (213) 29.71.26.97.
Mail : adamoudz@yahoo.fr

****]** CIRAD-EMVT Campus International de Baillarguet 34398 Montpellier cedex 5 France.

FOUAD CHERIET

Danser avec les géants ? Un cas d'alliance stratégique entre FMN et PME dans un pays en transition

L'objet de ce travail est d'analyser un cas d'alliance stratégique entre une firme multinationale et une PME agroalimentaire. Des situations d'asymétrie de taille, de pouvoir de négociation et de contrôle, font de cet accord une figure spécifique des relations inter-entreprises. Cette étude a été illustrée par l'accord Danone - Djurdjura en Algérie. Les effets de l'accord ont été analysés à trois niveaux distincts : l'entité elle-même, les autres filiales du groupe algérien et le secteur des produits laitiers frais en Algérie. Le cadre d'analyse mobilisé combine l'analyse stratégique et une approche par l'apprentissage organisationnel. Les résultats obtenus attestent d'une prudence de la PME algérienne face aux manœuvres de la FMN pour freiner son apprentissage et accroître son contrôle.

Mots clés :

Asymétrie de pouvoir, alliance stratégique, apprentissage, PME, FMN

Abstract

Our work aims to analyse a case of strategic alliance between a multinational company and a small agribusiness enterprise. Situations of asymmetry of size, bargaining power and control, make this agreement a specific feature of interorganizational relationships. This study was illustrated by Danone – Djurdjura partnership in Algeria. The effects of this agreement were analysed at three distinct levels : the entity itself, the other members of the Algerian group and the Algerian fresh dairy products industry in Algeria. The analytical framework combines strategic analysis and approach by organisational learning. The obtained results confirm a caution of the Algerian SME face to the FMN agenda to cure its organisational learning and to increase its own control.

Key words :

Asymmetry, Bargaining power, strategic alliance, training, SME, MNC

JEL CLASSIFICATION : D74, L1.

INTRODUCTION

Si l'arrivée d'une multinationale dans un pays en transition peut déboucher sur une amélioration de la compétitivité des P.M.E. locales et une éventuelle reprise des entreprises publiques afin de renforcer la restructuration industrielle, elle suscite également des inquiétudes quant au devenir de ces entreprises et de la situation en matière d'emploi. Cette arrivée est aussi perçue comme une volonté de l'Etat de se désengager du secteur privé, ce qui ravive la question de la souveraineté économique nationale.

Plusieurs auteurs soutiennent que l'arrivée d'entreprises étrangères peut exercer un effet positif sur le tissu industriel national. Au contact de ces entreprises étrangères, les P.M.E. locales peuvent bénéficier d'un apport considérable en matière de gestion et de savoir-faire technologique. Ceci constituerait un élément essentiel de l'amélioration de leur compétitivité dans la perspective de l'ouverture irréversible des marchés.

Ce débat conduit à poser les questions suivantes : Est-ce que la faible taille d'une PME crée une dépendance vis à vis de la FMN ? Est-ce, au contraire, une opportunité d'apprentissage organisationnel pour la PME ? Comment doit-elle gérer cette relation asymétrique ? Doit-elle s'acheminer vers une relation de type hiérarchique vis à vis de la FMN ? Comment peut-elle compenser le «handicap» de sa petite taille et de son faible pouvoir de négociation ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, ce travail se propose d'analyser une expérience d'alliance stratégique entre une firme multinationale et une P.M.E. d'un pays en transition, l'Algérie. Il s'agit, d'une part, d'examiner le choix de ce type d'accord et de ce partenaire du point de vue de la P.M.E., et d'autre part, d'évaluer les résultats de cet accord sur sa croissance et ses perspectives. Ces questions sont traitées par l'étude d'un cas concret d'alliance stratégique entre Danone et Djurdjura (PME algérienne).

1 - ALLIANCES STRATÉGIQUES, PME ET FMN

1.1 - Alliances stratégiques : une profusion des définitions et une multitude d'approches

Il existe dans le cadre des relations contractuelles et concurrentielles entre les entreprises une profusion de termes et d'appellations qui désignent autant de formes d'accords [Baudry, 1997]. Ainsi, «les nouvelles formes de coopération» entre les entreprises font appel à une très grande diversité d'appellations. Sans être exhaustif, relevons notamment celles de partenariat, d'alliances, d'ententes, de coalition, de consortium, d'engagement mutuel, d'interface, de réseau, d'association, de joint-venture, de linkage, de quasi - firme, etc. Même si ces divers termes ne sauraient être confondus, ils désignent des ententes généralement formalisées entre des entreprises et des organisations pour réaliser des projets communs alors que les parties prenantes conservent leurs identités propres et leur autonomie [Levesque, 2000].

De manière générale, nous pouvons nous rapporter aux définitions suivantes pour caractériser les alliances stratégiques : «une alliance interentreprises est un lien tissé volontairement entre plusieurs firmes souveraines, restant indépendantes en dehors de ce lien. Elle se caractérise par la mise en commun, par au moins deux entreprises, d'une fraction de leurs ressources pour la poursuite d'objectifs conjoints dans un espace donné et l'obtention d'avantages réciproques» [Jolly, 2001, p. 17].

Cette définition met l'accent sur l'autonomie des deux firmes partenaires et le partage des responsabilités et des résultats. Certains auteurs distinguent aussi deux types de coopération: Le premier où il y a création d'entités juridiques nouvelles avec un partage de capital; le second pour lequel la convention de coopération est sans structure sociétaire ni lien capitalistique, il s'agit par exemple des échanges de licence [Hennart, 1988].

Dans ce travail d'évaluation empirique, l'alliance stratégique sera définie comme *une relation contractuelle entre deux entités juridiques indépendantes qui partageraient formellement les responsabilités et le pouvoir de décision en vue de la réalisation d'objectifs déterminés.*

Certains auteurs distinguent entre la simple alliance et celle dont le caractère est stratégique: «une alliance est stratégique lorsqu'elle associe deux ou plusieurs entreprises concurrentes ou potentiellement concurrentes et que les ressources mises en commun et les objectifs visés par l'entente de collaboration touchent à des secteurs clés ou à des activités vitales. L'entente de collaboration se concrétise par un engagement quasi irréversible de la part des alliés.» [Dussauge et Garette, 1990]

Concernant les typologies d'alliance, nous avons relevé à travers notre recherche bibliographique huit typologies différentes^[1], plus ou moins proches. Parmi les plus utilisées, nous signalerons celle de Garette et Dussauge [1990] qui classe les alliances en trois types selon la combinaison ou l'addition des actifs. Cette classification rejoint celle de Hennart [1988], qui distingue les concepts de «Link Joint Venture» et de «Scale Joint Venture», selon que l'objectif est la recherche d'une

combinaison des actifs ou un effet de taille par addition. D'autres auteurs font une classification des alliances selon le cycle de vie du produit (Delapierre, 1991) ou selon la situation de l'accord dans la chaîne de valeur [Hagerdon 1993 cité par Das, Sen, Sengupta 1998].

En élargissant le champ des alliances, certains auteurs distinguent les alliances contractuelles (sans apports de capitaux) et les alliances incluant les apports de capitaux [Nallau, 1993]. Enfin, il faut mentionner la classification des alliances en fonction des objectifs stratégiques: alliances d'apprentissage organisationnel (appelé par l'auteur: alliance de type «Cheval de Troie») et les alliances visant le renforcement du pouvoir de marché à caractère collusif [Hamel, 1991].

De manière générale, nous pouvons retenir qu'il existe deux types d'alliances: les alliances *endogamiques* entre partenaires avec des profils proches qui se concrétisent par une addition des ressources et visant des effets de taille et les alliances *exogamiques* avec des partenaires aux profils différents et qui se concrétisent par une combinaison d'actifs différents pour atteindre des effets de synergies [Jolly, 2001].

1.2 - PME / FMN : Asymétries de pouvoir et de taille

Si de nombreuses études ont été consacrées à l'analyse des alliances stratégiques entre grandes firmes multinationales, peu ont traité des partenariats entre FMN et PME dans les économies développées. Celles consacrées aux alliances entre FMN et PME des pays en développement sont quasi inexistantes.

Pourtant, le phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur aussi bien quantitativement que par la diversité des formes d'alliance. Dans un rapport de l'OCDE (2001) traitant des relations entre PME/PMI [cité par Tahy et Belahcen, 2000], il est noté un accroissement des alliances stratégiques entre FMN et PME passant de 290 opérations en 1996 à 453 en 1999. Au-delà de cet aspect quantitatif, les relations entre FMN et PME posent le problème d'une double asymétrie, de taille et de pouvoir.

En effet, même si certains auteurs lient le pouvoir de négociation non pas à la taille des firmes mais plutôt à l'évaluation des actifs apportés [Yan, 1998], la taille du partenaire peut constituer un atout certain lors de la discussion de l'accord. Deux points de vue s'affrontent concernant la stabilité de l'alliance et l'équilibre entre les partenaires. D'après Killing [cité par Blodgett, 1992], la stabilité de l'alliance est positivement liée à l'existence d'un partenaire dominant exerçant une influence sur l'autre. Inversement, de nombreuses études ont montré le caractère déterminant d'un équilibre dans les rapports et les relations entre partenaires dans les performances de l'alliance [Garette 1989, Inkpen et Beamish 1997].

L'alliance stratégique est liée dans la littérature à la notion de dépendance. Cette dernière est accentuée par la spécificité des actifs et crée une relation quasi irréversible entre les partenaires. Cette dépendance amoindrit le pouvoir au sein de l'alliance et condamne le partenaire dépendant à apporter plus dès lors que l'autre partenaire

s'affranchit de ses besoins par un processus d'apprentissage et de captation des compétences qui lui faisaient défaut au début de la relation.

Une autre controverse concerne la répartition du capital. Certains auteurs pensent qu'elle a un effet direct sur les performances de l'alliance [Ranatsoa, 1993]. En ce sens, l'équilibre dans le partage du capital et le contrôle opérationnel, même s'il ralentit la prise de décision, évite les risques de «phagocytoses» abusives dans les relations asymétriques. D'autres auteurs soutiennent, par contre, qu'un équilibre est moins important dans le succès d'une alliance que l'importance des connaissances acquises [Hamel, Doz, Prahalad, 1989]. Dans le cas des alliances internationales, Ohamé [1990] signale que la propension des entreprises étrangères à vouloir contrôler la majorité du capital est un «avatar de la culture capitaliste occidentale»: «...détenir 51% du capital vous donne juridiquement les pleins pouvoirs. Mais quel est ce pouvoir lorsqu'il s'agit du contrôle des activités sur un marché étranger dont vous ne savez pas grand'chose, éloigné comme vous l'êtes des besoins des clients, dans votre bureau à moquette rouge de Manhattan, de Paris ou de Francfort ?» [Ohamé, 1990, p. 32].

1.3 - Quelles options stratégiques pour les PME ?

L'un des gros avantages des grandes multinationales à taille mondiale est de pouvoir compter du point de vue de l'exploitation sur une structure administrative permettant d'organiser leur production et leur approvisionnement sous la forme de réseaux [Selon Porter cité par Noel et Fernandez, p. 05]. Dans une publication relative aux alliances stratégiques comme réponse des P.M.E. à la mondialisation, Noel et Fernandez [1993] présentent une comparaison des actifs spécifiques des FMN, des P.M.E. mondiales et des P.M.E. locales. Ces auteurs montrent que les P.M.E. ne semblent pas trop défavorisées en termes d'innovation – produits et de la R&D tandis que les FMN présentent un avantage en termes de R&D sur les procédés et dans le domaine des technologies.

Les auteurs analysent trois types de réaction des P.M.E.: le maintien (sans croissance), le désengagement (retrait progressif ou réorientation de l'activité) et enfin la croissance (soit interne ou externe). En adaptant une grille à double entrée avec les options stratégiques d'une part et les positions de la P.M.E. par rapport à la FMN d'autre part, ils aboutissent à six alternatives présentées dans le tableau 1.

Tableau 1 : Options stratégiques retenues pour une P.M.E. face à une FMN

Options	Interne	Externe
Maintien	Amélioration produit, maîtrise des coûts	Alliances stratégiques
Croissance	Développement de nouveaux marchés, augmentation de capacité	Alliances stratégiques ou fusion
Désengagement	Nouveaux couples produits /marchés ou liquidation	Alliances stratégiques ou cession

Source : Fernandez et Noël, 1993, p. 12.

Les alliances occupent ainsi une place importante dans les figures stratégiques potentielles de la P.M.E. quelle que soit sa position face à une FMN (concurrent direct, fournisseur ou distributeur). Dans le cas d'une P.M.E. aux ressources limitées, les options stratégiques «internes» apparaissent compromises. Les auteurs indiquent que dans le cas d'une concurrence frontale avec une FMN, «la seule option envisageable est un désengagement aussi rapide que possible pour pouvoir procéder, dans les conditions les plus avantageuses, à la vente de l'entreprise et dans le meilleur des cas à sa cession à l'entreprise mondiale peu après que celle-ci aura fait son entrée sur le marché» [Noël et Fernandez, 1993, p. 13].

Fernandez [1993] signale aussi les risques de telles relations pour les P.M.E. locales. D'une part les rapports de forces apparaissent déséquilibrés au détriment des P.M.E., et d'autre part, la FMN peut faire appel à la P.M.E. juste pour son installation sur le marché visé. Les scénarii envisagés varient selon les intentions stratégiques des deux partenaires mais dépendent aussi de la manière dont est gérée la coopération. Cela va d'un rapprochement définitif (fusion/acquisition) à un transfert d'activité ou à une sortie d'alliance (par consensus ou rupture), en passant par des situations de rapprochement durable mais non irréversible et d'une autonomie de l'alliance par rapport aux deux partenaires.

2 - UN CADRE D'ANALYSE DES STRATÉGIES D'ALLIANCES ENTRE PME ET FMN

2.1 - L'analyse stratégique des alliances

La première composante à analyser est l'adéquation entre les motivations et les apports croisés des deux partenaires. Que recherche chaque partenaire chez l'autre ? [Garette et Dussauge, 1991]. La seconde question à traiter est d'identifier les objectifs des deux partenaires à travers cet accord pour leur groupe (et leurs filiales). Autrement dit, comment insérer cet accord dans les stratégies globales des deux groupes ?

Le second volet de l'analyse stratégique concerne les effets sur le secteur. L'analyse peut être faite dans les deux sens: structure du secteur/alliance, et alliance/nouvelle structure du secteur [Burgers et al, 1993]. Dans un article fondateur traitant des alliances stratégiques, Kogut [1988] analyse à travers la notion de pouvoir de marché, la question des effets d'un nouvel accord sur la configuration d'une industrie. Cette analyse peut se résumer autour de trois hypothèses: l'alliance est un investissement défensif pour l'un des partenaires contre les incertitudes de la concurrence, l'alliance est un moyen pour priver les autres concurrents d'un allié potentiel, l'alliance est un moyen (collusif) de stabiliser la concurrence et la concentration du secteur.

Hamel, Doz et Prahalad [1989] soutiennent que «l'alliance peut renforcer la position des deux sociétés vis à vis de leurs concurrents tout en fragilisant l'un des partenaires par rapport à l'autre». D'autres auteurs ne voient en cela qu'un transfert de la concurrence et non une modification

profonde [Veron, 1998]. Dans ce sens, l'alliance participerait à créer des «verrous stratégiques» pour que l'affrontement se fasse entre des coalitions et non pas entre entreprises isolées. La compétition est reportée à une échelle plus grande mais, en aucun cas, éliminée.

2.2 - L'apprentissage organisationnel : la compétition au sein de la coopération

L'une des motivations essentielles du recours aux alliances stratégiques, notamment pour les PME, est l'accès aux compétences stratégiques du partenaire (la «fenêtre» dont parle Hamel [1991]). L'approche par l'apprentissage constitue notre second volet théorique.

Entre deux «partenaires», l'apprentissage est influencé d'abord par l'existence de connaissances communes préliminaires à l'entrée dans la coopération [Ingham 1994]. Ensuite, d'autres déterminants sont à prendre en compte : l'intention d'internalisation des compétences du partenaire (ou la «volonté d'apprendre» pour Hamel et al, 1989), la transparence organisationnelle et la réceptivité du partenaire ou sa capacité d'absorption des nouvelles connaissances [Mowery et al., 1996].

L'apprentissage peut se faire sur trois niveaux [Ingham 1994]: les savoirs et les savoir-faire techniques, la négociation du contrat et la gestion de l'accord et des conflits nés de la coopération. Souvent, il donne lieu aussi à des préoccupations contradictoires (ou le dilemme du transfert de compétences [Larsson et al., 1998]) : se comporter en bon partenaire pour accroître l'apprentissage collectif et l'émergence de connaissances inattendues [Ingham, 1994] ou protéger la diffusion de connaissances spécifiques et être opportuniste dans une course individuelle pour l'acquisition des compétences du partenaire pour se défaire de sa dépendance [Hamel et al. 1989].

Dans cette optique, l'alliance stratégique est une opportunité, pour les deux partenaires, de renforcer leurs compétences de base. Cependant, cet objectif se heurte à deux difficultés majeures : la nature des connaissances à transférer, souvent tacites et donc difficilement imitables et généralisables au niveau de l'organisation [Kogut, 1988], et la spécialisation des tâches qui freine l'apprentissage des deux partenaires.

2.3 - Le cadre d'analyse

Notre cadre d'analyse, fondé sur les apports théoriques mentionnés ci dessus, sera donc constitué de deux volets théoriques principaux:

- une analyse stratégique: motivations et structure des deux partenaires et de la nouvelle entité [Garette et Dussauge 1991], pouvoir de marché et modification dans la configuration du secteur [Kogut 1988] ;
- une référence à l'apprentissage organisationnel dans une optique stratégique: domaines couverts, freins, limites et protections des partenaires.

Tableau 2 : Cadre d'analyse théorique des alliances stratégiques FMN/PME

Référence théorique	Approche utilisée	FMN	P.M.E.
Théorie des alliances stratégiques [Garette et Dussange, 1991]	Apports stratégiques	-Puissance financière -Marque /notoriété mondiale -Expertise en gestion, R&D, marketing et apport technique -Maîtrise des approvisionnements et des circuits de distribution à l'échelle globale -Innovation produits et procédés	-Connaissance des habitudes de consommation locales -Flexibilité procurée par la petite taille -Réseaux de distribution et de sous- traitants locaux
[Meschi 2001,2003] [Garette 1989] [Garette et Blanc, 1993]	Motivations	-Minimisation des risques de la pénétration d'un nouveau marché (Risque pays, acceptation) -Insertion de l'accord dans la stratégie globale de la FMN -Appui sur un partenaire local fiable pour ses connaissances. -Elimination d'un concurrent potentiel -Part de marché et «solution» déjà existante	-Image de marque de la FMN -Manoeuvre défensive -Expansion et appui sur la FMN -Apports de liquidités
Théorie du pouvoir de marché [Kogut, 1988] [Jolly, 2001]	Effet de l'accord sur la structure du secteur concerné	- L'accord comme investissement défensif pour la PME afin de réduire l'incertitude concurrentielle - L'accord pour priver les concurrents (nationaux) d'un allié compétitif -L'accord comme moyen de stabilisation de la concentration du secteur La forme, la durée et le degré d'autonomie dans l'accord, déterminés par les caractéristiques de l'environnement sectoriel: Incertitude, rythme de l'innovation, politiques publiques, barrières à l'entrée, concentration du secteur.	
Approche de l'apprentissage organisationnel [Ingham, 1994]	Transferts de savoir-faire	-Assimilation des habitudes locales de consommation et des pratiques commerciales et administratives	-Expertise de gestion , -Négociation des accords -Gestion des conflits avec le partenaire
Course à l'apprentissage [Hamel, Doz Prahalad, 1989]	Dépendance et risque de transfert unilatéral	-Apprentissage rapide des compétences du partenaire local -Prise de contrôle total à moyen terme -Les conflits comme signe d'une coopération réelle - la fin de l'alliance comme réussite de l'apprentissage de la FMN.	-Limiter le transfert vers le partenaire et accélérer son propre apprentissage -Approfondir ses connaissances locales et les valoriser.

2 - CONTEXTE EMPIRIQUE ET METHODOLOGIE

Le cas étudié est celui de l'alliance entre Danone et une PME algérienne, Djurdjura, spécialisée dans le secteur des Produits Laitiers Frais (PLF). Cette alliance conduit à la création de Danone Djurdjura Algérie (DDA), contrôlée à 51% par Danone depuis 2001.

L'Algérie est un pays en transition du fait de plusieurs évolutions majeures :

- le code d'investissement, adopté en 1993, favorise l'installation de firmes multinationales avec plusieurs clauses favorables (rapatriement des bénéfices, législation du travail, etc.),
- à partir de la fin de 1998 (date de la fin du Programme d'Ajustement Structurel), plusieurs multinationales se sont installées en Algérie, notamment dans le secteur agroalimentaire ;

- le secteur privé en Algérie connaît une dynamique forte depuis les années 1990 ; le secteur agroalimentaire compte pas moins de 150 000 PME, concentrées dans les grands pôles industriels du pays (Blida, Alger, Bejaia, Oran, etc.)

Nous avons mené deux enquêtes. La première, destinée aux dirigeants de la PME, avait pour but de cerner les motivations de l'entreprise et de comprendre le déroulement des négociations. Elle comprend deux volets : un questionnaire préliminaire en trois blocs de questions, chaque bloc étant relatif à l'une de nos trois questions de recherche (motivations, déroulements et résultats) et une série d'entretiens menés durant le mois de mai 2005 auprès de cadres de la PME et de responsables de la production et de la qualité. La seconde enquête concernait les distributeurs. Elle a concerné 61 détaillants et grossistes de produits laitiers frais à travers quatre wilayas de l'Est algérien.

Tableau 3 : Danone et Djurdjura en 2004

	Danone (Le groupe)	Djurdjura
CA	13 700 millions d'euros, 31% des ventes réalisés dans les pays émergents	52 millions d'euros
Effectif	89449 personnes (dont 74% en dehors de l'Europe occidentale)	631 personnes
Position	N°1 mondial pour les PLF et les eaux minérales N°2 pour les biscuits et produits céréaliers	N°1 en Algérie pour les PLF

3 - LES MODALITÉS DE L'ACCORD

3.1 - Déroulement des négociations et évaluation des actifs

Les premiers contacts ont été effectués par Danone auprès de la PME algérienne à la fin de l'année 1999 en vue de la signature d'un accord de partenariat avec le groupe familial Batouche, propriétaire de Djurdjura. Les négociations ont duré deux ans et se sont déroulées pour l'essentiel en France. L'entreprise Djurdjura avait délégué des cadres et pris contact avec des experts financiers algériens. La délégation était conduite par le directeur général et principal actionnaire de l'entreprise.

Plusieurs points de désaccords sont apparus au début mais ont vite été réglés par consentement mutuel^[2]. Les problèmes d'évaluation des actifs, notamment du côté de Djurdjura, ont conduit les deux partenaires à opter pour la désignation d'un commissaire aux apports par un tribunal algérien pour l'estimation de la situation financière de l'entreprise afin de procéder à une augmentation de son capital.

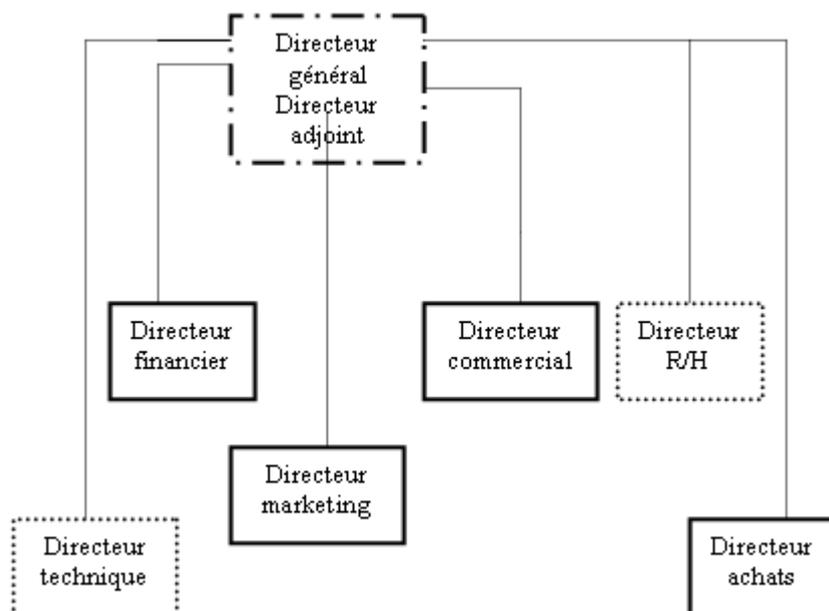
Le groupe Danone a eu recours à un bureau de conseil financier, le cabinet SWICORP, pour l'accompagner dans ses négociations avec le groupe Batouche. Après la réévaluation du capital de l'entreprise, Danone s'est engagé à racheter 51% des parts soit 1377 000 actions de 1000 dinars chacune (environ 10 euros).

L'accord qui a donné lieu à la création de la nouvelle entité par le dépôt des nouveaux statuts de l'entreprise auprès d'un notaire agréé en Algérie, a porté à la fois sur les engagements réciproques des deux partenaires mais aussi sur les modalités de rupture en cas de désaccord. Cet accord s'apparente à une véritable alliance stratégique selon les caractéristiques de la définition retenue. Cette alliance peut aussi être considérée comme stratégique pour la PME algérienne et accessoire pour le groupe Danone car ne concernant que le marché algérien et le seul métier des yaourts et produits laitiers frais.

3.2 - Le contrôle de l'alliance

Il existe entre les deux partenaires de l'alliance étudiée une forte asymétrie de taille. L'organigramme de la direction de DDA confirme l'hypothèse d'un contrôle accru de DDA par le groupe Danone. En effet, hormis la direction technique de l'usine et la direction des ressources humaines, toutes les autres directions ont à leur tête un cadre du groupe Danone.

Figure 1 : Organigramme de la direction de DDA [3]



Source : Entretiens avec le directeur des ressources humaines de DDA.

A première vue, la PME n'a aucune marge de manœuvre stratégique. Toutefois, les entretiens effectués auprès des cadres de DDA, détachés par Danone, et l'examen des statuts de DDA, mettent en évidence le fait que l'entreprise Djurdjura est relativement associée à la prise de décision. Par exemple, le directeur financier et comptable de DDA, cadre détaché du groupe Danone, affirme que :

«J'ai déjà effectué une rotation comme cadre du groupe pour nos implantations dans les pays de l'Est. J'ai déjà travaillé en République Tchèque, en Roumanie et en Bulgarie. Mais avec DDA, nous avons une situation inédite pour le groupe Danone. Nous contrôlons 51% du

capital mais pas le conseil d'administration. Les décisions se prennent à 80% (4/5) des voix et nous n'en avons que la moitié (au prorata du nombre d'actions détenues). Nous devons de ce fait obtenir l'accord de notre partenaire pour toutes les décisions importantes y compris les plans stratégiques à moyen terme et les décisions d'investissement.»

Le cadre de Danone parle de situation «inédite»^[4]. Danone qui détient 51% du capital, doit cependant consulter son partenaire pour toutes les décisions stratégiques. Les statuts de l'entreprise stipulent que le conseil d'administration qui compte 13 membres (7 de Danone et 6 de Djurdjura) «*délibère à la majorité qualifiée (4/5 des membres) pour les décisions suivantes*^[5] :

- *nomination ou révocation du directeur général et du directeur général adjoint et fixation de leur rémunération;*
- *approbation ou toute révision du plan, du plan révisé et du budget annuel;*
- *acquisition ou création d'une nouvelle activité ou d'une nouvelle société d'un montant excédant 100000 dinars (soit approximativement 1000 euros);*
- *toute cession d'une partie importante des activités représentant plus de 10% du chiffre d'affaires de la société ou du patrimoine de la société;*
- *toute opération de cession et/ou d'investissement dont le montant est supérieur de 10% ou plus au montant prévu dans, le Plan révisé ou le budget annuel;*
- *l'établissement de la politique de sécurité alimentaire notamment en matière d'organismes génétiquement modifiés».*

Ainsi, les cadres de Djurdjura sont associés à la prise de décision et peuvent bloquer toute tentative de prise de contrôle total de Danone.

3.3 - Motivations stratégiques des partenaires

Les motivations des deux partenaires sont différentes. Pour la PME, l'accord est d'abord motivé par une stratégie défensive face à un concurrent potentiel et, ensuite, par les possibilités de bénéficier de la notoriété et l'image de marque de la multinationale. Ainsi, les cadres interrogés donnent dans un ordre décroissant de priorité les motivations suivantes de l'accord DDA^[6] : notoriété et image de marque Danone, protection face à la concurrence étrangère et locale (dont celle du groupe Danone s'il venait à s'installer sur le marché algérien, seul ou avec un autre partenaire), apport en techniques de gestion et procédures Qualité.

Ni les difficultés financières et l'apport en capitaux et liquidités, ni même le transfert des techniques de production ne semblent constituer des motivations suffisantes pour la signature de l'accord. Ceci est confirmé par les entretiens menés auprès des cadres de DDA.

«Concernant la vision stratégique de Djurdjura, l'accord avec Danone apparaît comme une opportunité pour grandir, accroître notre part de marché et avoir une chance de nous insérer dans une économie mondiale. Nous n'avions pas le choix, c'était faire cela ou disparaître. Il nous faut dépasser les visions impérialistes d'antan. Danone est un partenaire «de taille», et nous comptons profiter de son image de marque et de sa notoriété» [7].

Un autre cadre de DDA explique pour sa part que « Danone a contacté Djurdjura et conclu cet accord avec nous parce que nous étions et nous sommes encore leader sur notre marché. Nous avons un réseau de distribution assez efficace et une part de marché non négligeable. Les apports de Danone peuvent s'identifier à travers l'amélioration de la gestion de l'entreprise et la mise en place des procédures pour le contrôle et l'amélioration de la qualité. Nous ne pouvons concevoir l'avenir de DDA sans Danone» [8].

De son côté, Danone semble privilégier les connaissances du partenaire local concernant les habitudes de consommation et du marché local d'une part, le réseau de distribution et de sous-traitants de Djurdjura d'autre part. On pourrait penser aussi dans une perspective d'analyse stratégique [Kogut 1988, Garette 1989], que Danone vise aussi à s'accaparer d'une position de marché déjà existante (celle du leader en l'occurrence) et contrôler ainsi un concurrent potentiel.

«Djurdjura nous apporte ses connaissances du climat algérien des affaires. Aussi, nous bénéficions d'un réseau très performant de sous traitants et de distributeurs que nous comptons bien évidemment développer» [9]

4 - LES EFFETS DE L'ACCORD DANONE DJURDJURA ALGÉRIE (DDA)

4.1 - Effet de l'accord sur l'entité

Avec les efforts faits en termes d'investissement, les résultats financiers ne tardèrent pas à suivre. En 2004, le chiffre d'affaire a augmenté de 86% par rapport à 2001. Les ventes ont connu une augmentation de 30% alors que l'effectif n'a évolué que de 11% par rapport à 2001.

Tableau 4 : Résultats de 2001 à 2004

	2001	2002	2003	2004	Variation 2001- 2004
Effectif	541	559	590	631	12 %
Frais du personnel *	/	160	201	306	
Chiffre d'affaires **	2800	2424	3980	5222	87 %
Volumes des ventes ***	59297	44049	64883	77403	31 %

Source : DDA, Département des finances et de la comptabilité.

En millions de dinars (1 Euro = 95 dinars)

** CA de 2001, estimation

*** En tonnes

L'examen des chiffres présentés dans les deux tableaux ci-dessus fait ressortir une forte augmentation du chiffre d'affaire par rapport à celle de la production. Ceci traduit une meilleure valorisation des produits Danone par l'augmentation des prix et le lancement de produits plus coûteux (Danao, Dan'up, Fruix, Yaourt brassé aux fruits, etc.)

En 2002, l'entreprise enregistre un recul de son chiffre d'affaire et de sa production. Cet état de fait peut être dû à la situation socio-politique particulière de la région à cette époque. Une seconde «explication» moins intuitive nous a été communiquée par un responsable de DDA :

«Avant la venue du groupe Danone, Djurdjura, comme la quasi-totalité des entreprises algériennes sous-facturait ses ventes à la demande des clients. Lorsque ce dernier commandait par exemple 500 palettes de crèmes «dessert», il demandait à ce que sa facture ne contienne que 300 palettes. L'écart non facturé de 200 palettes n'était pas déclaré et permettait d'«économiser» sur les impôts à payer. Avec la venue de Danone, cette pratique n'était plus possible car la firme exigeait par souci comptable que toutes les ventes soient facturées. Le même client qui commandait 500 palettes dont 200 non facturées, ne demandait plus que 300. Plusieurs clients se sont détournés de DDA pour s'approvisionner chez des entreprises concurrentes.»^[10] Ce changement dans les pratiques commerciales de l'entreprise, pourtant courantes chez les concurrents, au profit d'un respect de la législation, est animé par un souci constant de la préservation de l'image de marque de Danone et de contrôle efficace des recettes commerciales.

En résumé, l'arrivée de Danone s'est accompagnée par des efforts d'amélioration des capacités, des conditions de production et de la qualité des produits. On a également constaté une amélioration des résultats financiers et un changement des pratiques comptables et commerciales, dans le sens d'une plus grande transparence. Cependant, la nouvelle entité DDA est de plus en plus confrontée à de nouveaux soucis : harmonisation des salaires et revendication des travailleurs, procédures de mises en conformité de la qualité et de l'hygiène, pressions sur les travailleurs pour augmenter la productivité, etc.

4.2 - De nouveaux enjeux pour une nouvelle organisation

Dès l'entrée en vigueur de l'accord avec Djurdjura, Danone avait explicitement opté pour trois axes de développement: la modernisation de l'outil de production par de nouveaux investissements, la mise en place d'une politique des ressources humaines et enfin un programme dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Concernant les ressources humaines, Danone fut vite confrontée à une situation difficile : absence de politique de recrutement, rapports sociaux particuliers entre travailleurs, encadrement insuffisant, etc. Deux actions prioritaires ont été menées après l'arrivée de Danone pour la réorganisation de la direction des ressources humaines: une harmonisation et une revalorisation substantielle des salaires avec le

recrutement de nombreux cadres d'entreprises concurrentes et le lancement de programmes de formation notamment pour le personnel technique.

Les cadres techniques de DDA ont ainsi bénéficié d'une mise à niveau après l'installation de la ligne de production DANA O. Deux stages ont été effectués au Maroc et en Suède et des formations sur le site ont été organisées par des cadres du groupe Danone. Le personnel du département qualité et sécurité alimentaire bénéficie actuellement de stages à l'étranger dans le cadre de la mise en place du système HACCP et en vue de la certification aux normes ISO.

Concernant les conditions de travail et selon les résultats des entretiens effectués avec les chefs d'équipe de production et quelques travailleurs, il semblerait que les conditions d'hygiène se soient nettement améliorées. Par contre, de fortes pressions sont ressenties par les travailleurs en vue d'améliorer de manière continue les rendements et les procédures de travail.

Les changements survenus dans le domaine du marketing ont eu pour effet d'accroître encore la pression sur les équipes de production. Une dizaine d'équipes travaille en triple rotation de 8 heures pour assurer la continuité de la production des différentes lignes, 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

Danone a mené dès son installation un programme rigoureux pour l'amélioration des conditions d'hygiène et la réduction des défauts de fabrication dans le cadre des «bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène (BPH et BPF) et de la «charte qualité de Danone» appliquée dans tous les sites de fabrication à travers le monde.

Deux faits témoignent de ces nouvelles orientations: la mise en quarantaine systématique des produits pendant 24 heures avant leur « libération» et la destruction automatique de tous les produits comportant un défaut de fabrication même minime.

L'audit initié par AIB Consulting, avec la participation des cadres techniques du Département «assurance de la qualité et sécurité alimentaire», a permis une amélioration continue des conditions d'hygiène: A titre d'exemple, toutes les machines des différentes lignes de production sont arrêtées et nettoyées (stérilisées) toutes les deux heures.

En ce qui concerne l'innovation produit et process, DDA semble avoir délégué ses pouvoirs au groupe Danone. En effet, tous les lancements de nouveaux produits obéissent à la même démarche: briefing de la Direction marketing (dirigée par une équipe de cadres Danone et détachée de l'unité de production), analyse des données et sondages, contact avec une unité du groupe Danone de fabrication des nouveaux arômes (basée, pour l'Afrique et le Moyen Orient, à Barcelone).

Souvent, les produits lancés sur le marché algérien sont transposés d'autres pays (notamment de pays européens) : Petit suisse Gervais,

Fruix, Danao, Dan'up, etc. Par souci de rationalisation des coûts, le nombre de références a été réduit de 72 en 2001 à 18 en 2004 [11], alors que les entreprises concurrentes continuent de lancer de nouveaux produits et innovent en termes d'arômes; Soummam a ainsi lancé le yaourt au miel et aux céréales en 2004.

4.3 - Les effets de l'accord sur le groupe algérien «Batouche»

Le groupe Batouche est constitué de cinq filiales autonomes spécialisées dans l'emballage papier et plastique et les industries agroalimentaires: Produits laitiers et dérivés, viandes et transport frigorifique, plastique, cartons et papiers, yaourt et épicerie sèche. L'accord Danone Djurdjura Algérie a eu des effets sur ces différentes filiales

4.3.1 - De nouvelles synergies entre les filiales du groupe algérien

Bien avant l'accord DDA, la laiterie Djurdjura entretenait d'intenses relations avec les autres filiales du groupe. En effet, le groupe avait envisagé, dès les années 1990, une intégration verticale et internalisé les activités d'emballage et de transport frigorifique. Trois entreprises sont alors créées. All Plast pour l'emballage plastique, Général emballage (n°2 sur le marché algérien) pour l'emballage papier et carton et enfin, Vallée viande, pour l'importation, le transport et la commercialisation de viandes.

Les activités Yaourt et fromages sont séparées. Ramdy produit et commercialise sous la marque Djurdjura mais aussi, sous la marque Ramdy, les produits laitiers frais. La laiterie Djurdjura se spécialise dans la production et la commercialisation de yaourts et de desserts lactés. Une dernière filiale du groupe est créée pour l'épicerie sèche et la charcuterie: CK Fleish.

Le groupe a également créé un réseau très important de sous-traitants et de distributeurs dont l'activité concerne tous les produits du groupe. Des synergies ont été développées entre les différentes filiales. La structure de gouvernance est caractérisée par un contrôle familial: les cinq frères Batouche se trouvent à la tête des différentes filiales. Tous détiennent des actions dans les autres filiales de sorte qu'ils siègent dans les cinq conseils d'administration.

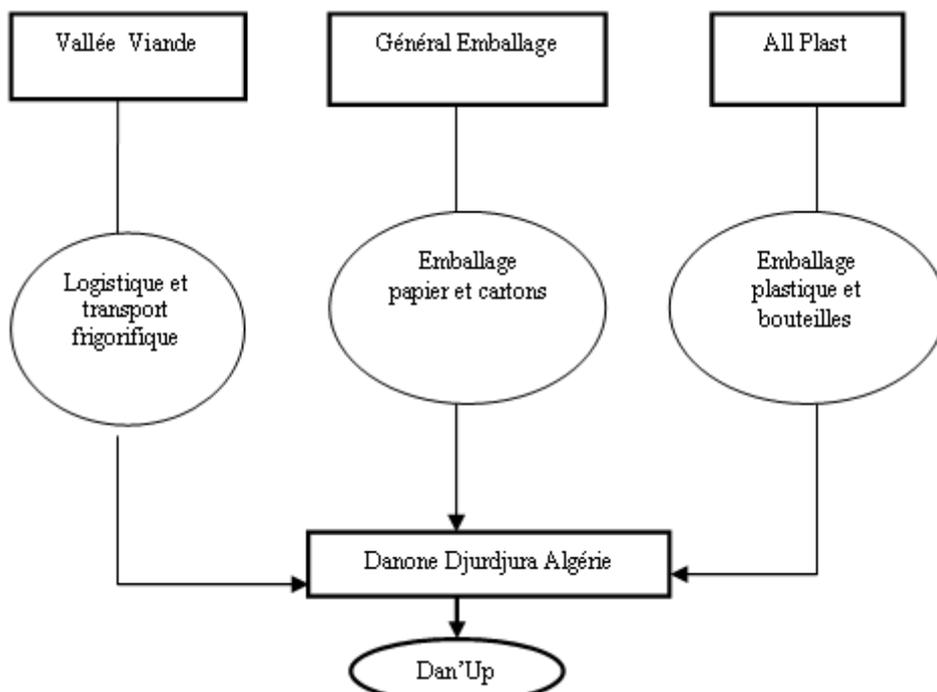
Cette configuration conglomérale associée à une forte proximité géographique permet aux différentes entreprises du groupe de réaliser des économies d'échelle importantes. Avec l'arrivée de Danone, ces synergies ont été renforcées. Ainsi, l'entreprise DDA sous-traite aux filiales du groupe ses activités de transport, de logistique, d'emballage. Il est aussi envisagé de créer une entreprise de collecte de lait cru pour la fourniture de l'atelier Danao. Cependant, les liens de plus en plus intenses, entretenus par DDA avec les autres filiales, risquent de créer des situations de dépendance et de perte de contrôle du groupe sur ses différentes activités.

4.3.2 - L'exemple de «Dan'up»

Pour illustrer les nouvelles synergies entre les filiales du groupe Batouche stimulées par l'accord passé avec Danone, nous présenterons l'exemple du produit Dan'up. Il faut signaler que la quasi-totalité des activités du groupe est centrée autour de DDA. L'expansion de celle-ci a entraîné la croissance du chiffre d'affaire de trois des quatre autres filiales (à l'exception de CK fleish).

Dan'up est l'un des produits lancés par DDA après l'arrivée de Danone. L'atelier de production a nécessité la construction d'une nouvelle plateforme et l'acquisition d'une nouvelle ligne de production de 8500 bouteilles par heure. Quatre des cinq filiales du groupe participent dans la production du produit fini. Le remplissage des bouteilles de Dan'up s'effectue dans l'usine DDA.

Figure 1 : Interactions entre les filiales du groupe Batouche : l'exemple de «Dan'up»



Source : Elaboré à partir des entretiens DDA et la visite de l'usine, avril-mai 2005.

Le choix des filiales du groupe Batouche obéit d'abord à une logique financière de minimisation des coûts. En effet, à cause de leur proximité géographique et de leurs relations privilégiées avec DDA, ces filiales constituent les premiers sous-traitants de l'entreprise. De même, DDA est le premier client de All plast et de général Emballage. DDA constitue aussi le meilleur débouché pour Vallée viande à travers ses activités de transport frigorifique.

Cette entreprise dispose de moyens importants (semi-remorques frigorifiques et relais de chambres froides) et devient essentielle pour les opérations logistiques de DDA.

4.4 - Les effets de l'accord sur le secteur des produits laitiers frais

Avant l'arrivée de Danone en Algérie en 2001, le marché des yaourts comptait deux entreprises leaders (Djurdjura et Soummam) implantées toutes deux dans la wilaya de Béjaia à l'Est du pays et une petite entreprise en forte croissance (Trèfle) localisée au Centre. Les filiales du groupe étatique GIPLAIT commençaient alors leur recentrage et abandonnaient progressivement la production et la commercialisation de yaourts.

L'ouverture du marché algérien date du début des années 1990, mais des facteurs politiques et administratifs avaient retardé l'arrivée des entreprises étrangères. A partir de 1998, un nombre important d'opérations de partenariat a été enregistré dans les secteurs de la pharmacie, chimie, mécanique et les secteurs des banques et assurances. En 2001, l'installation de Danone en partenariat avec le leader national de l'époque marqua le début d'une restructuration du marché des yaourts en Algérie.

Les résultats obtenus par DDA sont en forte progression depuis l'arrivée de Danone (Cf Tableau 4). Selon un cadre dirigeant de l'entreprise, la part de marché est passée de 25% à 35% entre 2001 et 2003.

4.4.1 - Une nouvelle configuration du marché

Tout en permettant un renforcement des positions de marché des partenaires, les alliances stratégiques exercent une influence sur la structure du marché concerné. Dans le cas du marché des produits laitiers frais en Algérie, l'implantation de Danone a été précédée par deux mouvements préalables qu'il convient d'identifier avant de présenter les évolutions du marché^[12] :

1. Des efforts considérables en termes de marketing et d'action commerciale ont été réalisés par DDA avec l'utilisation de tous les supports publicitaires et particulièrement les médias de masse. En parallèle, des tombolas, des jeux et des campagnes de sponsoring accompagnaient les lancements de nouveaux produits. DDA consacrait en 2003, 3% de son chiffre d'affaire à des actions marketing.

2. Ces efforts soutenus, ajoutés à des facteurs externes (pouvoir d'achat, déterminants de la consommation et accès aux produits) ont abouti à l'élargissement de la demande globale de PLF en Algérie.^[13] Ainsi DDA estime avoir participé à hauteur de 40% à l'augmentation de la demande de PLF entre 2001 et 2003.^[14]

Cet élargissement de la demande globale rend le marché algérien porteur et, de ce fait, conduit à l'accroissement du nombre d'intervenants. Cinq mouvements ont été ainsi observés:

- Arrivée d'autres marques mondiales: Yoplait s'installe en Algérie avec une licence accordée à un partenaire algérien en 2003 ; la concurrence avec Danone pourrait se faire dans ce cas par la marque et la différenciation des produits;

- Renforcement des parts de marché d'entreprises nationales existantes (Trèfle et Soummam) avec des efforts soutenus en termes d'innovation et un nombre important de nouveaux produits lancés;
- Emergence de petits producteurs locaux pour les produits banalisés et appliquant une stratégie de concurrence par les prix; Hodna est créée en 2002 et s'installe à Msila dans le sud-est algérien ; Palma Nova est implanté à Constantine et débute son activité en 2004; les deux entreprises produisent essentiellement des yaourts aromatisés;
- Reconversion d'autres producteurs: Candia, installé en Algérie depuis 2000 par un accord de franchise avec une entreprise locale Tchik Lait, lance en 2004 un yaourt aux fruits à boire, concurrent direct du Danao de Danone;
- Arrivée de concurrents potentiels mais sur des marchés différents: en avril 2005, Nestlé signe un accord de partenariat avec une entreprise locale (Sidi Kébir) pour la production et la commercialisation d'eau minérale et de lait en poudre.

On notera donc le nombre croissant des concurrents, leur forte concentration géographique mais aussi la diversité des modes d'implantation: Yoplait/ sous licence, Candia/ accord de franchise, et partenariat avec des entreprises locales pour Danone ou encore Nestlé. Pour défendre sa position de leader, Danone se trouve confrontée à des entreprises appliquant des stratégies différentes: affrontement par les coûts pour les petits producteurs (Hodna et Palma Nova), concurrence par la marque et la différenciation pour les producteurs de taille importante (Soummam, Trèfle) ou détenteurs de marques mondiales (Yoplait) et hyper-segmentation pour les entreprises visant un produit spécifique (Candia pour le yaourt à boire).

4.4.2 - Les contraintes futures du marché des PLF

Les efforts soutenus de DDA en termes de marketing conduisent à un élargissement de la demande de produits laitiers frais. Une nouvelle configuration du marché se construit avec l'arrivée de nouvelles entreprises étrangères, l'émergence de petits producteurs locaux et la reconversion de certaines entreprises alimentaires.

L'enquête menée auprès des dépositaires et détaillants de quatre wilayas de l'Est algérien, a permis de montrer que les entreprises pouvaient être classées en trois catégories distinctes: Danone et Soummam comme leaders nationaux, Trèfle et Yoplait comme concurrents directs et Hodna et Palma Nova comme petits producteurs géographiquement localisés. L'enquête a aussi révélé que la concurrence entre les producteurs se faisait davantage en termes de délais de livraisons et de gamme de produits. La qualité du produit et de l'emballage semble être maîtrisée par les différents intervenants et ne constitue donc plus un facteur concurrentiel. La nouvelle configuration apparaît ainsi classique. On s'achemine vraisemblablement vers un oligopole à franges localisées [Rastoin 1994]. La concurrence se fera alors par une différenciation entre les quatre entreprises de tête et par les

coûts pour les petits producteurs. En ce qui concerne le *business* modèle (différenciation), les efforts d'innovation entrepris par les leaders nationaux (Trèfle et Soummam) leur assure une certaine avance sur les entreprises étrangères qui se limitent, pour l'instant, à réintroduire des produits déjà lancés (ou en phase de déclin) dans leurs pays respectifs.

Dans les années à venir, trois inconnues devraient être prises en compte dans l'élaboration des stratégies des entreprises de produits laitiers frais. D'abord, le ralentissement probable de la demande alimentaire à moyen terme. Le coefficient budgétaire des dépenses alimentaires qui était de 52% en 1990 [Rastoin et Tozanli, 1992], baisse à 45% dans les années 2000[15]. Même si elle demeure forte en termes absolus, la demande de produits alimentaires connaîtra des évolutions identiques à celles observées au nord de la méditerranée: ralentissement et baisse de la part relative de l'alimentaire dans les budgets des ménages.

Ensuite, l'essor inéluctable de la grande distribution constituera une contrainte supplémentaire pour les entreprises de PLF: un groupe algérien a annoncé un programme de construction de 10 hypermarchés et de 150 supermarchés sur une période de 15 ans et pour un coût total avoisinant un milliard de dollars[16]. Cette contrainte aval, encore absente en Algérie, n'est pas sans avoir des effets sur le mode et les coûts de distribution des PLF.

Enfin, l'installation d'autres firmes alimentaires multinationales pourrait avoir des effets importants sur la structure du marché. Ainsi, Nestlé qui s'est installé en Algérie dans les secteurs des eaux minérales et le lait en poudre avec un partenaire local, pourrait se reconverter dans les produits laitiers frais.

CONCLUSION

L'objet de cette recherche est l'étude des relations d'alliances entre FMN et PME dans les pays en voie de transition. Deux approches théoriques principales ont été mobilisées : l'analyse stratégique des alliances à la fois pour l'étude des motivations [Garette et Dussauge 1991] et des changements de la structure du marché [Kogut 1988] et la théorie de l'apprentissage organisationnel pour analyser les transferts de compétences entre les deux partenaires [Hamel 1991, Ingham 1994]. Les résultats obtenus confirment en partie les apports théoriques présentés dans notre cadre d'analyse.

1. Concernant les motivations des partenaires, la PME semble privilégier l'apport d'actifs immatériels (image de marque, savoir-faire, expertise en gestion et en marketing). Les apports en capitaux ne constituent pas une motivation essentielle pour l'alliance avec une FMN. Ceci est confirmé par la plupart des études sur les alliances stratégiques. Dans leur enquête sur les stratégies interentreprises en France, deux auteurs [Tahi et Belahcen 2000] avaient abouti à la même conclusion. Les apports tangibles viennent en seconde position dans le classement des besoins des PME, y compris l'apport en technologie. Dans le cas de l'accord DDA, la PME semble parfaitement maîtriser les process de production.

Son principal besoin était lié à la commercialisation du produit et à la maîtrise des techniques marketing.

2. Dans une optique stratégique, la motivation de la PME semble confirmer l'hypothèse de Kogut [1988], selon laquelle, l'alliance traduirait une stratégie défensive d'évitement d'un concurrent potentiel. Ramanatsoa [1993] soutenait qu'un tel comportement pouvait constituer une marque de compétition indirecte vis à vis de concurrents locaux qui auraient pu envisager l'alliance avec le même partenaire. Autrement dit, la PME algérienne se défend contre Danone s'il venait à s'installer seul en Algérie, mais se défend aussi de ses concurrents directs en les privant de Danone comme partenaire. Cependant, la manœuvre est symétrique pour Danone. L'accord lui permet à la fois de limiter la concurrence en s'alliant au leader [Veron 1998] mais aussi d'acquérir une part de marché existante qu'il aurait dû conquérir s'il venait à s'implanter seul.

3. Les résultats obtenus en termes de contrôle et d'autonomie vont dans le sens des hypothèses de la plupart des auteurs [Hamel, Doz, Prahalad 1989; Ohamé 1990]. Le contrôle du capital à 51% ne signifie en aucun cas un contrôle systématique de la gestion. La PME semble avoir pris des précautions dans ce sens en incluant dans les statuts de l'entreprise des clauses pour l'associer à la prise de décision dès que celle ci est importante (pour un investissement supérieur à l'équivalent de 1000 euros, le conseil d'administration vote à la majorité qualifiée des 4/5 des membres). Même la multinationale reconnaît le partage du pouvoir de gestion. Il semblerait ainsi que le contrôle «parental» [Selon Killing in Yan 1998] est partagé entre les deux «parents».

4. La question la plus délicate reste celle de l'apprentissage organisationnel: deux constats sont à faire. D'abord, la «course à l'apprentissage» peut parfaitement correspondre aux situations de transferts de compétences entre les deux partenaires. Toutefois, la FMN semble avoir pris des dispositions en vue de freiner l'apprentissage de son partenaire et accélérer le sien et cela par deux manœuvres stratégiques:

La première manœuvre est une spécialisation des tâches au profit des cadres détachés de Danone [Mowery, Oxley et Silverman 1996]; cela dans le but d'éloigner le partenaire local des domaines où les compétences de Danone peuvent être transférables: la Direction marketing est assurée par un cadre Danone et a été positionnée à Alger, hors de l'usine DDA; le Département R& D a été remanié et obéit directement aux directives du centre de recherche et de développement de Danone pour l'Afrique et le Moyen Orient implanté à Barcelone.

La deuxième manœuvre est la désignation de cadres détachés de Danone à la tête de toutes les directions stratégiques afin d'accélérer l'apprentissage du groupe des compétences locales de la PME. Hormis la Direction des ressources humaines et la Direction technique de l'usine, toutes les autres directions sont contrôlées par Danone. Cette manœuvre a un double objectif: Rapprocher les cadres des centres opérationnels de décision en vue de favoriser leur apprentissage et contrôler la circulation/diffusion de l'information de, et vers les autres cadres et

membres du personnel. Dans ce sens, l'accord peut aboutir à la «domination du partenaire qui apprend vite» [Hamel 1991] mais aussi à une dévalorisation de l'apport de la PME locale [Veron, 1998]. Celle-ci se retrouvera alors dans une position de divulgation d'informations supplémentaires afin de maintenir la dépendance du partenaire étranger [Hamel, Doz, Prahalad 1989]. D'un autre côté, la PME semble avoir bénéficié de l'expérience de Danone dans trois domaines: Les procédures «qualité» (afin de respecter la charte Danone), la négociation d'accords internationaux et la gestion des conflits dans un accord international [Ingham 1994]. En effet, les cadres de DDA (dont des cadres locaux) ont négocié avec succès en mars 2005 un accord de commercialisation avec un partenaire libyen (El Neghazii) pour l'exportation de produits Danone à partir de l'Algérie.

Même si elle ne permet pas de généraliser les résultats obtenus, notre étude de cas a montré que la PME locale pouvait garder une "certaine autonomie de décision" alors que le partage de capital lui était défavorable. Dès lors, le problème est peut-être autant pour les PME d'apprendre à danser avec les géants que pour les FMN d'apprendre à danser avec les nains.

Tableau 7 : Synthèse des questions, hypothèses et résultats obtenus

Questions de recherche		Hypothèses		Validation	Résultats
Q1	Motivations de la PME et apports des partenaires	H. 1 A/	Evitement d'un concurrent potentiel	Acceptée	Stratégie défensive de la PME (si Danone venait à s'implanter seul ou avec un autre partenaire)
		B/	Besoins immédiats d'apports en capitaux/ difficultés d'accès aux crédits	Rejetée	Absence de difficultés financières pour la PME - Motivations axées autour de l'image de marque de la FMN, transfert de savoir-faire (expertise en gestion, marketing). Apports de la PME: Connaissances du marché local: habitudes de consommations, fournisseurs, sous-traitants et distributeurs locaux
Q2	Déroulement des négociations et changements opérés	H. 2 A/	Maitrise de la FMN de la négociation et difficultés de la PME	Acceptée	Pour la PME, l'accord DDA était la première négociation internationale. Recours des deux partenaires à des experts externes: Bureau conseil Swicorp pour Danone et groupe d'experts pour Djurdjura Evaluation de la situation de Djurdjura par un commissaire aux apports désigné par un tribunal algérien Prudence dans la rédaction des statuts de DDA de la part de la PME
		B/	Domination de la FMN et contrôle en rapport avec la détention de capital	Rejetée	Contrôle partagé pour les décisions stratégiques et opérationnelles importantes DDA insérée dans les sociétés consolidées par mise en équivalence et non par intégration globale. Clauses sur la cession des actions
Q3	Résultats obtenus par la PME et effets de l'accord	H. 3 A/	Transfert d'actifs immatériels de la FMN vers la PME	Acceptée	Exploitation de l'image de marque Danone Transferts de savoir-faire en procédure et contrôle de la qualité Apprentissage de la PME freiné, celui de la FMN accéléré par le nouvel organigramme
		B/	Amélioration des résultats financiers suite aux investissements de capacité	Acceptée	Investissements importants durant les trois premières années concernant la production et les capacités de stockage Doublement du CA entre 2001 et 2004 Lancement de nouveaux produits Danone: Dan'up, Danao, Gervais, Fruix
		C/	Domination de Danone sur le marché des PLF	Rejetée	Nouvelle configuration: Nouveaux producteurs Reconversion d'autres producteurs Arrivée d'autres FMN dans les PLF Arrivée d'autres FMN (concurrents potentiels) dans les eaux minérales

Références bibliographiques

BAUDRY B., (1997). *L'économie des relations interentreprises*, Editions la découverte, collection «repères», Paris.

BLODGETT L. L., (1992). "Factors in the instability of international Joint Venture: An event history analysis", *Strategic management journal*, Vol. 13, n°6. P. 475-481.

BURGERS W.P., HILL C. L., CHAN KIM W., (1993). "A theory of global strategic alliances: The case of the global auto industry". *Strategic Management Journal*, Vol. 14, n°06. P. 419-432.

DAS S., SEN K.P., SENGUPTA S., (1998). "The impact of strategic alliances on firm valuation", *The Academy Of Management Journal*, Vol 41, N°01. Pages 27-41.

DELAPIERRE M., (1996). «Evolutions structurelles et stratégies face à la mondialisation», *Economie rurale*, n°231, janvier-février P.12.20.

FERMANDEZ G; NOEL A; (1993). «L'alliance stratégique: Une réponse des P.M.E. à la mondialisation», *Cahiers de recherche CETAI*, HEC, Montréal.

FERNANDEZ G., (1993). «Les alliances stratégiques», *Cahiers de recherche CETAI*, HEC, Avril Montréal.

GARETTE B., (1989). «Actifs spécifiques et coopération: Une analyse des stratégies d'alliances», *Revue d'économie industrielle*, n°50. P. 15-31.

GARETTE B; DUSSAUGE P; (1990). «Les alliances stratégiques: Analyse et mode d'emploi», *Revue française de gestion*, septembre-octobre. P. 04-18.

GARTETTE B., BLANC G., (1993). «Les alliances internationales : Logiques stratégiques et problèmes de management», *Annales des mines, Gérer et comprendre*, Mars. P. 24-36.

HAMEL G., DOZ Y., PRAHALAD C. K., (1989). «S'associer avec la concurrence : Comment en sortir gagnant ?» *Harvard l'expansion*, n°54, 1989. Pages 24-32. Texte original: "Collaborate with your competitors and win", *Harvard Business Review*, jan- feb

HAMEL G., (1991). "Competition for competence and inter-partner learning within international strategic alliances", *Strategic Management Journal*, Vol. 12. P. 83-102.

HARRIGAN K. R., (1988). «Joint ventures and competitive strategy», *Strategic Management Journal*, Vol. 09. P.141-158.

HENNART J. F., (1988). "A transaction costs theory of equity joint ventures", *Strategic Management Journal*, Vol. 09. Pages 361-374.

INGHAM M., (1994). «L'apprentissage organisationnel dans les organisations», *Revue française de gestion*, n°97, janvier-février. P. 105-121.

INKPEN AC., BEAMISH PW., (1997). "Knowledge bargaining, power and instability of international joint venture", *The academy of management review*, Vol. 22, n°1. P. 177-202

JOLLY D., (2001). *Alliances interentreprises : Entre concurrence et coopération*, Vuibert, Paris.

KOGUT B., (1988). «Joint ventures : Therorical and empirical perspectives », *Strategic Management Journal*, Vol. 09. P. 319-332.

KOZA P. M., LEWIN A. Y., (1998). "The co-evolution of strategic alliances", *Organization Science*, Vol. 09, n°03, Special issue. P. 255-264.

LARSSON R., BENGTSOON L., HENRIKSSON K., SPARKES J., (1998). "The interorganizational learning dilemma: Collective knowledge development in strategic alliances", *Organization Science*, Vol. 09, n°03, Special issue. P. 285-305.

LEVESQUE B., (2000). «Le partenariat : Une tendance lourde de la nouvelle gouvernance à l'ère de la mondialisation», *23^{ème} congrès CIRIEC*, Québec.

MEQCHI P.X., (2003). «Pourquoi et comment sortir d'une alliance?» *Revue Française de Gestion*, n°143. P. 159-179.

MESCHI P. X., (2004). «La cession d'une co-entreprise: Simple cession d'actifs ou cession spécifique ? Analyse des marchés boursiers européens», *Finance-Contrôle-Stratégie*, Vol. 07, n°01, Mars. P. 117-150.

MESCHI P.X., (2004). «Survie des co-entreprises d'internationalisation dans les pays émergents: Quels impacts du risque pays?» *XIII conférence de l'AIMS*, Le Havre, Juin.

MOWERY D. C., OXLEY J. E., SILVERMAN B. S., (1996). "Strategic alliances and interfirm knowledge transfer", *Strategic management Journal*, Vol. 17 Spécial issue. P. 77-91.

NALLAU G., (1993). «La joint-venture internationale : l'essor d'une forme complexe et instable de l'entreprise», *Annales des mines, Gérer et comprendre*, Mars. P. 04-16.

NOEL A, ZHANG J., (1993). "Alliances stratégiques : une bibliographie thématique», *Cahiers de recherche CETAI*, HEC, Montréal, juin.

OCDE, (2001). *P.M.E. et partenariats*, document de synthèse, OCDE.

OHAME K., (1990). «Pourquoi les alliances échouent-elles ?» *Harvard L'Expansion*, n°56. Pages 25-44.

PARK S. H., UNGSON G. R., (1997). The effect of national culture, organizational complementarity and economic motivation on joint venture dissolution", *The Academy Of Management Journal*, Vol. 40, n°2. Pages 279-307.

PEREZ R; PALPACUER F; TOZANLI S.; (2000) «Mutation du mode de gouvernance, dynamique de compétitivité et management stratégique des groupes: L'exemple du groupe Danone», *15^{èmes} journées nationales des IAE*, Bayonne, 6-8 septembre.

PEREZ R., (2004). «Le Cas DANONE et l'affaire LU-DANONE», Chapitre 2 in Perez R., Brabet J., *Management de la compétitivité et emploi*, Edition L'Harmattan, Paris. Pages 53-72.

RAMATSOA B., (1993). «Faut-il craindre les alliances au Japon ?» *Annales des mines, Gérer et comprendre*, Mars. Pages 59-71.

RASTOIN J. L; TOZANLI S., (1992). «Les multinationales et le système alimentaire mondial : Tendances stratégiques », *Economies et sociétés. Série développement agroalimentaire*, AG n°21, Juin. Pages 137-165.

RASTOIN J. L., GHERSI G, PEREZ R, TOZANLI S., (1998), Structures, performances et stratégies des groupes agroalimentaires multinationaux, AGRODATA1998, GRAAL Montpellier, CIHEAM-IAM- ENSA Montpellier Volume 1.

RASTOIN J. L., (1994). «L'industrie alimentaire mondiale: Vers un oligopole à franges», *Revue française d'Economie : Economie et politiques agricoles dans les pays en transition*, juin. Pages 113-126

TAHI S., BELAHCEN M., (2000). "Les stratégies interentreprises et le défi de la PME/PMI : Le cas français », *Actes du séminaire de recherche du groupe de recherche économique et sociale(GRECOS)*, Université de Perpignan.

VERON P., (1998). «Concurrents, confrères, partenaires et alliés de l'entreprise», extrait de Giget M., *La dynamique stratégique de l'entreprise*, DUNOD, Paris. Pages 157-175.

YAN A., (1998). "Structural stability and reconfiguration of international joint ventures", *Journal of international business studies*, Vol. 29, n°4. P. 773-795

Notes

[*] Agro Montpellier / UMR MOISA 2, Place Pierre Viala, Bât 26 - 34060 Montpellier Cedex 1 - Tél : 04 99 61 23 28 - Télécopie : 04 67 63 54 09 - cheriet@ensam.inra.fr

[1] D'autres auteurs ont relevé jusqu'à 35 typologies [Guillouzo et al, 1999].

[2] Résultats de l'enquête par questionnaire auprès des cadres dirigeants de DDA. Avril 2005.

[3] Les fonctions signalées en lignes continues sont assurées par des cadres du groupe Danone. Celles en pointillés sont occupées par les anciens cadres algériens de l'entreprise Djurdjura.

[4] En fait, elle ne l'est pas pour le groupe. Plusieurs autres cas font état de situations où Danone contrôle la majorité du capital et pas celle du conseil d'administration.

[5] Extrait des statuts de l'entreprise Danone Djurdjura Algérie, article 19 : Délibérations du conseil d'administration.

[6] Ces trois raisons sont les plus fréquemment citées sur une liste de 9 (dont les difficultés financières).

[7] Entretien avec l'ex DRH, 16.05.2005 (négociateur et conseiller du DG pour l'accord avec Danone).

[8] Entretien avec l'ex DRH de DDA, membre de la délégation de négociation, mai 2005.

[9] Entretien avec O. Klein : 17.05.2005, Directeur financier et comptable, cadre du groupe Danone.

[10] Extrait de l'entretien avec un responsable du département AQSA, mai 2005.

[11] Données de la direction d'usine DDA, 2004.

[12] Les mêmes évolutions ont été observées de manière plus prononcée dans le secteur des boissons non alcoolisées et sodas avec l'arrivée des deux géants Pepsi et Coca Cola.

[13] La demande augmente ainsi pour les produits Danone, suite à son effort marketing mais aussi pour les

produits des marques concurrentes.

[14] Interview de Claude Jolly, op cit.

[15] ONS, les dépenses des ménages en 2000 à travers les résultats provisoires de l'enquête consommation, données statistiques, 2002/10, n°352, P.1-12, ONS, Algérie.

[16] Il s'agit du groupe Blanky, d'après les déclarations de son PDG, Mr Cherfaoui, dans une interview publiée in El Watan Economie du 13-19 Juin 2005, Pages 8-9.

مقدم عبيرات
الطيب بن عون

الأساليب الجديدة في العمل من خلال التكنولوجيات الحديثة للإعلام والاتصال

ملخص

لقد أحدثت التكنولوجيات الحديثة للإعلام والاتصال نقلة نوعية في أساليب العمل وطرق التعاملات، سواء داخل المؤسسة أو خارجها. التوجهات الجديدة للإدارة الحديثة تسير في اتجاه التركيز على النشاط والمهنة الأساسية للمؤسسة؛ وتبني استراتيجيات تحث على إعادة التمرکز والتخلص من النشاطات القيمة المضافة المتدنية.

وعلى هذا الأساس كان لزاما على المؤسسات مساندة هذه الخيارات وإلا فإنّ إنتاجيتها ستخفّض وبالتالي قدرتها على المنافسة والبقاء يصبح محل تحد كبير.

يمكن أن تشكل الـ *NTIC* وتطبيقاتها مجالا خصبا لممارسة أنماط عمل تتجه في نفس اتجاه متطلبات التسيير الحديث : العمل عن بعد، العمل "المهاجر" *l'offshore*، العمل من خلال الشبكات سواء تلك الداخلية أو الموسعة مثل الاكسترا نيت لتشمل أصحاب المنفعة.

هذه التوجهات تخدم عدة حاجيات سواء تلك المتعلقة بالأفراد أو المؤسسة أو المحيط، كالتكّمين في العمل والاستقلالية في مقابل مسؤولية أكبر بالنسبة للأفراد؛ أو استراتيجيات إعادة التمرکز حول العمل الرئيسي بالنسبة للمؤسسات.

Résumé

... Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (*NTIC*) bouleversent tous les modes de travail et les transactions qu'ils soient à l'intérieur de l'entreprise ou à son environnement. Les nouvelles orientations du management moderne focalisent sur la centralisation de l'activité de l'entreprise sur son métier principal, et exigent d'elle l'adoption des stratégies qui incitent à se recentrer et d'écarter toutes les activités qui ont une plus value diminuée.

L'entreprise d'aujourd'hui est dans l'obligation d'aller vers cette voie ou si elle ne veut pas perdre sa capacité de conquérir des marchés.

Les *NTIC* et leurs applications constituent un domaine fertile pour exercer de nouveaux modes de travail qui vont vers la même orientation que le management moderne : Le travail à distance ou le télétravail; le travail offshore; le travail via les réseaux *L.A.N* l'intranet par exemple, les *W.A.N* ou les réseaux étendus comme l'extranet.

Les nouvelles orientations satisfont plusieurs besoins, ceux des travailleurs, comme de l'entreprise et son environnement: autonomie est accordée aux individus en contre partie d'une grande responsabilisation, et l'entreprise est recentrée sur son métier principal.

Mots clés :

Les technologies d'information et de la communication, réseaux, Télétravail, Offshore work, travail collaboratif

Abstract

The new information and communication technologies threw all work styles and transactions inside or outside the enterprise into confusion. The new orientations of modern management focus on the centralization of the enterprise's activities and on its main skill. Moreover, the adoption of strategies that inclines to the recentralization and the elimination of principal activities whose capital gain is reduced.

On the basis of the above principles, today's enterprise is obliged to head towards this way otherwise it will lose its capacity to compete in the markets.

The new information and communication technologies and their applications provide large opportunities in order to exercise new work styles heading to the same orientation as modern management. Distant work or teleworking, the offshore work, LAN works such as intranet or extended such as extranet.

The new orientations satisfy countless needs : those related to employees or others related to the enterprise and its surroundings. Thus, giving power or autonomy to individuals in return for great responsibility and a strategy of recentralization on the principal skill for the enterprise.

Key words :

Technologies - Information - Communication - Enterprise - Internet

Jel classification : D 85 L14

تمهيد

يعيش الاقتصاد اليوم تحولا جذريا في أساليب العمل والإنتاج، ولم يعد الإنتاج المادي وحده صورة هذا الاقتصاد؛ بل ظهرت صور الإنتاج المعرفي لتطغى بشكل واضح على كل القطاعات الاقتصادية. هذه الصور لم تقتصر على المخرجات التي يشكل فيها العنصر المعرفي واللامادي جزءا هاما من مدخلاتها؛ بل كذلك طرق وأساليب العمل والإدارة. الاقتصاد الجديد المبني على المعرفة يشكل اليوم تحديا حقيقيا يحتم على المؤسسات رفعه. وتشكل التكنولوجيات الحديثة للإعلام والاتصال «NTIC» إحدى صور هذا الاقتصاد إنتاجا وعملا؛ حيث تطورت جودة المنتجات والخدمات بشكل رهيب؛ وتطورت أساليب العمل وطرق التعاملات التي تنتج هذه السلع والخدمات سواء داخل المؤسسة أو خارجها. في السياق نفسه تسير التوجهات الجديدة للإدارة الحديثة في اتجاه التركيز على النشاط والمهنة الأساسية للمؤسسة؛ وتبني استراتيجيات تحت على إعادة التمركز والتخلص من النشاطات ذات القيمة المضافة المتدنية.

الإشكالية :

إذن ما هو شكل الإدارة الإلكترونية سواء في المؤسسات الربحية وغير الربحية؟ وما هي أشكال العمل الجديدة وطبيعته من خلال استخدام الـ NTIC ؟

فرضيات الدراسة :

1. الانتقال من الاقتصاد التقليدي إلى الاقتصاد الجديد يفرض تغيير الإدارة وطرق العمل بما يتناسب مع التطور الهائل في التكنولوجيات المستحدثة.
2. تكنولوجيات الإعلام والاتصال الجديدة لها أثر جيد على تغيير أسلوب الإدارة، من إدارة تقليدية إلى إدارة إلكترونية.
3. العمل الممارس في الإدارة الإلكترونية في مختلف أنواع المؤسسات يختلف عن الإدارة التقليدية.

4. يتميز العمل في إدارة الاقتصاد الجديد بتخليه عن الأطر الزمنية والمكانية في مقابل التركيز على إنجاز العمل.

أهداف وأسباب الدراسة :

أ- أهداف الدراسة :

1. تهدف هذه الدراسة النظرية أساسا إلى تسليط الضوء على الأساليب الجديدة للعمل باستخدام تكنولوجيات الإعلام والاتصال من جهة؛ وتوضيح الفرص التي تتيحها هذه الأخيرة إذا ما استخدمت بطريقة جيدة.

2. لفت الانتباه أنّ الأعمال أصبحت ذات طابع افتراضي، أي أنّ العمل والإدارة بدأت تخرج شيئا فشيئا عن الإطار المادي إلى الإطار غير المادي، وعليه يجب التنبيه إلى ضرورة التركيز على الاستثمار في هذا الجانب وعدم إغفال الاستثمار في الموارد البشرية المتاحة لأنها هي التي تدير هذه التكنولوجيات وتستفيد منها لرفع الإنتاجية وتحسين الأداء.

أسباب الدراسة :

1. قبل الخوض في دواعي وأسباب هذه الدراسة يجب التنويه بهذه المبادرة الجيدة للجامعة الجزائرية في محاولة منها للتقرب من المحيط الاقتصادي وإيجاد الفرص الجيدة له للخروج بحلول عملية تفيده في رفع إنتاجيته والتطلع للمنافسة الجادة.

2. السبب الرئيس، هو أننا نتطلع إلى مستقبل تتغير فيه الذهنيات الموجودة حاليا والتي تساورها الشكوك في قدرة التكنولوجيا والمعرفة والمورد البشري المؤهل في حل المشاكل الإدارية والاقتصادية الراهنة.

3. إنّ الموارد البشرية جزء هام من المنظومة الجديدة للإدارة الرقمية، من زاوية أنّ المؤهلات المطلوبة أصبحت أكثر دقة وتأهيل من ذي قبل، وعليه يجب الانتباه إلى ضرورة إدراك المؤسسات، سواء الخاصة أو العامة إلى إحداث تغييرات جذرية في نوعية الإطارات والمسيرين إذا أرادت المنافسة والبقاء.

للإجابة على الفرضيات والتساؤلات المطروحة حاولنا تقسيم هذه الدراسة إلى المحاور التالية:

1. ما هي ضرورات إدخال الـ NTIC على التنظيم والعمل ؟

2. ما هي الإدارة الإلكترونية ؟ في المؤسسات الربحية وغير الربحية.

3. ما هي أشكال العمل المتاحة بواسطة الـ NTIC ؟

4. بعض خصائص العمل في ظل تكنولوجيات الـ NTIC.

5. ضرورات إدخال تكنولوجيات الإعلام والاتصال على الأعمال.

1.1- ضرورة إقتصادية [1]

لقد أصبحت الضرورة ملحة أكثر من أي وقت مضى لمسايرة اقتصاد المعرفة أو الإقتصاد الجديد. ومنه فالمؤسسات الراغبة في البقاء عليها أن لا تتردد في اتخاذ قرار ادخال الـ *ntic* على أعمالها. هذه النظرة تتبناها المعطيات الواقعية للإقتصاد الجديد ومظاهره، يرى الكاتب Jean Brilman بأن بعض مظاهر هذا الإقتصاد الرقمي هي: [2]

- المحرك الرئيس لهذا الإقتصاد هو تكنولوجيات الإعلام والاتصال «TIC» خصوصا الانترنت، التي تطورت في الولايات المتحدة الأمريكية بشكل كبير، وما تبع ذلك من التطور في إعادة التفكير في الإقتصاد برمته؛

- طرق جديدة للاتصال، خصوصا البريد الالكتروني مما رفع من سرعة نقل التبادلات؛

- الدخول الفوري إلى حجم كبير من المعلومات في زمن قياسي، وقد ألغى هذا تكاليف التنقل، استشارة مختلف المراجع والوثائق واستهلاك وقت كبير؛

- الاستثمارات الضخمة في مجال تكنولوجيا الإعلام والاتصال، مما رفع إنتاجية قطاع التكنولوجيا الرقمية؛

- توسع كل أشكال الأعمال الإلكترونية «*e-business*» والتجارة الإلكترونية «*e-commerce*» والتموين الإلكتروني «*e-procurment*».

الإقتصاد الجديد أصبح مصدرا للنمو لأنه يولد نشاطات ومنتجات وخدمات جديدة، زيادة الاستثمارات، سرعة التبادلات، انخفاض التكاليف، وارتفاع ملحوظ في إنتاجية كل الأعوان الإقتصاديين. [3]

مع الزيادة الكبيرة للأصول غير المادية «*Actifs intangibles*» في المؤسسات والإقتصاد عن تلك الأصول المادية الملموسة، أصبح التمييز واضحا بين الإقتصاد التقليدي والإقتصاد الجديد المبني على المعرفة زمنيا؛ هذا من جهة، ومن جهة أخرى الانتشار الكبير لتكنولوجيات الإعلام والاتصال استعمالا وصناعة، وهذه بعض صور تطور الإقتصاد التقليدي نحو الإقتصاد جديد: [4]

- ارتفاع حصة رأس المال غير المادي؛

- توسع مستمر في صناعات المعرفة (المعلوماتية، البرمجيات، الاتصالات،...)

- صعود كبير للوظائف ذات الكفاءات العالية.

زيادة على ذلك نمو الصناعات الجديدة (الإعلام، التجارة الإلكترونية، البرمجيات،...); يدفع الإقتصاد الجديد إلى تبني نماذج تنظيمية بغرض استغلال جيد للإمكانيات الجديدة لتوزيع ونشر المعلومة. هذه النماذج التنظيمية التي تدفع الـ *NTIC* إلى ابتكارها هي نماذج شبكية، واقتصاد صناعي مؤسس على معارف شبكية. هذا التوجه في تبني الأعمال الشبكية حتمية الآن وليس اختيارا وتعرف بـ

«*Web-based Organizing*». [5]

إن الإقتصاد الجديد الذي ذكرنا جوانب من مظهره تشكل فيه ظاهرة الانترنت أهم معالمه ومميزاته والتغييرات التي أحدثتها الانترنت تغييرات عملاقة. الإحصائيات

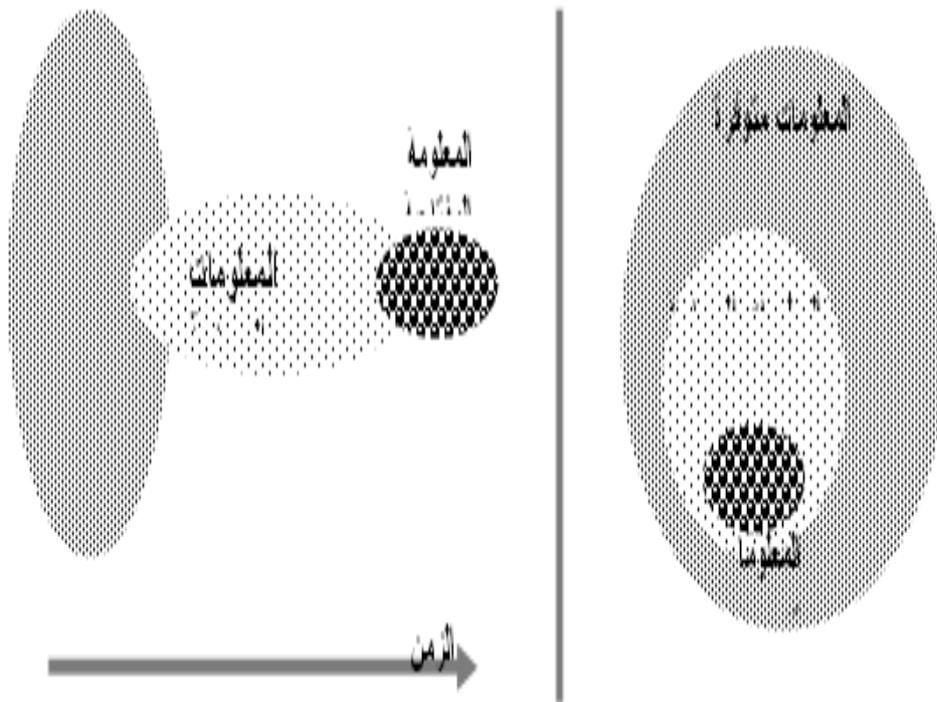
تشير أنّ رقم أعمال التجارة الالكترونية في ارتفاع أسي وكذلك عدد مستخدمي الشبكة العالمية، مما يعكس دور الانترنت في رسم معالم الاقتصاد الجديد. تذكر منظمة «forrester» أنّ رقم الأعمال المحقق بواسطة التجارة الالكترونية بين المؤسسات B2B، سيبلغ سنة 2006، 7000 مليار\$؛ ولم يكن قد تجاوز 150 مليار\$، سنة 1999. أما تجارة B2C، [7] فقد قفزت من 160 مليار\$ سنة 2002 إلى 450 مليار\$ سنة 2004؛ وارتفع مستخدمي شبكة الانترنت «Internauts» من 320 مليون سنة 1999؛ إلى حدود 500 مليون مستخدم

سنة 2002. [8]

2.1- نفوذ المعلومة وسرعة التبادلات

أصبح من الواضح، أنّ المعلومة تكتسي أهمية قصوى في اتخاذ المواقف المناسبة؛ حتى بدأنا نتكلم عن نفوذ المعلومة أو سلطة المعلومة. من يمتلك المعلومة الملائمة هو من يصنع القرار المناسب الذي يخدم مصالحه. ستسمح الانترنت غدا بدوران وتداول 90% من المعلومات. [9]

الشكل رقم 1 : الفرق بين قوة المعلومة بين عصر الاقتصاد التقليدي والاقتصاد الجديد



1. الحصول على المعلومة الملائمة في الاقتصاد التقليدي 2. الحصول على المعلومة الملائمة في الاقتصاد الجديد

Source : Patrick Storaye, Patrick Bouvard, le knowledge management, ed ems, colombelles, France, 2002. p. 30.

اليوم على عكس ما كان سائدا لعقود طويلة تطبعها ندرة المعلومة وصعوبة اتخاذ القرار؛ المعلومات متوفرة بكم هائل والمشكل يكمن في حمايتها والقدرة على استغلالها.

[10]

1.3- الضرورة الإستراتيجية

تبحث المؤسسات اليوم عن الفعالية في الأداء؛ وترتبط الفعالية بشكل رئيسي بالتخلي عن الاستراتيجيات التي تشتت موارد وجهود المؤسسة، بشكل عام استراتيجيات التنوع، ويرجع ذلك لمحيط الأعمال المتسم بشدة التنافس والانفتاح. هذه العوامل تدفع المؤسسات إلى الرجوع إلى إستراتيجية إعادة التمرکز «*recentrage*» والتي تقضي بأن تركز المؤسسة على نشاطها ومهنتها الرئيسية والتخلي بشكل جزئي أو كلي عن كل النشاطات ذات المردودية الضعيفة. وهذا يدفع بإلحاح على امتلاك وسائل وتقنيات الـ *ntic* للتحكم أكثر في المعاملات الداخلية والخارجية.

هذا التوجه قد يعني معظم المؤسسات؛ لكن المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، ولمحدودية مواردها وإمكانياتها وصغر حجمها، تتبنى أسلوب التقارب العلاقتي «*La proximité relationnelle*» ضمن إستراتيجية التميز. [11] يبرر هذه الإستراتيجية حاجة الـ «*PME*» إلى المرونة والتفاعلية.

إذا راجعنا *alain Thietart* في هذا الشأن، التميّز يعني البحث عن تخصص عال جدا ودقيق في منتج ما أو خدمة أو سوق ما. الامتياز التنافسي الذي تختص به الـ *PME* يتمثل في قدرتها على التحكم في عمليات إنتاج ذات كفاءة عالية وذات درجة عالية من التخصص في تحقيق رغبات الزبائن بفضل أسلوب التقارب العلاقتي، الذي تحاول فيه المؤسسة الصغيرة والمتوسطة أن تلبي فيه رغبة زبائنهم، بتوفير منتج أو خدمة تناسبه شخصيا أي التخصيص العالي «*Personnalisation*». لكن هذه

القدرات تحتاج إلى تبادل حُرّ لمعلومات كثيرة ودقيقة، على هذا تلعب الـ *ntic* دوراً كبيراً في تسهيل هذا التبادل. واليوم الكثير من مسؤولي الـ *PME* يشيدون بهذا النوع من الاتصال مع زبائنهم لما توفره من سرعة استجابة وتبادل ملفات إلكترونية مرفقة.

[12]

في نفس السياق تلجأ الكثير من المؤسسات الصغيرة والمتوسطة إلى المشروع الافتراضي «*projet virtuel*» كتجسيد لواقع التحالفات الإستراتيجية اليوم. لقد أتاحت الـ *ntic* أكثر من أي وقت مضى فرص أخرى لإنجاح هذه المشاريع وأصبح التبادل الإلكتروني للمعطيات «*EDI*» ميسراً من خلال الأنترنت والانترنت والاكسترنيت. لقد أصبحت الإدارة الإستراتيجية اليوم، إدارة رقمية إستراتيجية. [13]

4.1- الضرورة التنظيمية

إذا كانت ضرورة إدخال الـ *ntic* ضرورة اقتصادية فرضتها تحولات الاقتصاد الجديد؛ فإنّ التوجهات الحديثة في التنظيم تصب في نفس الاتجاه.

حسب (Alii و Vidal (1997 معالم هذه التوجهات هي: [14]

- التنظيم الشبكي؛

- التقليل من المستويات التنظيمية؛

- تطور تبادل المعلومات في نفس المستويات الوظيفية «*Transversalité*»؛

أما (Pichault (2000، فالأشكال الجديدة للتنظيم عنده تنقسم إلى: [15]

- أشكال جديدة للعمل مثل العمل عن بعد في شبكات؛

- أشكال جديدة للتنظيم مثل *CSP* مراكز الخدمات الموزعة، المؤسسة الموسعة «*Entreprise étendue*»؛ أي الانفتاح على شركاء المؤسسة أو أصحاب المصلحة. يمكن أن يستعان على هذا التوجه بالاكسترنيت.

زيادة إلى ما ذكر، هناك توجهات جديدة في التنظيم، مثل المؤسسات الموجهة بالعمليات وهي تتبنى تنظيم أفقي؛ وكذلك المؤسسات التي تعتمد في تسييرها على الإدارة بالمشاريع.

إنّ الأشكال الجديدة في بحثها عن المرونة التنظيمية، واستباق أيّ تفاعلات غير محسوبة من المحيط الخارجي، هي بحاجة ماسة إلى تكنولوجيات الـ *ntic* لتحقيق هذه الأهداف.

الجدول رقم 1 يوضح أكثر الأشكال التنظيمية وطبيعتها ومظهرها، والتكنولوجيات المناسبة لها أو ما يمكن أن توفره هذه الأخيرة لتغطية متطلبات تنظيمية بالموصفات المذكورة:

عناصر الأشكال الجديدة للتنظيم	مناحات تكنولوجيايات الاعلام والاتصال NTIC
◀ داخل التنظيم:	◀ المراقبة الإلكترونية .
1. المراقبة العمودية (هياكل أكثر تمسطحاً) .	◀ التدفق الإلكتروني .
2. التنسيق الأفقي .	◀ العمل عن بعد .
3. ثقافة اتصال .	◀ التسيير الإلكتروني لتدفقات المنتجات .
4. تنظيمات لامركزية عالمية (مساواة ،	◀ تقادم المعارف .
الالتزامن) .	◀ مجتمع اقتراضي بفضل الشبكات .
	◀ البريد الإلكتروني .
	◀ نقل المعطيات عن بعد .
	◀ قواعد معطيات تحاورية .
	◀ المترجم الآلي .
◀ خارج التنظيم:	◀ التبادل الإلكتروني للمعطيات (EDI) .
5. تزاوج بين المؤسسات .	◀ تبادل للمعلومات بين الشركاء .
6. التحالفات الإستراتيجية .	◀ تبادل للمعلومات ، قواعد المعطيات .
7. المؤسسات القطاعية .	

Source : Yves-Frédéric Livian, organisation théories et pratiques, ed dunod, 3eme édition, Paris, 2005, p. 220.

2- ما هي الإدارة الإلكترونية في المؤسسات الربحية وغير الربحية ؟

1.2- الإدارة الإلكترونية أو الرقمية

تعرف الإدارة الرقمية «*Digital management*» أو الإدارة الإلكترونية على أنها نتاج اقتصاد المعرفة أو الاقتصاد الجديد. يلخص Bill gates مايكروسوفت أهم معالم هذه الإدارة في : [نتعامل مع الومضات الرقمية والفضاءات الافتراضية لإدارة شؤون شركتنا دون أن يكون لكثير منا مكان ملموس نجلس بين جدرانها. فإدارتنا الرقمية تعتمد على التزامنا بالتكنولوجيا والمعرفة، وولاء العاملين لدينا مكرّس لاقتصاد المعرفة الذي مكننا من تحقيق أكبر الانجازات التي نتفاخر بها]. [16]

الإدارة الإلكترونية هي أسلوب الإبداع والابتكار في تسيير المؤسسات اليوم؛ فالفلسفة الجديدة التي تترعرع فيها هي انتقاء الإحساس بالمكان والزمان.

الواقع أنّ الأعمال الإلكترونية [17] برمتها تستدعي الإدارة الإلكترونية لتتولى تسيير مهامها، وصولاً إلى الأهداف المنشودة. إنّ نماذج الإدارة التقليدية، لم تعد تلبي هذه الحاجيات المتنامية للمؤسسات والعمل؛ والتي تتمثل في تواجد العاملين بأعمالهم وتقنياتهم وليس بأجسادهم؛ ويقومون بتسيير مؤسساتهم ونشاطاتها من خلال الإدارة الرقمية. [18] في هذا السياق من المفيد أن نحاول معرفة طبيعة وفلسفة الإدارة الرقمية في المؤسسات الربحية والمؤسسات غير الربحية؛ ومن خلال معرفة طبيعتها نتعرف على طبيعة العمل الذي ينبثق عن هذا الأسلوب من الإدارة.

2.2- الإدارة الإلكترونية في المؤسسات الربحية

إنّ فلسفة الإدارة الإلكترونية غير مبنية على ما أتاحتها الـ *NTIC* فقط؛ بل تعتبر هذه الأخيرة أهمّ وسائلها لتحقيق أهدافها. هناك مضامين ومدخلات أخرى تصنع الفارق

بينها وبين الإدارات التقليدية؛ وفيما يلي بعض الخطوط العريضة لهذه الفلسفة: [19]

- لا يغني التفوق في اقتناء واستخدام التكنولوجيات بتاتا، عن تبني إستراتيجية واضحة الأهداف؛

- تقنيات الانترنت لا تعني كل تكنولوجيا الـ NTIC؛ بل منظومة الـ NTIC ككل لأنها هي التي تسمح بالمرونة العالية لدعم النشاطات وتعزيز سلسلة القيمة؛

- التخصص في رعاية رغبات الزبائن؛

- إمتلاك الإستراتيجية هو مسألة نظام وانضباط.

في الحقيقة الإدارة الإلكترونية لا تسعى إلى تحقيق نتائج كبيرة وأنية، لأنّ هذا يتنافى مع ضرورة رسم إستراتيجية واضحة كما ذكرنا. يذكر michael porter : (أهم أسس الأعمال والإستراتيجية بشكل عام هي تركيبة النشاط التي تحدد الربحية للمنافس؛ والميزة التنافسية المستدامة التي تسمح للشركة بالأداء المتفوق). هذان العاملان أساسيان لكل نموذج أعمال سواء كان تقليديا أو إلكترونيا. [20]

وهناك أمثلة كثيرة لشركات نجحت في استخدام الانترنت كوسيلة عمل في عالم الاقتصاد المبني على المعرفة. تعتبر شركة Amazon.com المتخصصة في بيع الكتب عبر الانترنت، مثال جيد لتطبيقات وأسلوب عمل الإدارة الإلكترونية.

3.2- الإدارة الإلكترونية في المؤسسات غير الربحية

لا تقتصر الإدارة الإلكترونية تطبيقا، على المؤسسات الربحية؛ بل أصبحت من أدوات المؤسسات غير الربحية، مثل الإدارات العمومية والمنظمات الإنسانية. تستخدم هذه الأخيرة شبكات الانترنت والانترانيت والاكستراانيت. أغلب المنظمات الإنسانية التابعة للأمم المتحدة تستخدم الـ NTIC لتقديم خدماتها؛ في مقابل أقل تكاليف وفعالية عالية. من بين الأمثلة المشاريع الافتراضية لبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي الذي قفز من 9 مشاريع سنة 1990 إلى 320 مشروعا عام 2003 بفضل الاستخدام الأمثل للـ NTIC.

على صعيد آخر، تسعى دول كثيرة في العالم إلى تحقيق مشروع الحكومة الإلكترونية، وذلك لتقديم خدمات ذات جودة وبسرعة فائقة لمواطنيها. ومع ازدياد وعي الأفراد بقوة الـ NTIC في انجاز أعمالهم، لم يعد هناك مبرر لأي حكومة أن تبقى تعمل بطرق بيروقراطية متخلفة تستهلك الوقت والورق والصحة. [21] وتسد الأبواب في وجوه الكفاءات المتعلمة لتسيير شؤون المواطنين.

دول كثيرة في العالم تعتمد الحكومة الإلكترونية وترفع شعار "المواطن زبون الحكومة" مثل حكومة دبي أو حكومة قطر التي استطاعت بنجاح كبير تسيير جوانب عديدة من ألعاب الدوحة الآسيوية 15 إلكترونيا.

استطاعت النظم الرقمية في الولايات المتحدة الأمريكية تخفيض الإنفاق الحكومي المعتمد على استخدام الورق من 30% إلى 10% في مجالات برامج الرعاية الاجتماعية والإسكان الاجتماعي. [22]

واستطاعت استراليا بفضل تطبيق برامج الكترونية في مجال التوظيف الحكومي، من تطبيق عدالة وسرعة فائقتين في التوظيف في كامل ولاياتها؛ رغم كبر مساحتها بفضل استخدام شبكة الانترنت وتكنولوجيا الـ *NTIC* داخل إداراتها ولاياتها. [23]

أتاحت الحكومات الإلكترونية خدمات جديدة لأطراف عديدة، حكومية ومؤسسات وأفراد، ودخلت مصطلحات جديدة حيز التداول مثل *G2G*، *G2C*، *G2B* [24] إلى واقع العمل الإداري الحكومي بصفة واسعة في العديد من الدول. لقد تغير العمل من الطرق التقليدية البيروقراطية إلى طرق جديدة مبنية على الشفافية والوضوح والسرعة. في الجدول التالي بعض الدول ومدى نضج مشروع الحكومة الإلكترونية بها لسنة 2003.

الجدول 2 : مدى نضج مشروع الحكومة الإلكترونية في بعض الدول

الرتبة	الدولة	نسبة التقدم	الرتبة	الدولة	نسبة التقدم
1	كندا	71.34	9	بلجيكا	49.68
2	سنغافورة	61.16	10	ألمانيا	48.53
3	USA	61.14	11	إيرلندا	47.73
4	الدانمارك	57.09	12	فرنسا	47.40
5	استراليا	54.80	13	هولندا	42.88
6	فنلندا	53.10	14	سبانيا	41.50
7	هونغ-كونغ	52.71	15	اليابان	40.96
8	المملكة المتحدة	51.26			

Source : Francis Jubert, Elizabeth Montfort, Robert Stakowski, éd-administration, ed Dunod, Paris, 2005, p. 24.

في كندا مثلا، 7 أفراد من كل 10 يستخدمون الانترنت لقضاء مصالحهم الإدارية مع الحكومة.

3- أشكال العمل المتاحة بواسطة الـ *NTIC* في ظل هذه الإدارة الإلكترونية

أهم معالم هذا العمل هي استخدام الـ *NTIC* كمنظومة متكاملة لإنجاز المهام، واستخدام تقنياتها كوسيلة اتصال لتعزيز الترابطية؛ والانتقال من العمل الفردي إلى العمل الجماعي؛ وظهور الأداء الجماعي على حساب الأداء الفردي. إضافة أيضا إلى أنّ ضرورات العمل نفسها تستوجب اتصالا فعالا ووسائل متفوقة في التواصل لا تتيحها سوى تقنيات الـ *NTIC*.

1.3- العمل عن بعد أو *Télétravail*

قبل عشرينيتين تقريبا، كان العمل عن بعد عملا يروج له من خلال وسائل الإعلام على أنه الحل لكل مشاكل تهيئة الإقليم، مكافحة البطالة، التعليم عن بعد ومحو الأمية. أما الآن فهو يعكس شكلا جديدا من أشكال التنظيم تقتضيها ضرورة الإدارة الرقمية

المنبثقة من الاقتصاد الجديد المبني على المعرفة.
وللعمل عن بعد عدة أشكال هي: [25]

العمل الجزئي عن بعد:

وأمثلة هذا العمل الممثلين التجاريين الذين يصحبون معهم حواسيبهم المحمولة، وهواتفهم النقالة، في هذه الحالة يصبح الاتصال في أعلى درجاته؛ فيشجع هذا الوضع على تنامي الاستقلالية لدى الفرد ويمكنه اتخاذ قرارات مناسبة من خلال موقعه دون الرجوع إلى المقر.

العمل الإلكتروني الفردي من البيت :

ويعني مجموعة من العمال (أجراء أو غير أجراء) ليس لديهم مقر معين؛ يمارسون نشاطا مثل الجرد أو أمانة السر في الوقت القانوني أو الجزئي. إلا أنّ هذا العمل يحتاج إلى بعض الترتيبات التنظيمية :

- التجهيزات محدودة (جهاز كومبيوتر، هاتف نقال)؛

- يقوم العامل بنفسه بتسيير وتيرة عمله (ميزة أساسية)؛

- يجب أن تكون الأهداف، الأجال والمعايير المطلوبة واضحة؛

- نظام رقابة النتائج يجب أن ينجز وفق اتفاق مشترك، والبرمجيات يمكنها القيام بذلك؛

- عدم انقطاع العامل عن الاجتماعات والتكوين؛

من خلال الترتيبات المذكورة، يمكن أن نستنتج أنّ العمل غير محصور بفضاء مكاني أو فضاء زمني معين، ولكن اندماج جزئي، استقلالية العامل في وتيرة عمله وتنظيم منصب عمله؛ مع رقابة غير مباشرة.

العمل الإلكتروني «Off shore work»: يتم في هذا النوع، تجميع عدد لا بأس به من العمال يقومون بعمليات متكررة ونمطية، وينجزون هذه المهام باستخدام الانترنت، وكمثال على ذلك هناك عدد من الصحف والمجلات الفرنسية تقوم بتوظيف عمال مغاربة في عملية تحرير المقالات (الجرد). المغاربة في المغرب والصحف في فرنسا، لكن الوسيلة المستخدمة هي الانترنت في توصيل هذه الملفات الإلكترونية. الهدف هو اقتصاد بعض التكلفة المرتفعة للعمال الفرنسيين. وصف بعض الكُتاب هذا الأسلوب في العمل على أنه هجرة غير مادية أي أنّ العامل يهاجر بمجهوده لا بجسده أو كما يصطلح على تسميتها بـ "الهجرة المقنعة" ويعرف العمل بمصطلح «Off shore work». [26] وكمثال آخر، تقوم الشركة الأمريكية New York Life للتأمينات المرضية ببعث عقود التأمين بغرض تحرير البيانات عليها من طرف عاملات من أيرلندا. يقمن العاملات بمعالجة وتحرير أوراق التأمين مستغلات مراكز بيانات الشركة الموضوعية تحت تصرفهنّ؛ تقتصد الشركة وراء ذلك 25% من أجور العمال والمصاريف العامة. كما أنّ معدل ترك الخدمة «Turnover» [27] منخفض مقارنة بالعمال الأمريكيين؛ في مقابل هذا، وجد أنّ 52% من العاملات الأيرلنديات كنّ يفكرنّ في الهجرة الفعلية للولايات المتحدة الأمريكية لو لم تتح لهنّ هذه الفرصة.

هذا العمل كان غير ممكن بشكله الحالي، لو لم تتوافر شبكات اتصال قوية مثل شبكة الانترنت والانترانيت. هذه الأوجه الحسنة للعمل المهاجر، في الدول التي تعرف قاعدة موارد بشرية عريضة ومؤهلة؛ لكن في الغرب عولمة العمل عن طريق الشبكات أصبحت تشكل هاجسا لدى الحكومات ونقابات العمل لأنه يرفع من معدلات البطالة الفعلية. [28]

2.3- دوافع العمل عن بعد والعوامل المساعدة على تطوره [29]

1. تشجع الـ NTIC على المنافسة بين العمال الأجراء والعمال غير الأجراء :

مع نهاية سنة 1989، ظهرت أنواع جديدة من المؤسسات الخدمية (تشتغل في القطاع الخدمي الذي يعرف نموا سريعا ويجذب إليه عمالة أكبر مقارنة مع قطاعي الزراعة والصناعة)؛ هذه المؤسسات بالرغم من صغر حجمها إلا أنها استطاعت أن تنافس كل الوظائف التقليدية الموجودة في التنظيمات التقليدية، وأصبح هؤلاء العمال غير الأجراء يقومون بنفس الأعمال مقابل أجور أقل؛ زيادة على فارق التكلفة الثابتة للعمل والمصاريف العامة (العامل الذي ينتهج أسلوب العمل عن بعد يتقاضى أجره 180 FF سا في مقابل 235 FF سا للعامل المرتبط بالمؤسسة في عمل الجرد مثلا). الزيادة ناتجة عن ارتفاع التكاليف الثابتة للعمل. إضافة إلى ذلك هناك فرق في الإنتاجية ترجع إلى الاقتصاد في مصاريف التكوين وبعض التعويضات والرسوم. [30]

2. الحركية الضعيفة للأفراد مقابل حركية قوية للنشاطات :

(أظهرت دراسات قام بها الـ OCDE أنّ حركية رؤوس الأموال أقوى من حركية العمل، وأنّ الـ NTIC هي العامل الذي يقوم بتعويض الفارق). وإذا كانت الخدمات ونشاطات المؤسسة تستدعي حركية دائمة للموارد ومنها حركية الأفراد، فالواقع الاجتماعي في كثير من المجتمعات لا يشجع على ذلك؛ فالاستقرار بسبب الدراسة أو الروابط الأسرية يحدّ من تنقل وحركية هذه الموارد، لذا فالعمل عن بعد يكون بديلا عن ذلك خصوصا إذا كانت الموارد بشرية ذات مؤهلات عالية. إنّ الفارق بين حركية العمل وحركية النشاطات والخدمات التي تتطلبها الأعمال بصفة عامة؛ جعلت من الـ NTIC تعكس المسار، فالعمل هو الذي يذهب إلى العامل وليس العكس. كما أظهرت دراسات أخرى في الإتحاد الأوروبي تحديدا أنّ العمل ينتقل إلى الدول التي تتمتع بميزة الأجر المنخفض مثل أيرلندا والبرتغال مقارنة بالدول ذات الأجور المرتفعة مثل ألمانيا وفرنسا.

3. مرونة وقت العمل :

يعبر عنها أيضا بالحضور عن بعد؛ يختلف نشاط المدراء والمسيرين عن بقية العمّال من حيث وقت العمل، حيث يتطلب عمل وجهد المسير الغياب عن مكتبه والتحرك، وأكثر من ذلك أخذ أوقات متقطعة من الراحة لمواجهة ضغوط العمل المتزايدة. ولتحقيق ذلك تلجأ المؤسسات الكبيرة إلى تخفيض تكاليف العمل بإعطاء مسؤوليها حرية أكبر في الوقت والحضور لمقر العمل. والهدف هو إنجاز العمل والمهام المطلوبة وليس الحضور المقيّد بمواعيد الدخول والخروج.

في نفس السياق تساعد مرونة وقت العمل على أن يتولى نفس الإطار مهام في مؤسسات أخرى ووظائف غير المؤسسة الأم المرتبط بها؛ وقد يجعل من أجره هذا الإطار تكلفة متقاسمة بين عدة مؤسسات. تطبيق أسلوب الحضور الفعال بالعمل وليس

بالوقت منتشر بقوة في قطاع التكوين والتعليم. تقدم المحاضرات اليوم من طرف الخبراء دون تنقل؛ ودون أن يترك العمال مقار عملهم. [31]

2.3- العمل الجماعي التعاوني *Le travail collaboratif*

من بين الأشكال الأخرى للعمل التي أسهمت الـ *NTIC* في انتشارها هي العمل الجماعي التعاوني المستند إلى تكنولوجيا الشبكات، بفضل هذه الأخيرة أصبح الأفراد اليوم يعملون مع بعضهم سواء في مكان وزمن واحد أو في أوقات وأمكنة مختلفة. يدعى هذا العمل الجماعي «*Groupware*» أو «*Collecticiel*».

تعرف جمعية علوم المعلوماتية الـ *Groupware* على أنه : "مجموعة التقنيات والعتاد الذي يساهم في تحقيق هدف مشترك لعدة متعاملين متفرقين أو مجموعين في الوقت والمكان، بمساعدة كل التجهيزات التفاعلية" إعلام آلي، اتصالات، طرق تسيير المجموعة ". [32]

ويعرفه قاموس *Newton* على أنه : (برنامج معلوماتية يسمح لمجموعة مستعملين من التعاون في مشروع مشترك من دون الضرورة إلى التواجد مع بعضهم البعض). [33]

عرف هذا المفهوم أول مرة عام 1978 من طرف *Peter* و *Trudy Johnson* باحثان في معهد نيوجيرزي للتكنولوجيا، وقد عرفاه على أنه : (مجموعة مكثفة من العمليات والإجراءات لهدف انجاز غايات محددة، إضافة إلى برامج مصممة لتسهيل عمل فريق ما). [34] يركز هذا الأسلوب في العمل اليوم أساسا على كثافة الاتصال والاعتماد على هندسة نظام المعلومات الذي هو في الأساس شبكة معلوماتية في الغالب ما تكون الانترانيت. وكما نرى الجديد ليس العمل الجماعي لأن ظهوره قديما نسبيا؛ ولكن العمل الجماعي المعتمد على الـ *NTIC*. مما يتيح العمل جماعيا عن قرب أو بعد تزامنيا أو لاتزامنيا.

مميزات العمل الجماعي التعاوني هي :

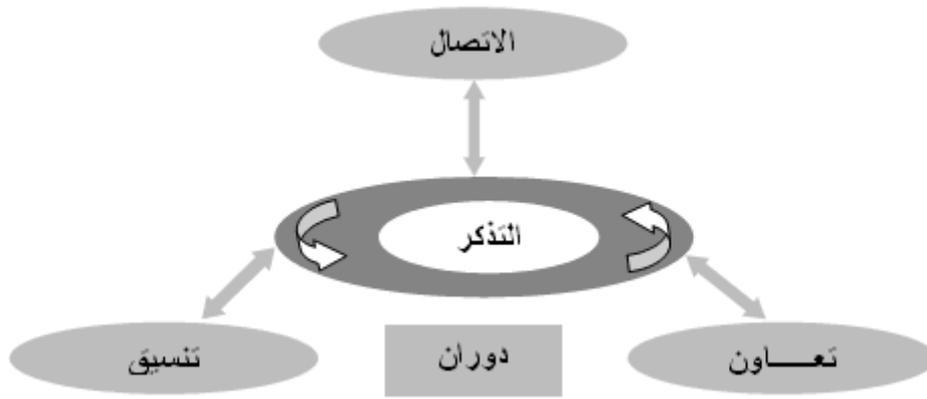
- يشكل وسيلة اتصال ممتازة؛

- يسهل تقاسم المعلومات والبيانات؛

- يسمح لعدة أفراد بالعمل معا على نفس الملف مع تحديث دائم.

مثال هذا العمل الجماعي المشترك ما قامت به شركة *Sollac* إحدى شركات التعدين في فرنسا: العمل الجماعي التعاوني والبريد الإلكتروني يجمع 13 موقعا للشركة [أكثر من 10 آلاف عتبة *e-mail* و 17 ألف عامل] الأسلوب يسمح بتطوير عمل الأفراد جماعيا رغم وجودهم في مجموعات متفرقة بفضل النظام للامركزي.

وللعمل التعاوني أسس يشتغل عليها، يوضحها أكثر هذا الشكل :



Source : Ibid, p. 278.

هناك أنواع للعمل الجماعي التعاوني تختلف باختلاف الزمن والمكان، المصفوفة التالية تبين وجود أربعة أنواع من العمل الجماعي التعاوني :

الجدول رقم 3 : Groupware و الـNTIC

نفس المكان، نفس الزمن اجتماع تقليدي	نفس المكان، الزمن مختلف تعاون مع تحاورات مختلفة
المساعدة على الاجتماعات بواسطة الـ <i>Groupware</i> وقاعات اتخاذ القرار.	ومبيلة عمل تعاونية - رسائل إلكترونية. - محاضرات. - <i>Groupware</i> من نوع تعاوني.
أماكن مختلفة، نفس الزمن اجتماعات عن بعد	أماكن مختلفة، أزمنة مختلفة تحاورات عن بعد مختلفة
ومسائل أخصــــــــــــــــال - محاضرات بالهاتف - محاضرات سمعية - محاضرات سمعية - نقل فيديو	ومسائل عمل تعاونية تعمل على شبكات موزعة - محاضرات بالهاتف - محاضرات سمعية - محاضرات سمعية - نقل فيديو

Source : Yves Frédéric LIVIAN, op. cit., p. 224.

يمكن الحديث عن العمل التعاوني *Groupware* على أنه شكل جديد من استخدامات التكنولوجيا في تسهيل الكثير من المهام، وفي المقابل لا تخلو من العيوب، وهذه بعض مميزاته :

- الاستقلالية.
- تعديل النظم الفردية المشبعة بالقيم الاجتماعية وفق قيود تكنولوجية.
- رفع فعالية الأفراد بالتعاون والتفاعل؛ وتركيزه على انجاز المهام.
- تقاسم الخبرات والمعارف.

- تغيير مستويات التعلم.

- دمج أكبر للوظائف والمصالح.

- تنسيق وتدفق أكبر للمعلومات البيئية.

- تعزيز روح الانتماء عند الأفراد.

وبعض مساوئ وحدود الـ *Groupware* :

- قد يكون مصدرا لظهور مجموعات ضاغطة.

- تغيير موقع العمل والمهام في نفس المؤسسة (تحمل بعض الأفراد أعباء إضافية للعمل).

- حجم المعلومات الفائض يحدث ارتباكاً في فعالية العمل. (تصنيف، تخزين، تذكر واسترجاع المعلومات المطلوبة عملية مكلفة).

- لا يجب أن يتناقض العمل التعاوني مع الكثير من الجوانب الإنسانية للعامل (أحاسيسه، رغبته في التعاون، احتكاكه بزملائه،...).

- محدودية الاتصال المباشر وتفكك الروابط الإنسانية للتنظيم (الأبعاد الاجتماعية، الثقافية والنفسية في العلاقات التنظيمية داخل المؤسسة لا يمكن لأي تكنولوجيا مهما بلغت شدة محاكاتها للفعل الإنساني من تعويضها وعلى المسيرين أخذ هذه الاحتياطات (مأخذ الحكمة). هذه الجوانب الإنسانية لا تشبع إلا بالاتصال المباشر. [35]

- لا يجب أن يكون العمل التعاوني مبنياً على عدم وعي العمال بكيفية استخدامه، التكوين في هذا المجال أكثر من ضروري لرفع الإنتاجية وزيادة فعالية الوسائل والجهد.

4- بعض خصائص العمل في ظل تكنولوجيا الـ NTIC

هذا العنصر يعتبر ملخص معظم أنماط وطبيعة العمل التي استطاعت الـ NTIC أن تسهل قيامها وتطورها، فضلا على واقع الأعمال الإلكترونية أو الرقمية التي دفعت بالعمل إلى هذه الممارسات. تظهر جملة هذه التغييرات في العمل إجمالاً في: [36]

- الموقع لم يعد له أهمية (الأهمية لتبادل المعلومات)؛

- العمل في غالبه عمل بالإشارات (ومضات إلكترونية) *Signes*؛

- النشاط أو العمل لا يتم بالورق؛

- التعاون لا يستلزم حضوراً فيزيائياً.

أما تطورات العمل تفصيلاً في مجتمع المعلوماتية فهي: [37]

- العمل مجرد (نظم العمل باستخدام الحواسيب مثل CAO)؛ [38]

- العمل أكثر تفاعلية (تفاعلية العامل مع الآلة)؛
- يستلزم العمل توافر المعطيات؛
- يستلزم العمل تسيير دقيق للوقت؛
- العمل على أنظمة متاحة بقوة (البرامج، الأنظمة الخبيرة، الأدلة،...؛
- يتطلب العمل في الشبكات (اتصالات عرضية كثيفة)؛
- يستلزم العمل تسيير الفضاء الفيزيائي بدقة؛
- يتطلب العمل شفافية أكبر؛
- يتطلب العمل تعدد المهارات والمؤهلات *La polyvalence*؛
- يتطلب العمل تنسيق من مسيرين يعملون في فضاء الـ *NTIC*.

الخاتمة والتوصيات

من خلال ما تقدم، يمكن أن نعتبر أن التكنولوجيات الحديثة للإعلام والاتصال إحدى المحددات الأساسية لطبيعة الإدارة وأسلوب العمل في المؤسسات. يمكن القول أيضا إن مؤسساتنا بحاجة ماسة ليس لتواجد هذه التكنولوجيات فحسب، ولكن أيضا لتكوين العاملين ونشر ثقافة جديدة بين العمال تدعوهم للفضول والبحث وتغيير ثقافتهم الرائدة بأخرى أكثر حركية وواقعية. المؤسسات توظف الكفاءات والموارد البشرية الخلاقة التي تضيف للمؤسسة وليس تلك الموارد الجامدة التي تتلقى التكوينات وتصرف عليها أموال كثيرة دون أن يكون لها مرودية؛ أو أن ترفع من إنتاجيتهم. والتكوين في ميدان استخدام الـ *ntic* وتطبيقاتها في يومنا هذا يعد ضرورة ملحة. كما أنه لا يجب التعويل كثيرا على إطارات قديمة لا تجيد هذه المداخل التكنولوجية؛ بل يجب البحث عن الكفاءات الجيدة في سوق العمل وانتهاز فرص محدودة الأجل الجزائرية في مجال الوظائف ذات التكوين الدقيق والاستفادة من معارفها ومؤهلاتها. إن مجرد التفكير بأن المسير في هذا العصر الرقمي، لا يجيد التخاطب مع مرؤوسيه إلكترونيا يعتبر مدعاة للقلق وضرورة التحذير من وجود طواقم إدارية بهذا المستوى في الإدارات (الإشكالية ليست في المستوى التعليمي، متدني أو عالي؛ بل في مدى مطابقة الوظائف مع المتطلبات الجديدة للاقتصاد الجديد؛ لأنه لا يغني المستوى عن ضرورة التحكم في تكنولوجيا الإعلام والاتصال). لقد أصبحت الأعمال اليوم تفرز وتيرة اتصال كثيفة ولكنها منظمة وسهلة بفضل التكنولوجيا لكن الناجحون هم أولئك الذين يجيدون التخاطب مع التكنولوجيات.

ومن خلال عرضنا نرى أنه من الضروري عمليا القيام بما يلي :

1. على المؤسسات الراغبة في الاستفادة من هذه التكنولوجيات معرفة وتطبيقا القيام بدراسة جدوى اقتصادية وتقنية ذات مصداقية عالية للتكنولوجيات التي تتناسب مع حاجيات الأفراد في المؤسسة ومن ثم اقتناءها.
2. الأفراد المتواجدون في الإدارة عليهم أن يتلقوا تكوينا مكثفا على استخدام تطبيقات هذه التكنولوجيات.

3. تغيير الذهنيات والثقافة السائدة، التي تشكل دائما في قدرة التكنولوجيا على حل المشاكل، وذلك بفرض قيود وهمية على الاستخدام المفرط للورق؛ واستبداله بثقة العاملين في بعضهم البعض، وتعزيز الاتصال بواسطة التكنولوجيات.

4. على المسيرين أن يغيروا من أنماط وأساليب أعمالهم خصوصا التشغيلية منها، بترك المجال واسعا أمام الشباب الذي يستخدم هذه التكنولوجيات في تسيير مهامهم أو لاستعمالها للاتصال.

5. بخصوص المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، عليها أن تخطوا خطوات سريعة وجادة نحو استخدام الشبكات الداخلية لتعزيز الاتصال وتقليل تكاليف المعاملات الداخلية. ورجوعا إلى النقطة الثالثة من هذه التوصيات، الثقة في العمال جوهر سرعة التبادلات ورفع الإنتاجية. [39]

6. العمل عن بعد خصوصا المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، استغلال هذه الميزة في العمل بواسطة الشبكات يمكن أن يقلل حاجتها إلى بعض الوظائف ذات التكلفة العالية، فالمحاسبة وإدارة المستخدمين، يمكن أن تغير من حجم التكاليف.

7. التسيير الجيد لوقت العمل من خلال ترك مجال حرية للمسيرين بمطالبتهم بانجاز المهام وتحقيق الأهداف المتفق على إتمامها؛ دون الخوض في كيفية ومكان انجازها. العبرة بجودة المنتج أو الخدمة المقدمة والآجال الملزم بها؛ وليس بالتزام الصارم بالموث في المكاتب.

8. بعض التكاليف الثابتة للعمل مثل الإنارة والتكييف والمقرات الفاخرة رفع في التكاليف وإرهاق لموارد المؤسسة، بالرغم من أنها تتعارض مع توفير ظروف جيدة للعمل؛ لكن المؤسسات بإمكانها الاستغناء عن هذه التكاليف فيما لو قامت باللجوء إلى العمل عن بعد. هناك مقاهي انترنيت خاصة بالعمل *cyberemploi* (العمل بها في دول الجوار مثل تونس أو المغرب بدأ منذ مدة) قد تقدم خدمات رخيصة بتكاليف أقل من تلك التكاليف الثابتة.

ونختتم بأن الحكمة بالفعل ليس بالقول، على المؤسسات أن تسير في هذا النهج اختيارا لا كرها، فالاقتصاد اليوم اقتصاد معرفة وتكنولوجيا وسرعة؛ لا مكان فيه للعشوائية والجهل والبطء.

المراجع

العلاق بشير عباس، 2005. *الإدارة الرقمية: المجالات والتطبيقات*، مركز الإمارات للدراسات والبحوث الإستراتيجية، أبوظبي.

توفيق عبد الرحمان، 2005. *الإدارة الإلكترونية*، إصدارات خبراء بميك، الطبعة الثانية، القاهرة.

BRILMAN J., 2003. *Les meilleures pratiques du Management*, Ed. D'organisation, 4e édition, Paris.

Bouloc P., 2003. *Les N.T.I.C., Comment en tirer profits ?* Ed Dunod/ Ed Ria, Paris.

ETTIGHOFFER D., 2001. *L'entreprise virtuelle*, ed editions d'organisation, 2e édition, Paris.

FORAY D., 2000. *L'économie de la connaissance*, Ed La Découverte, Paris.

LIVIAN Y. F., 2005. *Organisation théories et pratiques*, ed dunod, 3e édition, Paris.

MATMATI M., 2004. «les effets sociaux des TIC et NFO et leurs liens avec la RSE», in *la revue du management technologique*, v14, n° 1, Grenobl.

GUNIA NADÈGE "la fonction RH face aux transformations organisationnelles des entreprises : impacts des NTIC", Thèse de Doctorat en sciences de gestion, D.T: Pierre LOUART, Université Toulouse I, 2002, recherche publiée (www.crepa-dauphine.fr)

NEWTON H., 2000. le newton : *nouveau dictionnaire des télécommunications*, de l'informatique et de l'Internet, traduit par: charles zina, ed oem, 15e édition, Paris.

TORRES-CORONAS T., ARIAS-OLIVA M., 2005. *E-Human Resource Management*, Ed Idea Group Publishing, Hershey, USA.

STORHAYE P. & BOUVARD P., 2002. *le knowledge management*, ed ems, colombelles, France, p. 30.

THIETART R. A., 1990. *stratégie d'entreprise*, ed mc graw-hill, 2e édition, Paris.

BOUTARY M., 2003. *TIC et PME: des usages aux stratégies*, ed l'harmattan, Paris.

Notes

[*] أستاذ محاضر – جامعة الأغواط

[**] أستاذ بجامعة الأغواط

[1] سنحاول أن نختصر هذا العنصر، حيث أنه تم التطرق بشكل مستفيض لمفهوم اقتصاد المعرفة أو الاقتصاد الجديد من خلال مداخلات الزملاء في الملتقى الأول بجامعة بسكرة بعنوان: المعرفة: الركيزة الجديدة والتحدي التنافسي للمؤسسات والاقتصاديات 12/13/ نوفمبر 2005

[2] Jean (Brilman) : Les meilleures pratiques du Management. Ed. D'organisation, 4e édition, Paris, 2003, P. 10.

[3] Ibid.

[4] Dominique (Foray): L'économie de la connaissance. Ed La Découverte, Paris, 2000, p. 19-22.

[5] Teresa (Torres-Coronas), Mario (Arias-Oliva) : E-Human resource management, Ed Idea Group Publishing, Hershey, USA, 2005, p. 2.

[6] Ibid.

[7] B2C اختصار لنوع التجارة الإلكترونية بين المؤسسات والأفراد business to consumer أما B2B فهي التجارة الإلكترونية بين المؤسسات.

[8] Pierre (Bouloc) : Les N.T.I.C., Comment en tirer profits ? Ed. Dunod/Ed. Ria, Paris, 2003, p. 71-74.

[9] Patrick (Storhaye), patrick (Bouvard): le knowledge management. ed. ems. colombelles, France, 2002. p. 30.

[10] Ibid.

[11] Raymond (Alain Thietart) : stratégie d'entreprise. ed mc graw-hill, 2e édition, Paris, 1990, p. 191.

[12] Martine (Boutar) : TIC et PME : des usages aux stratégies, Dd. l'Harmattan, Paris, 2003, p. 70.

[13] بشير عباس العلق، الإدارة الرقمية: المجالات والتطبيقات، مركز الإمارات للدراسات والبحوث الإستراتيجية، أبو ظبي، 2005، ص. 18.

[14] Mohammed (Matmati) : «les effets sociaux des TIC et NFO et leurs liens avec la RSE», in la revue du management technologique, vol. 14, n° 1, grenoble, 2004, p. 108-109.

[15] Ibid.

[16] بشير عباس العلق، مرجع سبق ذكره، ص. 9.

[17] الأعمال الإلكترونية: التجارة الإلكترونية، التبادل الإلكتروني للمعطيات EDI، وكل المعاملات الإلكترونية...

[18] نفس المرجع، ص. 10.

[19] نفس المرجع، ص. 24.

[20] نفس المرجع، ص. 30.

[21] الطوابير والسلاسل البشرية في الإدارات العامة تعكس تردي الخدمات فيها وسلطة بعض الإداريين البيروقراطيين، حيث يستخدمون مناصبهم لعرقلة المواطنين وابتزازهم وتعريض صحتهم للخطر إلى جانب الاعتماد المطلق على الأوراق والمستندات والوثائق بشكل كبير.

[22] عبد الرحمان توفيق: الإدارة الإلكترونية، إصدارات خبراء بميك، الطبعة الثانية، القاهرة، 2005، ص. 152.

[23] نفس المرجع، ص. 149.

[24] **G2G،G2C،G2B** (أنواع التعاملات الإلكترونية التي تتيحها الحكومة الإلكترونية، من الحكومة إلى الحكومة؛ من الحكومة إلى المواطن؛ من المواطن إلى الحكومة إلى المؤسسات).

[25] Yves (Frédéric livian) : organisation théories et pratiques, ed dunod, 3e édition, Paris, 2005, p. 221.

[26] Denis (ettighoffer) : l'entreprise virtuelle, ed editions d'organisation, 2ème édition, Paris, 2001, p. 13-15.

[27] معدل ترك الخدمة أو كما يصطلح على تسميته turnover هو معدل سنوي يقيس نسبة العمال الذين يتركون مناصبهم من العدد الإجمالي.

[28] Ibid, p. 16.

[29] Ibid, p. 73-80.

[30] Ibid.

[31] تقدم المحاضرات بواسطة الـ visioconférence

[32] Yves (Frédéric livian) : op. cit., p. 223.

[33] Harry (newton): le newton : nouveau dictionnaire des télécommunications, de l'informatique et de l'Internet, traduit par : charles zina, ed oem, 15^e édition, Paris, 2000.

[34] Nadège (gunia) : "la fonction RH face aux transformations organisationnelles des entreprises: impacts des NTIC", Thèse de Doctorat en sciences de gestion, D.T: Pierre LOUART, Université Toulouse I, 2002, recherche publiée, p. 277. (www.crepa-dauphine.fr)

[35] Yves (Frédéric livian): op. cit., p. 228.

[36] Ibid.

[37] Ibid, p. 229.

[38] cao conception assistée par ordinateur
التصميم باستخدام الحواسيب

[39] الثقة التي نركز عليها هنا إحدى مقومات التعاملات الخارجية في الأعمال؛ لكن داخليا المؤسسات تضطر لتوثيق التعاملات للرجوع لهذه الوثائق عند الحاجة. لكن يجب أن ننصح أنه من المفيد أن نستخدم البريد الإلكتروني بدلا من ذلك، خصوصا في تلك التعاملات الروتينية. بعض الشركات العاملة في القطاع البترولي مثل **BECHTEL ALGERIE** مثلا تعطي حرية كبيرة لمسيريها في دخول المواد وخروجها. المراقبة تكون لاحقة ولا تكون آنية. الثقة الموضوعة في هؤلاء المسيرين ترفع من وتيرة النشاط وسرعة انجاز المشاريع. مؤسساتنا خصوصا الخاصة منها، عليها أن ترسخ هذه الذهنية في عمالها وترفع تلك الرقابة الخائفة وتثق أكثر في العمال، سينعكس هذا على سرعة معاملاتها وتنفيذ التزاماتها.

عبد القادر بن عزوز

دور الأوقاف في تنمية الاقتصاد التضامني-الاجتماعي

ملخص

يعتبر الوقف مؤسسة خيرية غير ربحية تهدف إلى تحقيق جملة من المصالح أهمها :

- تنمية التعاون الاجتماعي.

- التأسيس التطبيقي للاقتصاد الاجتماعي التضامني.

- تنمية البحث العلمي.

- تحسين الظروف المعيشية لأفراد المجتمع الروحية والمادية الفكرية والصحي والدينية...

ولتحقيق هذه المصالح فإن مؤسسة الوقف تحتاج إلى مساهمة جميع أفراد المجتمع بما يقتطعون من أموال سائلة ومنقولة لجهة خدمية عامة أو خاصة.

ولقد عرفت الجزائر وعبر تاريخها تطورا واسعا لمؤسسة الوقف الخيرية وخاصة في أواخر الحكم العثماني لها ليشمل كل مناحي الحياة الاجتماعية والاقتصادية والفكرية.

إن الهدف من وراء هذا البحث هو بيان أهمية رد الاعتبار للمؤسسات المجتمعية المدني التقليدية والعمل على تطوير آلياتها لتساهم في بناء الاقتصاد الاجتماعي-التضامني وتؤسس لتنمية شاملة مستدامة.

Résumé

Le waqf est un organisme charitable sans but est intéressée à :

- Développer la coopération entre les membres de la communauté.

La création de l'économie sociale et solidaire.

- Développer la recherche scientifique

- Améliorer la vie des gens

- Contribuer au développement de la vie intellectuelle, et spirituelle des membres de la société.

Le waqf fondation activités dépendent de la contribution financière fournie par les organismes communautaires dans l'intérêt des entreprises privées ou publiques.

L'Algérie a assisté à la naissance du waqf fondation tout au long de son histoire, et surtout à la fin de l'état ottoman en Algérie.

Le but de cette recherche est de montrer l'importance du waqf dans la construction de l'économie sociale et solidaire et de profiter de l'expérience de la fondation caritative pour atteindre un développement durable.

Abstract

The waqf and the social economic solidarity

The waqf is a non - profit charitable foundation; it is interested in:

The development of cooperation between members of the community

The creation of the social economic solidarity

The development of scientific research

The improvement of people's standard of living

The contribution to the intellectual evolution, health and faith development for members of the society. The waqf foundation activities depends on the financial contributions provided by community organisations for the benefit of private or public enterprises.

Algeria has witnessed the creation of the waqf foundation throughout its history and more especially at the end of the ottoman rule over Algeria.

The aim of this research is to show the importance of the waqf through the building of a social economic solidarity. There is also the benefit experience, of the charity foundation in order to reach a sustainable development.

Key words :

“Waqf” - Solidarity - Development

JEL CLASSIFICATION : A 13-B15-B0

مقدمة

يعتبر القطاع الخيري في اصطلاح الاقتصاد المعاصر بالقطاع الثالث [1]، ويمكن تعريفه بأنه : ذلك القطاع الاقتصادي الذي يقوم على المساهمات الاجتماعية المالية على اختلاف أنواعها سواء من الأشخاص الحقيقيين أو المعنويين.

وقد اكتسب القطاع الاقتصادي التضامني-الاجتماعي أهمية كبرى في حياة الأمة العربية والإسلامية منذ ظهور الدعوة الإسلامية، إذ كانت الدولة تشارك المجتمع في تنمية روح التضامن الاجتماعي من خلال ما ينفقه أفرادها من أعمال خيرية تتوجه عموماً إلى المنفعة العامة والخاصة، إلا أنه وبعد خروج الاستعمار من البلدان العربية والإسلامية قلَّت العناية الرسمية به وغاب تصوُّر أهميته وفاعليته الاجتماعية لبناء التضامن الاجتماعي، وإن كان مستمرا على المستوى غير الرسمي ولكن دون توجيه وترشيد ليقوم بدوره المنوط به اجتماعياً واقتصادياً وذلك لغيب أهميته الاقتصادية والاجتماعية والتضامنية، لدى أفراد المجتمع ولا أقصد بذلك الجانب التعبدي فيه وإنما ما يتعلق به من مصالح اجتماعية واقتصادية. وفي الوقت الذي كان الحال هكذا في المجتمعات العربية والإسلامية نلاحظ أنه حدوث العكس في المجتمعات الغربية الأوروبية والأمريكية والتي نظرت إلى القطاع الخيري نظرة اهتمام ورعاية قانونية ودعائية، والدليل على ذلك تخصيصه باسم خاص به يفرقه عن غيره، فسموه (القطاع الثالث) أي بعد القطاع العام والخاص ومما يدل على أهميته وتأثيره على سير حياة الأمة دوره في التخفيف من أعباء النفقات العامة ومثاله ما ذكره الدكتور أسامة عبد المجيد العاني من إحصائيات القطاع الخيري سنة 1989م بالولايات المتحدة

الأمريكية والتي يساهم في مجموع نفقات الدولة بما يعادل

- 56% من مجموع الخدمات الصحية. :

- 26% من مجموع الخدمات التعليمية.

- 12% من مجموع الخدمات الاجتماعية.

- 4% من مجموع الخدمات المدنية [2].

بل لقد بلغت السيولة المالية لبعض المؤسسات الوقفية في أمريكا مثلاً كمؤسسة فورد

الوقفية حوالي 11 مليار دولار، ومؤسسة بيل ومليند يتس الوقفية 42 مليون دولار،

ومؤسسة ليلى إنداوت الوقفية 13 مليار دولار [3].

ويعتبر الوقف أحد أبرز النماذج الممثلة للقطاع الخيري، إذ يمكنه أن يساهم - كما ساهم سابقا عبر التاريخ - في بناء القطاع الخيري أو القطاع الاقتصادي الثالث، ومنه بناء الاقتصاد التضامني-الاجتماعي من خلال ما يساهم به أفراد المجتمع من مساهمات مالية ومنشآت اقتصادية ومرافق عامة يوقفونها على المصالح العامة والخاصة.

وقبل البحث في أهمية الأوقاف في بناء الاقتصاد التضامني يجدر بنا أن نعرفه، ثم نقف عند أنواعه وبيان أدواره التاريخية بالجزائر، لننتهي بعرض نماذج عن استثماره وتمويله حتى يقوم بدوره كعنصر مهم في بناء الاقتصاد التضامني-الاجتماعي .

1- تعريف الوقف

عرف المجتمع العربي الإسلامي الوقف (الحبس) من زمن الهجرة النبوية وتشكيل الدولة العربية الإسلامية بها وبناء مؤسساتها الاجتماعية والاقتصادية والتشريعية... إلخ. ونظرا لارتباط الوقف (الحبس) بالعمل الخيري التطوعي والذي يشكل الدين الإسلامي أهم منطلقاته بالدعوة إليه وتنظيمه وبيان فضله ونتائجه.. إلخ ولقد عمل الفقهاء على اختلاف مذاهبهم الفقهية للتقعيد التشريعي له ويمكن للباحث في كتبهم أن يجد أنهم راعوه وخصصوا له بابا خاصا به قد يكون بعنوان الوقف أو الحبس.

وفي العموم فإن المدارس الفقهية عرفت الوقف (الحبس) بتعريفات متقاربة من حيث المقصد من إنشاء الوقف ودوره الاقتصادي والاجتماعي والأخلاقي، وإن كانوا يختلفون في بعض الجزئيات التطبيقية في الواقع لاختلاف الأصول الاجتهادية من مدرسة فقهية لأخرى، نحو حق التصرف فيه، واسترجاعه، ومدة الوقف، وغير ذلك من الأحكام الفقهية الفرعية.

فهو في المدرسة الفقهية المالكية: يجوز أن يكون الوقف لمدة زمنية محددة على حسب رغبة الواقف، ومسألة بيع العين الموقوفة عند اشتراط الواقف ذلك، كما أنه عندهم يكون في المنقول كالحيوانات والسيارات.. إلخ ويكون في العقار نحو الدور والأراضي الفلاحية [4].

وأما في المدرسة الفقهية الحنفية: فإنها وإن كانت قريبة في تعريفها للوقف للمدرسة المالكية إلا أنها تغايرها من جهة عدم القول بتحديد عقد الوقف بالمدة الزمنية، وأن الوقف لا يخرج العين الموقوفة من ملك الواقف [5] ومسألة حق التراجع عن الوقف بالتصرف فيه [6] استرجاع الملك الموقوف.

وأما في المدرسة الفقهية الشافعية: فإنهم عرّفوا الوقف بمراعاة مسألة اشتراط استمرار العين الموقوفة، أي أن تكون من جنس العقار، ورأوا خروجها من ملكية الواقف [7] تصرفا وتمليكا.

وأما في المدرسة الفقهية الحنبلية: فإن "مصطلح الوقف لم يغير المدرستين الفقهييتين المالكية والشافعية إلا في حدود بعض الجزئيات الفقهية، فهو عندهم يزيل ملكية الواقف للعين الموقوفة إذا تحقق الوقف الصحيح، ويكون على التأبيد [8]. كما أن

الوقف الصحيح يمنع الواقف من التصرف في الرقبة والمنفعة [9]، أي في الدار الموقوفة مثلا وفي التصرف فيما تنتج من أموال.

ومما سبق عرضه من تعاريف للوقف الإسلامي في الفقه، يظهر لنا أن هناك نقاط إلتقاء واختلاف بين الفقهاء في مسألة الوقف والتي يمكن حصرها إجمالاً فيما يلي :

- أن الفقهاء يتفقون على أن الوقف باب من أبواب التضامن الاجتماعي في الإسلام، وأنه يخرج الشيء الموقوف (الملك) من تصرف الواقف.

- كما أنهم يختلفون في مدى صحة تحديد الوقف بالمدة الزمنية ليرجع إلى صاحبه ؟

وأيضاً في مسألة لزومه بعد عقده، أي هل يمكن للواقف أن يتراجع عما أوقفه بعد العقد أم لا ؟ وغير ذلك من المسائل الفقهية.

2- مرادفات والوقف ومصطلحاته

يسمى هذا الفعل الخيري الاقتصادي الاجتماعي-التضامني : الوقف، والحبس، والصدقة الجارية.

3- أنواع الوقف (الحبس)

ينقسم الوقف إلى أنواع مختلفة على حسب الهدف من إنشائه وهي إجمالاً :

1. بالنظر إلى عمومته وخصومه :

ينقسم الوقف بالنظر إلى مجموع المستفيدين منه إلى قسمين :

أ- **وقف خيرى عام** : وهو وقف يخصصه صاحبه ويختص بريعه المرافق العامة وتنميتها، نحو الجمعيات على اختلاف نشاطاتها بشرط أن توافق في عملها الشريعة السمحة كجمعيات حماية البيئة والدفاع عن حقوق الطفولة.. الخ .

ب- **وقف أهلي خاص** : وهو الوقف الذي قصد به صاحبه تحقيق مصالح إنسانية واجتماعية واقتصادية لأهله خاصة [10]، نحو الوقف على الذرية.

2. أنواع الوقف بالنظر إلى محله :

ينقسم الوقف بالنظر إلى المحل الموقوف إلى قسمين :

أ- **عقار** : وهي المنشآت العقارية : المساكن، والأراضي الزراعية.

ب- **منقول** : وهي الثياب، والحيوان والأثاث، والعتاد على اختلاف أنواعه، وما شابه ذلك [11].

3. أنواع الوقف بالنظر إلى الزمن :

ينقسم الوقف بالنظر إلى مدة الانتفاع الاجتماعي به إلى قسمين :

أ- **وقف مؤقت** : وهو الوقف الذي حددت مدة الانتفاع به، ثم يعود للواقف أو ورثته من بعده أو لورثته من بعده.

ب- **وقف دائم** : وهو الوقف الدائم والذي لا يرجع لصاحبه، ولا لورثته من بعده.
[12].

4. أنواع الوقف بالنظر إلى شيوعه :

ينقسم الوقف بالنظر إلى شيوعه وعدمه، أي مشاركة ملكية الغير فيه إلى قسمين :
أ- **وقف مشاع** : وهو الوقف الذي جزء منه موقوف، والآخر ملكية الغير.

ب- **وقف غير مشاع** : وهو الوقف الذي لم يخالطه ملك الغير [13].

4- مساهمة الأوقاف في بناء الاقتصاد التضامني-الاجتماعي في أواخر العهد العثماني

لقد كان للمؤسسة الوقفية في العهد العثماني دورا كبيرا في المساهمة في بناء الاقتصاد التضامني-الاجتماعي وحماية البلاد من أطماع الدول الأوروبية من خلال ما رصده أفراد المجتمع من منشآت وقفية عامة وخاصة.

ولقد لاحظ الباحثون في التاريخ الجزائري انتشارا كبيرا للمؤسسات المعنوية الوقفية عبر كامل أنحاء الوطن مما يدل على الوعي الاجتماعي والسياسي لأهمية الوقف الاقتصادية والاجتماعية والتي يمكن أن تضرب لها أمثلة على سبيل التمثيل لا الحصر :

- عرفت مدينة الجزائر توسعا عمرانيا في ممتلكات الوقف، فعرفت بناء 106 مسجد، وزوايا العلم (مدارس) كزاوية سيدي عبد الرحمان الثعالبي والتي وقف عليها حوالي 82 وقفا وبدخل سنوي يساوي 6000 فرنكا.
- كذلك الشأن للمساجد الحنفية، حيث تكفلت مؤسسة سبل الخيرات للأشراف على تسيير هذه الأوقاف والتي قدرت بـ331 وقفا سنة 1836م وبدخل سنوي يساوي 16000 فرنكا¹⁴.
- كما عرفت الممتلكات الوقفية لأهل الأندلس المقيمين بمدينة الجزائر تطورا ملحوظا حيث بلغت حوالي 100 وقفا، وقدر ريعها السنوي بـ 4000 فرنك سنة 1830م¹⁵.
- كما قامت أوقاف الحرمين الشريفين بمدينة الجزائر نورا هاما بتشكيلها لـ 75% من مجموع الأوقاف الموجودة بالمدينة والتي قدرت ريعها بـ 43222.70 فرنكا سنويا، تبعث إلى الحرمين الشريفين¹⁶ و قدرت الأملاك الوقفية التابعة لهما قبل الاحتلال بـ 840 منزلا و 258 نكانا و 33 مخزنا و 57 بستانا... إلخ¹⁷.
- ولقد قدر أحد الباحثين أن عدد الأوقاف بلغ 1798 وقفا بمدينة الجزائر لوحدها غداة الاحتلال، كما أحصى مدير المالية (Blandel) بالجزائر العاصمة سنة 1842م 1798 وقفا¹⁸
- عرفت المقاطعة الإدارية العثمانية بعرب البلاد توسعا كبيرا للوقف كنظيرتها بمدينة الجزائر، وخاصة في الحواضر الغرب الجزائري كوهان ومازونة وندرومة ومليانة وغير ذلك من الحواضر، فوهان مثلا أحصي بها 75 وقفا غداة الاحتلال¹⁹.
- كما أحصى مدير المالية (Blandel) 132 وقفا بوهان سنة 1842م²⁰.
- عرفت المقاطعة الإدارية الشرقية نموا ظاهرا للأوقاف بمدينة حسنطينة على سبيل التمثيل قدرت أوقافها بـ 1692 وقفا الشرق الجزائري غداة الاحتلال منها 100 مؤسسة تعليمية، و 35 مسجدا و 169 زاوية بـ 600 تلميذ، ينفق على كل تلميذ حوالي 36 فرنك سنويا²¹ وإن هذا العدد الهائل من الأوقاف يدل على مدى انتشار ثقافة الوقف عموما بالمنطقة الشرقية من الوطن، كما أحصى مدير المالية Blandel 1652 وقفا بحسنطينة و 75 وقفا بعنابة سنة 1842م²².
- عرفت منطقة القبائل بدورها انتشارا للوقف و المتمثل في زوايا العلم و ما أوقف عليها من بساتين ونور وغير ذلك وكانت هذه الأوقاف غالبا ما تتم دون تسجيل و يكون عقدها مشافهة²³.
- لم يختلف الحال في الجنوب الكبير عن غيره من مناطق الوطن في الاهتمام بالأوقاف، نحو وقف الآبار، والبساتين، والجنوب الجزائري والدور، كما هو الشأن بمنطقة توات وقورارة وما جاورها والتي وقفت على الطرق الصوفية كالطيبية، والقادرية وغيرهما من الطرق الصوفية²⁴
-
- 14 ناصر الدين سعيدوني: "تاريخ الوقف ودوره الاجتماعي والاقتصادي"، في: دورة الأوقاف الإسلامية بالجزائر، وزارة الشؤون الدينية والأوقاف، أيام 13-17 شعبان 1420هـ- الموافق لـ 21-25 نوفمبر 1999م، نزل السفير، الجزائر، ص. 6. وسعيدوني: "النظام المالي للجزائر في الفترة العثمانية 1800م-1830م"، الشركة الوطنية للنشر والتوزيع، الجزائر، ط. 1979م، ص. 145.
- 15 ناصر الدين سعيدوني: "تاريخ الوقف ودوره الاجتماعي والاقتصادي"، المرجع السابق، ص. 6. وسعيدوني: "النظام المالي للجزائر في الفترة العثمانية"، المرجع السابق، ص. 145.
- 16 سعيدوني: "النظام المالي"، المرجع السابق، ص. 147. وسعيدوني: "تاريخ الوقف ودوره الاجتماعي والاقتصادي"، المرجع السابق، ص. 6.
- 17 أبو القاسم سعد الله، تاريخ الجزائر الثقافي، مرجع سابق، (1/235).
- 18 محمد البشير مغلي: "التكوين الاقتصادي لنظام الوقف الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي" في مجلة المصادر، المركز الوطني للدراسات والبحث في الحركة الوطنية وثورة أول نوفمبر، الجزائر، ع. 06/محرم 1423هـ - مارس 2002م، ص. 178.
- 19 الشيخ عبد الرحمان الجبالي: "تاريخ الجزائر العام"، مرجع سابق، (3/428). و أبو القاسم سعد الله: "تاريخ الجزائر الثقافي"، مرجع سابق، (1/240). وودان بوغفاله: "الأوقاف بالناحية الوهرانية: أوقاف مليانة نموذجا"، في الندوة العلمية حول الوقف الجزائري، مرجع سابق، ص. 1.
- 20 محمد البشير مغلي: "التكوين الاقتصادي لنظام الوقف الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي" المرجع السابق، ص. 178.
- 21 فاطمة الزهراء قشي: "الوقف في قسنطينة: مصادر وطروحات"، في الندوة العلمية حول الوقف الجزائري، مرجع سابق، ص. 1.
- 22 د. محمد البشير مغلي، "التكوين الاقتصادي لنظام الوقف الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي"، ص. 178.
- 23 زبيدي قاسمي: "الوقف بمنطقة القبائل: من 1817م إلى 1878م"، في الندوة العلمية حول الوقف الجزائري، مرجع سابق، ص. 1.

ويظهر لنا، من الجدول -السابق- أن المؤسسة الوقفية الجزائرية قبيل الاحتلال عرفت توسعا كبيرا حتى أصبحت نسبة الممتلكات الوقفية أكثر من الخاصة، فمثلا نسبة ممتلكات الوقف العمرانية والزراعية المحصاة بمدينة الجزائر داخل المدينة وخارجها كانت أكثر من الممتلكات الخاصة [14].

والنتيجة أن هذا العدد الكبير من الأوقاف، يعكس مدى انتشار الثقافة الوقفية لدى أفراد الأمة، من جهة ويعكس الدور التنموي أو مظهر الاقتصاد التضامني-الاجتماعي، فالمدرسة (الزاوية)، والمسجد، مؤسسات تربوية وتعليمية تساهم في توجيه أفراد المجتمع نحو التوسع في دائرة العمل التطوعي الخيري، وما يوقف عليهما يساهم في إيجاد مناصب شغل لأفراد المجتمع، ومنه التخفيف من البطالة، وسد حاجياتهم الإنسانية، ذلك من خلال ما تنتجه أراضي الوقف من مزروعات وثمار يستفيد منها العامل بالأجرة والمجتمع بالغذاء. كما أن حجم المداخل المقدرة غداة الاحتلال تنبئ عن أهمية القطاع الثالث عموما والوقفي خصوصا والتي قدرت بحوالي 408072 فرنك ذهبي سنة 1837م [15].

ومن نتائج ذلك أيضا، قيام المؤسسة الوقفية بدورها الاجتماعي والاقتصادي، سواء على مستوى الرعاية الاجتماعية، أو صيانة المرافق العامة، وترميمها، وتسيير ممتلكات القصر والعجزة وغير ذلك من شؤون الحياة [16].

والنتيجة، -مما سبق ذكره- فإن المؤسسة الوقفية الاعتبارية قامت بالدور الاجتماعي والاقتصادي التضامني في حياة الأمة وأنها قادرة على المشاركة في بنائها حاضرا ومستقبلا، بالسد من بعض حاجياتها الصحية والغذائية والتعليمية وغير ذلك من المجالات الاجتماعية والاقتصادية والثقافية والسياسية.

5- حالة الوقف في الجزائر بعد الاحتلال الفرنسي :

لقد كان لاحتلال فرنسا للجزائر آثارا سلبية شملت كل مجالات الحياة السياسية والاجتماعية والاقتصادية والثقافية، وخاصة في محاولة المحتل لطمس الهوية العربية والإسلامية للأمة، مستعملا في ذلك كل الوسائل لتحقيق أغراضه، ومن بين تلك المؤسسات التي مسها هذا العدوان؛ المؤسسة الوقفية الجزائرية لعلم المحتل لدورها في بناء وحدة الأمة ورعاية عقيدتها من خلال مؤسساتها التعليمية، والاقتصادية والثقافية. ويمكن لنا تتبع الأضرار التي ألحقها المستعمر بالوقف وفق الجدول التالي :

- أحصى المحتل أرض الوقف الزراعية وقدرها بـ 2000000 هكتار مربع، أي ما يعادل 66% من مجموع الأوقاف العقارية والزراعية وبمدخول قدره بـ 40 مليون فرنك سنة 1830م²⁸. ولهذا عمل على القضاء على مؤسسة الوقف الاعتبارية بمنهجية محكمة للاستيلاء على الوقف الجزائري، ورُسمت لذلك خطة معتمدة في ذلك على مراسيم وقوانين سنتها والتي تمكنها من السيطرة عليه وفق القانون. ف جاء قانون 8 سبتمبر 1830م، والقاضي بحق السلطة الفرنسية أن تضع يدها على أملاك موظفي الإدارة العثمانية السابقة، وبهذا القانون استحوذت على 27 مسجد، و11 زاوية علم ومصلى بمدينة الجزائر²⁹.
- وفي 7 ديسمبر 1830 صدر مرسوم والذي بحكمه يعطي المحتل الحق في امتلاك الوقف مع بقاء الإشراف في يد الجزائريين، أي وكلاء الوقف الجزائريين، وبه تم الاستيلاء على 81 وقف منها 55 وقفا تابعة لأوقاف الحرمين الشريفين و11 تابعة للجامع الأعظم ثم أرجعتها لأصحابها ليس من باب الرجوع إلى الحق والعدل؛ وإنما تغييرا لمنهج الاستيلاء فقط،³⁰ وخاصة بعد اللائحة التي رفعها بعض أعيان الجزائر إلى حاكم الجزائر في 13 ربيع الأول 1247هـ الموافق لـ 27 أوت 1831م يدعوته فيها إلى إرجاع الممتلكات الوقفية لما فيه من ضرر على أفراد الأمة³¹.
- وفي 25 أكتوبر 1832م وضعت سلطة الاحتلال مخططا عاما لتنظيم الوقف الجزائري تقدم به جيران دن³² المدير العام للأملاك الدولة إلى المقصد المدني، وجاء فيه أن تشكل هيئة إدارية، يرأسها المقصد المدني مع وكلاء الوقف الجزائريين، وبهذا المخطط أصبح لمحتل يشرف على قرابة 2000 وقف سنة 1835م³³.
- وفي 23 مارس 1843م جاء قرار رفع الحصانة القانونية عن الأوقاف حيث أصبحت تخضع بموجب أحكام المعاملات العقارية، أي إخراجها من الخصوصية القانونية التي تحكمها لتصبح مثل غيرها في المعاملات تجري عليها أحكام العقود المدنية من بيع وهبة وغير ذلك³⁴.
- وفي 20 سبتمبر 1847م جاء قانون يعر بحق الجزائريين في استرجاع الأوقاف من يد المحتل، غير أنه لم يكن هذا القانون إلا حبرا على ورق³⁵، إذ أعقبه مرسوم 30 أكتوبر 1858م يقضي بحق المحتل أن يمتلك الوقف لأن الوقف ألحق بقانون العقار الفرنسي³⁶.
- وفي أبريل 1862م صدر قانون الاستيطان ومصادرة الأراضي الجزائرية، بدعوى حق الدولة الفرنسية في مصادرة الأراضي من أجل المصلحة العامة، فأقيمت مستوطنات في أراضي العروش، والأوقاف إذ بلغت نسبة مساحة المستوطنة المحتلة حوالي 2 مليون هكتار عام 1886م³⁷.
- وفي سنة 1878م، صدر قانون أصبح بموجبه للمستوطنين الحق في توسيع ممتلكاتهم على حساب أراضي الوقفية، مما أدى إلى تصفية الممتلكات الوقفية الدينية³⁸.
- وفي أواخر سنة 1897م صدر قانون من المحتل أقر بموجبه التخلي عن سياسة إقامة المستوطنات على أراضي الوقف³⁹ ولكنه كان متأخرا جدا إذ أن القوانين السابقة قد أحدثت أضرارا بليغة بالممتلكات الجزائرية عموما والوقفية خصوصا.

28 الشيخ عبد الرحمان الجبالي: "تاريخ الجزائر العام" مرجع سابق، (3/421 - 424).

29 سعيدوني: "تاريخ الوقف، مرجع سابق، ص. 10.

30 سعيدوني: "تاريخ الوقف"، مرجع السابق، ص 10. وانظر مقال "الوقف ومكانته في الحياة الاقتصادية والاجتماعية والثقافية بالجزائر أواخر العهد العثماني وأوائل الاحتلال الفرنسي"، في مجلة الأصالة، وزارة الشؤون الدينية، الجزائر، السنة العاشرة، صفر - ربيع الأول 1401هـ الموافق لـ جانفي- فيفري 1981م، ع. 89، ص 90-101.

31 سعيدوني: "تاريخ الوقف"، مرجع سابق، ص. 10. وانظر، "الوقف ومكانته في الحياة الاقتصادية والاجتماعية"، مرجع سابق، ص. 101.

32 هو أحد موظفي الإدارة الفرنسية في بداية الاحتلال الفرنسي للجزائر كما عرف بعمله المخبراتي لها، انظر، أ.د سعد الله، أبحاث في تاريخ الجزائر، مرجع سابق، (1/227).

33 سعيدوني: "تاريخ الوقف"، المرجع السابق، ص. 11.

34 أبو القاسم سعد الله، أبحاث وأراء في تاريخ الجزائر، المؤسسة الوطنية للكتاب، الجزائر، ط. 2/1986، (2/20).

35 علاوة بن تشاركر: "حصر الأوقاف وحمايتها في الجزائر"، في دورة إدارة الأوقاف، مرجع سابق، ص. ().

36 سعيدوني، "تاريخ الوقف"، المرجع السابق، ص. 12.

37 عبد الله جندي أيوب، "الاستيطان الفرنسي في الجزائر: 1830م-1919م"، رسالة دكتوراه غير منشورة، كلية الآداب، جامعة القاهرة، أكتوبر 1969م، ص. 132.

38 أ.د. سعيدوني، تاريخ الوقف، مرجع سابق، ص 12.

39 عبد الله جندي أيوب، المرجع السابق، ص 175-179.

كما انتهج المحتل الفرنسي في محاولته الاستيطانية للأراضي الجزائرية منهجا اقتصاديا هدف من خلالها إلى سلب ممتلكات الأمة الجزائرية، سواء العمومية أو العروشية أو الوقفية، وحتى يتمكن من ذلك عمد إلى الغارات الحربية على الأهالي لتخويفهم؛ ومن ثم يفرون من أراضيهم، ويهجرونها [17]؛ مما يسهل للمحتل مصادرتها بحجة شغورها من أهلها [18]. كما عمدت سلطة الاحتلال إلى مراجعة وثائق الملكيات الخاصة للجزائريين، والمتعلقة بالوثائق الثبوتية للأحكام العقارية للأهالي؛ ومصادرة كل أرض غير موثقة [19]، مع تشجيع السياسة الاستيطانية للأجانب، حيث بلغت نسبة المهاجرين الأوروبيين سنة 1850م حوالي (20) ألف مهاجر أوروبي موزعين على (42) قرية جديدة [20].

ومن الوسائل التي اعتمدها المحتل لمصادرة الأراضي والعقارات عموما والوقفية خاصة، اتباع سياسة الأرض المحروقة، بحرق المحاصيل الزراعية، وفرض الضرائب والغرامات المالية؛ وبذلك إجبار الأهالي إلى التسديد أو التخلي عن ممتلكاتهم [21].

6- حالة الوقف في الجزائر بعد الاستقلال :

عرف إن حاضر الوقف الجزائري بعد الاستقلال، أمورا إيجابية، وهي جلاء المستعمر عن الوطن، وبالتالي رفع اليد عن الممتلكات الوقفية. أما الأمور السلبية فتتمثل في مخلفات المحتل من طمس لكثير من معالم الوقف، سواء لتحويلها إلى القطاع العام أو الخاص مما يصعب المهمة في عملية حصره، هذا من جهة، ومن جهة أخرى فلقد تأثر الوقف بسياسة الدولة الجزائرية من حيث مدى اهتمامها بالمؤسسة الوقفية

ونظرتها لها، كمؤسسة خيرية تحقق الاقتصاد التضامني-الاجتماعي ولقد قدرت مساحة الأراضي الوقفية غداة الاستقلال بـ0.02 مليون هكتار [22]. ويمكن للباحث في حالة الوقف غداة الاستقلال أن يلاحظ ما يلي

- -

:

أ- قلة الوثائق الثبوتية للوقف :

لقد كان للإجراءات القانونية المطبقة على الوقف في فترة الاحتلال آثارا سلبية على الأملاك الوقفية، بعد الاستقلال، حيث أصبح الكثير منها ملكا خاصا لبعض العائلات، والآخر تحت إشراف الدولة الجزائرية، بسبب إدراجه ضمن المنظومة العقارية زمن الاحتلال ووفق عقود تمت زمن الاحتلال الفرنسي، والبعض من الأوقاف انتقل إلى ملكية بعض الأشخاص بسبب الخوف من استيلاء المحتل عليه، فسجلت هذه الأوقاف كملكية خاصة، كما أن الكثير منها تمت بطريقة شفوية وبالشهود دون توثيق لعقد الوقف في الدوائر الرسمية أثناء الاحتلال [23]، مما يتعذر على الجهة الوصية إثبات تلك العقود لغياب الشهود في بعض الأحيان. إن هذه الوضعية للعقارات الجزائرية عموما نتج عنها أن ¼ ربع الممتلكات العقارية الجزائرية موثقة ومشهرة بحافظات الرهون، ومن بينها جزء ضئيل من الأوقاف [24].

كما واجه الوقف الجزائري مشكل آخر ووثمنل في صدور المرسوم التشريعي رقم 62/167 والمؤرخ بتاريخ 31/12/1962م والذي أدمج الممتلكات العقارية الوقفية إلى أملاك الدولة أو الاحتياطات العقارية [25] مما زاد في توسيع مشكل الأوقاف في الجزائر.

ب- انعدام التشريع القانوني الخاص بالأوقاف :

عرفت المنظومة القانونية الوقفية الجزائرية تأخرا نوعا ما في مسألة التشريع للأوقاف، ولعل ذلك يعود إلى اهتمام الدولة الجزائرية المستقلة بشؤون أخرى رأت فيها الأهمية لما خلفته حرب التحرير الوطنية من آثار على كل المستويات من جهة، ومن جهة أخرى لتأثر الطبقة السياسية بالمذهب الاشتراكي والذي كان المنهج المتبع واختيار الطبقة السياسية الحاكمة له، والذي لم يُعز للوقف ولدوره الاقتصادي والاجتماعي أي اهتمام.

كما أن الوقف الجزائري تأثر -كما ذكرت- ببعض القرارات الحكومية والتي لم تراعى خصوصية المنظومة الوقفية، مما نتج عنه آثارا سلبية على الوقف عموما من كل الجوانب.

ولقد مرت المنظومة التشريعية الوقفية بالمراحل التالية مع تفاوت كل مرحلة وأخرى من حيث النتائج الإيجابية والسلبية على الوقف الجزائري، والتي نجملها في المراحل التالية :

- أصدرت الدولة الجزائرية المستقلة أمرا تشريعا بتاريخ 24/08/1962م تحت رقم 62-20 والقاضي بحماية وتسجيل الأملاك الشاغرة بعد الاستقلال⁴⁹ مما أثر على الوقف إذ أن الكثير منه كان شاغرا وبذلك انتقلت ملكيته إلى الدولة وذلك بسبب أن الكثير من الأوقاف كانت تحت تصرف المحلل الفرنسي. لقد كان لهذا الأمر من الأمور الإيجابية على الوقف من حيث حمايته في حالة وجود الوثيقة الثبوتية لذلك.
- أصدرت الدولة الجزائرية بتاريخ 01/10/1963م مرسوما تشريعا يقضي بتأميد كل المزارع الفلاحية التابعة لبعض المزارعين الطبيعيين والمعنويين، لتصبح ملك للدولة الجزائرية، فألت ملكية الكثير من الممتلكات الوقفية إلى الدولة بحكم هذا المرسوم بطريقة غير مباشرة بحكم تصرف المحلل ما قبل الاستقلال من السطو على الممتلكات الوقفية. وبذلك ضمت الأملاك العقارية الوقفية للأملاك الدولة وللمحافظات العقارية دون أن يراعي الخصوصية القانونية للوقف مما أثر على الممتلكات الوقفية الجزائرية إلى أن جعل أيدي الطامعين تمتد إليها⁵⁰.
- تفطنت الدولة الجزائرية لخطئها في عدم مراعاة الخصوصية القانونية للوقف فأصدرت الدولة مرسوما تشريعا في 10 جمادى الأولى 1384 هـ الموافق لـ 17 سبتمبر 1964م تحت رقم 283/64؛ حيث تضمن هذا المرسوم نظام الأملاك الوقفية فجاءت مواده ببيان معنى الوقف، وشروط تعويض الوقف الخرب، والجهة المخولة رسميا لنظارة الوقف، كما تضمن المرسوم أمرا بتسليم الأوراق الثبوتية للوقف للجهة الوصية عنه قانونا وكذا الأموال وغير ذلك من المواد المتعلقة بالوقف، إلا أن المرسوم التشريعي لم ينص في مواده على استرجاع الممتلكات العقارية المؤمنة بقانون 67/62⁵¹.
- أصدرت الدولة الجزائرية الأمر 73/71 والمؤرخ بتاريخ 20 رمضان 1391هـ والموافق لـ 08 نوفمبر 1971م والمتضمن قانون الثورة الزراعية والذي جاء بشعار "الأرض لمن يخدمها" وبذلك أمتت الأراضي الزراعية وخاصة تلك الأراضي التي غاب عن خدمتها أصحابها، وتركزت بورا، وبناء على ذلك ونظرا لوضعية الوقف الجزائري والذي كان أكثره غير معتنى به، مما ترتب عليه تأميم الكثير منه وفقا لقانون الثورة الزراعية، وعلى الرغم من أن هذا الأمر لم يهمل في نصوصه الطبيعية الخاصة للوقف في مواده من المادة 34 إلى المادة 38 من القانون والذي استثنى الأراضي الزراعية الوقفية ذات الطابع الوقفي العام أو الخاص والتي لم يشملها قانون التأميم⁵².
- لقد كان لقانون 01/81 والمؤرخ بـ 02 ربيع الثاني 1401هـ والموافق لـ 10 فبراير 1981م والمتضمن قانون التنازل عن أملاك الدولة العقارية⁵³ السكنية والمهنية والتجارية التابعة للدولة والجماعات المحلية والهيئات العمومية، حيث شملت مواده من المادة 02 إلى المادة 10 من القانون حق التنازل بالبيع والشراء لهذه العقارات العمومية، ولم يشر القانون إلى الأوقاف من بعيد أو قريب مما ترتب عنه التنازل عن الأملاك الوقفية لحساب الأشخاص الطبيعيين أو الحقيقيين، مما أثر سلبا على الممتلكات الوقفية لانتقالها لغير الموقوف عليهم شرعا وإخراجها عن خصوصيتها الوقفية. ولقد حاول المشرع الجزائري أن يستدرك هذا الأمر بعد مرور أكثر من 09 سنوات وذلك في قانون التوجيه العقاري 25-90 والصادر بتاريخ 08 نوفمبر 1990م في مادتيه 31-32⁵⁴ إلا أن الظاهر أن هذا الاستدراك وإن كان إيجابيا على عملية منع التعدي على الممتلكات الوقفية إلا أنه جاء متأخرا بعض الشيء وهذا مما أدى أن تظل بعض الأيدي الممتلكات الوقفية الجزائرية.
- لقد اهتم المشرع الجزائري بالوقف الجزائري في قانون الأسرة الصادر بتاريخ 09 رمضان 1404هـ والموافق لـ 09 يونيو 1984م تحت رقم 11/84 إذ تناولت بعض مواده الكلام عن الوقف وخاصة في المواد 213 إلى 220 منه والتي تضمنت أحكاما عامة لم ترق بالوقف إلى أهميته الاقتصادية والاجتماعية، وكذلك لم يشر المشرع إلى استرجاع الوقف، ولا إلى طريقة تدميته⁵⁵.
- يعتبر قانون 10/91 والصادر بتاريخ 12 شوال 1411هـ و الموافق لـ 27 أبريل 1991م أول تشريع منظم رسميا للوقف⁵⁶ بعد مرسوم 283/64 حيث أنه اهتم بالوقف بتشريع مستقل، مما يدل على بداية الاهتمام الرسمي به، وبدوره الاجتماعي والاقتصادي، حيث شملت أحكامه التعريف بالوقف وبشروطه وشروط ناظر الوقف وكذا كيفية الانتفاع منه وغير ذلك من الأحكام التفصيلية المتعلقة به، وطريقة استرجاع الوقف عموما، إلا أن هذا القانون جاء ناقصا من جانب بيان كيفية استثمار وتنمية الوقف.
- لقد كان لقانون 91-10 نتائجه التشريعية الإيجابية، إذ تبعة المنشور الوزاري المشترك بين وزارة الفلاحة والشؤون الدينية والأوقاف على حق الوزارة الوصية في استرجاع الأراضي الزراعية المؤمنة والصادر في شهر رجب 1412هـ الموافق لـ 6 جانفي 1992م⁵⁷ إلا أن العملية لا زالت في الإجراءات ولم تطبق في الواقع لحد كتابة هذا البحث، وهذا لصعوبة العملية ولارتباطها بمشكل الأراضي الفلاحية أو العقار الفلاحي عموما في الجزائر، وبذلك فهي تحتاج إلى وقت لتطبيقها ميدانيا.
- يعتبر قانون 94/470 والصادر بتاريخ 6 شعبان 1415هـ والموافق لـ 25 ديسمبر 1994م والمتضمن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة الشؤون الدينية، وخاصة في مادته الثالثة والتي تناولت الكلام عن الهيئة الإدارية
- 01- الوقف الجزائري**
والمرسوم 20/62:
- 02- الوقف الجزائري**
والمرسوم 388/63:
- 03 - الوقف الجزائري**
والمرسوم 283/64:
- 04 - الوقف الجزائري**
وقانون الثورة الزراعية:
- 05- الوقف الجزائري**
وقانون التنازل عن أملاك الدولة:
- 06- الوقف الجزائري**
وقانون 11/84:
- 07- الوقف الجزائري**
وقانون 10/91:
- 08- الوقف الجزائري**
والمنشور الوزاري المشترك بين وزارة الشؤون الدينية والفلاحة:
- 09- الوقف الجزائري**
وقانون 470/94:

للأوقاف ، تنمة لقانون 10/91، وبذلك أصبحت للأوقاف مديرية مستقلة في هيكلها وتسييرها وأحكامها عن باقي المديرية بالوزارة الوصية أي وزارة الشؤون الدينية والأوقاف⁵⁸. وبذلك ، فإن الكلام عن الوقف الجزائري فعليا يبدأ من هذا التاريخ، فوجود الإدارة المسيرة عامل مساعد على التنمية الوقفية.

10- الوقف الجزائري
والمذكرات والتعليمات
التنظيمية للوقف:

لقد تضمنت الفترة الزمنية 1994م-1998م عدة مذكرات وتعليمات وزارية تنظيمية كان الهدف منها تغطية العجز التشريعي في مجال التسيير الوقفي ولتنظيمه لكأدية مهمته الاجتماعية والتكافلية والاقتصادية على أكمل وجه، في مجال التسيير المالي والإيجار، والدعوة إلى تمييزه بالطرق المشروعة، وكيفية كتابة التقارير المالية الخاصة بالتحصيل الوقفي وغير ذلك، والمتمثلة في المنشور الوزاري رقم 37-96 والصادر بتاريخ 1996/6/5⁵⁹ والمحدد لكيفية دفع إيجار الوقف، والمذكرة الوزارية 96/01 والصادرة بتاريخ 1996/7/9 والخاصة بكيفية إيجار الوقف والتعليمة 96/02⁶⁰ والصادرة بتاريخ 96/7/17 والمتضمنة مطالبة النظر بالتقارير المالية الخاصة بالوقف المذكرة 96/03 والمؤرخة بتاريخ 1996/7/17م والمنظمة لكيفية كتابة التقارير المالية الخاصة بالوقف، والمذكرة الوزارية 97/01 والمتضمنة لكيفية إدارة الوقف والصادرة بتاريخ 1997/1/5 والمبينة لكيفية إدارة الوقف والمذكرة 1/169 والصادرة بتاريخ 1997/7/1 والخاصة بكيفية تسيير أموال الوقف والمذكرة 02/97 والمؤرخة بتاريخ 1997/7/19 والمتضمنة الدعوة إلى تنمية الوقف⁶¹.

11- الوقف الجزائري والمرسوم
التنفيذي 381/98:

وإن أهمية هذه المذكرات تكمن في بداية التنظيم التشريعي للوقف والعمل على أن يقوم بدوره التكملي. لقد كان المرسوم التنفيذي رقم 381/98 والصادر بتاريخ 12 شعبان 1419هـ الموافق لـ 11 ديسمبر 1998م مكملا للبناء القانوني للمنظومة القانونية الوقفية حيث أنه يبين شروط إدارة الوقف، وتسييره، وحمايته، وكيفية تسوية المنازعات الخاصة به ولقد جاء المرسوم في 40 مادة تضمنت الدعوة إلى استثماره وتمييزه نحو إيجاره من المادة 22 إلى المادة 30 من المرسوم، وأحكاما مالية أخرى متعلقة بصيانته وتسييره⁶².

12- الوقف الجزائري والقرار
الوزاري المشترك مع وزارة المالية
والخاص بإنشاء صندوق الوقف:

صدر بتاريخ 14 ذي القعدة 1419هـ الموافق لـ 2 مارس 1999م قرارا وزاريا مشتركا بين وزارة الشؤون الدينية والأوقاف والمالية⁶³ يخول لمديرية الأوقاف الحق في فتح صندوق مركزي للأوقاف العمومية دون الخاصة ، تصب فيه أموال الوقف وريعه عبر التراب الوطني، مع بيان كيفية تنظيمه وطرق المحاسبة فيه، وغير ذلك من الأمور التنظيمية. وإن وجود هذا الصندوق كان بداية التفكير الجدي حول مضمون تنمية واستثمار الوقف الجزائري.

13- الوقف الجزائري
والقرار الخاص بضبط
الإيرادات والنفقات الوقفية:

صدر في 5 محرم 1421هـ الموافق لـ 10 أبريل 2000م، قرارا يحدد كيفية ضبط إيرادات الوقف والنفقات الخاصة بالأموال الوقفية، نحو الهبات وعائدات الإيجار ونفقة الكهرباء والصيانة وغير ذلك من النصوص المنظمة لهذا النوع من النفقات وبيان مصادر الإيرادات⁶⁴. وتتمثل أهمية هذا القرار في الرقابة المستمرة على الجهة المسيرة على الوقف وفيه أيضا المحافظة على أمواله.

14- الوقف الجزائري
والمرسوم التنفيذي
336/2000:

صدر بتاريخ 28 رجب 1421هـ الموافق لـ 26 أكتوبر 2000م وفي إطار تكملة المنظومة القانونية للوقف الجزائري المرسوم التنفيذي 336-2000⁶⁵ والمتضمن إحداه وثيقة الإثبات الوقفي عن طريق الشهادة ،مع بيان الكيفية والشروط المنظمة لذلك ،نحو عدد الشهود وطرق التسجيل والإشهار وغير ذلك من طرق إثبات الممتلكات الوقفية والتي هي في غالبها غير موثقة في النوازل الرسمية للأسباب المذكورة سابقا. وإن هذا المرسوم ساعد المديرية الوصية على استرجاع العديد من الأوقاف الغير موثقة.

15- الوقف الجزائري
وقانون 07/01:

يعتبر قانون 07/01 والمؤرخ في 28 صفر 1422هـ الموافق لـ 22 مايو 2001م المعدل والمتمم لقانون 10/91 آخر ما صدر من تشريع مهم بتنمية الوقف الجزائري ويدل على اهتمام الأمة الجزائرية به وبدوره في بناء التكافل الاجتماعي، وبخاصة أنه شتمل في مواده صراحة الدعوة إلى استثمار الوقف وتمييزه، على كل المستويات الاستثمارية المتاحة كعقد المزارعة أو المقاوله وغير ذلك من المجالات الاستثمارية الموافقة للغرض من إنشاء الوقف مع مراعاة المقاصد الشرعية في مجال الوقف⁶⁶.

16- الوقف الجزائري
والقرار الخاص بشكل
ومحتوى الشهادة
والسجل الوقفي:

صدر بتاريخ 2 ربيع الأول 1422هـ و الموافق لـ 26 مايو 2001م ، قرارا وزاريا يبين شكل ومحتوى الشهادة الوقفية ،نحو بيان المراجع المعتمدة في إثبات الملك الوقفي وتحديد مساحة الوقف ،و تاريخ تسجيله⁶⁷. ثم صدر قرار مؤرخ في 14 ربيع الأول 1422هـ الموافق لـ 6 يونيو 2001م، والذي يحدد محتوى وشكل ضبط السجل الوقفي⁶⁸. وإن في وجود السجل الوقفي فيه ضبط للممتلكات الوقفية وبيان أماكن تواجدها حتى لا تضيع بين ممتلكات أفراد المجتمع.

17- الوقف الجزائري
وقانون 10-02:

يعتبر قانون 10-02 والمؤرخ في 10 شوال 1423هـ و الموافق لـ 14 ديسمبر 2002م⁶⁹ آخر ما صدر من تشريع خاص بالوقف الجزائري والذي يدور مضمونه حول فصل الأوقاف العامة عن الخاصة في مسألة الاستثمار والبحث عن التمويل، إذ خصص المشرع الجزائري الاستثمار والرعاية كاصرة على الأوقاف العامة، أي التي

تسييرها مديرية الأوقاف وأما تلك التي يسيرها خصاص فإن مسؤولية الاستثمار والتنمية تبقى على كاهلهم ووفق ما يقرره القانون.

وإن هذا القانون وإن كان فيه من الإيجابيات على رعاية الوقف العام إلا أنه كان من الواجب التفكير في صيغة الجمع بين الوقف الخاص والعام في الأجل الطويلة ضمن عملية المشاركة لتنمية الوقف الجزائري عموماً ليعود بالفائدة على أفرادها.

49 أحمد علي عبد المالك، المنظومة العقارية في الجزائر، مرجع سابق، ص. 6.

50 نفس المرجع، ص. 6.

51 الجريدة الرسمية الجزائرية، الصادرة بتاريخ 18 جمادى الأولى 1384 هـ الموافق لـ 25 سبتمبر 1964م، ع. 35.

52 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 12 شوال 1391 هـ الموافق لـ 30 نوفمبر 1971م، ع. 93.

53 المرجع نفسه، الصادرة بتاريخ 10 فبراير 1981م، ع. 06 .

54 الجريدة الرسمية، مرجع سابق، الصادرة بتاريخ 18/نوفمبر 1990م، ع. 49.

55 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 12 رمضان 1404 هـ – الموافق لـ 12 يونيو 1984م، ع. 24.

56 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 23 شوال 1411 هـ و الموافق لـ 8 مايو 1991م، ع. 21.

57 نسخة من المنشور مسلمة من طرف المديرية المركزية للأوقاف والحج.

58 الجريدة الرسمية، مرجع سابق، الصادرة بتاريخ 6 شعبان 1415 هـ الموافق لـ 08 يناير 1995م، (ع 01).

59 وثيقة مديرية الأوقاف المساهم بها أيام الملتقى التكويني للنظار والمفتشين، أيام 21-23 جوان 1996م، وزارة الشؤون الدينية، مديرية الأوقاف، الجزائر.

60 نفس المرجع.

61 نفس المرجع.

62 الجريدة الرسمية الجزائرية، مرجع سابق، الصادرة بتاريخ 13 شعبان 1419 هـ الموافق لـ 2 ديسمبر 1998م، ع. 90.

63 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 16 محرم 1420 هـ الموافق لـ 2 مايو 1999م، ع. 32.

64 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 03 صفر 1421 هـ و الموافق لـ 07 مايو 2000م، ع. 26.

65 الجريدة الرسمية، الصادرة بتاريخ 4 شعبان 1421 هـ و الموافق لـ 31 أكتوبر 2000، ع. 64.

66 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 29 صفر 1422 هـ و الموافق لـ 23 مايو 2001م، ع. 29.

67 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 14 ربيع الأول 1422 هـ و الموافق لـ 06 جويلية 2001م، ع. 31.

68 الجريدة الرسمية، الصادرة بتاريخ 18 ربيع الأول 1422 هـ و الموافق لـ 10 يونيو 2001م، ع. 32.

69 نفس المرجع، الصادرة بتاريخ 11 شوال 1423 هـ الموافق لـ 15 ديسمبر 2002م، ع. 83.

مما سبق عرضه -في الجدول- من المراحل المختلفة لتاريخ التشريع الوقفي

الجزائري، يظهر للمتتبع للمنظومة القانونية الجزائرية الوقفية أن الوقف مرّ بمراحل، عدّة ارتبطت بالسياسة العامة للدولة الجزائرية من نظرتها إلى مدى صلاحية المؤسسة الوقفية ومساهمتها في البناء الاقتصادي الوطني مما جعل هذه الأموال الوقفية تبقى معطلة، وبعيدة عن توظيفها في خدمة مصلحة الأمة الجزائرية، وإن الاهتمام الجدي بالوقف الجزائري ابتداءً بقانون 91/10 والذي يعتبر نقطة البداية الحقيقية للاهتمام العملي والعلمي للوقف والاعتراف بدوره الاجتماعي والاقتصادي له.

7- إحصائيات الوقف الجزائري :

تقدر الأملاك الوقفية حسب إحصائيات وزارة الشؤون الدينية والأوقاف إلى غاية 2005م بالعدد المبين في الجدول وبدخل سنوي يقدر بـ 03 مليار سنتيم [26].

نوع الوقف	العدد الإجمالي
محلات تجارية	1140
سكنات	2619
أراض وقفية	618.7 هكتار
أشجار متنوعة	1555
أشجار نخيل	3816
المساجد	15000
مدارس قرآنية (شرعية)	2870
كتاب (لتحفيظ القرآن فقط)	2344
الزوايا	312
المقابر	2400

8- تعريف الاستثمار

عرف الأستاذ الاستثمار الإسلامي بأنه : "جهد واع، رشيد، يبذل في الموارد المالية والقدرات البشرية بهدف تكثيرها، وتنميتها والحصول على منافعها وثمارها" [27].

9- تعريف استثمار الوقف

يمكن تعريف استثمار الوقف، هو : "ما يبذله ناظر الوقف من جهد فكري ومالي من أجل الحفاظ على الممتلكات الوقفية وتنميتها بالطرق المشروعة ووفق مقاصد الشريعة ورغبة الواقفين بشرط ألا تعارض نصوصاً شرعية".

10- واقع استثمار الوقف في الجزائر :

إن واقع الاستثمار الوقفي في الجزائر لازال في بدايته على خلاف بعض الدول التي لهل السبق في هذا المجال كالأردن والإمارات ولبنان وغيرها من الدول العربية والإسلامية ولكن تجدر الإشارة أن الوزارة الوصية على الوقف باشرت عملية الاستثمار الوقفي والبعض منها على وشك الاستغلال الاستثماري كحالة 42 محل تجاري بمدينة تيارت، ومحلات وسكنات ومراكز تجارية بمدينة البويرة وعنابة وعين الدفلى ومجمع بئر خادم بالجزائر العاصمة والذي يضم مسجد ومدرسة قرآنية و165 سكن و108 محل تجاري ومستشفى يتسع لـ 29 سرير و73 مكتب خدمات للكراء ودار للينامي ومساحة خضراء وموقف للسيارات [28]. وإن هذا التنوع في مشاريع

الوقف الاستثمارية يدل على أهمية الوقف -القطاع الخيري المنظم- في تنمية الاقتصاد التضامني -الاجتماعي في التخفيف على الدولة من أعباء النفقات إذ وجدت اليد الفنية المتخصصة لتنميته وتطوير أساليبه التنموية.

11- نماذج عن صيغ استثمار الوقف (التقليدية والمعاصرة) :

النموذج الأول : الاستثمار بالمعاوضة :

إن صيغة استثمار أملاك الوقف عن طريق المعاوضة صيغة، دعا إليها الفقهاء، فهذا الإمام ابن رشد الذي أجاز المعاوضة في الحبس للضرر عند العجز عن كرائه أو عمارته حتى لا تبقى معطلة بلا فائدة "فلا بأس بالمعاوضة فيها بمكان غيرها يكون حبسا مكانها"^[29].

إن المعاوضة صيغة استثمارية لتحسين مردود الربيع الوقفي وبالمعاوضة أفتى العلماء كابن تيمية إذ اعتبرها محققة "لظهور المصلحة، وهو قياس الهدى"^[30]، وبه قال ابن عابدين سواء شرط الواقف أو لم يشترطه، مراعاة لمصلحة الوقف^[31]. والمستنتج من هذه الفتاوى الفقهية، أنها تدل على مشروعية استثمار الوقف.

النموذج الثاني : الاستثمار ببيع الشيء الموقوف :

يتفق الفقهاء على أنه يجب مراعاة مصلحة الموقوف عليهم وهي لا تتحقق إلا باستمرار منفعة الوقف؛ فإذا انعدمت، فإنه لا يبق الوقف يقوم بدوره الاجتماعي والاقتصادي، ولذلك أفتى الفقهاء بمشروعية بيع الشيء الموقوف إذا دعت الحاجة والمصلحة إلى ذلك، على أن يشتري بماله عقارا يكون وفقا بدلته.

ومن أمثلة ذلك ما أفتى به الإمام مالك وابن القاسم بأن يباع "ما ضعف من الدواب المحبسة في سبيل الله، أو ما بلي من الثياب ويشتري بثمنها غيرها"^[32]. ونقل الونشريسي فتوى علماء المغرب والأندلس بأن "ما لا فائدة منه للوقف يجوز بيعه وصرفه في مصالحه"^[33]. ونقل الدسوقي عن أبي الفرج عن مالك أنه قال : "إن رأى الإمام بيع الوقف لمصلحة جاز وجعل ثمنه في مثله"^[34].

وببيعه قال شيخ الإسلام ابن تيمية وأفتى بأنه "يجوز عندنا بيع الوقف إذا تعطلت منفعته"^[35].

وهذا ما عليه الفتوى في المذهب الحنفي والشافعي حيث نقل عنهم جواز بيعه عند تعطل منفعته كابن عابدين والكمال ابن الهمام^[36].

ولقد ساير المشرع الجزائري الفقه الإسلامي في مسألة بيع الوقف واشترط له شروطا لم تخرج في عمومها عن أحكامه، فجاء قانون 91/10 وفي المادة 24 ببيان حالات الضرورة التي يباع فيها الوقف الإسلامي^[37].

النموذج الثالث : تأسيس شركة للصناعات التحويلية :

وهو أن تتعاقد مديرية الأوقاف مع شريك اقتصادي وطني كبنك البركة الجزائري أو أجنبي على أن تقدم المديرية أرض الوقف ويقدم الشريك الاقتصادي الآلات والمعدات، لإنشاء مصنع للمواد التحويلية الغذائية البسيطة، كتحويل الزيتون

والمصبرات، كالطماطم والفواكه، أو التمور أو مشتقات الألبان. ومنه فلو كان المشروع الاستثماري مضمونه تحويل المصبرات مثلا، فإن الشركة تقوم باستغلال أرض الوقف في هذا النوع من الزراعة ويبنى على أرض الوقف مصنع صغير تراعى فيه شروط المحافظة على البيئة عموما، ويكون تمويل الشريك الاقتصادي بالآلات والمعدات وعلى مديرية الوقف توفير اليد العاملة والفنية المسيرة له.

النموذج الرابع : تأسيس شركة للاستثمار السياحي :

وهي أن تتعاقد مديرية الأوقاف مع شريك اقتصادي وطني أو أجنبي أو مصرف إسلامي على الاستثمار في مجال الاستثمار السياحي، مثلا على أن تقدم مديرية الأوقاف الأرض المناسبة للمشروع كرأس مال للشركة ويقوم الشريك الاقتصادي بالمساهمة في عملية البناء والإنجاز على أن يتفقا على تحديد مدة الشركة بينهما بحيث يخول العقد لمديرية الأوقاف أن تشتري حصة الشريك الاقتصادي إذا رغب الشريك الاقتصادي الآخر ببيع حصته من الشركة أو بعد تمام العقد بعقد مستقل مع تحديد العمر الزمني للشركة بحيث لا يكون فيه ظلم للشريك الاقتصادي أو لمؤسسة الوقف وعلى أن تكون حصة الأرباح للشريك أكبر من مديرية الوقف على اعتبار أن الفارق بين الأرباح يخضم من قيمة الشريك الاقتصادي عند انتهاء المشاركة وبيع الشريك الاقتصادي لحصته لمديرية الأوقاف [38].

الأنموذج الخامس : العقد على توفير أدوات السقي مقابل جزء من المنتج :

وهي أن تتعاقد مديرية الأوقاف مع أحد الشركاء على أن يقوم هذا العامل بسقي المنتجات الزراعية المزروعة في أرض الأوقاف، بتوفير أدوات السقي مقابل حصة مشاعة من الإنتاج تحدد عند التعاقد، نحو النصف والرابع. كما يمكن أن يتضمن العقد شرطا جزائيا في حالة تقصير أو تفريط أحد طرفي العقد بشروط العقد، مما يترتب عليه ضررا على الوقف أو على عامله [39].

الأنموذج السادس : أن تكون الأشجار من المغارس :

وصورتها أن تتعاقد مديرية الأوقاف مع شريك اقتصادي على أن يقوم بعملية الغرس لنوع من الأشجار يتفق عليها وعلى قدرها عند التعاقد على أن تكون قيمة الأشجار في ذمة مديرية الأوقاف تؤديها بعد الانتهاء من العملية مع تحديد الأجرة المستحقة على الوقف وبذلك يكون العقد قد جمع بين الإجارة والسلم [40].

الأنموذج السابع : عقد المزارعة على جزء مشاع من المنتج :

وهي أن تتعاقد مديرية الأوقاف مع شريك اقتصادي، نحو بنك البركة الجزائري أو أحد الشركات المساهمة الزراعية على زراعة أراضي الوقف، بحيث تشارك المديرية بأرضها وجزء من البذر، ويخرج الشريك الاقتصادي بجزء من البذر والآلات العمل الزراعية، ويقوم الشريك الاقتصادي بكل أعمال الزراعة من زمن الحرث إلى الحصاد، ويكون المحصول بينهما بالمشاع وفق ما اتفقا عليه عند التعاقد [41].

الأنموذج الثامن : كراء العقارات الوقفية الزراعية بالنقد :

وهي أن تقوم مديرية الأوقاف بالإعلان عن العقارات التي تريد كراءها مع بيان أماكن تواجدها وذلك بوضع خريطة بيانية على حسب الولايات ليسهل لمن يرغب في ذلك

أن يقف عليها دون حاجة إلى الانتقال إلى المديرية الوصية لتحديد الموقع، وبيان الغرض من العقار المراد كرائه.

الأنموذج التاسع : التمويل بشراء أسهم الشركات الزراعية :

وصورته أن تساهم مديرية الأوقاف بشراء عدد من الأسهم في الشركات الزراعية المنتشرة عبر التراب الوطني، نحو شركات الحبوب والفواكه، فتختار من بين هذه الشركات الناجحة للمساهمة فيها على أن لا يكون مضمون الشركة المساهمة محرما، نحو الشركات الزراعية الخاصة بإنتاج الخمور أو التبغ، لأن مضمون العقد محرما شرعا.

الهوامش

[*] دكتور في كلية العلوم الإسلامية جامعة الجزائر، باحث مشارك CREAD.

[1] قطاع عام وخاص وقطاع ثالث (خيري).

[2] أسامة عبد المجيد العاني : "الدور الاستثماري للوقف، واقع وطموح" في : مجلة دراسات اقتصادية، بيت الحكمة، بغداد، السنة الرابعة، خريف 2002م، (ع 16)، (ص 43).

[3] انظر مقال محمد خير عوض حول المؤسسات الخيرية الأمريكية

www.islammemo.cc/kashaf/one-news.asp, يوم 07/04/2006م في الساعة 15سا.

[4] الدردير: "أقرب المسالك"، مكتبة رحاب، الجزائر، ط/1987، ص. 65.

[5] الشيخ عبد الغني الغنيمي : "اللباب في شرح الكتاب"، تحقيق محمد محي الدين عبد الحميد، مكتبة ومطبعة محمد صبيح وأولاده، مصر، ط/1381-4/1961م، (2/130).

[6] وهبه الزحيلي : "الوصايا والوقف في الفقه الإسلامي"، دار الفكر، دمشق، ط/2/1414 هـ - 1993م، ص. 169.

[7] الشيخ محمد الشربيني الخطيب : مغني المحتاج، مطبعة بابي الحلبي وأولاده بمصر، ط/ 1377 هـ - 1958م، (2/378).

[8] ابن قدامة : "المغني"، دار الكتاب العربي، بيروت، ط/1403 هـ - 1983م، (6/185).

[9] د. وهبه الزحيلي، المرجع السابق، (ص. 170).

[10] الدسوقي : "حاشية الدسوقي"، دار الفكر للطباعة والنشر والتوزيع، (4/76). والشربيني : "مغني المحتاج" مرجع سابق، (377/ - 380). وابن قدامة : "الكافي" تحقيق/زهير الشاويش،

المكتب الإسلامي، بيروت، ط 3/1402 هـ-18-1982م،
(449-2/448). وابن عابدين: "حاشية رد المحتار"، شركة
وطبعة مصطفى بابي الحلبي وأولاده، مصر، ط3/1404 هـ-
1984م، (388-2/387).

[11] الدسوقي، "حاشية الدسوقي" مرجع سابق، (4/76)
والشربيني، "مغني المحتاج"، مرجع سابق، (383-2/380).
وابن قدامه، "الكافي"، مرجع سابق، (449-2/448). وابن
عابدين، "حاشية رد المحتار"، مرجع سابق، (388-2/387).

[12] الدسوقي : مرجع سابق، (4/76). والشربيني، مرجع
السابق، (384-2/381). وابن قدامه : الكافي : مرجع سابق،
(449-2/448).

[13] الدسوقي : مرجع سابق، (4/76). والشربيني : مرجع
سابق، (384-2/381). وابن قدامه : مرجع سابق، (2/448-
449). وابن عابدين : مرجع سابق، (388-2/387).

[14] راندي دغيلام : "حركية وجمود الأملاك الوقفية في القرنين
18 و19م: دراسة مقارنة لعقود العفاء بالجزائر والمرصد
بدمشق"، في الندوة العلمية حول الوقف الجزائري، مرجع سابق،
ص.1.

[15] محمد البشير مغلي، "التكوين الاقتصادي لنظام الوقف
الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي"، المرجع السابق،
ص. 164.

[16] ناصر الدين سعيدوني : "تاريخ الوقف"، مرجع سابق، ص.
9-5.

[17] ناصر الدين سعيدوني : تاريخ الوقف، المرجع السابق، ص.
12.

[18] عبد الله جندي أيوب، المرجع السابق، ص. 29 - 30.

[19] عبد الله جندي أيوب : "الاستيطان الفرنسي في الجزائر"،
مرجع سابق، ص. 38.

[20] نفس المرجع، ص 61.

[21] نفس المرجع، ص. 30-31.

[22] محمد البشير مغلي، "التكوين الاقتصادي لنظام الوقف
الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي"، المرجع السابق،
ص.175.

[23] زيد بن قاسمي، "الوقف بمنطقة القبائل : من 1817 م إلى
1878م"، في الندوة العلمية حول الوقف الجزائري، مرجع سابق،
ص. 1.

[24] علاوة بن تشاكر : حصر الأوقاف وحمايتها في الجزائر"،
مرجع سابق، ص. 8.

[25] كمال منصوري : "استثمار الأوقاف وآثاره الاقتصادية

والاجتماعية"، رسالة ماجستير غير منشورة، فرع التسيير، كلية

العلوم الاقتصادية، جامعة الجزائر، كلية العلوم، السنة الجامعية 2000/2001، ص. 128.

[26] مصدر هذه الإحصائيات تصريح السيد عبد الله طمين مسؤول الإعلام بوزارة الشؤون الدينية والأوقاف للصحافة، انظر جريدة "الشروق" الصادرة بتاريخ الاثنين 16/01/2006م، الموافق لـ 16 ذي الحجة 1426هـ، العدد 1585، ص. 05.

[27] أحمد شوقي دنيا : "تمويل التنمية في الاقتصاد الإسلامي"، مؤسسة الرسالة، بيروت، ط1/1404هـ - 1984م، (ص. 86-87).

[28] جريدة الشروق الصادرة بتاريخ الاثنين 16/01/2006م، الموافق لـ 16 ذي الحجة 1426هـ، العدد 1585، ص. 05.

[29] التجيكاني : "مسائل ابن رشد الجد"، منشورات دار الأفق الجديدة، المغرب، ط1/1412هـ - 1992م، (2/249). وانظر، الونشريسي، المعيار، مرجع سابق، (7/17).

[30] شيخ الإسلام ابن تيمية : "الفتاوى"، مرجع سابق، (4/514).

[31] ابن عابدين : "حاشية رد المحتار"، مرجع سابق، (4/412).

[32] سحنون : "المدونة"، ضبط أحمد عبد السلام، دار الكتب العلمية، بيروت، ط1/1415هـ - 1994م، (4/418). والقرافي، الذخيرة، مرجع سابق، (6/346) والمواق، التاج والإكليل، مرجع سابق، (631-7/630).

[33] الونشريسي، المرجع السابق، (7/200).

[34] الدسوقي "حاشية الدسوقي"، مرجع سابق، (4/91). والشيخ عليش : "فتح العلي المالك"، شركة مكتبة ومطبعة مصطفى بابي الحلبي وأولاده بمصر، ط. 1378هـ - 1958م، (2/263). والتسولي : "البهجة في شرح التحفة" دار الفكر، بيروت، ط1412هـ - 1981م، (2/449).

[35] ابن تيمية : "الفتاوى"، مرجع سابق، (4/506).

[36] ابن عابدين، حاشية رد المحتار، مرجع سابق، (4/403). والكمال ابن الهمام، شرح فتح القدير، مرجع سابق، (6/209).

[37] الجريدة الرسمية الجزائرية، مرجع سابق، الصادرة بتاريخ 23 شوال 1411هـ الموافق لـ 08 مايو 1991م، ع. 21.

[38] د. صديق الأمين الضيرير : "الاستثمار في البنوك الإسلامية"، مرجع سابق، ص. 107.

وندوة إدارة وتثمين ممتلكات الأوقاف، في البنك الإسلامي للتنمية، المعهد الإسلامي للتدريب، الحلقة الدراسية لتثمين ممتلكات الأوقاف، جدة، 20/03/1404هـ - 24/12/1983 إلى 5/1/1984م، ص. 454-458. ود. علي السالوس : "المعاملات المالية المعاصرة" مرجع سابق، (147). ووهبة مصطفى الزحيلي : "المشاركة المنتهية بالتملك وصورها في ضوء ضوابط العقود

المستجدة"، مرجع سابق، (ص6-10). وجاسم علي سالم الشامي : "المشاركة المنتهية بالتمليك"، مرجع سابق، ص. 5.

[39] الباجي : "المنتقى"، مرجع سابق، (5/125). والدسوقي : "حاشية الدسوقي"، مرجع سابق، (3/540). وابن قدامة : "المغني، الكامل في فقه الإمام الميجل أحمد بن حنبل"، تحقيق زهير الشاويش، المكتب الإسلامي، بيروت، ط1/1402 هـ - 1982م، (2/289) وابن قودر: "تكملة شرح فتح القدير"، مرجع سابق، (9/489).

[40] عليش : "منح الجليل" مرجع سابق، (7/418) وابن رشد الجد : "المقدمات"، مرجع سابق، (2/236).

[41] المواق : "التاج والإكليل" مرجع سابق، (7/153). وانظر، النفراوي : "الفواكه الدواني"، مرجع سابق، (2/182) وابن قدامة، "المغني"، مرجع سابق، (5/591).

محمد الرؤوف قاسمي الحسني

التطور التاريخي والتشريعي لنظام الوقف : نموذج الاقتصاد التضامني

ملخص

يركز موضوع المقال على دراسة الوقف كنظام اقتصادي مندمج ومعروف لدى المجتمع الجزائري. المؤكد أن الوقف لا يحقق الثروة، لكن يضمن التنمية الاجتماعية تمس كل الشرائح الاجتماعية (الصدقات/التضامن الاجتماعي).

يتناول المقال معالجة تاريخ الوقف في المجتمع الجزائري والتغيرات التي طرأت على منظومته القانونية.

Résumé

L'article porte essentiellement sur le 'waqf' comme étant un système économique intégré que la société Algérienne a connue.

Certes, 'waqf' ne réalise pas de richesse mais assure le développement social de toutes les couches (charité-solidarité sociale, privé-public).

Cet article traite l'histoire du ' waqf' au sein de la société Algérienne et les différents changements que le système législatif a connu...

Abstract

The article deals mainly with the "Waqf" as an integrated economic system that the Algerian society know.

The waqf's project does not make benefits but it secures the development of all social strata such as charity and social solidarity (private or public).

This essay treats about the historical background of “waqf” within the Algerian society and the different changes which occurred to the legislative system...

Key words :

Economic institutions of “waqf” - Social solidarity - “Waqf” Legislation - Social development

JEL CLASSIFICATION : Z 12, Z13, 055 N, N 47, K 36

مثل الوقف في التاريخ الإسلامي أحد أهم الموارد الاقتصادية وقام على نهج الأعمال الخيرية الدائمة التي تعم بالنفع للصالح العام. يعتبر الوقف من أهم خصائص الاقتصاد التضامني الاجتماعي التي دعا إلى تطبيقها، حرصا على زيادة أعمال البر والإحسان وتبقى أبواب المشاركة فيه مفتوحة لجميع شرائح المجتمع من الأغنياء والفقراء والأقوياء والغرباء وغيرهم وهي محددة بعلاقات تنظيمية مقننة وبشروط الفقهاء.

تعددت الأعمال الخيرية- للمنظومة الاقتصادية- الاجتماعية- على اختلاف توجهاتها

وغاياتها قبل وبعد الإسلام، فهي جميعا تهدف في بسط قواعد الروح التضامنية وما يتحقق للنفع العام. بقي الوقف نوعا من أنواع التصرف في الملك، فمنذ الزمن الطويل كرس الناس في الحبس الخيري بعد أن فكروا في الحياة الآخرة وفي الثواب والعقاب، وبعد أن اتسعت الملكية الخاصة وأرادوا استبقاءها على ذريتهم، فكروا في الحبس الذري. ففي مصر كان الفراعنة يحبسون أموالهم ليصرف ريعها على أرواحهم ومقابرهم وتمائيلهم.^[1]

وجدت الإيرصادات الخيرية عند اليونان القدماء ويقال في ذلك أن قائدا يونانيا وقف أرضه لإقامة الشعائر لأحد الآلهة. كما ظهرت الأحباس الخيرية عند الرومان في أيام الجمهورية. وارتقى نظام الإيرصادات الخيرية بعد ظهور الديانة المسيحية، حتى أوجدت لها الحكومة موظفا يسهر على تنفيذ شروط الواقفين. وفي القرن السابع عشر 17م فإن 1/3 مساحة فرنسا كانت إيرصادات خيرية مسيحية بعد أن انتشرت تلك الإيرصادات في أوروبا، ولم تتخلص منها فرنسا إلا بالثورة حيث كانت وقفا على الملاجئ والمدارس والمستشفيات والأديرة ومحلات العبادة، ولقد عرف الرومان الوقف الذري وكان الحبس عندهم على طبقة واحدة، وعندما تعددت الطبقات، فقد شلت الحالة الاقتصادية والاجتماعية، فصدر الأباطرة أمرا بحلها إذا تجاوزت أربع طبقات معينة، حيث يصير بعدها ملكا حرا للطبقات التي تليها، أمكن تلافى مضار الحبس على الذرية.^[2]

ازداد الاهتمام في الدراسات النظرية الغربية المعاصرة بموضوع الاقتصاد التضامني الاجتماعي الذي يصب في توجه وتحقيق الخدمة والنفع العام، تطورت أطره النظرية ومبادئه نتيجة ضغوطات وتعقد مطالب الحياة، مما زاد الطلب على الأعمال الخيرية، وأصبحت حقوله المعرفية مندمجة في مفهوم الاقتصاد الثالث الذي يشمل القطاع

الجمعي أو الشبه العمومي والتي غالبا ما يمنح لهما دعما ماليا من الدولة، والتي تنطلق من إستراتيجية مبدأ العمل التطوعي الأداة التطبيقية تساعد بالنهوض وترقية المشروع ليس بفلسفة كسب الربح وتكوين الثروة القائمة على النفع العام.

ظهر تطبيق الاقتصاد التضامني لتهديب الليبرالية الرأسمالية وما ترتب من انعكاساتها على المجتمع، تبينت أطره النظرية ومصطلحاته "القطاع الثالث" في طرح جديد لجعل النظام الرأسمالي أكثر إنسانية ولشريحة كبيرة من الناس وإلى عالم المستهلكين[3]. ولفهم ذلك أن الاقتصاد التضامني شكل من حيث نشاطاته قطاعا متفاوتا مما يجعله لا يخلو من انعكاسات على مشروعيته والاعتراف به.

من الأنسب وفهم نموذج الاقتصاد التضامني في الجزائر الرجوع إلى المؤسسات التقليدية والتنقيب على مصادره الأولى المطبقة بما فيها الزوايا. طرحت تساؤلات عن الاقتصاد التضامني ولكن اجتمعت التحاليل والدراسات أنها تخص كل ما يشير إلى النشاطات التي تتناسب مع الحاجات الاجتماعية والتي تجد إشباعها فيما هو متفق عليه بتسمية القطاع الجمعي الثالث. تعددت أصناف ووظائف الاقتصاد التضامني في المجتمعات المتطورة مما صعب تحديد المفهوم. بطريقة موحدة فهو يشتمل على بعض القطاعات والتي بداخلها خدمات التقارب وتحتل مكانة مفضلة عما كانت خدمات جماعية (روضة إدارة الأحياء) أو خدمات للشخص، فائدة للعجزة أو المعوقين مجالا والذي ومن خلاله يبقى فضاء مفتوحا للعالم الجمعي بنشر نشاط متزايد ومتعدد الأشكال مع أنها تهدف إلى تحقيق أهداف ذات منفعة اجتماعية واضحة.

يكتنف الغموض في تحديد التعريف، فهو متفاوت لدى عامة الناس ومع تدهور النظم الإقتصادية في البلدان الغربية وانتشار البطالة بها، ساعد ذلك الرجوع إلى الممارسات التي كانت سائدة منذ العصور والتي حكمتها المؤسسات الدينية. إن ظهور هذا التنظيم الاقتصادي الجديد وأصبح له قاعدة عمومية في ظل اقتصاد السوق[4]. يتفق أهل التخصص في اقتصاد الوقف وإمكانية وظيفته على قاعدة إقرار إنفاق الاستثمار القائم على الحركة الدائمة للثروة والتي بموجبها تسهل عملية تداول الأموال بين مختلف الشرائح المجتمع الممكنة. ونظام التعامل اقتصاد الوقف يسير بطريقة حركية تحويل الملكية من الواقف إلى جهات الخير، دل على عكس الهدف من التملك وساعد من هبة الانتفاع على الدوران بالأصل الملوك إلى المحبس له[5].

تعريف الفقهاء للوقف :

لم يأتي ذكر كلمة الوقف صراحة في القرآن إلا الإشارات إليه في بعض الآيات :

"لن تنالوا البرّ حتى تنفقوا مما تحبون". آل عمران آية 92.

يا أيها الذين آمنوا أنفقوا من طيبات ما كسبتم ومما أخرجنا لكم من الأرض. سورة البقرة الآية 267 .

وجاء في الحديث الشريف، رواه أبو هريرة رضي الله عنه أن رسول الله (ص) قال : "إذا مات الإنسان مات عمله إلا من ثلاثة : إلا من صدقة جارية، أو علم ينتفع به، أو ولد صالح يدعو له."

ولم يظهر الوقف عند المسلمين إلا في السنة السابعة هجرية، ويعتمد الوقف في الفقه الإسلامي على ثلاثة أصول :

1. بناءً على قول النبي (صلع) في الحديث المشار إليه .

2. ما روى عن عمر بن الخطاب من النبي (ص) قال أنى أصبت أرضا بخبير ولم أصب مالا فقط أنفس عندي منه، فما تأمرني به ؟ فقال إن شئت حبست أصلها وتصدقته بها فتصدق بها عمر، أنها لأتباع ولا توهب ولا تورث ولا جناح على من وليها أن يأكل منها بالمعروف ويطعم غير متمول[6].

يتبين من الخلفية التاريخية لمشروع الوقف أنه عمل خيري، مرتكز في أسسه على تبيين وتعزيز الروابط الاجتماعية بين شرائح المجتمع من جانب وما يحمله تحقيق مشروع التنمية للصالح العام.

تفاوتت التعريفات في أقوال فقهاء الأئمة الأربعة وهي ما يلي :

1- تعريف الإمام أبي حنيفة :

1. هو حبس العين على حكم ملك الواقف والتصدق بالمنفعة على جهة الخير. ويفهم من هذا التعريف كما يراه الباحث أن عقد الوقف غير لازم عند أبي حنيفة فيجوز التصرف بعد ذلك ببيع أو برهن أو غير ذلك كالعارية، غير أنه يلزم عنده في ثلاث صور :

أ- أن يحكم به الحاكم المولى لا المحكم.

ب- أن يعلقه بموته فيلزم كالوصية في الثلث.

ج- أن يوقفه لمسجد ويفرزه عن ملكه ويؤذن بالصلاة فيه.

2- تعريف الإمام مالك :

هو إعطاء منفعة شيء مدة وجوده لازما بقاؤه في ملك معطيه ولو تقدير، أو هو جعل المالك منفعة مملوكة ولو كان مملوكا بأجرة، أو جعل غلته كدراهم لمستحق بصيغة، مدة ما يراه المحبس.

وفهم من هذا التعريف أمور منها :

أ- أن الوقف عند المالكية لا يقطع حق الملكية في العين الموقفة ولكن يقطع حق التصرف فيها .

ب- أن الوقف لازم لا يجوز التراجع عنه حتى لو يحز وهذا لم يحز أجبر على إخراجه من تحت يده للموقوف عليه.

تعريف الإمام الشافعي :

هو حبس مال يمكن الانتفاع به مع بقاء عينه بقطع التصرف في رقبته على مصرف مباح. ويفهم من هذا أن التعريف أمور منها :

أ- أن الوقف لازم ولا يمكن التصرف في رقبته.

ب- يظهر من مذهب الإمام الشافعي أن ملكية العين تخرج من يد الواقف إلى حكم ملك الله تعالى [7].

المؤسسات الوقفية :

اتفقت جملة الدراسات التي خصت موضوع الوقف ونشأته الأولى في عهد الرسول (صلى الله عليه وسلم)، ثم تطورت أحكامه ونظمه ومؤسساته في المذاهب الفقهية بناء على النموذجين الأولين المتبعين في عهد الصحابة نموذج عمر بن الخطاب الذي حبس أرضه بخيبر وكانت هي النموذج لوقف الخيرات. أما النموذج الثاني الذي قام به أبو طلحة هو الوقف على قرابته وذريته بتوجيه أيضا من الرسول (صلى الله عليه وسلم). هكذا اتضحت صورتين لنظام الأوقاف والتي تحددت فيما بعد ذلك في العهد الأموي أين توسع نشاط الوقف وامتد إلى المشاريع الخيرية، ومثل المؤسسات التعليمية والإنفاق على طلابها وبناء المساجد والملاجئ والمكتبات. تدخلت الدولة في وضع آليات إدارية للإشراف وتنظيم الوقف، ففي العهد الأموي تم إنشاء هيئة تنظيم الأوقاف وأصبح له سجل خاص يحمي مصالح المستحقين فيها، والقضاء يتولى الأوقاف ويفحص أصولها التي تطورت بعد ذلك في النظام الوقف في العهد العباسي. عين له رئيس يسمى صدر الوقف، الذي يتولى الإشراف وتعيين الأعوان لمساعدته.

اتسع الوقف في المجال الاجتماعي والاقتصادي وتطور طرق تنظيماته في تأسيس الهياكل التنظيمية وبخاصة الفترة التي تولى فيها العثمانيون مقاليد الحكم في البلدان العربية، وزاد اتساع نطاق الوقف مع إقبال السلاطين وبعض ولاة الحكم العثمانيين على تأسيس إدارة تسيير الأوقاف وسنت قوانين 1280 هجرية وبموجبه نُظمت سجلات الأوقاف وإدارة وسائل استثماراته وطرق تحصيل إيراداته. وفي عام 1287 هجرية صدر قانون آخر يبين أنواع الأراضي في الدولة العثمانية، معاملات المستغلات الوقفية، وجاءت فيه أحكام وتقسيمات لازال البعض منها موجودًا في تشريعات الدول العربية. [8]

تطور نظام الوقف وعرفت مؤسساته مصادر تموينية واستثمارات مسّت القطاعات التجارية والتصنيع والخدمية وغيرها من القطاعات الاقتصادية، والتي خصصت عوائد وإيراداتها على أغراض وقفية. ساهم القطاع الوقفي إلى تنمية المجتمع وخاصة في الأنشطة الاجتماعية والاقتصادية التي لا يتقدم إليها في العادة القطاع الخاص الساعي إلى هدف الربح.

يعد الوقف على مسجد الأزهر من أقدم المؤسسات الدينية والتعليمية التي عمّرت لأطول من 1000 سنة فكان لأهم مصدر التموين من عائدات ريع الأوقاف. يرجع أول من حبس جزءًا من أملاكه الحاكم بأمر الله بن العزيز في العهد الفاطمي وتبعته بعد ذلك أهل البذل من الحكام والميسورين الحال. كانت تدفع رواتب المعلمين والتجهيزات الخاصة من تأثيث وإنارة المسجد وغيرها.

تعددت أنواع الوقف وشملت كذلك الحصون والرباطات والمرابطين التي انتشرت طيلة العهد الحفصي، رغم موقف فقهاء الدين المحترز على منح أوقاف للمرابطين والفقراء وما ورد في قول "المعيار للونشريسي" إذ عد التحبب عليهم عونًا لهم على ما يرتكبونه مما هو خارج عن الطريق الشرعي، ويذكر محمد حسن أمثلة عن الأراضي الوقفية الخاصة برباط المنستير، والتي كان يخصص الربيع المتأتى من

محاصيل أراضيها الوقفية للمساجد بالرباط. ولما تعرضت أحباس الرباطات -نتيجة الاضطرابات السياسية- للتلاشي والاندثار قبل إعادة تعميرها في القرن السادس الهجري، وخاصة بعد قيام دولة بني حفص أوجدت طرق جديدة لوضعية الملكية الوقفية والاستفادة منها على صيغة أرض السبيل، وكان ذلك نتيجة الانهيار الكامل للبنى الزراعية خلال النصف الثاني من القرن الخامس هجري. بدأت الترتيبات الجديدة تتضح لتمتلك الأرض المهملة التي كانت حكرًا على الرباط وأصبحت في عداد "أرض السبيل". وقد تمت إعادة توزيعها وفق معايير محددة، إذ اشترط المازري شروطًا عدة للحصول على مزرعة أهمها :

- أن يكون صاحبها في حاجة لمصدر رزق.

- أن يتولى غراسة الزيتون ورعايته حتى الإطعام، دون تملك نهائي لها فهي ملكية للحصن، مع إبقاء الانتفاع له.

- أن يقتصر على أخذ ما يحتاج إليه من ثمرتها، وإنفاق البقية على المرابطين بالحصن، مع إعطاء الأولوية للمحتاجين.

استعان السلطان الحفصي برأي "البرزلي" الذي حدد منهاجًا جديدًا غير الذي اعتاد عليه الفقهاء، وكانت طريقته أكثر عملية للسلطان بعد رحيل أهل الرباط وتلاشي الغروس سهل عليه الاستحواذ على الأرض، فأمر بإعادة ترميم الأرض. [9]

أما وضعية الوقف في الجزائر قبل مجيء الأتراك أبرزها ما عرفته فترة الحفصيين في القطاع القسنطيني كما أشرنا إليه سابقًا والجهات الغربية من الجزائر التي كانت تحت حكم الزيانيين، وهي أغلبها تعود إلى القرن 9 الهجري/الخامس عشر للميلاد مثل الوثيقة التي تسجل أوقاف مسجد سيدي أبي مدين بتلمسان والتي يرجع تاريخها إلى عام 906هـ/1500م والتي توزع أوقاف أبي مدين [10]. ومن أشهر مؤسسات الوقف:

المؤسسات الوقفية في العهد العثماني

إدارة سبل الخيرات الحنفية : من أشهر مؤسسات الوقف؛ إذ كانت تشرف على جميع الأوقاف الخاصة بخدمة المذهب الحنفي من زوايا ومساجد ومدارس وموظفين وفقراء [11]، أسسها خوجة سنة 1590م وكانت تشرف على ثمانية مساجد لاسيما الجامع الجديد ومشاريع خيرية عامة كإصلاح الطرقات وإجراء قنوات المياه للري وإعانة المنكوبين وذوى العاهات وتشديد المعاهد العلمية وشراء الكتب ولوازم طلبه العلم [12].

أوقاف الحرمين الشريفين : هي من أقدم المؤسسات وتذهب أموالها إلى فقراء مكة والمدينة. ووصلت إحصائياتها إلى 840 منزلاً و258 دكاناً و33 مخزناً و82 غرفة و3 حمامات و11 كوشة و4 مقاهي، وفندق و57 بستاناً، و62 ضيعة، و6 أرحية و201 إيجار. [13]

تمكنت مؤسسة الأوقاف من تقديم خدمات عمومية والإشراف على تسيير المؤسسات المدنية، وساعد ذلك في ترقية المدينة وصيانتها. كما شكل نظام الوقف المستقل في التكفل بالإنفاق على الزوايا التي كانت تمثل وظيفتها على التعليم الديني والثقافي، بقي هذا النظام الموروث متواصلًا وتقبله الحكام.

تميزت فترة -خاصة أواخر- العهد العثماني بوتيرة سريعة للأوقاف والتي اتصفت أساسا بازدياد نفوذ الطرق والزوايا وتعميق الروح الدينية لدى السكان الذين وجدوا فيها أحسن وسيلة وخير عزاء أمام مظالم الحاكم وانعدام المون وهجمات الأساطيل الأوربية على السواحل وتكرر الكوارث الطبيعية، فضلا على أنّ الحكام الأتراك الذين رأوا في الرابطة الدينية عاملا قويا مكنهم من بسط نفوذهم وتدعيم مكانهم لدى الأهالي، الأمر الذي دفعهم في كثير من الأحيان إلى تحببب أسلاكهم إظهارا للورع والتقوى وتقربا للمرابطين واكتسابا لتأييد رجال الدين. [14] ولعل الذي ضمن الحد الأدنى من عناية الدولة للوقف هو اعتباره بمثابة -كما عبر عنه أبو القاسم سعد الله- وزارة الثقافة والتعليم والدين والشؤون الاجتماعية مجتمعة... [15].

حثت الشريعة الإسلامية على عمل الخير والإنفاق في سبيله، وتوقيف مال المسلمين على أهل البر والإحسان، هي من الصدقات الجارية الخاصة بالوقف، ومن الصدقات السائر المعول في حياة المتصدق في حياته وبعد وفاته بناء على تعريف الوقف تحببب الأصل وتسبيل المنفعة. يتضح إذن أن الوقف يصب في اتجاه الأخلاقيات الاقتصادية الإسلامية المتميزة بالتوازن بين الروح والمادة، وفي تجنب النزوات الزائلة وتتحول المادة في بحر تعاليمه إلى عبادة وقربة. ويمكن أن نعدد الأهداف والدوافع التي يلجأ لها الإنسان إلى الوقف :

أ- الدافعية إلى فعل الخير ولا تخرج عن مقاصد الدين.

ب- العمل للأخرة والرغبة في الثواب والتكفير عن الذنوب.

ج- الدافع الغريزي التخوف من عواقب الدنيا والخوف على العقب يلجأ إلى حبس الذرية أي حبس العين عن التملك والتملك، وإباحة المنفعة وتبقى مصدر الملكية معنى الوقف.

د- الدافع الاجتماعي : الشعور بالمسؤولية الجماعية التي تدفعه إلى رصد جزء من أمواله على هذه الجهة.

ويمكن إجمالاً أن نذكر أن المدارس الفقهية في العموم تتفق على أن الوقف باب من أبواب (البر والصلة) التضامن الاجتماعي في الإسلام، وأنه يخرج الشيء الموقوف من تصرف الواقف، كما أنهم يختلفون في مدى صحة تحديد الوقف بالمدة الزمنية ليرجع إلى صاحبه؟ ومسألة جواز التصرف فيه بالبيع؟ ومدى صحة الوقف على الذرية؟ وهل يمكن للواقف أن يتراجع عما أوقفه بعد العقد أم لا؟ وغير ذلك من المسائل الفرعية الاجتهادية.

أقدمت بلدان إسلامية عديدة على حصر الأوقاف الخيرية وتنظيمها وحددت منظومتها القانونية والمؤسسات التي تشرف على تسييرها. وإجمالاً يمكن القول أن تطور الأوقاف كان نتيجة اعتبارات سياسية واقتصادية.

أنواع الوقف (الحبس) :

ينقسم الوقف إلى أنواع مختلفة على حسب الهدف من إنشائه وهي إجمالاً :

1. بالنظر إلى عمومته وخصومه :

أ- **وقف خيرى عام :** أي يشمل كل أفراد المجتمع.

ب- **وقف أهلي خاص** : أي يشمل بعض أفراد المجتمع أو قد يكون وقفا ذريا.

2- أنواع الوقف بالنظر إلى محله :

أ- **عقار** : الدور والأراضي.

ب- **منقول** : الحيوانات، الأدوات والعتاد، وسائل النقل...

3- أنواع الوقف بالنظر إلى الزمن :

أ- **وقف مؤقت** : محدد مدة الانتفاع به ثم يرجع إلى مالكة الأصلي.

ب- **وقف دائم** : غير محدد مدة الانتفاع بزمن.

4- أنواع الوقف بالنظر إلى شيوعه :

أ - **وقف مشاع** : أي يختلط الوقف بملكية الآخرين دون تمييز.

ب- **وقف غير مشاع** : وهو ما تمايزت حدوده عن ملكية الآخرين. [16]

مرحلة الاحتلال :

وهي مرحلة تفكيك الحضيرة الوقفية ومصادرتها نفيها المحتل طمس معالمها بترسانة من القوانين، والرقابة على المؤسسات الوقفية، مما جعل الكثير منها تحجز عليه السلطات المدنية والعسكرية بمبررات مختلفة كعدم وجود مستندات العقار الوقفي. تمكنت السلطات الفرنسية بالجزائر فرض رقابتها الفعلية على الأوقاف وتشكيل لجنة لتسييرها تتألف من الوكلاء المسلمين برئاسة المقتصد المدني [17] الذي أصبح يتصرف بكل حرية في 2000 وقف موزعة على 200 مؤسسة ومصحة خيرية حسب ما جاء التقرير العام عن الأوقاف بتاريخ 10 ديسمبر 1835م.

أدخلت أراضي الوقف ضمن توسعة مستوطنات المدينة وكانت الإدارة الفرنسية تدرك لمعرفتهم بأهميته في تحريك الفكر ضد المحتل من خلال مدارس العلم وما يوقف عليها وعلبطلبها. كما يجب الإشارة إلى أنّ فرنسا أجرت بعض التعديلات على المنطقة الشمالية للتراب الوطني، منها حذف مبدأ عدم قابلية الأملاك الوقفية الخاصة عن التنازل بقانون 16 جوان 1851 المتعلقة بإنشاء الملكية العقارية في الجزائر، وهذا لإتاحة الفرصة لتكوين ملكيات عقارية أوروبية وتمكين انتشار المستوطنين، بينما أدمجت شيئا فشيئا الأملاك الوقفية العامة ضمن أملاك الدولة ما بين 1830 و1870 وبقى الأمر على حاله، رغم التنديدات والشكاوي من طرف المسلمين حتى غاية 20 سبتمبر 1947 المتضمن القانون الأساس للجزائر استرداد الأملاك الوقفية للمسلمين، كن لم تتبع بتدابير فعلية [18]. أما بالجنوب احترمت نوعا ما الأملاك الوقفية وبخاصة منها التابعة للزوايا التي كانت تتكفل بالتعليم.

بالرغم مما تعرضت له الجزائر أثناء الاحتلال الفرنسي من اغتصاب الأراضي والتقتيل والتشريد والتهجير واستعمال الوسائل المتوحشة لم تستطيع كسر جماع الجزائريين في مقاومتهم وبقى الشعب ثابتا في معتقده وتمسكا بمبادئ التعاون والتضامن، ولعبت القبيلة والزوايا كلا منهما دورا في إعادة إنتاج الثقافة وروح التأزر والتي استطاعت أن تحافظ على نظام التضامن الإجتماعي. لقد استحوذت

الإدارة الاستعمارية على الأملاك التي كانت في حوزة العثمانيين منها البايك و ملكية العزل المخزن وحتى منها البعض لملكية الحبس و ملكية العرش ولم تستثنى الإدارة الفرنسية قدسية المساجد و حرمتها لدى الجزائريين فاستولت على بعضها و حولت بعضها إلى كنائس مستودعات و أخرى تعرضت إلى التهديم دون أن تراعى نص المعاهدة مع داي الجزائر.

تمثل أراضي الحبس حيازة عقارية ضعيفة مقابل الأراضي الأخرى. وارتبط نوع الحبوس مع ملكية المؤسسات الدينية مثل المساجد والمدارس الدينية والزوايا، وأغلبها تنشط بالمراكز الحضرية، وفي أحواز المدن، والمزارع المجاورة لها. في بداية القرن التاسع عشر كانت هناك حوالي 400 مؤسسة تابعة للحبس ومن بينها 200 مؤسسة كانت موجودة في الجزائر العاصمة وأحوازها [19]. وكانت أغلب هذه الممتلكات من نصيب المساجد. ذكر المؤرخون إن معظمها مسيرة من طرف الجمعيات الخيرية مثل التي كانت تسمى بجمعية مكة والمدينة وجمعية الأندلس، وجمعية سبل الخيرات وغيرها.

عرفت الجزائر كباقي الدول الإسلامية نظام الوقف الذي يرفع هذه المؤسسات التعليمية مما ساعدها على كثرة الكتابات القرآنية والمؤسسات التعليمية وعرفت بالظفرة المتزامنة مع ظهور الزوايا وانتشارها في ربوع الوطن.

عرف الوقف قبل الاحتلال مكانة وأهمية في بناء التكافل الإجتماعي مما ساعد ذلك على إنشاء هيئة لتسيير أملاك المحبوس تحت إشراف المفتى الأكبر ويقوم بتسييرها المجلس العلمي المتكوّن من أعيان البلدة ورجال العلم والفقهاء وأوكلت المسؤولية للإشراف لناظر الأوقاف والتسيير اليومي تحت رعاية وكيل يسمى الشاوش. ويعتبر الشيخ الناظر المتولي أو الوكيل العام كما تعتبره بعض المصادر الموظف الرئيسي بمصلحة الأوقاف، إذ يكلف بالإشراف على أوجه الإنفاق، حفظ مصادر الأوقاف ومراقبة دفاتر [20] الحسابات الخاصة بالمؤسسة. ساعدت الآمال الوقفية من تغطية تكاليف المدرسين والطلبة، فمدينة الجزائر كانت تتوفر على 106 مساجد أهمها الجامع الأعظم الذي يقوم بخدمة 19 مدرسا و 18 مؤذنا و 13 قيما بالإضافة إلى ثلاثة وكلاء كانوا يسهرون على تنظيم العمال به. [21]

ساهمت المدرسة الثعالبية أم الزوايا في الجزائر في جمع عدد هائل من الطلبة وبناء المسجد الذي سمي باسمه فأصبح مركزا عمرانيا وبدأت البناءات حوله تكثر وتزداد، وكما قيل أن بناء المسجد في الإسلام أساس العمران في المدن الإسلامية. إذ لا يلبث العمران أن ينمو حول المسجد حتى صار المسجد نقطة التحوّل في الدراسة الطبوغرافية التاريخية للمدينة الإسلامية. [22] تميّزت زاوية سيدي عبد الرحمان الثعالبي بوفرة المرافق وكانت خلف المسجد مطابخ لتحضير الطعام للفقراء والغرباء وبيوت لإيواء من لا مأوى لهم، كما يذكر المؤرخ "بلحميسي" لقد انهالت على هذه المؤسسة تبرعات عقارية وعينية وعندما ذاع صيت صاحبها داخل العاصمة وخارجها، تهافتت الناس على مؤسسته في المناسبات كالأعياد بالخصوص ودعموا بالأوقاف المعتبرة لمواجهة النفقات وكانت الأوقاف تشتمل على دور و عمارات و حمامات و حوانيت و بساتين قرب المدينة وهي في زيادة دائمة [23]، فكانت تدر مداخل كبيرة تسد نفقات الزاوية، وتعرضت إلى الطمس أثناء الاحتلال كباقي الحبوس الأخرى التي شملها قانون المصادرة 1843 و 1848 بأمرية الوالي العام وبخاصة منها حماية الأملاك الوقفية من خلال ضمان الحقوق العقارية المشهورة بالمحافظة العقارية، فإنّ إلزامية الإشهار قد نصّت عليه المادة 41 من القانون رقم

91/10 المؤرخ في 27 أفريل 1891[24]. لقد استحوذت الإدارة الفرنسية على جزء كبير من الأحباس ولم تحترم المادة الخامسة الخاصة بالمعاهدة المشار لها، والمتعلقة باحترام الأماكن المقدسة ومؤسسات الوقف. أنّ أول قرار 7/12/1832 الذي أصدره الجنرال كلوزيل بفسخ أحباس الحرميين بدعوي أن مداخلها تنفق على الأجانب وتلاه انتزاع أوقاف الجامع الكبير. ونصّ في مادته السادسة علي أن كل شخص لا يدلي بما عنده من أملاك الأحباس والغلة ومحصول الكراء؛ يحكم عليه بغرامة لا تقل عن الدخل السنوي للعقار الذي لم يسجله. وجاء في تقرير وزير الحربية المؤرخ في 23 مارس 1843 إن مصاريف ومداخيل المؤسسات الدينية تضم إلى ميزانية الاستعمار.[25]

بينت مذكرة شكاية حمدان خوجة التي أرسلها إلى وزير الحربية الفرنسية مفادها أن الحكومة الفرنسية خرجت على أطر المعاهدة التي تشترط صيانة ديننا وحريمنا وأملاكنا وأموالنا واحترام مساجدنا وشريعتنا. ويقول حمدان خوجة في طلبه إرجاع أملاك أوقاف الحرميين التي استولوا عليها بغير حق وهي صدقة منا ومن والدينا على الفقراء. لا طريق لهم على الاستيلاء عليها واخذ ما كان عند الوكيل من النقود.

[26]

وفي شكوى أخرى يتزافع حمدان خوجة عن أملاك الوقف التي تعرضت للهدم وتوسيع الأزقة بالجزائر وما تعرّض له هدم جامع السيدة ونهب أثاثه، وفي شكوى أخرى الخاصة بمصادرة المساجد يقول حمدان أخذوا جوامعنا ومساجدنا ولم يبق بيد المسلمين إلا أربع جوامع وعدة مساجد صغار، ونحو ثلاث أرباعها أخذوه وسكنوها واكثروها للتجارة. فنطلب ردّ جميعها بحكم الشرط. وفي شكوى أخرى خاصة بأوقاف الزوايا يقول أخذوا زوايات وهي بيوت مبنية وفقا على فقراء المسلمين، يسكنوها بدون كراء على شرط لا لمحبس، كما سبق، ولكل فقير فيها حق. وحسب ما ورد في رسائل الشكاوي لحمدان خوجة أن فرنسا طمست أوقاف الجزائريين ولم تحترم الأولياء ولا تربتهم، ولم تنجو منها حتى بيوت الخلاء والمياه الجارية الموقوفة على المسلمين.[27]

اهتمت الدراسات التي أجراها الباحثون في حقل العلوم الاجتماعية المرتبطة بالمدن الإسلامية بالشرق الأوسط في القرن 16 و17م والتي كانت إدارة الموظفين والإداريين مغيبية، وتساءل "أندري ريمون" كيف استطاعت المدن الإسلامية أن تؤسس معالم حضرية كبرى في تلك الفترة المذكورة وكيف كانت الظروف وفي غياب أي سلطة أو هيئة رسمية منظمة تسيير المسائل العمرانية البحتة في المدن الكبرى، بشساعتها وكثرة سكانها وكيف بصفة خاصة كان ينظم المحيط العمراني في فترات التوسع التي عرفتها المدن العربية من القرن السابع لا سيما القاهرة ومدينة حلب. وجد الباحث إجابته بالاعتماد على دراسة وثائق الأوقاف الكبرى المتواجدة بالمدينتين. كانت الأوقاف تشكل غالبا مؤسسات ذات أهمية كبيرة من بنايات دينية، أو بناء ذو منفعة عامة يتميز بالطابع الاقتصادي : مثل محطات القوافل، الحمامات العامة، الأسواق، كما أن الأوقاف العمرانية الكبرى كانت تغطي مناطق واسعة، وهي بالتالي تشكل عمليات إعمار حقيقية[28].

ان السياسة المتبعة في العهد الاحتلال كانت متمركزة خصوصا على مصادرة الأراضي دون مراعاة واحترام المشاعر الدينية فاستولت على الأوقاف بما فيها المقابر وجاء في تقرير اللجنة الاستطلاعية التي بعث بها ملك فرنسا إلي الجزائر في 7/07/1833 جاء ما يلي... ضمنا إلي أملاك الدولة سائر العقارات التي كانت من

أمالك الأوقاف، واستولينا على أملاك طبقة من السكان كنا تعهدنا برعايتها وحمايتها... لقد انتهكنا حرمت المعاهد الدينية ونبشنا القبور، وأفتحننا المنازل التي لها حرمتها عند المسلمين. [29]

تعرّضت الحظيرة العقارية الخاصة بحبوس أملاك مؤسسات الوقف للنهب والسطو من طرف الإدارة العسكرية وكان التركيز لنظام مصادرة كل أرض قابلة للسقي تكون مطية أطماع للنهب، كما أصبحت قاعدة المحتل في معاقبة الأنظمة المتمردة على حكمها عرضة للمصادرة وكما فعلت مع حركات الانتفاضة ثورة الحداد-المقراني والشيخية وانتفاضة بسكرة [30] وغيرهم كما أشرنا سابقا. ولعل منشأ ذلك لعدم وضوح الرؤية لدى الجهات الرسمية لأهميته ولأدواره التنموية على الفرد والمجتمع، أي دوره الاقتصادي التضامني، إلا أنّ الملاحظ أن سياسة الدولة الجزائرية الآن تعتنى في تحديد آليات جديدة والاهتمام به، وتأسيس المنظومة القانونية التي تنظمه وتحافظ على كيانه.

المرحلة الثالثة : ما بعد الاستقلال :

لم يول الاهتمام بالوقف بالعناية الكافية وما يوضحه ذلك غياب النصوص القانونية المنظمة له وتأخرها في عمومها إلى ما بعد التسعينيات من القرن الماضي، وخاصة منها المتعلق في مجال تسيير الأملاك الوقفية. تعرّضت أملاك الوقف إلى تجاوزات فاستولى على الكثير من الأوقاف من طرف خواص ومؤسسات عمومية، رغم وضوح حكم الشرع فيها، والقاضي بأبديته، فأخرجه بذلك من السوق العقار بالمفهوم القانوني المعاصر. [31]

أما الآثار المترتبة عن تطبيق القوانين التشريعية الأولى الخاصة بحيازة الوقف في ظل الدولة المستقلة منها المرسوم رقم 62/12/1962 الذي مدد سريان مفعول القوانين الفرنسية في الجزائر، والقوانين التي صدرت في 1962//24/08 تحت رقم 20.62 والقاضي بحماية وتسيير الأملاك الشاغرة، فالمشرع أعطى صفة العموم للأملاك الشاغرة التي تركها المعمرون، سبق وأن أراضى وقفية تمت مصادرتها أثناء فترة الاحتلال، ودخل الكل في الأملاك العامة بموجب قانون تأميم أراضي المعمرين وفق المرسوم 63/388 الصادر بتاريخ 01/10/1963، وتلاه قانون تصحيح الأملاك الوقفية المؤممة الصادر في 17/09/1964، نصّ على استرجاع الملكية المؤممة وتثبيت الملكية الوقفية غير أنه لم يطبق، إذ لم يكن ملزما للإدارة بحماية الأوقاف [32]. وتعرّضت الأملاك الوقفية إلى المصادرة بموجب القوانين الخاصة بالثورة الزراعية رقم 71/73 المؤرخة في 08/11/1971 خاصة منها التي شملتها البنود الخاصة بتأميم أراضي البور، رغم أن المشرع وضع مواد خاصة تستثني أراضي الوقف، وكانت نتائج التطبيق عرفت تجاوزات، مما عرّض الأملاك الوقفية الخاصة للتأميم، وكانت القوانين الخاصة بالتنازل عن أملاك الدولة الصادرة بموجب القانون 81/01 المؤرخ في 10/04/1981. هو الآخر لم يشر إلى استثناءات الأملاك الوقفية التي شملتها عمليات المصادرة وفق المراسيم السابقة. بقت قوانين الأوقاف تراود مكانها باستثناء القانون 91/10 الصادر في 27/04/1991، والذي بموجبه عرف الوقف ووظائفه والنصوص الفقهية الخاصة به، وطرق استرجاع أملاكه وتقنين أدوات تنظيمه واستثماره. وهو قانون حدد طرق الإثبات الشرعية والقانونية ومعاقبة كل من يتستر أو إخفاء عقود وقفية كما ورد في المادة 35 و36 وتؤول الأملاك العقارية الموقوفة على الجمعيات والمؤسسات إلى السلطة المكلفة بالأوقاف واسترجاع الأراضي المؤممة في إطار قانون الثورة

الزراعية ومواد أخرى متعلقة بكيفية الالتزام بالتسجيل العقاري وصلاحيات تسيير الوقف وحمايته وإعفائه من الرسوم الضريبية. [33] أقر هذا القانون الحماية والتسيير والإدارة إلى السلطة المكلفة بالأوقاف، وبخاصة منها حماية الأملاك الوقفية من خلال ضمان حقوق العقارية المشهورة بالمحافظة العقارية فإن إلزامية الإشهار قد نصت عليه المادة 41 من القانون رقم 91/10 المؤرخ في 27 أبريل 1991 [34] ولعل منشأ ذلك لعدم وضوح الرؤية لدى الجهات الرسمية لأهميته ولأدواره التنموية على الفرد والمجتمع أي دوره الاقتصادي التضامني، إلا أن الملاحظ أن سياسة الدولة الجزائرية الآن تعتنى في تحديد آليات جديدة والاهتمام به وتأسيس المنظومة القانونية التي تنظمه وتحافظ على كيانه.

استدرك المشرع الثغرات القانونية الخاصة بالأوقاف، فخصص مجموعة من القوانين التنظيمية تفاديا أرك أمور الوقف تسيير في اتجاه مغاير وتثبيت المتابعة الخاصة وفي تأسيس هيئة إدارية مركزية تشرف على تسيير الأوقاف وحمايته من الاندثار والتهاون فسنت قوانين 98/381 تحدد شروط إدارة الأملاك وصلاحيات نظارة الأملاك الوقفية والأجهزة الإدارية الوقفية التابعة لناظر الأوقاف وشروط تعيينه وحقوقه وصلاحياته، وأكملت قوانين القرار الوزاري المشترك رقم 31 المؤرخ في 02/03/1991 الجانب الخاص بإنشاء صندوق مركزي للأوقاف، وتحديد طرق جمع الأموال والمحاسبة الخاصة به، وهو أول صندوق خاص بحساب ريع الملك الوقفي.

بينت وثائق الأملاك التي تشرف عليها وزارة الشؤون الدينية والأوقاف تنوع مصادر العقارات من بنايات، الأراضي الفلاحية، الأراضي المشجرة والأراضي البيضاء عبر الأرياف والمناطق الحضرية عبر 48 ولاية الأوقاف. أحصت وزارة الشؤون الدينية 15 ألف مسجد و2870 مدرسة قرآنية و2344 كتاب و312 زاوية، البعض منها مصنفة معالم تاريخية من طرف اليونسكو، إحصاء 3400 مشروع بناء مسجد، وتتضمن الأوقاف كذلك 1140 محل تجاري و2619 مسكن و618.7 هكتار من الأراضي التابعة للأملاك الوقفية، كما تم إحصاء 1555 شجرة متنوعة و3816 شجرة نخيل و7638 بستان في إطار جدولته هذه الأملاك إلى غاية 2005، بالإضافة على 2400 مقبرة للمسلمين. وتدر هذه الأملاك الوقفية أكثر من ثلاثة ملايين سنتيم من المداخيل سنويا، يخصص منها حوالي مليار سنتيم لعمليات بحث وإحصاء الأملاك وتغطية النفقات التي تخلفها النزاعات وكذا للصيانة والترميم [35]. ومن المشاكل المعترضة ان العديد من الأراضي البيضاء والفلاحية غير محددة مقاييسها ولا صلاحياتها بصفة مضبوطة، بالإضافة إلى المساكن والمحلات التجارية القديمة التي اعتمد في التعرف عليها واثباتها لشهادات الأفراد، إذ لم يحصل بعد على وثائق البعض، ويذكر "محمد لمين" أمثلة على ذلك منها :

- بعض أوقاف القصبة في الجزائر.

- الأراضي التي اعترف المواطنون انها وقف وبنو عليه مساكن ومحلات تجارية يدفعون إيجار للوزارة مثل أوقاف بلدية بوزريعة، بولوغين، حي ماكلاي بالأبيار وسيدي يحي بئر مراد رايس.

- أما الأراضي الموجودة بالمناطق الحضرية والتي لم يعترف أصحابها بأنها أملاك وقفية تم اللجوء إلى القضاء لاسترجاعها، [36] وهي كثيرة. توجد حاليا 900 قضية،

منازعات بين الوزارة وجهات مختلفة من بينها 200 قضية عرضت على القضاء وقد تم الفصل في قرابة 100 قضية لصالح وزارة الشؤون الدينية. [37]

إن موضوع فتح ملف استرجاع الأملاك الوقفية والحسم فيه من أعقد الأمور بين الهيئة الرسمية وأطراف الممثلة للزوايا، فوزارة الشؤون الدينية تقول أن نسبة 60% من الأملاك الوطنية هي أملاك وقف قبل الاستعمار، وهو نفس الطرح لدى المجتمع المدني "الاتحاد الوطني للزوايا"، ويقول رئيسه أن الوثائق التاريخية تثبت أن 60 بالمئة من الأملاك كانت تابعة للزوايا قبل الاستعمار، وعض أن تتحرك الدولة لإعادة ولو جزء من هذا الحق لأصحابه، اعتمدت بيروقراطية دينية من خلال إسناد عملية الإشراف على الأوقاف إلى وزارة الشؤون الدينية بالشكل الذي حول مريدي الزوايا إلى متسولين. [38] وتحول شكل النزاع بين الوزارة الوصية للأوقاف وتنظيمات الزوايا كالذي حدث مع الجمعية الدينية للطريقة الطيبية بالبيض في قضية عقار تمتلكه المسجل باسم زاوية مولاي الطيب الشريف منذ سنة 1917. وكان الشيخ بن سعيد الذي اشترى الأرض بتاريخ 20/01/1897 أوقفه لبناء زاوية لصالح الطريقة الطيبية... استمرت الزاوية حتى غاية 1962 حيث توقفت عن النشاط وتحول المقر إلى مكان سكن. تطالب الجمعية من السلطات إرجاع العقار على أتباع الطريقة. يتكرر نفس المطلب للطريقة القادرية التي فقدت أغلب عقاراتها التي هي بحوزة الوزارة في كل من بسكرة وسكيكدة والأغواط وتقرت والوادي. تبقى أمور حيازة الوقف وشرعيتها وطرق استرجاعها أحد المعضلات القائمة.

وأهم نتيجة أن قام الوقف بدور فاعل في الحياة الاقتصادية والثقافية والاجتماعية ومصدر ثروة لتنشيط وتغطية أعباء مصاريف الخدمات الموجهة للحاجات الإنسانية. تعمل إدارة الأوقاف بوزارة الشؤون الدينية استثمار الحيازة الوقفية العامة في قطاع الإسكان والمنشآت العمرانية. يبقى اسقاط دراسة نموذج الاقتصاد التضامني ونظام الوقف قائمة على مؤسسة الزيايا العامة موضوع البحث الميداني [39].

الهوامش

[*] أستاذ محاضر جامعة الجزائر، رئيس فرقة بحث الاقتصاد التضامني في المؤسسات التقليدية، cread.

[1] كامل السمراني : "الوقف : تصنيفه والقوانين الخاصة به"، المكتبة الأهلية، بغداد 1968. ص 3.

[2] كامل السمراني، نفس المرجع ص: 4-5.

[3] Bruno Guigue : Qu'est que l'économie solidaire ? In : Revue proleme économique, n°2667, août 2000, p. 4.

[4] Bruno Guigue : op. cit. p. 5.

[5] محمد البشير الهاشمي مغلي : التكوين الاقتصادي لنظام الوقف الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي. في المصادر. المركز الوطني للدراسات والبحث في الحركة الوطنية وثورة أول نوفمبر. 2002. ص 163.

[6] كامل السمراني مرجع سابق، ص 69.

[7] محمد عيسى : "فقه الوقف وإدارته في الإسلام"، محاضرة أقيمت في ملتقى دورة إدارة الأوقاف الإسلامية بالجزائر، 21-25 نوفمبر 1999، وزارة الشؤون الدينية والأوقاف ص 4/5.

[8] سكندرية. مجلة ثقافية تصدر عن ثقافة سكندرية، جمهورية مصر العربية، ع. 21، 2004م، عن كتاب "أحكام الأوقاف"، الخصاف : مجلة أمواج سكندرية.

[9] محمد حسن : "المدينة والبادية بإفريقيا في العهد الحفصي" ج. 1. جامعة تونس، 1999. ص 361-362.

[10] ناصر الدين سعيدوني، الأوقاف بالجزائر : دورها الإقتصادي والاجتماعي خلال القرن 12 و13 للهجرة و19 للميلاد الدورة التكوينية للقائمين على الأوقاف. دورة إدارة الأوقاف الإسلامية بالجزائر 21/25/11/1999. ص 2.

[11] Terra J. Essais sur les biens Habous en Algérie et en Tunisie. Lyon, 1899.

أنظر: سعد الله أبو القاسم، تاريخ الجزائر الثقافي الجزء الأول مرجع سابق ص 2.

[12] عبد الرحمان بن محمد الجيلالي : "تاريخ الجزائر العام"، ط. 7، الديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر 1994، ج. 3، ص 25-424.

[13] Albert Devrouse. Les édifices religieux de l'ancien Alger. T. Bastide, Alger 1870 p. 349 in :

محمد البشير الهاشمي مغني، التكوين الإقتصادي لنظام الوقف الجزائري ودوره المقاوم للاحتلال الفرنسي. المصادر. المركز الوطني للدراسات والبحث في الحركة الوطنية وثورة أول نوفمبر. ع. 6. 2002. ص 163. ص 171.

[14] نفس المرجع ص 3.

[15] أبو القاسم سعد الله : "تاريخ الجزائر الثقافي"، ج. 1، ط. 2. المؤسسة الوطنية للكتاب، الجزائر. 1985 ص 231.

[16] عبد القادر بن عزوز، عضو فرقة بحث، الاقتصاد التضامني الاجتماعي، مركز البحث من أجل الاقتصاد والتنمية. التقرير السنوي ديسمبر 2005.

[17] نصر الدين سعيدوني : "محاضرة تاريخ الوقف ودوره الاجتماعي والإقتصادي"، دورة إدارة الأوقاف، 21/25 11/1999. وزارة الشؤون الدينية. ص 3.

[18] علاوة بن تشاركر : "حصر الأوقاف وحمايتها في الجزائر"، في دورة غدارة الأوقاف الإسلامية وزارة الشؤون الدينية والأوقاف، 21/25 نوفمبر، 1999، ص. 6.

[19] Ruedy J : "land policy in colonial Algeria. The origins of the rural and public domaine". California University Press 1967, p. 6.

[20] نصر الدين سعيدوني : "محاضرة تاريخ الوقف ودوره الإجتماعي والإقتصادي" دورة إدارة الأوقاف 21/25 11/1999، وزارة الشؤون الدينية. ص 4.

[21] نفس المرجع، ص 6.

[22] عبد العزيز سالم : "تاريخ المسلمين وآثارهم في الأندلس من الفتح العربي حتى سقوط الخلافة بقرطبة"، دار النهضة العربية للنشر، بيروت، 1981، ص 376.

[23] بلحميسي : "أبو زيد عبد الرحمان بن محمد بن مخلوف الثعالبي"، الاتحاد الوطني للزوايا الجزائرية، منشورات المجلس العلمي، نوفمبر 2003. ص 4. المرجع السابق، ص 38.

[24] علاوة بن تشاكر، المصدر السابق ص 28.

[25] محمد البشير الهاشمي مغلى : "التكوين الإقتصادي لنظام الوقف الجزائري" المرجع المذكور، ص 166-167.

[26] عبد الجليل التميمي : "بحوث ووثائق في التاريخ المغربي الجزائر وتونس وليبيا"، 1816/1871. ذ.2، منشورات ديوان المطبوعات الجامعية، منشورات مركز الدراسات والبحوث عن الولايات العربية في العهد العثماني 1985. ص 101.

[27] نفس المرجع، ص 101-105.

[28] André Raymond : Les Grands Waqfs Et l'organisation de l'espace urbain à Alep et le Caire à l'époque Ottomane, 16-17 siècles. In Bulletin D'études Orientales. 1979. T.xxx1. pp. 113-128.

[29] محمد البشير الهاشمي مغلي، المرجع السابق، ص 167.

[30] علاوة بن تشاكر، المصدر السابق، ص 28.

[31] محمد لمين بكر اوي : "تسيير الإداري للوقف الجزائر"، محاضرة. دورة إدارة الأوقاف الإسلامية بالجزائر. وزارة الشؤون الدينية 13-17 شعبان 1420 ن 21-25 نوفمبر 1999. ص 4.

[32] محمد لمين بكر اوي، المرجع السابق. ص 4.

[33] وزارة الشؤون الدينية ومديرية الأوقاف، النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالأوقاف نوفمبر 1999.

[34] علاوة بن تشاكر، المصدر السابق ص 28.

[35] جريدة الخبر. 16 جانفي 2006. عدد 4602.

[37] جريدة الشروق، العدد 1630 ليوم 09/03/2006.

[38] المرجع نفسه.

[39] دراسة ميدانية، الاقتصاد التضامني الاجتماعي قيد الانجاز،
دراسة حالة للطريقة الشيعية، الرحمانية، العلوية.

عبد العزيز رأس مال

الركب والوعدة والمعروف

ملخص

يبقى تاريخ شمال إفريقيا في حركية حين نأخذ في الحسبان تلك المنجزات التي حققتها الشعوب العرب والأمازيغ في توسيع الإمارات والسلطين مقابل اللقاءات والمعاهدات بين القبائل.

من داخل القبيلة يلتقي الناس من كل صوب، معرفون بالخلية النوعية للأب المؤسس عن طريق الانتساب.

تتطابق هذه الترجمة على الطريقة الشيعية المنتشرة بالمغرب، موريطانيا، ليبيا، فرنسا، فرنسا، بلجيكا.

يظهر التضامن الكلاسيكي في التجمعات.

الكلمات المفتاحية :

سيدي الشيخ - سيدي أحمد المجذوب - الركب - المعروف

Résumé

L'histoire de l'Afrique du nord est mobile, compte tenu de l'accomplissement des peuples arabes et amazighs par l'expansion des Emirats et Sultanats, en outre les contacts et les alliances entre tribus.

A l'intérieur de la tribu les gens se rencontrent de tout bords, définissant la cellule qualitative du père fondateur par l'affiliation.

Cette interprétation s'applique par la « Tarika Cheikhia » répandu au Maroc, la Mauritanie, la Libye, la France, la Belgique..

La solidarité classique se manifeste par des rassemblements

Mot clés :

El-Waada - El-Rakb - El-Mawssim) des Ouled sidi Ahmed El-Mejdoub ;
Ouled sidi Cheikhs Ouled sidi Tadj.

Abstract

The history of North Africa is in constant motion when taking into account the achievements of the arab people and amazighs by the expansion of the Emirates and Sultanats and, moreover, the contacts and alliances between tribes.

Inside the tribe, people of different surroundings meet themselves defining the qualitative cell of the founding father by the affiliation.

This interpretation applied by "tariqua cheikhia" spread to Morocco, Mauritania, Libya, France and Belgium.

Traditional solidarity appears through gatherings (El waada - El Rakb - El Mawssim) of Ouled Sidi Ahmed El Mejdoub, Ouled Sidi Sheiks, Ouled Sidi Tadj.

Key words :

Zaouia - Mystic - "Tariqua" - "Rakb" - "Waada"

JEL CLASSIFICATION : A13.

بعد أن تناولت الإشكالية والفرضيات التي بنيت عليها البحث، والتي تعلقنا بالاقتران التضامني داخل المجال الحيوي الذي تسيطر عليه الطريقة الشيخية والتي تتوسع من الغرب الجزائري إلى عمق صحراء الجزائر.

الركب الخاص بسيدي الشيخ، والعلاقات التضامنية التي تنتج من خلاله من خلال الزيارة في شهر ماي أو جوان من كل سنة، إلى الوعدات التابعة له، كعادة سيدي الحاج بن الدين، أو سيدي الحاج بوحفص، أو سيدي بوحفص الحاج بالبنود، أو معروف سيدي أحمد المجدوب المستقل، والذي يعتبر تظاهرة كبرى تجلب إليها كل المريدين والمحبين حتى من غير أتباع الشيخية، من الشمال والجنوب والشرق والغرب، وحتى من المغرب الشقيق.

قد تناولت المجال القبلي، من خلال رؤيا من الداخل لاتحادية "أولاد سيدي الشيخ وأولاد سيدي أحمد المجدوب" الولي الصالح الذي ينتشر تأثيره الروحي إلى مجالات أوسع من مركزه الذي يجتمع إليه آلاف المريدين بمناسبة إحياء المعروف في الأسبوع الثاني من شهر أكتوبر من كل سنة في قرية "عسلة" بالجنوب الغربي

"

الجزائري.

الدراسة الميدانية :

ستكون إذن مسحية للجماعة الاجتماعية في الجنوب الغربي من خلال تأثير الحركة المرابطة الموسومة بالسلالة والزاوية والطريقة، ومعرفة التراث المحلي الذي يحتاج إلى بحث واستقصاء ومعرفة آليات نشوء النخبة في هذا الوسط الذي يتسم بالتميز السلالي بانحدارهم، ليس من آل البيت ولكن من خليفته أبي بكر الصديق - رضي الله عنه-.

مصطلح الركب :

هذا المصطلح يرتبط بحادثة تاريخية، سوف نتعرف عليها، تتعلق بالولي الصالح سيدي عبدالقادر بن محمد، خلاصتها انطلاق أهل استيتين من مكان خارج البلد، بجموعهم، ينقلون متاعهم، هدفهم التبرك بالولي الصالح، وقيادة الزوار إلى مكان المعروف للاحتفال.

تُضم كل المصطلحات السابقة الذكر: الوعدة والزردة والنشرة في المفهوم العام "المعروف" أو ما يسميه نور الدين طوالي "الطقوس البدعية".

مصطلح الوعدة :

تشتق كلمة وعدة في لغة العربية من فعل وَعَدَ الذي يعني: تعهد بشيء ما، أخذ على عاتقه شيئاً ما وقد تُعبر عن موعد مُحدّد لا يخضع لأيّ تبديل أو تغيير، يرتبط بمناسبة ما فلاحية أو دينية أو اجتماعية[1].

مصطلح الزردة :

عبارة بربرية، ستعمل في شرق البلاد وجنوبها للدلالة على نوعية الفعل في العيد الذي يلي حدثاً سعيداً: ولادة، نجاح مهني، شفاء بعد طول علة، عودة من الحج. يتم أحياناً استبدال عبارة زردة بعبارة وعدة للدلالة على ذات الشيء لكن هناك فروق على المستوى الثقافي سيتم توضيحها فيما بعد[2].

النشرة :

يشتق أصل الكلمة في العربية من فعل نَشَرَ ، أي أشاع و أذاع ، تكثر ممارستها في قسنطينة، وتُشكل دورها مع الوعدة عدة نقاط مُشتركة سنتعرّض لها لاحقاً[3]..

مفهوم المعروف :

فهو نسق من الرموز يحوي مُصطلحات مجردة ويُعتبر خطاباً حول طبيعة المجتمع لكن تأويل المعروف لا يُقلص إلى نسق من المُصطلحات أو من المعارف التي تحويها الرموز.

على هذا الأساس تتم المقارنة بين الجانب الاستهلاكي والجانب الرمزي –التجريدي، الذي أشرنا إليه في تحديد المفهوم الذي يتخذ طابعه الإجرائي من خلال دراسة بعض الحالات في مجالات مختلفة[4].

سيدي الشيخ وعائلته :

خلف سيدي الشيخ ثمانية عشر ولداً ، مات منهم سبعة دون خلف، والباقي أحد عشر ولداً تتكون من ذرياتهم قبائل أولاد سيدي الشيخ وهم :

- الحاج بن الشيخ وأمه من بني عامر.
- الحاج عبدا لحاكم والحاج إبراهيم، ومحمد عبد الله، وأمه من توات.
- الحاج أبو حفص، عبد الرحمن، المصطفى، أمهم بنت سيدي أحمد المجدوب.
- الحاج أحمد، وأمه نصرانية أسلمت وهي دفينة خميس مليانة.
- محمد، التاج، بن عيسى، وأمهم بنت سيدي عبد الجبار الفجيجي.

إنشاء الأبيض وأماكن الانتشار :

بعد وفاة سيدي الشيخ، تفرق أبنائه بعضهم رجع إلى فجيح وضواحيها، والبعض الآخر توجه إلى الهضاب العليا بالصحراء، فقد اختار سيدي الحاج أبو حفص منطقة القليعة (المنيعة)، ومنها حجَّ إلى مكة المكرمة و ينقل العياشي بأنه توفي سنة 1071 هـ-1660م في الأبيض قرب بوسمغون، وقد أنشئ القصر بجوار المقبرة، في القصر الغربي، ومن الصعب القول بأن أولاد سيدي الشيخ كانوا السكان الأوائل للقصر، فمحمد عبد الله هو الوحيد من أبنائه الذي بقي بجوار القصر، ما قبل القرن 17م لا يبدو أن هنالك تنظيماً لأولاد سيدي الشيخ ولزاويته.

يجب انتظار سيدي بن الدين، الذي أعقب سيدي أبو حفص الحاج، ابن سيدي عبد الحاكم، وهو كما يقول أولاد سيدي الشيخ الشراقة، قد فرض شخصيته، فنظم الزاوية مع العائلات المكلفة باستقبال الزوار، وهي التي لها الحق في الحصول على "الزيارة" من القبائل التابعة، وبفضله أصبح الأبيض يحتوي على قصرين: القصر الشرقي، والقصر الغربي.

فبين القصر الشرقي والقصر الغربي توجد قبة سيدي الشيخ، وقد شيد بناؤها أهل فجيح، وفي الشرق قباب سيدي الحاج أبو حفص، وسيدي الحاج عبد الحاكم، سيدي محمد عبد الله، ونفس الأمر بالنسبة لأب سيدي الشيخ سيدي محمد بن سليمان في الشلالة الظهرانية.

في القصر الشرقي أنشأ الزاوية، وقرر الزيارة السنوية التي أصبح يُطلق عليها "الركب"، وهي التي كانت محطة للحجيج للمرور من المغرب إلى الحجاز كما يذكر العياشي.

توفي سيدي بن الدين في 1750م وحاول ابنه سيدي العربي إكمال مسيرته، لكنه اصطدم بمعارضة أبناء سيدي الحاج عبد الحاكم، الذين اعتبروا أنفسهم متضررين من مداخل الزاوية، وتحت قيادة سي سليمان بن قدور حفيد سيدي أبو حفص الحاج، هاجم أبناء سيدي الحاج أبو حفص وسلبهم قطيعهم في وادي صقر وبعد صراعات توصلوا إلى السلم وقسمت المداخل إلى ثلاثة أقسام:

قسم للزاوية بالقصر الغربي والأخرى للقصر الشرقي والثالثة لزاوية سيدي الحاج أبو حفص المتواجدة بالقصر الشرقي ومن هنا فإن أولاد سيدي الشيخ الشراقة حازوا على قسمتين..

كما توجد بعض القرى الصغيرة لا توجد فيها إلا منازل قليلة منها القصيبة في شرق القصر الشرقي وقصر الرحامنة قرب قبة سيدي عبد الرحمن وقصر أولاد سيدي الحاج بن الشيخ الذي يفصله عن قبة أجداده الوادي وقصر آل بودواية المرتبط بهذا الأخير؛ وكان هذان القصران فارغين أو عبارة عن أطلال.

هناك قصر آخر، هو قصر أولاد سيدي الحاج أحمد، أنشئ في نهاية القرن 18م من طرف أعضاء هاته الشريحة وهما الحاج الشيخ بن يوسف ومعمار بن الجيلالي.

القصران الأولان (الشرقي و الغربي)، كان لهما حصن مشيد وبابين كبيرين مغلقتين ومنازل الزاوية كان لها طابق واحد والمسجد الأول الذي شيد بلا شك في القصر الغربي، وكانت له صومعة دائرية مربعة عالية حسنة الصنع. أما أول مسجد شيد في القصر الشرقي سنة 1780م من طرف ابن العربي بن الدين سي بوبكر والذي سمي "مول الجماعة" (صاحب الجماعة)، والذي توفي في 1792م ثم مسجد صغير

دون صومعة في قصر أولاد سيدي الحاج أحمد الذي صُلّي فيه الأمير عبد القادر حين طلب الدعم من أولاد سيدي الشيخ في حربه ضد الاحتلال.

هذا كله يعني أن كل قصر يرتبط بشريحة من أولاد سيدي الشيخ، ولكن قليل من العائلات التي استوطنت في القصور فنجد أحد الأحياء يُدعى باب الدغامشة نسبة إلى سكان غرب أوقروت بقورارة و هذا ما يذكره العياشي؛ وفي القصر الشرقي بعض العائلات المستوطنة من أولاد إبراهيم -أخ سيدي الشيخ - والمراسلة (أولاد مرسلي) القادمون من تاخمارت بين فرندة و سعيدة.

في القرن 19م قامت ثورتان ضد الاحتلال الفرنسي؛ الأولى بدأت في 1864م تحت قيادة سي سليمان بن حمزة الذي استشهد في عين بوبكر في 8 أفريل 1864م كانت من صنيع أولاد سيدي الشيخ الشراقة من طرف إخوة سي سليمان محمد و أحمد و قدور إلى غاية 1883م.

أما أولاد سيدي الشيخ الغرابية فكانوا يساهمون أحيانا ضد الاحتلال ويصطدمون في بعض الأحيان مع إخوانهم الشراقة، بعد ذلك هاجروا إلى المغرب بأعداد كبيرة.

الثانية، تحت قيادة الشيخ بوعمامة من أولاد سيدي التاج بفيجيج، الذي أسس زاويته بمغرار التحتاني بعد انتصاره على العسكر الفرنسي في 19 ماي 1881م بتازينة وكان رد اللواء "ناقريي" *Négrier* هو نسف القصور الخمس: الشرقي والغربي والرحامنة وأولاد بودواية وأولاد سيدي أحمد بين يومي 15 و 16 أوت 1881، وخاصة قبة سيدي الشيخ رمز أولاد سيدي الشيخ بأسرهم.

في 1883م عاد الأبيض سيدي الشيخ إلى سابق عهده بفضل سي الدين بن حمزة من أولاد سيدي الشيخ الشراقة بعدما كانوا في المنفى بوادي غير؛ فعادت القصور إلى حيويتها و انضمت إليها عائلات أخرى كالشعانية و أولاد زياد الذين أتوا من قصر سيدي الحاج الدين والفتايت.

في 1900م لم يكن أولاد سيدي الشيخ إلا قبيلة واحدة قسمتهم الإدارة الفرنسية إلى قسمين :

أولاد سيدي الحاج أبوحفص مركزهم الأبيض سيدي الشيخ وأولاد سيدي الشيخ مركزهم "الخلاف" قرب بريزينة، وأثناء الثورة التحريرية 1958م وبعدها، تمّ جمع القبيلتين في مجموعة واحدة وهذا ما سمح باستيطان مجموعة مهمة من عائلات أولاد سيدي الشيخ الشراقة الذين جاؤوا من مناطق البيض وبريزينة وبذلك أصبح الأبيض من جديد مركزاً ما فتئ يتنامى يوماً بعد يوم (مخبر أعد هذه الوثيقة بتاريخ 7 ديسمبر 1984م).

إخوة سيدي الشيخ :

سيدي محمد انضم المنحدرون منه إلى أولاد إبراهيم، الأخ الثاني الذي دُفن في القصر الغربي وانضموا إلى الطرافي وذوي منيع بعد 1881م، ويتبعون الطريقة التجانية.

سيدي الطاهر يُعرف المنحدرون منه بأولاد سيدي محمد بن سليمان قطنوا في 1864م عند بني سمير وعند أولاد بلاغ الفاقة وعند الغياثرة أولاد مسعود وعند المغاولية.

سيدي أحمد المنحدرون يُعرفون بأولاد سيدي محمد بن سليمان يقطنون في الشلالة الظهرانية.

سيدي عبد الرحمن لم يترك من بعده خلف.

عمه : سيدي أحمد المجدوب، يقطن أولاده عسلة والشلالة والمغرب الأقصى، بعضهم بنواحي سعيدة، وتيسمسيلت وعين الذهب وضواحي وهران وبالقرب من مسيلة، بل يُقال أن بعضاً منهم في أعالي سطيف وبجاية.

المنحدرون منه :

1- سيدي الحاج بن الشيخ، ويتوزع المنحدرون منه على الأبيض، وعين السخونة بولاية سعيدة.

2- سيدي الحاج عبد الحاكم في القصر الغربي، وفي بني ونيف.

3- سيدي الحاج أحمد، المنحدرون منه أولاد بوعسرية، أولاد سيدي المازوزي، بضواحي الأبيض.

4- سيدي الحاج إبراهيم، دفن بمغرار التحتاني وينتشر المنحدرون منه بين المغرب الأقصى وبني غيل.

5- سيدي محمد عبد الله الضريح يوجد في الأبيض ينحدر منه أولاد محمد عبد الله في الغرب الأقصى، وفي تابلكوزة.

6- سيدي الحاج أبو حفص بضواحي الأبيض في جبال العمور والأغواط كسال ومتليلي الشعانية.

7- سيدي عبد الرحمن (الرحامنة) المنحدرون منه في أولاد بلاغ – الضاية- أولاد ميمون- جبل العمور.

8- سيدي المصطفى ويدعون أولاد سيدي المصطفى دفين الأبيض يوجد قسم منهم في عين تموشنت، والقسم الآخر في ولهاصة بجوار رشقون.

9- سيدي محمد دُفن في الأبيض المنحدرون منه في عين صالح وتوجد شريحة بالقرب من تموشنت.

10- سيدي التاج يوجد المنحدرون منه في فجيج ومع العمور وبين مغرار الفوقاني ومغرار التحتاني، ومنهم أولاد الحرمة الذين ينتمي إليهم الثائر بوعمامة.

11- سيدي بن عيسى ويُدعى العايب دُفن بفجيج يخيم قسم من المنحدرين منه عند بني غيل، والآخرون عند نوي منيع.

أما الأحفاد :

فمنهم أولاد سي بلحسن فينتجعون مع أولاد نهار وأولاد سي الزروقي في عين تموشنت.

أولاد سي بلنوار المدفون في متليلي، المنحدرون منه بعين صالح وتيديكلت، وأولاد سيدي الحاج الدين فينتشرون بين الصحراء والتل، وأولاد سيدي المدني يتوزعون على البرابر بين ولهاصة وأولاد خالفة.

كما نلاحظ فإنهم يختلطون مع القبائل التابعة والتي تعود إلى أصول هلالية أو إلى المعقل: أولاد ميمون، أولاد عمران، أولاد زياد، الإثبج، أولاد ناصر، ولاد حمزة، أهل عقيل، الأرباع، الأغواط كسال، العمور، بني عامر، وغيرهم...

من المغرب و فجيح إلى بلاد الجريد بتونس وحتى ليبيا تشبه هذه العائلة بنخلة كبيرة يمتد جذرها وجذعها في الصحراء وتمتد أفنانها حتى التل ويمكن الإحساس بنشاطهم في كل مكان حيث أن للمنحدرين منهم الأمر والنهي طالبين ومطلوبين.

من المخطوطات التي تناولت حياته، أو ما ألفه أحفاده :

المناقب : حول حياة سيدي الشيخ، تأليف الفقيه أحمد بن أبي بكر السكوني الفجيجي.

بهجة البهاج : في التصوف، تأليف العارف بالله سيدي أبو حفص الحاج.

مفتاح الخيرات : في الصلاة على النبي صلى الله عليه وسلم، تأليف أبو حفص الحاج.

أوراد الطريقة الشيخية :

يجتمع مريدي الطريقة الشيخية بعد صلاة الصبح وبعد صلاة المغرب لتلاوة أوراد الطريقة، وهكذا في حلقة دائرية يفتح المقدم الورد الجماعي بحزب الفلاح، يتلوه بعد ذلك بلا إله إلا الله (100 مرة) ثم يبدأ القصيدة المسماة : الحضرة يردد أبياتها المقدم مع من تيسر لهم حفظها ويردد الإسم المفرد الله (12 مرة) بعد كل بيتين إلى نهاية الحضرة. ثم يتلوها ترديد الإسم المفرد الله (50 مرة) وفي الختام الدعاء.

حزب الفلاح :

أعوذ بالله من الشيطان الرجيم ، بسم الله الرحمن الرحيم، توكل على الحي الذي لا يموت (3) وقل الحمد لله الذي لم يتخذ ولداً ولم يكن له شريك في الملك ولم يكن له ولي من الذل وكبره تكبيراً. الحمد لله الذي هدانا لهذا وما كنا لنهتدي لولا أن هدانا الله، لقد جاءت رسل ربنا بالحق، جزى الله عنا سيدنا ونبينا محمد صلى الله عليه وسلم أفضل ما هو أهله (3 مرات)، ربنا لا تُزغ قلوبنا بعد إذ هديتنا وهب لنا من لدنك رحمةً إنك أنت الوهاب (3 مرات).

أعوذ بكلمات الله التامات من شر ما خلق .

بسم الله الذي لا يضر مع اسمه شيء في الأرض ولا في السماء وهو السميع العليم (3 مرات) أستغفر الله العظيم الذي لا إله إلا هو بديع السماوات والأرض وما بينهما من جميع جرمي وظلمي ومل جنيته على نفسي وأتوب إليه (3 مرات) فسبحان الله حين تُمسون وحين تُصبحون وله الحمد في السماوات والأرض وعشياً وحين تُظهرون، يُخرج الحي من الميت ويُخرج الميت من الحي ويحيي الأرض بعد موتها وكذلك تُخرجون.

سبحان ربك رب العزة عما يصفون وسلام على المرسلين و الحمد لله رب العالمين،
لا إله إلا الله سيدنا محمداً رسول الله صلى الله عليه وسلم وعلى آله (10 مرات).

ثبتنا يا رب بقولها وارحمنا يا مولانا بفضلها واجعلنا من أخير أهلها واحشرنا مع
الحبيب سيدنا محمد صلى الله عليه وسلم وعلى آله (3 مرات).

أستغفر الله من كل ذنب أذنبته عمداً وخطأً سرأً وعلانيةً وأتوب إليه من الذنب الذي
أعلم ومن الذنب الذي لا أعلم وأنت علام الغيوب، غفار الذنوب، ستار العيوب،
كاشف الكروب، وأتوب إليك، ولا حول ولا قوة إلا بالله العلي العظيم. اللهم اغفر
لأمة سيدنا محمد صلى الله عليه وسلم، وكل من آمن به وجميع المسلمين والحمد لله
رب العالمين.

أعددت لكل هولٍ لا إله إلا الله سيدنا محمد رسول الله صلى الله عليه وسلم ولكل نعمة
الحمد لله ولكل رخاء الشكر لله، ولكل أعجوبة سبحان الله، ولكل ضيق حسبي الله،
ولكل ذنب أستغفر الله ولكل همٍّ و غمٍّ ما شاء الله، ولكل قضاء وقدّر توكلتُ على
الله، ولكل مُصيبة إنأً الله وإنأً إليه راجعون، ولكل طاعةٍ ومعصيةٍ لا حول ولا قوة إلا
بالله ولكل بلاءٍ وشدةٍ استعنتُ بالله (2 مرات) استعنتُ بالله صلى الله عليه وسلم
محمداً وعلى آله وصحبه وسلم تسليماً والحمد لله رب العالمين. لا إله إلا الله (100
مرة)

الحضرة :

بدايتها :

يا الله خلخل قلبي

في هوى ذكرك لهواك قلت يا ربي

بالمرصد لقاك

الله (12 مرة)

ونهايتها :

يا الله طب المعلول

يا الله بجاه الرسول يا الله و اشف المعلول

يا الله وفسي ذا القول

الله (12 مرة)

ذكر الله (50 مرة).

الدعاء :

بدايته ...

يا الله يا دايــــم يا حي يا باقي
لا تجعل فــــينا لا محروم و لا شاقى
يا الله (10 مرات)

نهائته...

سبحان ربك رب العزة عما يصفونا

وسلام على المرسلينا والحمد لله رب العالمينا

ثم يتلو ذلك الصلاة على النبي صلى الله عليه وسلم، وصيغتها كالتالي :

اللهم صلّ على سيدنا محمد وعلى آله كما لا نهاية لكمالك وعد كماله (24 مرة) وفي
المرّة 25 يقولون اللهم صلّ على المصطفى محمد وعلى آله كما لا نهاية لكمالك وعد
كماله : الصلاة والسلام عليك يا سيدي يا نبي الله ، الصلاة والسلام عليك يا سيدي يا
رسول الله، ألف صلاة وألف سلام عليك يا سيدي يا من خيره الله.

اللهم شفعه فينا بجاهك عنده (3 مرات)، يا الله سبحان ربك رب العزة عما يصفون
وسلام على المرسلين والحمد لله رب العالمين.

ويُختتم الورد العام بلا إله إلا الله تُقرأ على الشكل التالي :

بعد أن ينقسم الجمعُ إلى قسمين يُردد القسم الأول : لا إله إلا الله (2) ثم يكرر القسم
الثاني نفس العدد

ويُعاود القسم الأول لا إله إلا الله (2 مرتين) يُردها القسم الثاني كذلك.

وفي الثالثة يقول القسم الأول لا إله إلا الله محمد رسول الله ليكررها القسم الثاني
(100 مرة) وفي تمام المائة يقول لا إله إلا الله شفيعنا رسول الله : الصلاة والسلام
عليك يا سيدي يا نبي الله، الصلاة والسلام عليك يا سيدي يا رسول الله، ألف صلاة
وألف سلام عليك يا سيدي يا من خيره الله : اللهم شفعه فينا بجاهه عندك (3 مرات)
يا الله ، سبحان ربك رب العزة عما يصفون وسلام على المرسلين والحمد لله رب
العالمين

الورد الخاص :

هي أنكار يختص بها المقدم الفقراء.

عند أولاد سيدي الشيخ فهناك تصور لوعدة سيدي الحاج بن الدين في أكتوبر
1979م من حيث هي إكرام للولي بمعنى أن لها قيمة دينية؛ فهي تيريء المرء من
فريضة دينية أبرمت مع الولي المُكْرَم. تكاليف الاحتفال تقعُ على عاتق المُتعاقد وحده
الاعتقاد في الولي كوسيط مع الله في المتمثلات الشعبية وما يبرر هاته الوساطة
صلاحه و تقواه .

تمتد هذه الزيارة التي تجمع كل عام زهاء 10 آلاف شخص يأتون من كل نواحي
-البلاد على مدى سبعة أيام متتالية مكرسة بكاملها للاحتفالات الطقسية : أضاحي

تعزيمات دينية تتبعها وتيرة انشراح قُصوى تقوم مكوناتها على استئارة بركة هذا الولي الجليل [5].

ركب سيدي الشيخ :

يذكر الشيخ قدور بن عالية في أحد بحوثه بأن الركب هو مناسبة يحتفل بها أولاد سيدي الشيخ منذ وفاة الولي الصالح سيدي عبدالقادر بن محمد السماحي (سيدي الشيخ)، وهي فرصة للتعارف بينهم، وفك النزاعات الاجتماعية بين الأعراش والقبايل وهي تسوية للنزاعات الفردية أيضاً وحالات الطلاق التي لم تجد حلاً في المحاكم الشرعية إذ تخضع للعرف من المنتسبين للزاوية أو خدامها، كما أنها مناسبة تجارية يتم فيها تبادل السلع والمنتجات وبيعها بل هي سوق (سويقة) أسبوعية خلال فترة الركب.

يقرأ القرآن من طرف تلاميذ الفقيه سيدي محمد بلكبير شيخ آدرار وعالمها، ويقال أن الذي قام بهذه الوعدة هو رجل من استيتين (30 كلم) من البيض كان في عهد سيدي الشيخ وكان مريضاً، فلجأ إليه قائلاً له : "إني أتعهد أملك لو دعوت لبارئي ومصوري ليشفين وشفيت لأجعلن لك معروفاً كل سنة".

وفعلاً شفي الرجل بإذن الله وأقام ركب سيدي الشيخ بعد وفاته حيث شيع جنازته 350 تلميذاً وقام بغسله سيدي أحمد بن موسى وبعد دفنه قرأ التلاميذ 60 حزباً من القرآن الكريم (ما يُعرف محلياً بالسلكة) أي ختم القرآن؛ وبهذا فهو ركب أهل "استيتين" ولحد الآن فإن الركب لا يبدأ إلا إذا أتى أهل استيتين بخيامهم ووسائل نقلهم وحاجياتهم ويبقى الركب مدة خمسة أيام للاحتفال فهو يحيي الذاكرة، وذلك بالمبيت ليلة الخميس حول مقام سيدي سليمان بن أبي سماحة جد سيدي الشيخ (يبعد عن الأبيض سيدي الشيخ حوالي 10 كلم)، ثم يواصل أهل استيتين سيرهم حفاة على الأقدام في اتجاه الأبيض سيدي الشيخ ولكن هذه العادة استبدلت بالشاحنات وسيارات النقل الجماعي كما لاحظنا ذلك في 2004م. من مميزات هذه المناسبة:

- قراءة القرآن من طرف تلاميذ الشيخ بلكبير من آدرار.

- أداء قصيدة الياقوت التي تحتوي على 174 بيتاً من طرف مفاهيم الطريقة الشيعية ومريديها.

- تنظيم ما يسمى بالحضرة في الصباح وعند المغرب أيضاً.

- الاستمتاع بسباق الفروسية (العلفة) في الفرعة -مكان في الأبيض سيدي الشيخ- ممزوجة بالأهازيج الشعبية والأغاني ورقصة الصف للنساء ورقصة العلاوي المشهورة في المنطقة.

- تنظيم معارض للتعريف بتراث المنطقة.

وتدخل الدولة ظاهرة جديدة في تنظيم هذه الاحتفالات من ذلك الافتتاح الرسمي يكون من طرف الولي والسلطات المحلية وخلال مرحلة الاحتفال توقف الركب؛ وحتى بعد الاستقلال لم تكن منتظمة بالشكل الذي يرغب فيه أولاد سيدي الشيخ حيث اكتفى المواطنون القاطنون بعيداً عن الأبيض سيدي الشيخ بالوفود عليها جماعات للزيارة وقد اعتاد الأهالي على أن ميقاتها بين شهري ماي وجويلية من كل سنة، مثلاً في

2005م أقيمت في 9 من شهر جوان وحضرها جمع غفير من كل أنحاء الوطن ومن المغرب الشفيق.

والمشاركة هذه تتم كما قلنا سواء من أحفاد سيدي الشيخ أو قبائل وأعراس أخرى وهناك عدة وحدات تُقام في الفرعة بجانب القبة وهذا في خريف كل سنة ابتداءً من يوم الخميس مساءً وتشارك فيها عدة قبائل مثل : أولاد سيدي محمد عبدالله، أولاد سيدي الحاج بن الشيخ وأولاد سيدي الحاج بوحفص وهي كلها لتشريف أبيهم سيدي الشيخ الذي تنتمي إليه الاتحادية تقوم العائلات بتحضير الطعام في بيوت أبنائه، وتقوم بتقديمها إلى السكان بالفرعة قبل صلاة المغرب وبعد إتمام هذه الوليمة (الصدقة) تُقرأ حضرة "الجلالة" ثم يتقدم المشايخ للدعاء بالخير والبركة لكل المجتمعين والحاضرين ويختتم بالفاتحة والصلاة على النبي -عليه الصلاة والسلام-.

كان دور الزاوية في الماضي لعابر السبيل تحمي المساكين و تعيل الفقراء وتعلم القرآن وتجمع الزيارات من مارس إلى غاية جوان والقبض هو النذر من الخدام والموالين و المحبين للزاوية، ففي الغرب الجزائري يتم تقسيم العائلات حسب نوع الهبة فهناك من يقدم غلة القمح والحبوب وهناك من يقدم كبشاً في السنة، وهناك من يقدم عن ذلك نقداً نظراً لصعوبة النقل وتصرف على الزائرين من الفئات المذكورة سابقاً.

من مصادر تمويل الزاوية :

الأحباس من أملاك وأحواش وأراضي زراعية والنذور والأموال التي تأتي من صندوق الضريح.

الأراضي التي وهبت من طرف السكان من ناحية التل كغليزان وتيارت ومستغانم هي أراضي زراعية لإنتاج الحبوب؛ وما أعطته قبيلة أولاد شعيب ومنداس في زمورة والبساتين في فجيج ووحدات النخيل الموجودة في دائرة تيميمون بولاية أدرار وكذلك تنوع المصادر من حبوب ومواشي وأصواف وسمن (الدهان)...الخ كلها أحباس للزاوية.

كما أن الزاوية تتوفر على حساب بريدي جاري C.C.P. لادخار الأموال الفائضة في المناسبات كما تتلقى إعانة من الدولة والشؤون الدينية والأوقاف والمترعين.

تستثمر أموال الزاوية في القيام بالمشاريع الكبرى، كبناء مسجد ذو صومعتين، وبناء قاعات لتدريس القرآن وتوزيع الأموال على الفقراء والمساكين، وكذا في طلاء وتجميل الزاوية.

غير أنه إذا رجعنا إلى سيدي الشيخ عند وفاته قد أوقف على خدم الزاوية هبات وعطايا مريدي الزاوية وأصبحت حبساً عليهم ولا دخل لعائلة سيدي الشيخ فيما يجمعون من هبات وغيرها. كما اعتمد على المريدين والإخوان والخدام في جمع الهدايا والأموال من لدن القبائل والأتباع لتوجه للخدمات العامة [***].

أما زاوية السخونة -سعيدة- فهي للفرع الآخر من أولاد سيدي الشيخ تأسست حديثاً في 1846م، وموسم الزيارة مناسبة لها للقبض سواء في الركب، أو المواسم الأخرى لجمع النذور؛ ولها فرع في الأبيض سيدي الشيخ عبارة عن مدرسة قرآنية تضم 30 طالباً داخلياً و100 طالب خارجي ومصادر تمويل الزاوية من الأحباس

[الموقوفة والتبرعات ومساعدات الدولة ووزارة الشؤون الدينية والأوقاف]***

وعدة سيدي بحوص الحاج بالبنود :

وهذه المحلة تبتعد عن الأبيض بحوالي 80 كلم، ويقوم سكان البنود بإطعام القادمين خارج المنازل في الهواء الطلق، وهذا بعد نصب الخيام، تبدأ يوم الأربعاء وتنتهي يوم الجمعة، وتروي الذاكرة الشعبية أن سيدي بحوص الحاج كان يتوافد عليه الزوار بكثرة فأتاه جده سيدي الشيخ وقال له : "يا بحوص الحاج هل أنت معاون أم معاند؟" فرد عليه بحوص الحاج : "أنا يا سيدي معاون، كيف يتركون السبع، ويأتون إلى الضيع"... ونفس هذه الحكاية نجدها عند أبناء سيدي أحمد المجدوب بين الأخوين سيدي بوبكر وسيدي محمد؛ فرحل سيدي بحوص الحاج إلى البنود، ثم هاجر إلى مصر وتوفي فيها بعد عودته من الحج ويقال أن ضريحه قرب الإسكندرية، وينادونه لحد الآن بالغريب.

وعدة سيدي إبراهيم :

وهو أخ سيدي الشيخ، وينتقل المحققون به من الأبيض سيدي الشيخ إلى اربوات التي تبعد 20 كلم عنه والمناسبة هي وفاة سيدي أحمد التجاني مؤسس الطريقة التجانية يوم الخميس 17 شوال 1230 هـ عن عمر يناهز 80 سنة؛ فشرع من ذلك العهد أبناء سيدي إبراهيم في إقامتها سنوياً حيث كان الشيخ قبل وفاته يأتي لاربوات مرة واحدة في السنة خلال فصل الخريف وتستغرق إقامته شهراً كاملاً يستغلها في تقديم دروسه ومواعظه المتعلقة بطريقته الأمر الذي أدى بالمقيمين إلى استضافته يومياً، وكانوا ينتقلون بين المركب وعين الحمام باربوات، ثم انتقلوا إلى الأبيض سيدي الشيخ.

لذلك فموعد الوعدة هو فصل الخريف يتكفل أولاد سيدي إبراهيم بالقادمين يومي الأربعاء والخميس أما الجمعة فهي مخصصة لسكان اربوات الذين يقدمون الغذاء للوافدين وبعدها يتجه هؤلاء إلى مقام سيدي أحمد التجاني لقراءة الفاتحة.

سيدي أحمد المجدوب [6]

سيدي أحمد المجدوب كما أوضحنا في سلسلة نسبه حفيد للخليفة الراشد أبي بكر الصديق، رفيق وصديق و قريب الرسول محمد صلى الله عليه وسلم نسبهما يلتقي ابتداءً من الحلقة الثامنة صعوداً وهو مرة بن كعب، مآثر أبي بكر الصديق مع الرسول معروفة، فهو الذي صدقه عندما كذبه الناس، وهو الذي أعطاه كل ماله في حادثة شهيرة، وهو الذي هاجر معه إلى المدينة، وهو الذي ثبت أثناء وفاته صلى الله عليه وسلم بقول الله عز وجل : "وما محمد إلا رسول قد خلت من قبله الرسل، أفإن مات أو قتل انقلبتم على أعقابكم"، ثم تولى الخلافة بعده، وحارب المرتدين عن دفع الزكاة أو ما نسميه اليوم بالاقتصاد التساهمي، ثم عهد لعبد الرحمن بن أبي بكر حمل لواء البوبكرية، بعد أن نفاهم العباسيون الأوائل غادروا مكة بعد مغامرات عديدة إلى مصر ثم تونس إبان حكم الدولة الحفصية، وأشهرهم سيدي معمر بالعالية الذي غادر تونس مع رفاق أو وزراء واستقر في وادي القليطة قرب اربوات في الجنوب الغربي الجزائر أسس هناك زاوية لتعليم السنة بعد وفاته استمر ابنه سيدي عيسى وسيدي بلحيا وسيدي أبوليلي إلى سيدي بوسماحة إلى ابنه سيدي سليمان في ممارسة التعليم الديني.

بعد الدراسة و طلب العلم في المدن الكبرى بالمغرب وفي غرناطة بإسبانيا عاد سيدي سليمان إلى الجنوب الغربي الجزائري حيث كان إماماً بمسجد شرفاء "لودا غير"

بفجيج بعد ذلك بقليل أسس زاويته الخاصة في بني ونيف على بعد كيلومترات قليلة.

هذه الفترة تطورت فيها الحركة المرابطة بالمغرب العربي الكبير، حيث اتصل سيدي سليمان بسيدي أحمد بن يوسف الذي كان يُدرس في وادي الشلف و في منطقة معسكر والذي كان مُقدماً للطريقة الصوفية الشاذلية تلميذ زروق البرنوسي من بجاية؛ أما الحركة الصوفية في الجنوب الغربي فنرجع إلى سيدي سليمان بن أبي سماحة بلا منازع وهو من المُنتسبين الممتازين لها.

خلف سيدي سليمان كما ذكرنا سيدي محمد، ولالا صفة سيدي أحمد المجدوب جد أولاد سيدي أحمد المجدوب البوبكرية.

توجد قبة سيدي أحمد المجدوب بعسلة ولد حوالي نهاية القرن الخامس عشر/بداية القرن العاشر الهجري وتوفي في العقد السابع من القرن السادس عشر الميلادي العاشر الهجري، لقد رأى النور في فجيج أين كان أبوه يتولى الإمامة أمه عائشة بنت أحمد بن سيدي عبدا لجبار من عائلة معروفة بثقافتها وعلمها بفجيج أنجبت رجال دين و أدباء ومؤلفين ينحدرون من الأشراف الأدارسة.

قضى الشاب أحمد طفولته في مدارس فجيج بني ونيف والشلالة الظهرانية ففي بني ونيف تتلمذ في زاوية أبيه، وفي فجيج أخذ العلم من زاوية جده من أمه وفي الشلالة الظهرانية التي كانت مركزاً للمنطقة التجارية البوبكرية عاش تارة في الخيمة كبدي وتارة أخرى في القصر متعلماً في المدرسة التي خلفها الأشراف المنتسبين لسيدي أحمد بن يوسف.

تعرف على الطريقة الصوفية و عمره لا يتجاوز العشر سنوات عندما زار سيدي أحمد بن يوسف الجنوب الغربي وولاء أبيه سيدي سليمان لهذا الشيخ لا يخفى على العارفين بالفضاء الصوفي للمنطقة في قصة "المذابيح المشهورة".

وفي سن المراهقة وتحت إشراف والده اطلع الشاب أحمد على أصول الطريقة الصوفية : الصلوات الإضافية (النوافل)، التهجد بالليل، التأمل والذكر، العزلة، الابتهالات.

صفاء هاته الأفكار السامية في روح هذا الشاب جعلته يُبدي استعداداً كبيراً لتقبل المهمة التي سيضطلع بها في المستقبل وهو ما سمح للجنوب الغربي أن يشهد صوفياً كاملاً في روح سيدي أحمد المجدوب.

بعد التعليم التقليدي الذي أخذه من مختلف مدارس الناحية، اطلع اطلاعاً واسعاً على الطريق الصوفي مما أتاح له أن يرقى بسرعة إلى الرتبة العليا عند أهل التصوف، كما يدل عليه وصفه بالمجدوب، وهي الصفة التي غلبت على اسمه.

عند بلوغه مرحلة الاكتمال العقلي، تعود الشاب على هجرة الأماكن الأهلة (خيام العائلة أو قصر الشلالة) ليسيح في الجبال والسهوب حاملاً معه زاده البسيط من الخبز و التمر اليابس – وقد ينسى ذلك- لقضاء ليالٍ في الصلاة والتهجد في ملاجئ مظلمة يُصارع الرياح والبرد القارس حتى الفجر.

الملاجئ الرئيسية وأماكن الزهد التي تردد عليها هي : الجبل الذي يطل على البحيرة القديمة (حمام ورقة) "أكمة المسيف"، على حافة الطريق بين عسلة والنعام، ملجأ جبلي على مسيرة ساعتين من المسيف، كدية عبدالحق، خناق الطيب، المشرع

الأبيض؛ أما الدار التي كان يقطن فيها مع زوجته فهي فوق الربوة كما سنوضح ذلك فيما بعد، أما خلوته الرئيسية المشرفة على وادي عسلة فقد كان محلاً لتأملاته الباطنية، حيث إذا جلست فيها فإنك لا ترى إلا السماء الزرقاء.

عاش الشاب أحمد حياة صوفية لم يصل إليها صوفيين لامعين إلا متأخرين فهو لم يكثر بقضايا المال والماشية وقد ترك من ورائه بعض الأمثال التي تركها لحفيداته من نسله : "اللي دارت الذهب تذهب" تبين ازدياد المال و الحياة الدنيا.

شجعه أخوه سيدي محمد أخوه من أبيه والأسن منه على الزواج فتزوج سيدي أحمد لالا أم كلثوم بنت سيدي بوتخيل (بودخيل) وهو شريف ينحدر من سلالة سيدي عبدا لقادر الجيلاني استقر في أربوات حيث توفي ودُفن وبما أن موضوعنا يهتم بالتقاطع بين الأشراف وآل أبي بكر الصديق، فهو سيدي بودخيل بن شعيب بن الحسين بن علي بن عبدالقادر بن محمد بن أحمد بن لقمان بن عبدا لرزاق بن سيدي عبدالقادر الجيلاني، وسيدي بودخيل يرجع موطنه إلى زمورة قريب من البرج فهجر و سكن في أربوات في دائرة البيض مُحاطاً بأبنائه و خدمه له أملاك من بينها بئراً في "الحاسي الأبيض" وقد طلب سيدي محمد بن سليمان يد ابنته "سلامت" وقد دفع هبة له هذا البئر بطلب من ابنته فنازعه اخوته في امتلاك الآبار، ومن ثمَّ كان هذا مصدرراً للنزاع الدائم مع أولاد سيدي الشيخ الذين غلبوهم على أمرهم فقرروا الهجرة إلى عين الصفراء التي كانت تُدعى العين الصافية هذه الأحداث وقعت في سنة 987 هـ الموافق لسنة 1567م، ولكن الشريحة الأقوى هي التي تنتسب إلى سيدي بودخيل الشريف تتشكل من أولاد سيدي داود، أما البقية فهم أحلاف انضموا إليهم بالولاء : شريحة من قبائل الأغواط كسال من بني سنوس، من حميان، من ذوي منيع، من أولاد مدّاح، من أولاد جرير، من أولاد الحسين، كلهم خدام سيدي بودخيل بالإضافة إلى أولاد عطاء وأولاد يوسف [7].

وقد أنجب ولدين وبنثاً، كما سنوضح لاحقاً وهم : سيدي التومي - سيدي سليمان والبنث التي تزوجت ابن عمها سيدي الشيخ.

كان إماماً للقريّة، وفي أغلب الأحيان سائحاً في الفجاج ممتطياً حماره الذي روضه ليطوي المسافات (من هنا تسمية "بوحمير" التي أصبحت لصيقة به).

لقد اندمج سيدي أحمد المجدوب في التاريخ المغربي، وكان طرفاً أساسياً في فك النزاعات التي كانت سائدة آنذاك، وقد ترك آثاراً في الجنوب الغربي برمته... يتخلى عن التمارين الصوفية ليساهم في حركة واسعة مسّت الجنوب الغربي في جانبه الاقتصادي والسياسي.

ومنها القصة الشهيرة لطرد قبائل بني عامر من الجنوب الغربي تجاه الشمال، من خلال قصة رمزية هو بطلها المنتصر على المستبد "شيخ بني عامر" والمسمى عبدالحق.

ذكر ابن خلدون قريتي أربا و بوسمغون في كتاب "العبر" وذكر بني عامر، هذه القبيلة الهلالية التي كانت ترتحل في الهضاب العليا من سرسو بتيارات إلى وادي ميزاب في رحلة الشتاء وهي التي طلب العون منها يغمراسن بن زيان سلطان تلمسان للرد على المناوئين المرينيين.

فكانوا ينحدرون للبحث عن الكلاً في الشتاء من زوزفانة إلى وادي صقر وبعض الأحيان حتى قورارة ؛ كل قُرى جبال القصور كانت تحت سيطرتهم لدرجة أن ابن خلدون سماها "قصور بني عامر" ومنها بوسمغون و أربا.

لذلك هناك مثل يُطلق على بني عامر مشهور في الوادي الغربي : "إن بني عامر بخيامهم وقطيعهم يمضون الشتاء في وادي زوزفانة جنوب فجيج و الربيع في وادي صقر جنوب بريزينة ولصيف في سهول تاسلا حيث يمونون بالقمح والخريف في حواف جبل عنتر قرب المشرية".

معروف سيدي أحمد المجذوب :

لقد بحثنا في دراسة سابقة وعدة سيدي أحمد المجذوب، والتي يرمز إليها دينياً بالمعروف، وبيننا أن وضع القبة والضريح تستجيب لمتطلبات الروحانية الإسلامية، فهو على اليمين رمز الإيمان، وتجاوزها مع منبع الماء رمز الخصب والعتاء، والمقبرة رمز الذاكرة والبعث، والمدرسة رمز العلم والمعرفة الدينية، أما الشكل الهندسي للقبة، فهو يرمز إلى الكون التناغم والمستدير.

إن الضريح يطل على بلدة صغيرة تدعى عسلة، شاعت في القرن 15م-10 هـ، وكانت معبراً هاماً للقوافل... والتسمية اختلف فيها، فهناك من يرجعها إلى أصلها الأمازيغي أسلا، والتي تعني الصخور الكبيرة الملساء (الصفاح بالتعبير المحلي)... وهناك من يقول بأن كهوفها مليئة بالعسل، وهناك من يذكر بأن التسمية راجعة إلى منابع المياه.

أصل الوعدة له بعد اقتصادي، إذ أن سكانها البدو معروفون بالتنقل قديماً بين تلمسان وقورارة للتجارة (التمر والمواشي وقوافل الإبل)، أما سكانها القاطنون وأغلبهم أمازيغ (شلح) فيمتنون الزراعة المائية (بساتين الخضر والفواكه)، والنشاط الحرفي (الألبسة الصوفية والزرابي).

بداية الوعدة نشأت قبل 1904م، من طرف أحد أحفاد الولي الصالح سيدي التومي بن سيدي أحمد المجذوب، لكن في 1904م، أصبحت تنظم في بداية كل أكتوبر فلاحية، حيث أسست الزاوية المنتمية لسيدي أحمد المجذوب هذا التقليد وكانت موعداً لالتقاء أعيان العرش لفك الخصومات، ولحث أبنائه على التضامن المادي والمعنوي، فيسعف الملهوف، ويفك العاني...

أموال الزاوية تجمع بهذه المناسبة في ضريح الولي الصالح، يشرف عليها القائمون بالزاوية، الذين ينتخبون دورياً وبطريقة ديمقراطية، من شرائح العرش لا غير... وهم من يتكفلون بتوزيع الإعانات والمساعدات على الفقراء والمحتاجين وعابري السبيل، وإقامة المشاريع الخيرية المرتبطة بالضريح والوعدة، فقد تمت توسعته أخيراً، وهناك رغبة في بناء جديد للزاوية، وللمدرسة القرآنية.

أما الوليمة التي تقام على شرف الضيوف، فإن رب كل عائلة من العرش ملزم بذبح شاة للضيوف، في إطار تجمعات قرابية صغيرة (من 2-4 عائلات) تجمعها لحمة قرابية واحدة، تجمع خيامها في مكان واحد وتتخذ للضيوف قيطوناً يصلح للغذاء والاستراحة والأشعار والمدائح والأناشيد في الليل.

يقام أيضاً سوق أسبوعي تعرض فيه كل المنتجات الزراعية والحرفية، والألبسة

بانواعها، وهذا يتم بجوار العباب الفروسية بمحاذاة السهل؛ أما في الهضبة المطلة على

الاحتفال، فيقوم النساء ببيع بعض المنتجات النسوية من حلي وأسورة وقلاند و أدوات الزينة.

يقام الاحتفال طيلة أسبوع، التحضير ابتداءً من يوم السبت، الأسبوع الأول من أكتوبر الفلاحي، والذي يتصادف هاته السنة، مع عيد الفطر المبارك، حيث تم في السنة الماضية وما قبل- الماضية في شهر رمضان المبارك، وهذا موعد لا يخلفه أي محب لهاته الوعدة...

لا بد أن نشير أن هؤلاء المحبين، من الأتباع مثل العمور وحميان وبني عقبة وغيرهم، والأشراف منهم أبناء سيدي يحيى بن صفية، ومن أبناء عمومتهم أولاد سيدي الشيخ، وأولاد سيدي التاج ...

هنالك ألعاب الفروسية التي يأتيها الخيالة من كل مكان من التل ومن الصحراء لإحياء هذه الوعدة بالبارود ورقصات العلاوي، وهي الرقصة المشهورة في المنطقة، إلى جانب فرقة مولاي الطيب التي تحيي الحفل (بالقرقابو)، وبطلقات البارود، خاصة أن 80% تقريباً هم من أتباع الطريقة الطيبية ..

إنه صخب و ضجيج لا ينتهي طيلة أيام الوعدة ، خاصة خلال الانسراح الأقصى للحفل (من يوم الأربعاء إلى يوم الجمعة)، هذا اليوم الأخير هو حفل الاختتام، حيث يجتمع كبار أعيان أولاد سيدي أحمد المجذوب بمعية المشرفين على الزاوية، لختم المعروف و قراءة الفاتحة[8]...

المراجع

بن بحوص حيتالة الميلود، 1994. معروف سيدي أحمد المجذوب، أكتوبر، عسلة، ولاية النعامة، الجزائر.

طوالي نور الدين، 1988. الدين والطقوس والتغيرات ترجمة وجيه البعيني، منشورات عويدات، بيروت-باريس، ديوان المطبوعات الجامعية الجزائر،

الفيروزبادي، القاموس المحيط، باب الدال، طبعة قديمة.

هيشور بوجمعة الأنساب المنشورة في مجلة الثورة الإفريقية *Révolution Africaine*

RACHIK HASSAN, 1990. *Sacré et Sacrifice dans le haut Atlas Marocain*,

ED/Afrique-Orient, Casablanca -Maroc - PP. 9-13.

بن عمارة خليفة، 1999. البوبكرية : تاريخ و سيرة الصالحين، أكتوبر.

راس مال عبد العزيز، 2003. المعروف المحدد بالمجال : الخصائص والصور، في "الجزائري وأسطورته : المخيال الاجتماعي وآليات التماهي" إشراف : الأستاذ/ عبد الرحمن بوزيدة، م. و. ب. م. ا. ت، الجزائر

[*] عضو بفرقة البحث.

[1] معروف سيدي أحمد المجذوب، أكتوبر 1994م، تحرير : الميلود بن بحوص حيتالة، عسلة، ولاية النعامة، الجزائر 1994م.

[2] أنظر نور الدين طوالي : الدين والطقوس والتغيرات، ترجمة : وجيه البعيني، منشورات عويدات، بيروت : باريس، ديوان المطبوعات الجامعية الجزائر 1988م، ص. 133، لكننا نجد في اللغة العربية "زرد" اللقمة بمعنى بلعها، المزرد : الحلق. أنظر القاموس المحيط للفيروزبادي طبعة قديمة باب الدال ص 297.

[3] نفس المرجع.

[4] Hassan Rachik : Sacré et Sacrifice dans le haut Atlas Marocain, ED/Afrique. Orient - Casablanca. Maroc 1990- PP9-13.

[5] نورالدين طوالي : المرجع السابق ص ص 123-137.

[**] معلومات أدلى بها آل سيدي الشيخ محمود : شيخ الزاوية المركزية - الأبيض سيدي الشيخ.

[***] معلومات أدلى بها ابن شيخ الزاوية : زوي حمو الطيب - فرع الأبيض سيدي الشيخ-

[6] يقصد بالمجذوب عند أهل التصوف مرتبة سامية في سلم الانجذاب صاحب الرؤى ما فوق الطبيعية والذي وصل إلى عالم الأسرار التي تتجاوز العالم المادي (أنظر الوثيقة التي قدمها خليفة بن عمارة من كتابه البوبكرية: تاريخ و سيرة الصالحين أكتوبر 1999م) بمناسبة معروف سيدي أحمد المجذوب 1999م.

[7] أنظر بوجمعة هيشور الأنساب المنشورة في مجلة الثورة الإفريقية Révolution Africaine.

[8] أنظر عبد العزيز راس مال : "المعروف المحدد بالمجال: الخصائص والصور" في : "الجزائري وأسطورته"، المخيال الاجتماعي وآليات التماهي، إشراف: الأستاذ/عبد الرحمن بوزيدة، م. و. ب.م.ات، الجزائر، 2003 م.